



# Participation suisse à Interreg

Evaluations concernant la participation suisse  
aux instruments Interreg

Septembre 2018



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,  
de la formation et de la recherche DEFR  
**Secrétariat d'Etat à l'économie SECO**  
Direction de la promotion économique

# Mentions légales

## Mandant et éditeur

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO, Direction de la promotion économique,  
Politique régionale et d'organisation du territoire (DSRE)  
Office fédéral du développement territorial (ARE), Affaires internationales  
Coordinations Interreg régionales

## Direction du projet

Sabine Kollbrunner, SECO  
Silvia Jost und Sébastien Rieben, ARE

## Mandataire

B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung und Evaluanda  
INFRAS

## Auteurs

Wolfram Kägi (B,S,S.)  
Niclas Meyer (B,S,S.)  
Miachael Morlok (B,S,S.)  
Andrea Oswald (B,S,S.)  
Luzia Zimmermann (B,S,S.)  
Gaspard Ostrowski (Evaluanda)  
Emilie Flamand-Lew (Evaluanda)  
Myriam Steinemann (INFRAS)  
Christoph Petry (INFRAS)  
Thomas von Stokar (INFRAS)



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la  
recherche DEFR

**Secrétariat d'État à l'économie SECO**  
Direction de la promotion économique  
Politique régionale et d'organisation du territoire DSRE

Département fédéral de l'environnement, des transports, de  
l'énergie et de la communication DETEC

**Office fédéral du développement territorial ARE**  
Affaires internationales

# Management Response

Septembre 2018

concernant les rapports

## « Évaluation de la participation suisse aux programmes Interreg 2014-2020 »

B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung et Evaluanda

Août 2018

et

## « Évaluation partielle des programmes Interreg V B Espace alpin et Europe du Nord-Ouest »

INFRAS

Juin 2018

COORDINATION RÉGIONALE INTERREG



## 1. Contexte

Dans le cadre de la Nouvelle politique régionale (NPR), la Suisse participe à différents programmes de Coopération territoriale européenne (CTE). La CTE comprend Interreg A (transfrontalier), Interreg B (transnational), Interreg Europe, URBACT, ESPON et INTERACT. La 5<sup>e</sup> période de déploiement de ces instruments, qui font partie de la politique de cohésion de la Commission européenne, est en cours. Pendant cette période, un instrument supplémentaire, la Stratégie macrorégionale pour l'Espace alpin (EUSALP) a été ajouté. Les travaux préparatoires pour la période suivante (2021-2027) ont débuté au niveau européen. La Suisse prévoit de continuer sa participation à ces instruments.

Dans ce contexte, la Confédération a décidé d'évaluer la participation de la Suisse à la CTE. Ce travail d'évaluation vise à collecter des informations importantes en vue de la poursuite de cette précieuse collaboration avec des partenaires européens. Il ne s'agit pas ici de remettre en question la participation de la Suisse à la CTE sur le principe, mais plutôt d'analyser des problèmes et des améliorations possibles. En effectuant ces travaux d'évaluation, la Confédération répond également à l'obligation légale d'une évaluation prévue par la loi fédérale sur la politique régionale (art. 18).

À cette fin, la Confédération a mandaté deux études.

La première, « **Évaluation de la participation suisse aux programmes Interreg 2014-2020** » (« Evaluation der Schweizer Teilnahme an den Interreg-Programmen 2014-2020 », en allemand), examine la participation suisse aux programmes CTE et se concentre sur l'importance de cette participation au regard de la politique extérieure. Elle a été réalisée par B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung et Evaluanda sur mandat du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Elle examine principalement les programmes Interreg A. Un groupe d'accompagnement a été mis sur pied pour l'évaluation, auquel ont été intégrés les coordinations suisses des programmes Interreg A, l'Office fédéral du développement territorial (ARE) et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

La deuxième, « **Évaluation partielle des programmes Interreg V B Espace alpin et Europe du Nord-Ouest** » (« Teilevaluation der Interreg V B-Programme Alpenraum und Nordwesteuropa », en allemand), étudie plus spécifiquement les programmes Interreg B et EUSALP. L'ARE en a confié la réalisation à INFRAS. Un groupe d'accompagnement intégrant le SECO a été mis sur pied. Des représentant-e-s des cantons et des programmes Interreg ont été associé-e-s dans le cadre d'ateliers.

Le présent document récapitule les recommandations des auteur-e-s des évaluations et présente la manière dont la Confédération et les cantons (coordinations Interreg) entendent incorporer ces dernières à leurs politiques.

## 2. Principaux constats des rapports

Dans ce document, le rapport « Évaluation de la participation suisse aux programmes Interreg 2014-2020 » sera dénommé ci-après **E1** et le rapport « Évaluation partielle des programmes Interreg V B Espace alpin et Europe du Nord-Ouest », **E2**.

### a) Réalisation des objectifs et orientation NPR

Les auteur-e-s des évaluations arrivent à la conclusion que les projets sont dans l'ensemble en bonne voie de réaliser leurs objectifs (*E1, p. 51*). Les projets Interreg A, qui bénéficient de fonds fédéraux dans le cadre de la NPR, répondent, pour leur grande majorité, aux critères de la NPR (*E1, pp. 7 et 43*). (*La Confédération et les cantons – coordinations Interreg – se félicitent de cet avis. Ils ne sont néanmoins pas tout à fait d'accord avec la méthode utilisée,*

*dans la mesure où l'innovation a une acception plus large dans le cadre de la NPR que celle sur laquelle l'analyse se base. Ainsi, notamment dans le cas du programme France-Suisse, la compatibilité NPR serait encore plus élevée si les auteur-e-s de l'évaluation avaient appliqué la notion d'innovation telle qu'on la conçoit généralement dans le cadre de la NPR.)* En parallèle, des projets touchant à d'autres domaines thématiques sont mis en œuvre à l'aide de moyens cantonaux. En ce qui concerne les projets Interreg B qui s'inscrivent dans la NPR, les demandeurs exposent de manière plausible la contribution de leur projet aux objectifs NPR (E2, p. 13). Les projets d'importance stratégique nationale se réfèrent concrètement aux objectifs stratégiques nationaux (E2, p. 14). Les propositions de projets intègrent des éléments tirés des modèles d'efficacité (E2, p. 14). Les auteur-e-s de l'évaluation jugent que l'ARE détermine de manière cohérente et pertinente le bien-fondé d'une allocation de moyens NPR à des projets Interreg B (E2, p. 14).

Selon les évaluations, Interreg a le potentiel de contribuer au développement économique des régions, même si des réserves ont aussi pu être émises à cet égard (E1, p. 52). La contribution des projets Interreg B aux objectifs de la NPR apparaît surtout de manière indirecte (E2, p. 32). Les auteur-e-s de l'évaluation ont jugé la contribution des projets Interreg aux priorités de la promotion NPR que sont l'industrie et le tourisme peu importante (<50 %) (E1, p. 7).

L'incorporation d'Interreg dans la NPR a fait ses preuves sur le fond (E2, p. 26). Les personnes concernées voient Interreg comme faisant partie intégrante de la NPR, alors même que la NPR et Interreg fonctionnent comme deux programmes séparés (E1, p. 64). Les projets Interreg sont conçus selon une structure différente que les projets NPR classiques (E2, p. 32). L'orientation de la participation suisse à Interreg a été dans l'ensemble évaluée positivement par les personnes interrogées dans le rapport de B,S,S. et Evaluanda, même si les auteur-e-s de l'évaluation y voient une restriction de la collaboration transfrontalière (E1, pp. 53-54). INFRAS souligne à cet égard les avis contradictoires des responsables de projets, d'une part, et des représentant-e-s fédéraux et cantonaux, de l'autre. Les coordinations des programmes (Confédération et cantons) apprécient la consolidation liée à l'intégration de la participation suisse à Interreg à la NPR et voient d'un bon œil la flexibilité qu'elle offre pour financer des projets d'importance nationale. Les responsables des projets quant à eux, jugent pour certains gênant l'accent mis sur la NPR (E2, pp. 16-17).

## **b) Conséquences sur la politique extérieure, coopération et EUSALP**

Les personnes interrogées par les auteur-e-s de l'évaluation se rejoignent sur la question des répercussions de la participation suisse à Interreg : elles estiment que cette dernière a, dans les régions concernées, une influence positive sur la coopération transfrontalière (E1, p. 7). Les effets d'Interreg s'observent selon elles avant tout en ce qui est du réseautage transfrontalier et de la résolution de problèmes (E1, p. 71 ; E2, p. 24). Cependant, elles signalent qu'il ne faudrait pas surestimer le poids d'Interreg (E1, p. 71).

Le principe sur lequel se fonde la Stratégie macrorégionale pour l'Espace alpin (EUSALP) – définir des priorités et des champs d'actions et renforcer la coopération dans l'espace alpin – rencontre de manière générale l'approbation, tandis que la mise en lien entre le programme Espace alpin et EUSALP est mise en question par certains, notamment parce qu'elle conduit à une affectation de moyens, qui, sinon, pourraient être alloués à d'autres projets (E2, p. 18).

La coopération avec les partenaires étrangers est jugée plutôt positive, à l'exception du programme Italie-Suisse, qui a pris un retard considérable (E1, p. 66). *(La Confédération et les cantons – coordinations Interreg – jugent ici urgent d'améliorer les procédures et le climat de travail en vue de la prochaine période d'encouragement.)*

### **c) Mise en œuvre**

Les procédures administratives nécessaires au soutien de projets Interreg représentent une charge non négligeable pour les personnes interrogées (E1, p. 62), la mise en œuvre est cependant perçue comme efficace dans l'ensemble. Selon les participant-e-s à l'évaluation, la coordination avec la NPR se passe bien, même si les synergies pourraient être encore mieux exploitées (E1, p. 64). Les exigences de la Suisse en matière de controlling sont jugées moins élevées que celles de ses homologues européens (E2, p. 19). Les responsables des projets, quant à eux, souhaiteraient une part de cofinancement plus importante (E2, p. 17).

Les projets Interreg semblent attrayants avant tout pour les personnes issues des milieux des hautes écoles ; les nouveaux venus, par contre, auraient plus de peine à évoluer dans ce domaine (E2, p. 22).

C'est avant tout la communication autour des programmes Interreg (E1 p.77) et des projets Interreg qui devrait être améliorée (E2, p. 23). Seul un cercle restreint connaît Interreg B (E2, p. 30).

Les partenaires de projet suisses d'Interreg B estiment que la Confédération leur fournit un très bon encadrement, mais tirent un bilan plus mitigé quant à leur collaboration avec les cantons. Certains cantons adopteraient à leurs yeux une attitude plutôt passive vis-à-vis des programmes (E2, p. 20). La coopération entre l'ARE et le SECO en revanche est bien perçue (E2, p. 19). (Aucune question de ce type ne figure dans l'évaluation consacrée principalement aux programmes Interreg A).



### 3. Recommandations et réponses

Le tableau suivant présente les orientations que la Confédération et les cantons (coordinations Interreg) entendent prendre à la suite des différentes recommandations.

Recommandation	Évaluation	Management Response		
Conformité avec les principes de la NPR				
Fixer les critères de conformité avec la NPR souples afin de pouvoir soutenir dans la mesure du possible les projets qui encouragent visiblement la coopération transfrontalière (Recommandation 7)  Ne pas définir de manière trop rigide l'orientation de la NPR (Recommandation 1)	Interreg (B,S,S. + Evaluanda)	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
	Interreg B (INFRAS)	<u>Réponse</u> Les programmes Interreg répondent également à d'autres objectifs que ceux de la promotion économique. Les moyens qui sont mis à disposition pour la participation suisse à Interreg de la cadre de la NPR sont en revanche prévus par le législateur en première ligne pour la promotion économique et doivent être investis conformément à cette visée. L'accent mis sur des projets contribuant à la compétitivité doit donc conserver son importance. Grâce à l'art. 6 de la loi fédérale sur la politique régionale (RS 901.0), Interreg bénéficie d'une certaine flexibilité. Des projets issus de thématiques différentes peuvent être soutenus, à condition qu'ils contribuent à la compétitivité de la région. Les coordinations Interreg peuvent par ailleurs financer avec des moyens cantonaux (max. 50 % de prestations cantonales équivalentes) des projets qui ne sont pas conformes à la NPR. Dans le cadre d'Interreg B, d'URBACT et d'ESPO, il est également possible, en vertu de cet article, de financer des projets ayant une importance stratégique du point de vue national, et de tenir compte de l'orientation plus large des programmes Interreg. Élargir davantage le champ		

Recommandation	Évaluation	Management Response		
		<p>reviendrait à entrer en conflit avec la loi mentionnée ci-dessus, qui vise la promotion économique, et pourrait compromettre la source de financement que constitue la NPR pour les contributions Interreg. Le système actuel doit donc être conservé.</p> <p>La coopération transfrontalière ne doit pas être un but en soi, mais un instrument pour atteindre des objectifs concrets.</p>		
<p>Fournir plus d'efforts pour identifier des projets dans le domaine des priorités du PPA. Rechercher sciemment, ce faisant, des voies nouvelles et innovantes.</p> <p>(Recommandation 1)</p>	<p>Interreg (B,S,S. + Evaluanda)</p>	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<p><u>Réponse</u></p> <p>Le programme pluriannuel 2016-2023 de la NPR (PPA) a défini l'industrie et le tourisme comme thématiques prioritaires. Des projets dans ces secteurs sont aussi bienvenus au sein d'Interreg. Le SECO n'a cependant pas l'intention de se concentrer davantage sur ces thématiques. Le programme pluriannuel prévoit explicitement la possibilité d'autres systèmes de valeur ajoutée. Par ailleurs, Interreg est un instrument à la portée plus large que la NPR. Il ne faut pas réduire les possibilités de soutenir des projets en dehors de ces priorités thématiques de la NPR, à condition que les projets aient un impact sur la compétitivité dans le sens de la NPR. Les cantons et l'ARE sont libres d'adopter les orientations qu'ils souhaitent dans leurs programmes.</p>		
<p>Renforcer la collaboration entre les programmes RIS et Interreg.</p> <p>(Recommandation 2)</p>	<p>Interreg (B,S,S. + Evaluanda)</p>	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<p><u>Réponse</u></p> <p>La coordination des activités d'innovation au-delà de plusieurs organisations dans le cadre des Systèmes d'innovation régionaux (RIS) est cruciale, d'une part pour exploiter les synergies, de l'autre pour éviter des doublons. La coordination fonctionne déjà en grande partie, mais peut être améliorée sur certains aspects. Le concept RIS révisé doit donc également s'appliquer aux activités d'innovation au sein d'Interreg.</p> <p>On comprend par coordination accrue notamment une transparence accrue dans la présentation et la justification de la complémentarité des différentes offres d'encouragement et de soutien. Les mesures et projets individuels doivent s'intégrer logiquement au système général RIS. Ce dernier est à concevoir de manière appropriée.</p>		



Recommandation	Évaluation	Management Response		
<p>Évaluer les effets des projets Interreg B de manière plus large, en s'adaptant davantage aux caractéristiques spécifiques du programme et en prenant en considération une période plus longue.</p> <p>(Recommandation 5)</p>	<p>Interreg B (INFRAS)</p>	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<p><u>Réponse</u></p> <p>Un suivi sur le long terme de certains projets serait riche en enseignements, non seulement pour Interreg B, mais aussi plus généralement pour la NPR. Exiger des responsables de projets et des cantons de fournir des rapports dépassant la période de mise en œuvre ne se ferait cependant qu'au prix d'efforts démesurés. Un tel engagement doit donc reposer sur le volontariat. Il est important de fournir un soutien axé sur l'efficacité, à savoir que le rapport entre le projet et son objectif soit démontré au moyen d'un modèle d'efficacité.</p> <p>Déjà aujourd'hui, les rapports sont complétés par des évaluations et des analyses d'efficacité qui examinent en détail les effets à long terme des projets. Regiosuisse s'occupe notamment de réaliser ces analyses ; la plateforme aborde régulièrement la question de la durabilité des projets entre autres dans la rubrique « Mise à jour » de son magazine regioS.</p>		
<b>Mise en œuvre</b>				
<p>Envisager un moyen de créer des conditions qui permettent aux partenaires suisses de reprendre une direction de projet dans tous les programmes Interreg.</p> <p>(Recommandation 3)</p>	<p>Interreg (B,S,S. + Evaluanda)</p>	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<p><u>Réponse</u></p> <p>Les conditions dont il est question doivent être mises en place au niveau européen ; il n'y a aucune restriction à cet égard du côté suisse. Selon les projets de règlement de la Commission européenne pour la politique de cohésion de la période 2021-2027, il devrait pouvoir être possible pour des partenaires suisses à l'avenir d'assumer la direction d'un projet. La Suisse a soutenu ce principe dans une prise de position. Dans le cadre de l'organisation des programmes individuels, ce sont les coordinations Interreg suisses qui s'engageront – si nécessaire avec le soutien du SECO – pour que cela soit aussi mis en œuvre dans chacun des programmes.</p>		
Examiner en détail tous les	Interreg	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord

Recommandation	Évaluation	Management Response		
<p>processus, identifier des solutions innovatrices qui permettent de réduire la charge administrative.</p> <p>(Recommandation 4)</p>	(B,S,S. + Evaluanda)	<p><u>Réponse</u></p> <p>Les démarches devraient être simplifiées autant que possible. L'influence de la Suisse est cependant limitée en la matière. Beaucoup de décisions sont du ressort de l'UE. Certaines démarches administratives sont nécessaires pour une mise en œuvre conforme. Le SECO ne perdra cependant pas de vue la question de la charge administrative dans le cadre du développement de la NPR. Les coordinations Interreg déploient actuellement des efforts dans le même sens.</p> <p>Des offres de coaching existent déjà – notamment dans le cadre des RIS – et sont également promues par la NPR. Par ailleurs, les coordinations Interreg elles-mêmes assument des activités de coaching. Des prestations supplémentaires, telles que le proposent les auteur-e-s de l'évaluation dans les explications à leur recommandation, ne semblent donc ni utiles ni judicieuses. Il est par contre possible pour la Confédération et les cantons d'attirer davantage l'attention des personnes intéressées sur l'offre existante.</p>		
<p>Le SECO doit présenter des méthodes de financement de petits projets par le biais d'Interreg avec des charges administratives nettement moindres que celles qu'impliquent des projets de plus grande envergure. L'expérience du programme Interreg « Alpes rhénanes–Lac de Constance–Haut-Rhin » et son approche en la matière pourraient être évalués et communiqués.</p> <p>(Recommandation 5)</p>	<p>Interreg</p> <p>(B,S,S. + Evaluanda)</p>	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<p><u>Réponse</u></p> <p>Il devrait être possible de soutenir de plus petits projets moyennant un investissement mesuré. Toutefois, c'est aussi avant tout l'UE qui pose les prescriptions en la matière. Le SECO, l'ARE et les cantons ne peuvent qu'influer de manière limitée sur ce paramètre. Selon les projets de règlements de la Commission européenne pour la période 2021-2027, les fonds consacrés aux petits projets devraient permettre de promouvoir plus facilement ces derniers. La Suisse a souscrit à cette initiative dans sa prise de position.</p>		
<p>Le SECO devrait informer les</p>	<p>Interreg</p>	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord

Recommandation	Évaluation	Management Response		
autres offices fédéraux sur la participation à Interreg et leur signaler que le financement des projets Interreg par le biais de la NPR est limité à certaines thématiques.  (Recommandation 8)	(B,S,S. + Evaluanda)	<u>Réponse</u> Le SECO peut davantage communiquer autour d'Interreg dans le cadre de la cohérence territoriale et dans des organismes existants, comme la Conférence pour l'organisation du territoire (COT) et le réseau fédéral pour le développement cohérent du territoire ville-campagne. Centre de compétence pour les questions économiques, il ne peut toutefois pas assumer la responsabilité générale de la promotion des autres priorités thématiques. Il est possible de continuer à améliorer la communication autour d'Interreg avec le concours de regiosuisse. En parallèle, les coordinations Interreg assument également leurs tâches d'information et de sensibilisation.		
Examiner des mesures en vue d'ouvrir les projets Interreg à un plus grand nombre de partenaires.  (Recommandation 6)	Interreg (B,S,S. + Evaluanda)	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<u>Réponse</u> La Confédération et les cantons (coordinations Interreg) ne sont pas tout à fait d'accord avec cette affirmation selon laquelle Interreg s'adresse avant tout à l'administration publique et aux organisations proches de l'État. Les acteurs Interreg viennent de différents horizons. La bonne représentation des hautes écoles s'explique par le savoir-faire demandé par certaines procédures administratives (qui sont majoritairement décidées par l'UE). Il faut examiner la manière dont les « obstacles à l'entrée » dans Interreg peuvent être supprimés. Étant donné que les aides aux entreprises individuelles sont exclues au sein de la NPR, la marge de manœuvre est néanmoins limitée.		
<b>Communication</b>				
Mieux communiquer autour d'Interreg sur plusieurs plans et concernant plusieurs aspects.  (Recommandation 9)  <a href="#">Informer de manière plus active</a>	Interreg (B,S,S. + Evaluanda)	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<u>Réponse</u> La Confédération et les cantons investissent déjà dans la communication autour d'Interreg. Un acteur important de cette communication est regiosuisse. Toutefois, elle pourrait encore être améliorée. Une édition du magazine regioS sur le thème d'Interreg est déjà en préparation. Une conférence Interreg est également au		
	Interreg B			

Recommandation	Évaluation	Management Response		
les groupes cibles sur Interreg B. (Recommandation 4)	(INFRAS)	programme, tout comme la rédaction d'un court texte qui met en perspective Interreg et la NPR de manière accessible. Ce dernier devrait faciliter la communication aux responsables de projet.		
Conserver le rôle proactif de la Confédération, communiquer activement les compétences au niveau cantonal. (Recommandation 3)	Interreg B (INFRAS)	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<u>Réponse</u> L'ARE conserve son rôle proactif dans la mise en œuvre d'Interreg B, d'URBACT, d'ESPON et d'EUSALP. L'office continuera ses efforts pour signaler aux cantons les possibilités qu'offrent ces instruments. Le SECO a intégré une rubrique à ce sujet dans le guide destiné aux cantons pour l'élaboration du programme de mise en œuvre de la NPR.  La Confédération n'estime cependant pas nécessaire de proposer un coaching pour rallier un plus grand nombre d'acteurs à Interreg B. La répartition actuelle de 40 % de partenaires expérimentés et de 60 % de nouveaux venus est judicieuse. Les nouveaux partenaires de projets continuent à être encadrés dans la mise en œuvre.  Pour Interreg A, ce sont les cantons qui tiennent les rênes (coordinations Interreg), pour Interreg Europe, c'est le SECO.		
<b>Interreg VI 2021 – 2027</b>				
Continuer à participer à des programmes Interreg A, mais rester cohérent dans l'évaluation des projets. Les programmes Interreg B et interrégionaux doivent être régulièrement soumis à un examen sous l'angle de leurs coûts et de leur utilité. (Recommandation 10)	Interreg (B,S,S. + Evaluanda)	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<u>Réponse</u> Il est judicieux de continuer à participer à Interreg A. Il faut toutefois également examiner régulièrement les coûts et l'utilité des programmes Interreg A. La décision de quitter ou non un programme doit toujours se faire en considérant la dimension politique d'une telle action. Si un désengagement est délicat en termes politiques, des conditions pour une future participation pourraient être posées (p. ex. amélioration de la gouvernance). Les mandataires n'ont pas analysé en détail les programmes Interreg B et les instruments interrégionaux, leur recommandation à l'égard de ces derniers doit être relativisée.		

Recommandation	Évaluation	Management Response		
		Dimension politique mise à part, il faut aussi considérer le tableau dans son ensemble : on pourrait dire qu'INTERACT pris isolément, par exemple, n'apporte pas grand-chose de concret, mais la coordination entre les programmes fait partie d'un ensemble.		
Clarifier rapidement le lien entre EUSALP et le programme Espace alpin. (Recommandation 2)	Interreg B (INFRAS)	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<u>Réponse</u> L'ARE a déjà fait des démarches dans ce sens. L'office a notamment tiré parti de sa présidence du programme Espace alpin pour faire avancer la coordination avec la Stratégie macrorégionale pour l'Espace alpin (EUSALP) et organise régulièrement des séances de coordination avec les personnes concernées en Suisse.  En parallèle, il faut garder à l'esprit que le programme Espace alpin n'est pas relégué au second plan au profit d'EUSALP. Dans sa prise de position concernant les projets de règlements de l'UE pour la période 2021-2027, la Suisse a précisé que la coordination entre les programmes Interreg et la Stratégie macrorégionale devait suivre une ligne pragmatique.		
<b>Futures évaluations</b>				
Impliquer à l'avenir les porteurs et les partenaires de projet, et un cercle élargi d'interlocuteurs (potentiels partenaires de projet) dans des évaluations approfondies. (Recommandation 11)	Interreg (B,S,S. + Evaluanda)	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
		<u>Réponse</u> En ce qui concerne l'évaluation demandée à B,S,S. et Evaluanda, la Confédération et les cantons (coordinations Interreg) n'ont volontairement pas inclus les responsables et partenaires de projet ainsi que les autres cercles concernés par ces travaux à l'évaluation. La Confédération et les cantons n'entendaient pas remettre en cause le principe de la participation suisse aux programmes Interreg, raison pour laquelle des débats de principe n'étaient pas nécessaires. L'évaluation devait se concentrer sur les questions spécifiques de l'apport de la participation à Interreg aux objectifs de la NPR, et de l'influence de cette participation en matière de politique extérieure. Par ailleurs, la volonté de ne pas surcharger les responsables de projet a également joué dans la		

Recommandation	Évaluation	Management Response
		décision de ne pas leur demander de participer à l'évaluation. À l'avenir, les évaluations devront à nouveau inclure, selon la problématique abordée, les responsables et les partenaires de projet ainsi qu'un cercle d'acteurs élargi.

**B , S , S .**

VOLKSWIRTSCHAFTLICHE BERATUNG

---

# **Evaluation der Schweizer Teilnahme an den Interreg-Programmen 2014-2020**

Basel und Genf, den 7.9.2018

## Evaluation der Schweizer Teilnahme an den Interreg-Programmen 2014-2020

Verantwortlich seitens Auftraggeber:

Sabine Kollbrunner

Eidg. Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO

Direktion für Standortförderung

Regional- und Raumordnungspolitik DSRE

Holzikofenweg 36, 3003 Bern

Tel.: +41 58 462 22 64

Fax: +41 58 422 27 68

[sabine.kollbrunner@seco.admin.ch](mailto:sabine.kollbrunner@seco.admin.ch)

Projektleitung seitens Auftragnehmer:

Wolfram Kägi

Projektbearbeitung:

Joël Bühler, Niclas Meyer, Michael Morlok, Andrea Oswald, Luzia Zimmermann

(B,S,S.), Gaspard Ostrowski, Emilie Flamand-Lew (Evaluanda)

B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung AG, Aeschengraben 9, CH-4051 Basel

Tel: 061-262 05 55, Fax: 061-262 05 57, E-Mail: [contact@bss-basel.ch](mailto:contact@bss-basel.ch)



## Inhaltsverzeichnis

<b>Abbildungsverzeichnis.....</b>	<b>iii</b>
<b>Tabellenverzeichnis.....</b>	<b>iv</b>
<b>Abkürzungsverzeichnis .....</b>	<b>v</b>
<b>Executive Summary .....</b>	<b>6</b>
<b>1. Einführung.....</b>	<b>9</b>
<b>2. Untersuchungsgegenstand, Fragestellung und Evaluationsmethode .....</b>	<b>12</b>
2.1. Untersuchungsgegenstand.....	12
2.1.1. Betrachtete Interreg-Programme .....	12
2.1.2. Interreg im Rahmen von NRP .....	14
2.2. Fragestellung und Ziele der Evaluation .....	14
2.3. Informations- und Datenquellen .....	16
2.3.1. Programmdokumente.....	16
2.3.2. Datenbankauszug.....	17
2.3.3. Homepages .....	17
2.3.4. Selbsteinschätzung.....	17
2.3.5. Eigene Interviews .....	17
2.3.6. Feedbacks aus der Begleitgruppe .....	18
2.3.7. Rechtsgrundlagen .....	18
2.4. Vorgehen.....	18
2.4.1. Evaluationsdesign / Evaluationsmatrix.....	18
2.4.2. Befragung .....	19
2.4.3. Auswertung Programmdokumente und CHMOS Datenbank.....	21
2.5. Herausforderungen und Grenzen der Evaluation.....	21
2.5.1. Herausforderungen .....	21
2.5.2. Methodenwahl .....	22
2.5.3. Grenzen der Evaluation .....	22
2.6. Struktur des Berichts.....	23
<b>3. Inhalt und Resultat der Programme .....</b>	<b>25</b>
3.1. Zielerreichung.....	25
3.2. Thematische Fokussierung .....	27
3.2.1. Definition der NRP-Konformität.....	27

---

3.2.2. Beurteilung Operationelle Programme .....	30
3.2.3. Beurteilung Ziele Programmvereinbarungen.....	32
3.2.4. NRP-Konformität der via NRP finanzierten Interreg-Projekte .....	36
3.2.5. Codierung teilweiser oder nicht NRP-konformer Projekte.....	43
3.2.6. Projektträger .....	44
3.2.7. Projektperimeter .....	44
3.3. Schwerpunktsetzung der Programme .....	45
3.4. Quantitative Auswertung Fachgespräche .....	48
3.5. Beantwortung der Evaluationsfragen.....	49
3.5.1. Beurteilung von Interreg-A.....	49
3.5.2. Interreg B.....	54
3.5.3. Interregionale Zusammenarbeit.....	55
<b>4. Zusammenarbeit und Umsetzung.....</b>	<b>57</b>
4.1. Quantitative Auswertung Fachgespräche .....	57
4.2. Beantwortung der Evaluationsfragen.....	61
<b>5. Aussenpolitische Wirkung.....</b>	<b>67</b>
5.1. Quantitative Auswertung Fachgespräche .....	67
5.2. Beantwortung Evaluationsfragen.....	69
<b>6. Empfehlungen .....</b>	<b>73</b>
<b>Literaturverzeichnis .....</b>	<b>79</b>
<b>Anhang I: Interviewpartner / Interviewpartnerinnen.....</b>	<b>81</b>
<b>Anhang II: Methoden Auswertung NRP-Konformität der Projekte.....</b>	<b>84</b>
<b>Anhang III: Fragebogen.....</b>	<b>88</b>
<b>Anhang IV: NRP-Zielkonformität der OP und PV .....</b>	<b>109</b>
<b>Anhang V: Bewertung Projekte.....</b>	<b>117</b>
<b>Anhang VI: Evaluationsmatrix .....</b>	<b>141</b>

## Abbildungsverzeichnis

Abbildung 1: NRP-Konformität der Operationellen Programme .....	32
Abbildung 2: NRP-Konformität der OP und PV-Ziele.....	35
Abbildung 3: Projekte im ABH Programm: Beitrag zu NRP-Förderinhalte .....	40
Abbildung 4: Projekte im Programm Oberrhein: Beitrag zu NRP-Förderinhalte..	41
Abbildung 5: Projekte im Progr. France-Suisse: Beitrag zu NRP-Förderinhalte ..	41
Abbildung 6: Projekte Interreg A: Beitrag zu NRP-Förderinhalte .....	42
Abbildung 7: Anzahl Projekte nach Wertschöpfungssystem.....	45
Abbildung 8: Budget der Projekte im Programm ABH.....	46
Abbildung 9: Budget der Projekte im Programm Oberrhein .....	47
Abbildung 10: Budget der Projekte im Programm France-Suisse .....	47
Abbildung 11: Einschätzungen zur Auswirkung des NRP-Fokus von Interreg.....	48
Abbildung 12: Einschätzung zur Zielerreichung der Interreg-Projekte.....	49
Abbildung 13: Zusammenarbeit in der Schweiz.....	57
Abbildung 14: Umsetzung innerhalb der Schweiz.....	58
Abbildung 15: Veränderung seit Einführung der Programmvereinbarungen .....	58
Abbildung 16: Kosten-Nutzen-Verhältnis .....	59
Abbildung 17: Grenzüberschreitende Zusammenarbeit.....	59
Abbildung 18: Grenzüberschreitende Zusammenarbeit (nach Partnern).....	60
Abbildung 19: Einfluss Interreg auf grenzüberschreitende Beziehungen.....	67
Abbildung 20: Dossiers, in denen Interreg Wirkung entfaltet .....	68
Abbildung 21: Nutzen Interreg / Sicht Ausland.....	69
Abbildung 22: Projektträgerschaft der Schweiz .....	73
Abbildung 23: Projekte beurteilt nach erwarteter Gesamtwirkung.....	84
Abbildung 24: Klassifizierung der Projekte nach Stichworten.....	85
Abbildung 25: Beispielprojekt zur Klassifizierung anhand von Kernzielen.....	86
Abbildung 26: Übereinstimmung der drei Kernziele in Projekten mit der NRP ...	87

## Tabellenverzeichnis

Tabelle 1: Verwendete Mittel im Vergleich zum Planwert .....	26
Tabelle 2: Erreichung der Output- und Outcome.....	27
Tabelle 3: Programmziele des ABH / Konformität mit NRP .....	31
Tabelle 4: Ziele des OP und der PV ABH .....	33
Tabelle 5: Zuordnung PV-Ziele zu NRP / Beurteilung Konformität.....	34
Tabelle 6: Beispiel einer Projektbewertung nach Hauptzielen .....	87
Tabelle 7: NRP-Zielkonformität des OP Oberrhein.....	109
Tabelle 8: NRP-Zielkonformität des OP France-Suisse .....	111
Tabelle 9: NRP-Zielkonformität des OP Italia-Svizzera .....	112
Tabelle 10: NRP-Zielkonformität der PV Oberrhein.....	113
Tabelle 11 NRP-Zielkonformität der PV France-Suisse.....	114
Tabelle 12: NRP-Zielkonformität der PV Italia-Svizzera.....	116
Tabelle 13: Programm Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein.....	117
Tabelle 14: Programm Oberrhein .....	123
Tabelle 15: Programm France-Suisse .....	129

## Abkürzungsverzeichnis

ABH	Interreg-Programm Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein
ARE	Bundesamt für Raumentwicklung
BAFU	Bundesamt für Umwelt
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
EFTA	Europäische Freihandelsassoziation
EK	Europäische Kommission
EU	Europäische Union
FuI	Forschung und Innovation
KMU	Kleine und mittlere Unternehmen
MJP2	Zweites Mehrjahresprogramm des Bundes 2016-2023 zur Umsetzung der Neuen Regionalpolitik
NRP	Neue Regionalpolitik
OP	Operationelles Programm
PV	Programmvereinbarung
RIS	Regionales Innovationssystem
SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft

## Executive Summary

Im Rahmen der Neuen Regionalpolitik (NRP) fördert der Bund seit 2008 unter Mitwirkung der Kantone die Teilnahme von Schweizer Partnern an den Interreg-Programmen. Momentan läuft die fünfte Programmperiode (Interreg V), welche von 2014-2020 umgesetzt wird. Die vom SECO mitfinanzierten Interreg-Aktivitäten verfolgen entlang den Vorgaben der NRP schwerpunktmässig das Ziel einer Förderung von Innovation, Unternehmertum und Wertschöpfung.

Die vorliegende Evaluation zieht bzgl. der Schweizer Beteiligung an den Interreg-Programmen eine Zwischenbilanz. Zentrale Fragen sind, inwieweit die vom Bund via NRP unterstützten Projekte kompatibel mit den Zielsetzungen der NRP sind - und welche aussenpolitische Bedeutung die Schweizer Teilnahme an Interreg hat.

Zur Beantwortung der Fragestellungen des SECO wurden folgende insbesondere Informationsquellen herangezogen:

- Programmdokumente
- Auszug der CHMOS Datenbank des SECO
- Die Ergebnisse einer Selbsteinschätzung der Schweizer Interreg-Teilnahme durch die Schweizer Programmverantwortlichen, NRP-Verantwortliche, ARE, EDA und SECO.
- Interviews / Fachgespräche mit 25 Vertretern der involvierten öffentlichen Verwaltungen (strukturierte Interviews mit einer Mischung aus geschlossenen und offenen Fragen)
- Feedbacks und Informationen, die während eines Workshops mit der Begleitgruppe übermittelt wurden
- Rechtsgrundlagen
- Homepages einzelner Interreg-Projekte
- Diverse weitere Berichte und Studien zu Interreg

Im Folgenden werden die zentralen Ergebnisse der Studie zusammengefasst:

- NRP-Konformität: Die einzelnen, von der Europäischen Kommission genehmigten Programme, deren Inhalte in den Operationellen Programmen (OP) festgehalten sind, sind nur zum Teil konform mit den Zielen der NRP. Dies liegt in der Natur der Sache, da die OP auf die Europäischen Programmforderungen ausgerichtet sind. Bei den Interreg A Programmen gelingt es sodann recht gut, in Programmvereinbarungen, die das SECO mit den Kantonen abschliesst, Themen festzulegen, die sowohl in den Rahmen der Interreg-Programme fallen wie auch den Inhalten der NRP entsprechen. Im Rahmen der

Evaluation wurde sodann geprüft, ob die mit NRP-Mitteln ko-finanzierten Projekte de facto NRP-konform sind. Im Hinblick auf die im zweiten Mehrjahresprogramm zur NRP festgelegten Förderinhalte kann dies weitgehend bejaht werden. Allerdings beziehen sich weniger als die Hälfte der Projekte auf die MJP2-Förderschwerpunkte Tourismus und Industrie, deutlich weniger als die Hälfte der Projektbudgets fließt in die Förderschwerpunkte.

- Aussenpolitische Wirkung: Die im Rahmen der Evaluation befragten Personen sind sich grundsätzlich einig, dass sich die Schweizer Teilnahme an Interreg in den entsprechenden Regionen positiv auf die grenzüberschreitenden Beziehungen auswirkt (wobei das dysfunktionale Programm mit Italien in der Bewertung eine Sonderrolle einnimmt). Zur differenzierteren Beurteilung der aussenpolitischen Wirkung von Interreg wurde des Weiteren auf Faktoren Bezug genommen, die laut einschlägiger Literatur entscheidend für das Gedeihen guter internationaler Beziehungen sind, ergänzt um von Gesprächspartnern eingebrachte weitere positive Wirkungen von Interreg. Den grössten Beitrag leistet Interreg laut den befragten Fachpersonen zur Lösung gemeinsamer Probleme. Eine grosse Mehrheit der Befragten bejaht zudem die These, nach der Interreg Kontexte zur Begegnung schafft, was die grenzüberschreitenden Beziehungen verbessere. Weiter erlaubt Interreg das Lernen bzgl. Organisationen und Politiken in den Nachbarländern, es können Strukturen für zukünftige Zusammenarbeit aufgebaut werden und es lassen sich Synergien generieren.

Im Zusammenhang mit dem möglichen aussenpolitischen Nutzen von Interreg wird von einigen Gesprächspartnern die Fokussierung auf NRP kritisch beurteilt. Um den Nutzen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit nicht nur der Verwaltung, sondern auch der Bevölkerung erlebbar zu machen seien vielmehr Projekte mit grosser Breitenwirkung notwendig. Besonders wirkungsvoll seien da zum Beispiel Projekte im Bereich Kultur und Sport.

Auf Basis der verschiedenen Informationen konnten elf Empfehlungen abgeleitet werden. Diese sind:

1. Verstärkt Anstrengungen unternehmen, Projekte im Bereich der MJP-Schwerpunkte zu identifizieren. Dabei sind bewusst auch neue und innovative Wege suchen.
2. Zusammenarbeit zwischen RIS (Regionale Innovationssysteme) und Interreg stärken.
3. Prüfen, wie die Voraussetzungen geschaffen werden können, so dass in allen Interreg-Programmen Schweizer Partner eine Projekträgerschaft übernehmen können.

4. Detaillierte Durchleuchtung aller Abläufe, Identifikation von innovativen Möglichkeiten, wie der administrative Aufwand reduziert werden könnte.
5. Wege aufzeigen, wie kleine Projekte so via Interreg finanziert werden können, dass der administrative Aufwand deutlich kleiner als bei den grösseren Projekten ist.
6. Massnahmen prüfen, um Interreg für mehr Projektpartner zu öffnen.
7. Kriterien der NRP-Konformität im Zweifelsfall breit auslegen, so dass Projekte, die die grenzüberschreitende Zusammenarbeit deutlich fördern, wann immer möglich unterstützt werden können.
8. Bei anderen Bundesämtern um die Teilnahme an Interreg werben, bzw. auf die thematische Limitierung der Finanzierung von Interreg-Projekten via NRP hinweisen.
9. Interreg auf verschiedenen Ebenen und in verschiedener Hinsicht besser kommunizieren.
10. Zukünftige Teilnahme: An Interreg A grundsätzlich weiterhin teilnehmen, bei der Projektprüfung aber konsequent bleiben. Interreg B und interregionale Programme (Interreg C) sollten periodisch im Hinblick auf ihre Kosten und Nutzen überprüft werden, gegebenenfalls ist ein Ausstieg sinnvoll.
11. In künftigen vertiefenden Evaluationen Projektträger, Projektpartner und weitere Kreise (potentielle Projektpartner) mit einbeziehen.



## 1. Einführung

Im Rahmen der Neuen Regionalpolitik (NRP) fördert der Bund seit 2008 unter Mitwirkung der Kantone die Teilnahme von Schweizer Partnern an den Interreg-Programmen. Momentan läuft die fünfte Programmperiode (Interreg V), welche von 2014-2020 umgesetzt wird. Interreg V umfasst drei Ausrichtungen:

- Grenzüberschreitende Zusammenarbeit – Interreg V A
- Transnationale Zusammenarbeit – Interreg V B
- Interregionale Zusammenarbeit: Interreg Europe, ESPON, URBACT, INTERACT

Die Schweiz nimmt aktiv an den Interreg A Programmen Frankreich-Schweiz, Italien-Schweiz, Oberrhein, Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein und ALCOTRA (Schweiz, Italien, Frankreich) sowie an den Interreg V B Programmen Alpenraum (Alpine Space), Nordwesteuropa und der Strategie EUSALP teil. Zudem ist die Schweiz an den Programmen URBACT, ESPON, Interreg Europe und INTERACT (alle interregionale Zusammenarbeit) beteiligt. Via NRP wird die Schweizer Interreg-Beteiligung in der Periode 2014-2020 mit 56 Millionen unterstützt, federführend ist das Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, die Verantwortung für vier der Programme und die EUSALP liegt beim Bundesamt für Raumentwicklung ARE, diejenige für die Interreg A Programme bei den Kantonen und für Interreg Europe beim SECO. Bei Interreg A ist die Grundvoraussetzung dafür, dass der Bund ein Programm mitfinanziert, dass die Kantone einen mindestens ebenbürtigen Beitrag an das entsprechende Programm zahlen. Für die einzelnen Projekte können die Kantone von der Äquivalenz abweichen. Dies erlaubt ihnen, mit kantonalen Mitteln auch Interreg-Projekte zu unterstützen, die nicht NRP-konform sind.

Im Rahmen der aktuellen Debatten um die aussenpolitische Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und ihren Nachbarländern leisten die Interreg-Programme einen konkreten Beitrag zur Abstimmung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und raumrelevanten Aktivitäten beidseits der Schweizer Grenze. Die vom SECO mitfinanzierten Interreg-Aktivitäten verfolgen entlang den Vorgaben der NRP schwerpunktmässig das Ziel einer Förderung von Innovation, Unternehmertum und Wertschöpfung. In diesem Kontext möchten die Schweizer Interreg-Programmverantwortlichen, allen voran das SECO, die Interreg-Koordinationsstellen, das Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) sowie das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten (EDA), Zwischenbilanz über die Schweizer Beteiligung an den Interreg-Programmen ziehen. Die zentralen Fragen sind, inwieweit die vom Bund via NRP unterstützten Projekte einerseits

kompatibel mit den Zielsetzungen der NRP sind - und welche aussenpolitische Bedeutung die Schweizer Teilnahme an Interreg hat. Auf Basis der summativen Evaluation der bisherigen Interreg-Beteiligung zeigt der formative Teil der Evaluation Optimierungsvorschläge auf. Die hier vorliegende Evaluation liefert damit insgesamt eine Grundlage für Entscheide über eine zukünftige Teilnahme der Schweiz an den Interreg-Programmen über das Jahr 2020 hinaus.

Einleitend und zur besseren Einordnung der Evaluationsergebnisse werden im Folgenden die wichtigsten Rahmenbedingungen der Umsetzung von Interreg in der Schweiz aufgezeigt.

Die Interreg-Programme wurden von der Europäischen Union zu Beginn der 1990er Jahre eingeführt und zielten in einer ersten Phase darauf ab, Hindernisse, die durch Grenzen entstehen, abzubauen. Sie waren thematisch breit aufgestellt. Mit der Weiterentwicklung der europäischen Kohäsionspolitik wurden die Interreg-Programme mit der Zeit stärker auf wirtschaftliche Zielsetzungen ausgerichtet. Die Kohäsion, inklusive sozialer und ökologischer Ziele ist aber weiterhin ein wichtiger Faktor der Interreg-Programme (für eine weitere Einordnung siehe Kapitel 2 unten). Insgesamt bleiben die Fördermöglichkeiten auf europäischer und Schweizer Seite unterschiedlich: Während die EU mit Interreg auch gesellschaftliche und ökologische Ziele verfolgt, ist die Schweizer Teilnahme Teil der NRP und ist mehrheitlich auf wirtschaftliche Zielsetzungen ausgerichtet. Anzumerken ist: Kantone oder andere Bundesstellen (z.B. das Bundesamt für Umwelt BAFU) können auch Interreg-Projekt zu anderen Themen unterstützen.

Die Ziele der einzelnen Interreg-Programme werden in Operationellen Programmen (OP) festgelegt. Die OP müssen von der Europäischen Kommission genehmigt werden. Die Umsetzung in der Schweiz ist dann wie folgt:

Interreg A: die Umsetzungsverantwortung der Interreg A Programme liegt bei den Kantonen. Zur Ko-Finanzierung stehen Bundesmittel aus der NRP zur Verfügung. Projekte, die NRP-konform sind, können daher via diese Mittel ko-finanziert werden. Grundvoraussetzung für eine Mitfinanzierung des Bundes über die NRP ist, dass die Kantone äquivalente finanzielle Beiträge an das entsprechende Programm leisten, die Ko-Finanzierung des Bundes beläuft sich auf maximal die Summe, die die Kantone für das entsprechende Programm bereitstellen. Die Bundesmittel müssen vollumfänglich NRP-kompatiblen Projekten zukommen. Von den kantonalen Äquivalenzmitteln dürfen bis zu 50% auch in andere Projekte fliessen. Da die OP primär auf die von der EU definierten inhaltlichen Rahmenbedingungen ausgerichtet sind, formulieren Bund und Kantone für jedes Interreg A Programm noch Projektvereinbarungen (PV), in denen festgehalten wird, welche Projektinhalte, die

durch den Bund ko-finanziert werden können, in dem jeweiligen Programm vorgesehen sind. In den PV wird auch festgehalten, in welchem Umfang der Bund für das jeweilige Programm Mittel zur Verfügung stellt. Die Projektselektion selbst erfolgt dann durch die Kantone.

Bei Interreg B sowie bei ESPON und URBACT ist das ARE für die Umsetzung verantwortlich, die Umsetzung / Finanzierung von INTERACT und Interreg Europe liegt beim SECO.

## **2. Untersuchungsgegenstand, Fragestellung und Evaluationsmethode**

Im Folgenden werden die Ziele der Evaluation, die detaillierten Evaluationsfragen, die Evaluationsmethoden sowie die Grenzen der Evaluation dargestellt.

### **2.1. Untersuchungsgegenstand**

Mit den Interreg-Programmen, die heute unter dem Titel der „Europäischen Territorialen Zusammenarbeit“ zusammengefasst sind, verfolgt die EU das Ziel, die harmonische Gesamtentwicklung und Kohäsion Europas durch grenzübergreifende, transnationale und interregionale Zusammenarbeit zu fördern (Europäisches Parlament und Europäischer Rat, 2013). Interreg geht ursprünglich auf die Städtepartnerschaftsprogramme zurück, die in Europa nach dem Zweiten Weltkrieg eingeführt wurden (Europäisches Parlament, 2016: 2). Mit der „Europäischen Territorialen Zusammenarbeit“ will die EU ihrer vertraglichen Verpflichtung nachkommen (Amtsblatt der Europäischen Union 2012: Artikel 176 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union), zum Ausgleich der wichtigsten regionalen Ungleichgewichte in der Union beizutragen. Mit diesem Instrument soll insbesondere die Angleichung der Lebensstandards in den Grenzregionen der EU (und der Europäischen Freihandelsassoziation EFTA), in denen 30% der Bevölkerung der EU leben, gefördert werden (Europäische Kommission, 2017, S. 2). Die Europäische Territoriale Zusammenarbeit ist als zentraler Bestandteil der europäischen Integration zu sehen und, neben der Förderung von Investitionen zur Schaffung von Wachstum und Arbeitsplätzen, eine der zwei Hauptziele und Inhalte der europäischen Kohäsionspolitik.

#### **2.1.1. Betrachtete Interreg-Programme**

Im Folgenden werden die Ziele der einzelnen Ausrichtungen (Interreg A, Interreg B und interregionale Zusammenarbeit (Interreg Europe, URBACT, ESPON, INTERACT)) der Europäischen Territorialen Zusammenarbeit, an denen die Schweiz teilnimmt, erläutert.

Die Ziele von Interreg A sind erstens eine nachhaltige und hochwertige Beschäftigung zu fördern; zweitens die sozialen Inklusion und Bekämpfung von Armut und Diskriminierung zu unterstützen; drittens Investitionen in Bildung, Ausbildung, und Berufsbildung zu stärken; und viertens die Verbesserung der institutionellen Kapazitäten und Zusammenarbeit von öffentlichen Behörden und Interessenträgern zu verbessern (Europäisches Parlament und Europäischer Rat, 2013: 267-8). Diese Ziele sollen durch die gezielte Erschliessung ungenutzter Wachstums- und Koope-

rationspotentiale sowie den Abbau von grenzbedingten Hemmnissen erreicht werden. Die inhaltlichen Schwerpunkte von Interreg A liegen typischerweise auf grenzübergreifenden Infrastrukturprojekten, der Adressierung lokaler Umweltprobleme, der Forschungszusammenarbeit oder der Kooperation in der Arbeitsmarktpolitik. Die Schweiz ist an folgenden Interreg A Programmen beteiligt:

- Frankreich-Schweiz
- Italien-Schweiz
- Oberrhein
- Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein
- ALCOTRA (Schweiz, Italien, Frankreich)

Mit Interreg B soll die Raumentwicklung in grösseren europäischen Räumen, die sich über mehrere Länder und Regionen erstrecken, gefördert werden. Interreg B geht von dem Befund aus, dass diese Räume -aufgrund ihrer geographischen Lage- häufig mit ähnlichen Herausforderungen konfrontiert werden. Vor diesem Hintergrund zielt Interreg B auf die Vernetzung lokaler, regionaler und nationaler Akteure in diesen Räumen ab (Europäisches Parlament und Europäischer Rat, 2013, S. 268). Die inhaltlichen Förderschwerpunkte von Interreg B liegen zumeist in den Bereichen der Verkehrs-, Kommunikations- und Wissensnetzwerke sowie Strategien zum gemeinsamen Umgang mit Umweltkatastrophen. Die Schweiz ist an folgenden Programmen beteiligt:

- Alpenraum (Alpine Space)
- Nordwesteuropa

Zudem beteiligt sich die Schweiz an der makroregionalen Strategie für den Alpenraum (EUSALP).

Mit der interregionalen Zusammenarbeit wird das Ziel verfolgt, die Effizienz der Regional- und Kohäsionspolitik zu steigern, indem der Wissensaustausch zwischen regionalpolitischen Akteuren gefördert wird. Der Fokus liegt auf dem Wissensaustausch zu bewährten Verfahren und der Verbreitung von Fachkenntnissen in Bezug auf die nachhaltige städtische Entwicklung und Kohäsionspolitik (Europäisches Parlament und Europäischer Rat, 2013, S. 268). Schweizer Teilnahme:

- URBACT
- ESPON
- Interreg Europe
- INTERACT

### 2.1.2. Interreg im Rahmen von NRP

Der Bund finanziert Interreg-Projekte via NRP-Mittel, wenn die Projekte NRP-Ziele verfolgen. In transnationalen und interregionalen Programmen können zudem Projekte von nationaler strategischer Bedeutung unterstützt werden. Wichtig festzuhalten ist, dass andere Bundesämter, Kantone, Gemeinden und weitere Organisationen Interreg-Projekte mit eigenen Mitteln unabhängig von den beiden oben genannten Zielen unterstützen können.

Bei den Interreg A Projekten dürfen die Bundesmittel ausschliesslich für NRP-kompatible Projekte verwendet werden, die Hälfte der Äquivalenzmittel der Kantone hingegen dürfen auch in andere Projekte fliessen.

## 2.2. Fragestellung und Ziele der Evaluation

Die Ziele der Evaluation basieren auf den im Pflichtenheft dargestellten Evaluationszielen, die sich wiederum auf Interface (2016) stützen.

### *Übergeordnete Leitfragen*

- Ist die Konzeption der Programme in sich und hinsichtlich der Zielsetzungen der Neuen Regionalpolitik, des Mehrjahresprogramms 2016–2023 sowie weiterer Instrumente und Massnahmen des Bundes kohärent?
- Erfolgen die Zusammenarbeit (vertikal und horizontal) und die Umsetzung durch Bund, Kantone und Regionen in effektiver Weise? Ist die etablierte Governance zweckmässig?
- Welcher Beitrag wird zur Erreichung der Ziele der Neuen Regionalpolitik und des Mehrjahresprogramms 2016–2023 in den Programmgebieten geleistet?
- Wo können Probleme und Chancen identifiziert werden? Liegen die Ursachen für die Probleme auf Konzept-, Vollzugs- oder Wirkungsebene? Welche Optimierungsmöglichkeiten gibt es? Wie können die Chancen genutzt werden?

### *Zielerreichung und thematische Fokussierung*

- Inwieweit konnten die Ziele der Programme erreicht werden?
- Welchen Beitrag konnten die Interreg-Projekte insbesondere zu den NRP-Zielen leisten (Ziele gemäss Gesetz und insbesondere gemäss Programmvereinbarung / Zusammenarbeitsvereinbarung und Wirkungsmodellen)?
- Welchen Beitrag leisten die Interreg-Programme zu den MJP-Schwerpunkten Innovation und Tourismus? Sind diese Bereiche auch in der grenzübergreifenden Zusammenarbeit Schwerpunkte oder überwiegen andere? Welches sind die Erfahrungen in der Interreg-Förderung mit den beiden Themenbereichen?

- Welche Chancen und welche Risiken brachte die Fokussierung auf die NRP mit sich? Welche Hindernisse waren zu überwinden?

#### *Zusammenarbeit und Umsetzung*

- Wie gestaltete sich die Zusammenarbeit mit den grenzüberschreitenden Partnern, den Programmstrukturen (Sekretariate, Verwaltungsbehörde,...) und den Partnern der Europäischen Kommission?
- Wie wird die Umsetzung der Schweizer Teilnahme seitens der Verwaltungsbehörden des Auslands eingeschätzt?
- Wie effizient waren die gewählten Prozesse?
- Welche Auswirkungen hatte das Einführen der spezifischen Interreg-Programmvereinbarungen (inkl. Wirkungsmodellen)?
- Wie gut und wie effizient gestaltet sich die Interreg-Umsetzung im Rahmen der NRP? Welches sind die grossen Herausforderungen?
- Wie läuft die inhaltliche Abstimmung mit den kantonalen und überkantonalen NRP-Programmen? Inwiefern können sie voneinander profitieren? Gibt es Konkurrenzsituationen oder sonstige Konflikte?
- Wie sieht die Bilanz für einzelne Programme aus? Bei welchen Programmen stehen Aufwand und Ertrag in einem guten Verhältnis, bei welchen eher nicht?

#### *Aussenpolitische Bedeutung*

- Welche Bedeutung hat die Schweizer Teilnahme an Interreg aus aussenpolitischer Sicht? Welche Auswirkungen hätte ein stärkeres oder schwächeres Engagement der Schweiz in diesem Bereich (im Allgemeinen oder in einzelnen Programmen)?
- Welche indirekten Auswirkungen haben die Interreg-Programme auf die grenzüberschreitende Zusammenarbeit und die bilaterale Zusammenarbeit allgemein?
- Welche Gründe ausserhalb der eigentlichen Zielerreichung der Programme sprechen allenfalls für ein entsprechendes Engagement?

#### *Empfehlungen*

- In welchen Punkten sollte die Schweizer Teilnahme an Interreg für die nächste Periode überdacht werden? Welche Anpassungen sind vorzunehmen?
- Soll die Schweiz weiterhin an denselben Programmen teilnehmen? Gibt es Programme, aus denen die Schweiz aussteigen könnte, um die Ressourcen auf die für sie wichtigeren zu konzentrieren? Wäre ein Ausstieg aus politischen Gründen denkbar?

### *Punktuelle Anpassungen der Fragestellungen / Erläuterungen*

Die Frage „Welchen Beitrag konnten die Interreg-Projekte insbesondere zu den NRP-Zielen leisten ...“ wird beantwortet, in dem untersucht wird, ob die via NRP unterstützen Projekte die NRP-Ziele verfolgen.

Die Frage „Wie sieht die Bilanz für einzelne Programme aus? Bei welchen Programmen stehen Aufwand und Ertrag in einem guten Verhältnis, bei welchen eher nicht?“ kann im Rahmen des Mandats nicht beantwortet werden, da a) die Programme noch nicht abgeschlossen sind und b) eine Datengrundlage zur Beantwortung der Frage noch fehlt.

Die Antworten auf die übergeordneten Leitfragen ergeben sich aus der Beantwortung der spezifischen Fragen. Zur Vermeidung von Redundanzen wird daher auf die separate Beantwortung der übergeordneten Leitfragen verzichtet.

## **2.3. Informations- und Datenquellen**

Die vorliegende Analyse nutzt folgende Informationsquellen:

- Programmdokumente
- Datenbankauszug
- Homepages einzelner Interreg-Projekte
- Die Ergebnisse einer Selbsteinschätzung der Schweizer Interreg-Teilnahme durch die Schweizer Programmverantwortlichen, NRP-Verantwortliche, ARE, EDA und SECO.
- Eigene Interviews / Fachgespräche
- Feedbacks und Informationen, die während eines Workshops mit der Begleitgruppe übermittelt wurden
- Rechtsgrundlagen
- Diverse weitere Berichte und Studien zu Interreg

### **2.3.1. Programmdokumente**

Als Programmdokumente stehen zur Verfügung:

Operationelle Programme: Für jedes Interreg-Programm besteht ein Operationelles Programm (OP). In diesem Dokument werden die gesamthaften Ziele des entsprechenden Interreg-Programms dargestellt. Die OP werden von den beteiligten Gebietskörperschaften ausgearbeitet und von der Europäischen Kommission genehmigt.

Programmvereinbarungen (PV): Für die Interreg A Programme wird auf Basis der OP zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den am entsprechenden



Interreg-Programm beteiligten Kantonen (sowie in einzelnen Fällen noch einer regionalen Organisation wie der Regio Basiliensis) eine Vereinbarung getroffen, in der festgehalten wird, welche Inhalte bzw. Projekte via NRP finanziert werden und welche Beträge der Bund beisteuert. Teil der PV sind Wirkungsmodelle, in denen auch Indikatoren zur Messung der Zielerreichung der Programme festgehalten sind.

Jahresberichte: Die Interreg-Programme berichten via Jahresberichte über die Programmfortschritte. U.a. wird auch dargelegt, welche finanziellen Mittel bereits aufgebraucht bzw. ausbezahlt sind und inwieweit die angestrebten Zielwerte der Wirkungsindikatoren erreicht wurden.

NRP-Wirkungsmodell: PowerPoint Folie mit dem Wirkungsmodell der NRP.

### **2.3.2. Datenbankauszug**

Die CHMOS Datenbank des SECO beinhaltet die zentralen Informationen der Interreg-Projekte der Programme, an denen die Schweiz beteiligt ist. Ein entsprechender Datenbankauszug stand den Evaluatoren für die Evaluation zur Verfügung.

### **2.3.3. Homepages**

Viele Interreg-Projekte haben eine eigene Homepage, auf denen das Projektvorhaben im Detail erläutert wird.

### **2.3.4. Selbsteinschätzung**

Die kantonalen Interreg-Koordinatoren und NRP-Verantwortlichen, die für Interreg verantwortlichen Personen des SECO und ARE sowie Vertreter des EDA haben im Vorfeld dieser Evaluation eine Reihe von Fragen zur Umsetzung und zur Wirkung von Interreg schriftlich beantwortet. Diese Antworten standen den Evaluatoren als Grundlage ihrer Arbeit zur Verfügung.

### **2.3.5. Eigene Interviews**

Im Rahmen des Projektes haben wir mit 26 Fachpersonen Interviews geführt (semistrukturierte Interviews mit geschlossenen und offenen Fragen). Die Ergebnisse der Interviews stellen eine wichtige Grundlage für die Evaluation dar. Der Fragebogen bestand aus offenen und geschlossenen Fragen; die Personen, die die Selbsteinschätzung bereits ausgefüllt hatten, wurden eingeladen, die geschlossenen Fragen des im Rahmen der Evaluation entwickelten Fragebogens ergänzend auszufüllen. Für Details zur Konzeption und Umsetzung der Befragung siehe 2.4.2. unten.

### **2.3.6. Feedbacks aus der Begleitgruppe**

Einzelne Themen haben wir anlässlich eines Workshops mit der Begleitgruppe (die Teilnehmende der Begleitgruppe sind in Anhang I aufgeführt) besprochen. Die Ergebnisse fließen in den Bericht ein.

### **2.3.7. Rechtsgrundlagen**

VERORDNUNG (EU) Nr. 1299/2013 DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTS UND DES RATES vom 17. Dezember 2013 mit besonderen Bestimmungen zur Unterstützung des Ziels "Europäische territoriale Zusammenarbeit" aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE). Das Dokument legt dar, welche Informationen auf europäischer Ebene für die Durchführung von Interreg-Projekten vorgesehen sind.

Mehrjahresprogramm des Bundes 2016-2023 zur Umsetzung der Neuen Regionalpolitik (MJP2): Das Mehrjahresprogramm ist Teil der Botschaft über die Standortförderung 2016.2019 (Bundesrat, 2015) und beschreibt im Detail die Ziele der neuen Regionalpolitik. Zur Beurteilung der Frage, ob Interreg mit den Zielen der NRP kompatibel ist, kann folglich auf das MJP2 Bezug genommen werden.

## **2.4. Vorgehen**

### **2.4.1. Evaluationsdesign / Evaluationsmatrix**

Eine zu Beginn des Mandats erarbeitete Evaluationsmatrix strukturiert die Arbeiten (siehe Anhang). Die Evaluationsmatrix zeigt für jede übergeordnete Leitfrage resp. jede Evaluationsfrage auf, welche Kernindikatoren bei der Beantwortung der Fragen im Vordergrund stehen können. Weiter wird aufgezeigt, welche Fragen auf Basis welcher Dokumente vermutlich beantwortet werden können, bzw. auf welcher Basis die entsprechenden Indikatorenwerte bestimmt werden sollten. Die Matrix stellte einerseits eine erste Diskussionsgrundlage im Hinblick auf das Vorgehen dar und trägt insgesamt dazu bei, dass am Ende des Erhebungsprozesses für jede Evaluationsfrage ausreichend Informationen zur Verfügung stehen.

Die Auftraggeberin hat die Evaluationsmatrix, die zentrale Punkte des Vorgehens zusammenfasst, begutachtet und kommentiert. Somit konnte in einem ersten Schritt Kongruenz zwischen den Wünschen der Auftraggeberin und dem Auftragsverständnis der Auftragnehmer hergestellt werden.

## 2.4.2. Befragung

### *Design Fragebogen*

Für die Befragung wurde ein Fragebogen mit offenen und geschlossenen Fragen verwendet (s. Anhang). Die Fragen und Ergebnisse Selbsteinschätzung (s. oben), die Evaluationsmatrix sowie das Pflichtenheft der Evaluation bildeten die Grundlage für den Fragebogen. Konkret standen bei der Erarbeitung folgende Überlegungen im Vordergrund:

- Aus den Evaluationsfragen wurden Thesen abgeleitet, die dann von den Gesprächspartnern bestätigt oder verworfen werden konnten.
- Die Thesen wurden um weitere Fragen ergänzt, die im Hinblick auf die Beantwortung der Evaluationsfragen dienlich sind.
- Für die Frage nach der aussenpolitischen Wirkung der Schweizer Teilnahme an Interreg wurde eine Frage formuliert, die abfragt, ob Interreg einen Beitrag zu verschiedenen Aspekten der internationalen Zusammenarbeit leistet, die gemäss der einschlägigen Literatur (Hölström et al., 2012) wichtig für die langfristige Verbesserung der internationalen Beziehungen sind.
- Des Weiteren wurden die Ergebnisse der Selbsteinschätzung ausgewertet und dahingehend analysiert, ob wichtig erscheinende Antworten mehrfach genannt wurden. Die so abgeleiteten Thesen wurden in den Fragebogen aufgenommen. Somit kann in der nachfolgenden Erhebung überprüft werden, wie viele andere Personen die entsprechende Meinung und Einschätzung vertreten.
- Die Ergebnisse der geschlossenen Fragen können quantitativ ausgewertet werden, ohne dass Textantworten entsprechend kodiert werden müssen. Die offenen Fragen geben umfangreiche zusätzliche Erkenntnisse im Hinblick auf die Beantwortung der Evaluationsfragen.
- Es wurden verschiedene Fragebogenversionen bereitgestellt, so dass die Interviewpartner nur Fragen erhielten, zu denen sie kompetent Auskunft geben konnten.
- Im Hinblick auf eine Optimierung des Erhebungsinstruments wurde bei der Konkretisierung des Fragebogens punktuell von der Evaluationsmatrix abgewichen.

Der Fragebogen wurde der Auftraggeberin zur Kommentierung zugesandt. Somit wurde sichergestellt, dass der Fragebogen die zentralen, aus Sicht der Auftraggeber wichtigen Punkte abdeckt. Ein wichtiger Punkt aus Sicht der Auftraggeber war, einen Fokus auf offene Fragen zu legen. Dies wurde bei der Umsetzung des Fragebogens und bei der eigentlichen Durchführung der Befragung entsprechend berücksichtigt.

### *Auswahl Interviewpartner*

Interviewpartner wurden aus folgenden Personenkreisen ausgewählt:

- Personen, die die aussenpolitische Wirkung von Interreg gut abschätzen können (z.B. Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter von Vertretungen der Schweiz im Ausland)
- Personen, die auf Kantonsebene bzw. regionaler Ebene seitens Verwaltung oder verwaltungsnaher Organisationen mit Interreg arbeiten und sowohl Abläufe wie auch Inhalte von Interreg kennen. Zudem wurden Personen interviewt, die die aussenpolitische Wirkung von Interreg gut einschätzen können. Bei der Auswahl der Interviewpersonen wurde ein Schwerpunkt auf die beiden Programme Oberrhein sowie Schweiz-Frankreich gelegt. Abgedeckt sind aber alle Interreg-A Programme, ausser ALCOTRA

Die Auswahl der Gesprächspartner erfolgte in enger Absprache mit der Auftraggeberin. Diejenigen Personen, die bereits an der Selbsteinschätzung teilgenommen hatten, wurden eingeladen, die geschlossenen Fragen des für die Evaluation entwickelten Fragebogens noch zu beantworten.

### *Pretest*

Es wurden zwei Pretests durchgeführt. Nach den Pretests wurde der Fragebogen punktuell angepasst.

### *Durchführung der Befragung*

Die Durchführung der Interviews erfolgte teilweise telefonisch, teilweise persönlich. Die zentralen Aussagen der Gespräche wurden systematisch dokumentiert.

### *Auswertung der Befragung*

Die geschlossenen Fragen erlauben die Darstellung gewisser Einschätzungen in Graphiken, die Ergebnisse der offenen Fragen führen zu einer qualitativen Beantwortung der Fragestellungen. Bewusst wird die Auswertung der geschlossenen Fragen nicht nach Personengruppen unterschieden (z.B. Vertreter Kantone, Vertreter Bundesverwaltung, Gesprächspartner aus dem Ausland). Dies aus folgendem Grund: Die Stichprobe der Befragten ist relativ klein und die Gesprächspartner lassen sich nicht zu gleich grossen Gruppen zusammenfassen. Zudem gibt es bei einzelnen Fragen grosse Differenzen in den Antworten. Je nach Zahl der Befragten entstünde so bei einer nach Gruppen differenzierten Auswertung ein verzerrtes Bild.

### **2.4.3. Auswertung Programmdokumente und CHMOS Datenbank**

Die Programmdokumente wurden insbesondere im Hinblick auf die NRP-Konformität der Interreg-Programme und -Projekte und im Blick auf die Abdeckung der NRP-Förderschwerpunkte ausgewertet.

## **2.5. Herausforderungen und Grenzen der Evaluation**

### **2.5.1. Herausforderungen**

#### *Vielschichtiges Fördersystem, zahlreiche Partner*

Interreg ist ein komplexes, vielschichtiges Fördersystem mit verschiedenen unterschiedlichen Programmen und einer Vielzahl von Akteuren. Die verschiedenen Programme sind in 2.1.1. oben erläutert. Als staatliche Akteure können differenziert werden:

- Im EU-Raum
  - Europäische Kommission
  - Nationalstaaten
  - Länder, Regionen (Departemente, Bundesländer etc.) und Gemeinden
- In der Schweiz
  - Bundesverwaltung
  - Kantone
  - Gemeinden

Zudem übernehmen gewisse grenzüberschreitend agierende Organisationen wie z.B. die Regio Basiliensis wichtige koordinative Aufgaben bei der Durchführung von Interreg.

#### *Dokumentation*

Die Vielzahl der involvierten Akteure schlägt sich unmittelbar nieder in umfangreiche Dokumente, die die Programme beschreiben und dokumentieren. Auf Programmebene stehen für die Evaluation über 62 Dokumente zur Verfügung. Des Weiteren erklären gesetzliche Grundlagen und Verordnungen den regulatorischen Rahmen von Interreg, wobei zwischen den Regelungen seitens EU und seitens der Schweiz zu differenzieren ist. Nicht vorhanden (oder dem Evaluationsteam nicht bekannt) sind Dokumente, die die in der Formulierung, Genehmigung und Durchführung der Programme sowie beim entsprechenden Monitoring und Controlling

involvierten Akteure sowie die notwendigen Prozesse im Überblick aufzeigen würden.

#### *Umfassende Evaluationsfragen*

Die Fragestellungen des SECO sind relativ umfassend.

### **2.5.2. Methodenwahl**

#### *Zielorientierte Auswertung der Dokumente*

Die Fülle an Informationen und die Breite der grundsätzlich interessierenden Fragen erfordern ein gut auf die Herausforderungen zugeschnittenes Vorgehen. Es wurde daher folgender Evaluationsansatz gewählt:

Die Auswertung bestehender Dokumente erfolgt zielorientiert im Hinblick auf einige wenige ausgewählte Fragen. Im Fokus steht hier die NRP-Konformität der Programme und Projekte sowie die Abdeckung der NRP-Förderschwerpunkte. Des Weiteren kann anhand der Dokumente geprüft werden, in wie weit es gelingt, Wirkungsmodelle für die einzelnen Programme zu entwickeln, die den Zielen der Programme geeignete Outputs, Impacts und messbare Wirkungsindikatoren zuweisen. Schliesslich können aus einzelnen Dokumenten Angaben zum Grad der Umsetzung der Programme deduziert werden.

#### *Befragung als zentrale Informationsgrundlage*

Die Beantwortung vieler Evaluationsfragen stützt sich auf die durch die Selbsteinschätzung und in der Befragung erhaltenen Informationen und Einschätzungen.

### **2.5.3. Grenzen der Evaluation**

#### *Selektion der Gesprächspartner*

Bei der Auswahl der Gesprächspartner war es das Ziel, Personen zu identifizieren, die Interreg entweder aus der eigenen Arbeit gut kennen oder aber die Auswirkungen von Interreg (insbesondere deren aussenpolitische Wirkung) einschätzen können. Personen, die Interreg von einer weitestgehend neutralen oder gar explizit kritischen Warte aus beurteilen, wurden keine interviewt. Dadurch haben die Antworten immanent einen gewissen Bias; mit grundsätzlich sehr Interreg-kritischen Ergebnissen ist nicht zu rechnen. Dies ist insofern für die hier durchgeführte Evaluation nicht allzu problematisch, als dass nicht beurteilt werden soll, ob Interreg grundsätzlich infrage zu stellen ist, sondern eher Optimierungsvorschläge im Hinblick auf das künftige Programm erarbeitet werden sollen.

### *Schwerpunktsetzung*

Die Prüfung der NRP-Konformität und die Einschätzung des Stands der Programmumsetzung konzentriert sich auf Interreg A Programme. Nicht berücksichtigt wurde in Absprache mit der Auftraggeberin das Interreg A Programm ALCOTRA<sup>1</sup>. Für die Einschätzung der NRP-Konformität von Interreg B kann sich das Evaluationsteam auf einen aktuellen Evaluationsbericht von Infrac (2018) stützen. Die interregionalen Programme werden eher am Rande berücksichtigt, zumal diese vielen Gesprächspartnern nicht vertraut waren und daher auch keine oder nur eine punktuelle Einschätzung zu diesen Programmen zur Verfügung steht. Auch investiert der Bund deutlich weniger Mittel in diese Programme als in die Interreg A Programme.

### *Stichprobenprüfungen*

Genauere Projektbeschreibungen, die über die in der Datenbank des SECO abgelegten Informationen hinausgehen, wurden für eine Stichprobe von Projekten gesichtet.

### *Informationen über einzelne Projekte*

Für einzelne Projekte stützt sich die Evaluation primär auf die in der CHMOS-Datenbank verfügbaren kurzen Projektbeschreibungen. Für einzelne ausgewählte Projekte wurden weitergehende Informationen recherchiert.

## **2.6. Struktur des Berichts**

Die nachfolgenden Kapitel 3 und 4 beinhalten die inhaltliche Analyse. Die beiden Kapitel sind dabei so aufgebaut, dass zunächst die für die Beantwortung der Evaluationsfragen erarbeiteten Daten aufgezeigt werden. Im Kapitel 3 sind hier insbesondere die Analysen zur NRP-Konformität und zur Zielerreichung der Programme dargelegt. Des Weiteren sind jeweils die Auswertungen der geschlossenen Fragen der Befragung aufgeführt. Auf Basis dieser weitgehend quantitativen Angaben erfolgt dann die Beantwortung der Evaluationsfragen. Die qualitativen Ergebnisse der Befragung sowie der Selbsteinschätzung gehen unmittelbar in die Beantwortung der Evaluationsfragen ein. Die Empfehlungen folgen in Kapitel 7.

---

<sup>1</sup> Dies, weil die Schweiz bei ALCOTRA nicht eigentlicher Programmpartner ist, sondern nur an einzelnen Projekten teilnimmt.

Zur Optimierung der inhaltlichen Logik und zur Vermeidung von Doppelungen wurde im Text die Reihenfolge der Fragen teilweise verändert oder es wurden einzelne Fragen zusammengefasst.



### 3. Inhalt und Resultat der Programme

Evaluationsfragen:

Inwieweit konnten die Ziele der Programme erreicht werden?

Welchen Beitrag konnten die Interreg-Projekte insbesondere zu den NRP-Zielen leisten (Ziele gemäss Gesetz und insbesondere gemäss Programmvereinbarung / Zusammenarbeitsvereinbarung und Wirkungsmodellen)?

Welchen Beitrag leisten die Interreg-Programme zu den MJP-Schwerpunkten Innovation und Tourismus? Sind diese Bereiche auch in der grenzübergreifenden Zusammenarbeit Schwerpunkte oder überwiegen andere? Welches sind die Erfahrungen in der Interreg-Förderung mit den beiden Themenbereichen?

Welche Chancen und welche Risiken brachte die Fokussierung auf die NRP mit sich? Welche Hindernisse waren zu überwinden?

#### 3.1. Zielerreichung

Die Zielerreichung der Programme lässt sich zum jetzigen Zeitpunkt primär auf Basis folgender Informationen beurteilen:

- Finanzzahlen (wie z.B. des bereits bewilligten Projektbudgets oder der verwendeten Projektmittel)
- Indikatoren zum Programmfortschritt, wie sie in den Wirkungsmodellen der verschiedenen Programme festgelegt sind.
- Einschätzung der Programmverantwortlichen

Externe Evaluationen zur Zielerreichung liegen derzeit nicht vor.

Tabelle 1 stellt zusammen, wie viele Bundesmittel für die einzelnen Programme derzeit vorgesehen sind, welche Beträge bereits für konkrete Projekte verpflichtet sind (differenziert zwischen der Periode bis 2022 und der Periode bis 2017) und wie viel Budget bereits verwendet wurde.

Tabelle 1: Verwendete Mittel im Vergleich zum Planwert

	Geplant bis 2020 (PV/ZV)	Geplant (PV 2014- 2017)	Verpflichtungen an Projekte per Ende 2017)	Verwendet / ausbezahlt bis 2017 (Jahresberichte)	Mittel verwendet in %
ABH	9'500'000	4'774'000 <sup>2</sup>	6'680'477	1'778'745	37.26%
Oberrhein	9'200'000	3'984'000	2'667'485	922'620	23.16%
France-Suisse	15'000'000	8'400'000	8'398'510	1'717'015	20.44%
Italia-Svizzera	10'740'000	3'145'000	140'000	0	0.00%
Alpine Space, Nordwesteuropa, EUSALP, URBACT, ESPON	7'200'000	k.A.	3'030'875	1'537'889	21.4%
Interreg Europe	3'750'000	k.A.	653'278	k.A.	k.A.
Interact	84'303	k.A.	84'303	k.A.	k.A.

*Quellen und Berechnungsweise:*

*Geplant bis 2020 sowie Verpflichtungen an Projekte bis Ende 2017: SECO.*

*Geplant 2014-2017 sowie Verwendet bis 2017: PV und Jahresberichte der einzelnen Programme:*

*ABH: Interreg Netzwerkstelle Ostschweiz 2018, Anhang E; WBF 2015a (ABH); Oberrhein: Interkantonale Koordinationsstelle bei der Regio Basiliensis 2018, Anhang D sowie Auskunft per Email; WBF 2017b (Oberrhein);*

*France-Suisse: Arcjurassien.ch (2018), Anhang E; DEFR 2015a (France-Suisse);*

*Italia-Svizzera: Repubblica e Cantone Ticino 2018, DEFR (2015b)*

*Mittel verwendet in %: Prozentsatz der laut PV ursprünglich eingeplanten Mittel, die per Ende 2017 tatsächlich verwendet wurden.*

In den Gesprächen wurde uns zudem gesagt, dass im Programm France-Suisse die Mittel je nach Region unterschiedlich stark bzw. schnell verpflichtet werden. Während im Genferseebecken bereits so viele Projekte genehmigt wurden, dass das vom SECO gesprochene Budget weitgehend ausgeschöpft, fehlen im Jurabogen noch geeignete Projekte.

Des Weiteren kann aus den Jahresberichten der Programme entnommen werden, welche Ziele gemäss den Wirkungsmodellen der Programme bereits erreicht wurden. Tabelle 2 zeigt die Ergebnisse der entsprechenden Auswertung auf.

<sup>2</sup> Hier wurde in Interreg Netzwerkstelle Ostschweiz (2018) eine Anpassung vorgenommen, neu gilt ein Wert von 3'778'000.

Tabelle 2: Erreichung der Output- und Outcome

Programm	Indikatorebene	Erreicht (100%-)	Mehrheitl. erreicht (50%-99%)	Teilw. erreicht (1%-50%)	nicht erreicht (0%)	keine Angabe
ABH	Output	14%	14%	14%	0%	57%
	Outcome	17%	0%	0%	17%	67%
Oberrhein	Output	59%	0%	0%	35%	6%
	Outcome	11%	0%	11%	21%	58%
France- Suisse	Output	21%	57%	14%	0%	7%
	Outcome	5%	26%	21%	0%	47%

Quelle: Indikatoren im Meilensteincontrolling der verschiedenen Programme: Interkantonale Koordinationsstelle bei der Regio Basiliensis (2018), Anhang C Interreg Netzwerkstelle Ostschweiz (2018), Anhang C Arcjurassien.ch (2018), Anhang C

Vergleich Zielwerte laut Jahresberichten und erreichten Werten laut Jahresberichten der verschiedenen Programme. In der Tabelle ist angegeben, wie viele der Output- und Outcome-Indikatoren vollständig erreicht wurden (Kategorie „Erreicht“, 100% Zielerreichung), wie viele mehrheitlich erreicht wurden (Kategorie „teilweise erreicht, 1-50% Zielerreichung), wie viele gar nicht erreicht wurden („nicht erreicht“, 0% Zielerreichung) und für wie viele Indikatoren keine Angaben zur Verfügung stehen.

## 3.2. Thematische Fokussierung

### 3.2.1. Definition der NRP-Konformität

Zur Beantwortung der oben festgehaltenen Evaluationsfragen muss zusätzlich zu den in Kapitel 3.1. oben dargelegten rein quantitativen Angaben zum jeweiligen Programmfortschritt analysiert werden, ob die Interreg-Programme generell und die vom SECO via NRP finanzierten Projekte auf die Ziele der NRP ausgerichtet sind. Zur Beurteilung der NRP-Konformität der Interreg-Programme wurden OP, PV und einzelne Projekte dahingehend geprüft, ob sich deren Ziele (im Falle der OP und PV) oder deren Aktivitäten (im Falle der einzelnen Projekte) mit den Zielen der Neuen Regionalpolitik (NRP) vereinbaren lassen. Dabei stellt sich die Frage, wie konkret beurteilt wird, ob ein Projekt die Ziele der NRP erreicht. Zu berücksichtigen ist dabei auch, dass der parlamentarischen Debatte zum Bundesgesetz zur Neuen Regionalpolitik im Jahr 2006 entnommen werden kann, dass bei der Förderung von Interreg im Rahmen der NRP auf die europäischen Vorgaben

Rücksicht genommen und eine gewisse Flexibilität geschaffen werden muss.<sup>3</sup> Nichtsdestotrotz muss für eine Beantwortung der Frage der NRP-Kompatibilität ein mehr oder weniger klares Kriterienraster herangezogen werden. Im Rahmen des vorliegenden Berichts wurde daher zur *Operationalisierung* der Frage der NRP-Kompatibilität auf die im zweiten Mehrjahresprogramm (MJP2) im Hinblick auf die Ausrichtung 1 (Projektförderung) festgehaltenen Förderinhalte (siehe Bundesrat 2015: 2445-2448) abgestellt. Diese sind:

- Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern
- Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern
- Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen
- Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern
- Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren

Selbstredend können Programme und Projekte grundsätzlich auch dann die Ziele der NRP unterstützen, wenn Aktivitäten unterstützt werden, die nicht den in den im MJP2 festgehaltenen Förderinhalten entsprechen. So könnten z.B. sehr viele OP-Ziele dem NRP-Ziel der Erhöhung der Wettbewerbsfähigkeit zugewiesen werden. Allerdings erhielte die Diskussion der Zielkongruenz dann eine gewisse Beliebigkeit, schlussendlich könnte für fast alle erdenklichen, irgendwie sinnvollen, den Lebensraum oder die Lebensbedingungen verbessernden Projekte dargelegt werden, warum sie einen positiven Beitrag zur Wettbewerbsfähigkeit leisten; in diesem Sinne könnten alle Umweltschutzprojekte, alle kulturellen Projekte, alle Projekte, die die Gesundheit fördern etc. als NRP-konform bezeichnet werden. Genau eine solche Beliebigkeit möchte das MJP2 aber vermeiden, in dem es gewisse Förderinhalte definiert.

Zur Beurteilung, ob die Projekt- und Programmziele mit den oben aufgezählten Förderinhalten kongruent sind, wurden die im MJP2 festgehaltenen Erläuterungen konsultiert. Im Hinblick auf die Beurteilung der Interreg-Ziele bzw. Aktivitäten und der Interpretation der im MJP2 festgehaltenen Förderinhalte sind folgende Überlegungen eingeflossen:

- *Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU*: Laut MJP2 sind im Bereich der „Unterstützung von Produkt- und Prozessinnovationen“ unterstützende Angebote förderungswürdig, also z.B. der Einsatz von Coaches. Weiter werden im MJP2 explizit überbetriebliche Leistungsangebote als förderwürdig

---

<sup>3</sup> Einschätzung Sabine Kollbrunner, SECO, auf Basis der Protokolle der entsprechenden parlamentarischen Debatte.

genannt. Nicht Teil des Programms sollten hingegen einzelbetriebliche Fördermassnahmen sein. Nach unserem Verständnis sollte mit NRP-Geldern deshalb auch nicht die Entwicklung ganz konkreter Produkte oder Prozessoptimierungen unterstützt werden.

- *Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern:* Grundsätzlich erscheint die Definition dieses Förderinhalts relativ eindeutig. Nichtsdestotrotz kann es im Bereich der Förderung von Hochschulprojekten zu einer Schnittmenge zwischen Ausbildung und Forschung kommen. Nach unserem Verständnis ist reine Forschungskooperation noch kein NRP-förderwürdiges Projektziel (ausser wenn Wissenstransfer im Vordergrund steht, solche Projekte entsprechen dem ersten hier genannten Förderinhalt), die Ausbildung hingegen schon.
- *Unternehmerische Vernetzung und Kooperation voranbringen:* Wichtig ist hier die Vernetzung von *Unternehmen*. Eine Vernetzung anderer Akteure, z.B. Verwaltungsbehörden, ist kein unter der NRP zu fördernder Projektinhalt.
- *Wertschöpfungsketten verlängern und Lücken schliessen:* Unterstützt werden können unter diesem Förderinhalt entsprechende Abklärungen, wobei wiederum abgegrenzt werden muss zu rein einzelbetrieblichen Fördermassnahmen.
- *Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen und Angebote sichern und realisieren:* Laut dem Beschrieb im MJP2 sind damit z.B. Infrastrukturen gemeint, die die Erreichbarkeit verbessern. Weiter schreibt das MJP2: „Darunter kann auch touristische Infrastruktur fallen, die als Voraussetzung zur Inwertsetzung von landschaftlicher Attraktivität dient“ (Bundesrat 2015: 2448). Gedacht werden könnte hier also z.B. an einen Wanderweg, der die touristische Attraktivität erhöht. Festgehalten werden muss dabei aber, dass via NRP Infrastrukturen lediglich mit Darlehen (nicht aber mit à-fonds-perdu-Beiträgen) unterstützt werden können, und Interreg wiederum nicht die Gewährung von Darlehen vorsieht. Unterstützt werden können hingegen Vorarbeiten zur Erstellung von Infrastrukturen (z.B. Machbarkeitsstudien). Weiter erwähnt das MJP2, dass sich Infrastrukturen dadurch auszeichnen, dass sie öffentliche oder meritorische Güter sind. Die öffentliche Hand könne also durch die Unterstützung im Bereich der Infrastrukturen ein Marktversagen beheben. Diese Feststellung eröffnet nach unserer Interpretation etwas Spielraum, auch andere Projekte via NRP / Interreg zu finanzieren, die einen Beitrag zur touristischen Inwertsetzung der Attraktivität eines Raums leisten. Wenn also ein Kulturerbe erhalten wird oder nur schon auf dessen Existenz hingewiesen wird, so kann das die touristische Attraktivität erhöhen, von dem die in der Wertschöpfungskette Tourismus aktiven Firmen profitieren.

Neben den Förderinhalten definiert das MJP2 auch noch Förderschwerpunkte erster Priorität (Wertschöpfungssystem Industrie und Wertschöpfungsindustrie Tourismus), weitere Wertschöpfungssysteme sind Förderschwerpunkte zweiter Priorität - die unterstützten Projekte werden in Kapitel 3.2.4. unten auch diesen Schwerpunkten zugeteilt.

### **3.2.2. Beurteilung Operationelle Programme**

Die OP beinhalten gemeinsam mit den grenzüberschreitenden Partnern festgelegte Schwerpunkte für die Umsetzung von Interreg. Darin werden spezifische Herausforderungen und strategische Ansatzpunkte für die gesamte länderübergreifende Region festgelegt. Diese werden von EU-Zielen und Investitionsprioritäten abgeleitet (siehe dazu u.a. WBF, 2015a, S. 3). Die Schweiz hat bzgl. der Formulierung der OP zwar Mitwirkungsmöglichkeiten, kann aber nicht eine alleinige Fokussierung auf die Ziele der NRP durchsetzen.

Im Rahmen der Evaluation wurden die OP der vier näher betrachteten Interreg A Programme bezüglich der Konformität der OP Ziele mit den fünf NRP-Förderinhalten ausgewertet. Dabei wurde jedem OP-Ziel nach Möglichkeit mindestens ein NRP-Förderinhalt zugeordnet. Danach wurden die OP-Ziele wie folgt klassifiziert:

- *nicht konform*: Dem OP Ziel konnte kein NRP-Förderinhalt zugeordnet werden
- *OP breiter / teilweise konform*: Es existieren Schnittmengen zwischen dem NRP-Förderinhalt und dem OP-Ziel, wobei letzteres inhaltlich breiter oder weniger konkret als die NRP-Förderinhalte gefasst ist.
- *konform*: Das OP-Ziel entspricht weitestgehend mindestens einem NRP-Förderinhalt.

Tabelle 3 legt am Beispiel des ABH-Programms dar, wie die im OP festgehaltenen Ziele den NRP-Förderinhalten zugeordnet wurden. Die Zuordnungstabellen für die weiteren Programme sind im Anhang verfügbar.

Tabelle 3: Programmziele des ABH / Konformität mit NRP

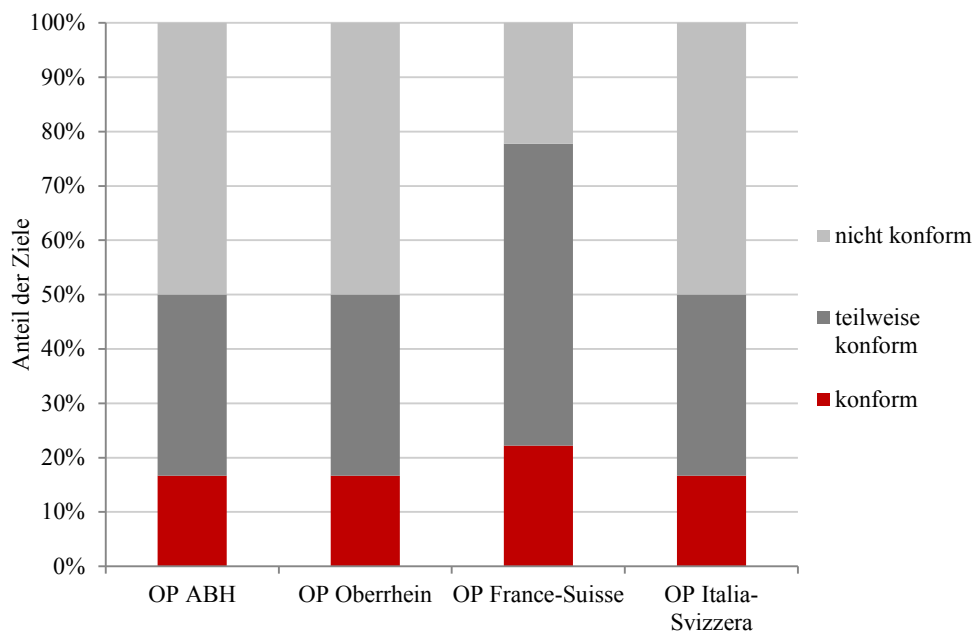
Spezifisches Ziel OP	Entspricht NRP Förderinhalt	Grad Entsprechung der NRP Förderinhalte	Begründung
Steigerung der Forschungs- und Innovationsfähigkeit im Programmgebiet	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	teilweise konform	Forschung per se ist nicht Teil der NRP-Förderinhalte, zu wenig auf KMU fokussiert
Verbesserung des Fachkräfteangebotes im Programmgebiet	Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern	konform	nahezu identisch wie entsprechender NRP-Förderinhalt
Steigerung der Energieeffizienz und der Nutzung erneuerbarer Energien in der öffentlichen Infrastruktur, einschließlich öffentlicher Gebäude, und im Wohnungssektor	Wertschöpfungsketten verlängern und Lücken schliessen	teilweise konform	
Steigerung der Attraktivität des gemeinsamen Natur- und Kulturerbes	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	teilweise konform	grosszügig ausgelegt auf Tourismus anwendbar
Erhalt bzw. Verbesserung der Biodiversität im Programmgebiet		nicht konform	
Verringerung der Luftverschmutzung, einschließlich der klimaschädlichen Luftverschmutzung		nicht konform	

Quelle Ziele OP: Europäische Kommission (o.J. a), eigene Analyse



Abbildung 1 zeigt die Ergebnisse für die vier untersuchten OP.

Abbildung 1: NRP-Konformität der Operationellen Programme



Die Operationellen Programme sind demnach nur zum Teil mit den Förderinhalten der NRP konform (was weder überraschend noch problematisch ist, da die Interreg-Programme auf EU-Ebene breiter sein können und auch breiter sind als deren Umsetzung in der Schweiz, s. auch Erklärung dazu weiter oben).

### 3.2.3. Beurteilung Ziele Programmvereinbarungen

Der Abgleich zwischen den Zielen der OP und den Förderinhalten der NRP zeigt, dass auch unter Interreg V, das inhaltlich von den EU-Vorgaben her näher an den NRP-Zielen ist als die Vorgängerprogramme, die Förderinhalte der konkreten Interreg A Programme nicht deckungsgleich mit denen der NRP sind. Aber es gibt durchaus vergleichbare Ansatzpunkte. Dies wiederum macht es möglich, Programmziele zu formulieren, die sowohl mit der NRP wie auch mit den operationellen Programmen konform sind. Genau dieser Schritt wird in der Ausarbeitung der Programmvereinbarungen, die der Bund mit den Kantonen abschliesst, gemacht.

Tabelle 4 zeigt am Beispiel des ABH-Programms auf, wie die Ziele der OP mit den Zielen der PV korrespondieren.

Tabelle 4: Ziele des OP und der PV ABH

Ziel des operationellen Programms	Inhaltlich entsprechendes Ziel Programmvereinbarung	Unterschiede zur Erhöhung der NRP-Kompatibilität
Steigerung der Forschungs- und Innovationsfähigkeit im Programmgebiet	Im Programmgebiet sind die angewandte Forschung, die Innovationsfähigkeit und die Kooperation von Wirtschaftsakteuren gestärkt.	- Fokus auf angewandte Forschung - Einbezug von Wirtschaftsakteuren
Verbesserung des Fachkräfteangebotes im Programmgebiet	Das Fachkräfteangebot im Programmgebiet ist gestärkt.	nahezu identisch
Steigerung der Energieeffizienz und der Nutzung erneuerbarer Energien in der öffentlichen Infrastruktur, einschliesslich öffentlicher Gebäude, und im Wohnungssektor	Die Abklärung und Nutzung ökonomischer Opportunitäten bei der Steigerung der Energieeffizienz und der Nutzung erneuerbarer Energien sind vorangebracht.	Fokus auf ökonomische Opportunitäten
Steigerung der Attraktivität des gemeinsamen Natur- und Kulturerbes	Die touristischen und ökonomischen Opportunitäten einer nachhaltigen Inwertsetzung des Natur- und Kulturerbes sind verstärkt genutzt.	Fokus auf touristische und ökonomische Opportunitäten (Annahme: Biodiversität ist Teil der Attraktivität des Naturerbes)
Erhalt bzw. Verbesserung der Biodiversität im Programmgebiet		
Verringerung der Luftverschmutzung, einschliesslich der klimaschädlichen Luftverschmutzung	Keine Entsprechung	
	Die für die regionale Wettbewerbsfähigkeit nötige institutionelle Kooperation ist gesteigert.	Zusätzliches Ziel, kein direkter Bezug zum OP erkennbar

Quellen: Ziele des Programms: Europäische Kommission (o.J.a); Inhaltlich entsprechendes Ziel Programmvereinbarung (WBF, 2015a), eigene Analyse

Aus der Tabelle wird deutlich, wie aus noch eher allgemein gehaltenen OP-Zielen Programmziele formuliert wurden, die sehr viel näher an der NRP sind. So beinhaltet das OP die beiden Ziele „Steigerung der Attraktivität des gemeinsamen Natur- und Kulturerbes“ und „Erhalt bzw. Verbesserung der Biodiversität im Programmgebiet“. Gemäss dem PV werden Projekte zur Erhaltung des Kulturerbes oder der Biodiversität dann mit NRP-Mitteln gefördert, wenn dies schlussendlich einen Beitrag zum Wertschöpfungssystem Tourismus leistet (PV-Ziel: „Die touristischen und ökonomischen Opportunitäten einer nachhaltigen Inwertsetzung des Natur- und Kulturerbes sind verstärkt genutzt“. Auch die NRP-Konformität der Ziele der PV wurde sodann geprüft. Tabelle 5 zeigt wiederum beispielhaft am ABH auf, wie die Ziele der PV den Zielen der NRP zugeordnet werden können.

Tabelle 5: Zuordnung PV-Ziele zu NRP / Beurteilung Konformität

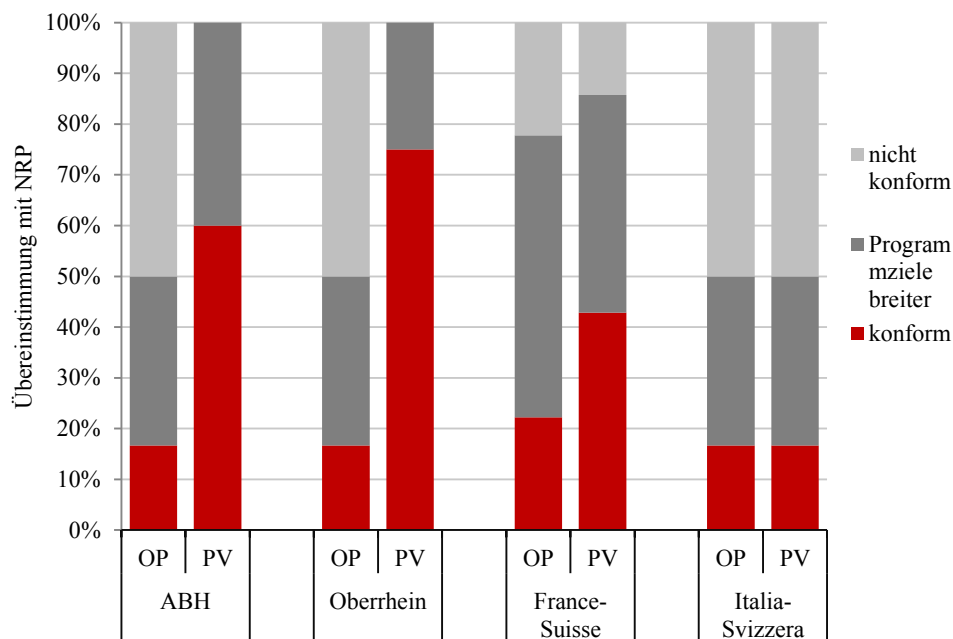
Spezifisches Ziel PV (Vertragsziel)	Entspricht Förderinhalt NRP	Beurteilung Konformität Ziel PV	Begründung
Im Programmgebiet sind die angewandte Forschung, die Innovationsfähigkeit und die Kooperation von Wirtschaftsakteuren gestärkt.	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern, Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen	Programmziele breiter	nicht nur KMU
Die touristischen und ökonomischen Opportunitäten einer nachhaltigen Inwertsetzung des Natur- und Kulturerbes sind verstärkt genutzt.	Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern	konform	
Das Fachkräfteangebot im Programmgebiet ist gestärkt.	Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern	konform	identisch
Die für die regionale Wettbewerbsfähigkeit nötige institutionelle Kooperation ist gesteigert.		Teilweise konform	NRP-Schwerpunkt spezifischer auf Unternehmen, nicht allg. Institutionen
Die Abklärung und Nutzung ökonomischer Opportunitäten bei der Steigerung der Energieeffizienz und der Nutzung erneuerbarer Energien sind vorangebracht.	Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern	konform	Ökonomische Opportunitäten entstehen in Wertschöpfungsketten, diese sollen ausgebaut werden

Analysebeispiel für ABH-Programm

Quelle: Spezifisches Ziel PV (Vertragsziel): WBF (2015a), eigene Analyse

Abbildung 2 schliesslich zeigt die NRP-Konformität der OP und PV der untersuchten Interreg A Programme gemäss der Analyse der Evaluatoren.

Abbildung 2: NRP-Konformität der OP und PV-Ziele



Insgesamt gelingt es also, durch die Konkretisierung in den PV, die Programmziele so zu definieren, dass die Konformität mit der NRP erhöht wird. Anzumerken ist: Beim Programm Italia-Svizzera sind die Ziele in der PV identisch mit denjenigen des OP, daher ist hier die Beurteilung von OP und PV identisch.

### Wirkungsmodelle

In Wirkungsmodellen werden die Ziele der PV dann durch die Definition von Meilensteinen / Output-Indikatoren noch weiter konkretisiert. Zudem nennen die Wirkungsmodelle Outcome- und Impact-Indikatoren.

Wenn die PV nach unserer Analyse eine gewisse Fokussierung der Interreg-Programme auf die NRP-Förderinhalte erreicht haben, so öffnen die Wirkungsmodelle durch die explizit genannten Outputs den Fächer der möglichen Aktivitäten wieder etwas. So sind z.B. unter dem Programmziel 1 des ABH-Programms „Kooperationsprojekte in der angewandten Forschung“ genannt, der explizite Bezug zu den Wirtschaftsakteuren fehlt also hier wieder<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> In einer Kommentierung wird darauf hingewiesen, dass die regionale Wirtschaft von der Bildung neuer Netzwerke im Forschungsbereich profitiert und die Projekte somit indirekt zur Wertschöpfung beitragen. Wobei wiederum darauf hingewiesen werden muss, dass die Steigerung der Wertschöpfung alleine gemäss MFP2 kein NRP-Förderinhalt ist.

Kritisch zu hinterfragen sind schliesslich die Impact-Indikatoren in den Wirkungsmodellen. Diese sind a) sehr allgemein gehalten (z.B. „Wertschöpfung“, „Arbeitsplätze“), b) kaum oder gar nicht messbar (z.B. „besseres Funktionieren des Arbeitsmarktes“) und c) können Messwerte für Indikatoren dieser Art kaum kausal auf die Interreg-Aktivitäten zurückgeführt werden.

#### **3.2.4. NRP-Konformität der via NRP finanzierten Interreg-Projekte**

Schliesslich wird untersucht, inwieweit die konkret vom Bund via NRP finanzierten Interreg-Projekte NRP-konform sind.

##### *Datenquelle*

In der CHOMS-Datenbank des SECO sind für jedes Projekt folgende Daten verfügbar:

- Projekttitel
- Projektbeschreibung (ca. ½ Seite pro Projekt)
- Projektdauer
- Projektkosten in Franken
- Förderung durch den Bund in Franken
- Instrument (in der Regel ist hier angegeben“ à fonds perdu - grenzüberschreitend“)
- Thema
- Kontakt
- Status Veröffentlichung des Projekts

Anzumerken ist:

- Das „Thema“ wird von den Interreg-Koordinatoren eingetragen. Die Kategorien entsprechen dabei teilweise, aber nicht vollumfänglich den im NRP-Mehrjahresprogramm angegebenen Kategorien; die Datenbank-Eintragungen zum Thema der Projekte eignen sich daher nicht zur Beurteilung der NRP-Konformität der Projekte.
- Unter „Förderung durch den Bund“ sind Beiträge des SECO eingetragen (nicht aber Beiträge von anderen Bundesämtern). In den Interreg A Programmen setzen die Interreg-Koordinatoren die Mittel des SECO gemäss den jeweiligen Programmvereinbarungen ein. Voraussetzung für eine Projektförderung ist dabei a) die Förderung durch die Kantone und b) die NRP-Kompatibilität (wie in den Programmvereinbarungen festgehalten). Unter Interreg B und den interregionalen Programmen können hingegen auch Projekte von strategischer nationaler Bedeutung finanziert werden. In der nachfolgenden Analyse sind jedoch mittels einer weiteren zur Verfügung gestellten Projektliste diejenigen Projek-

te aus der Betrachtung ausgenommen, die von strategischer nationaler Bedeutung sind (da diese ohnehin nicht NRP-konform sein müssen).

#### *Unterschiedliche Methoden - unterschiedliche Ergebnisse*

Die Evaluatoren haben insgesamt vier verschiedene Ansätze zur Beurteilung der NRP-Konformität der Projekte geprüft. Die verschiedenen Ansätze kommen zu dezidiert unterschiedlichen Ergebnissen. Die Ansätze sowie die Anwendung für eine Stichprobe der Projekte sind im Anhang dargelegt.

Die Darstellung der verschiedenen möglichen Bewertungsmethoden und deren Auswirkung auf die Ergebnisse zeigt auf, dass es einen recht grossen Ermessensspielraum in der Frage gibt, ob gewisse Projekte NRP-konform sind oder nicht.

#### *Eingesetzte Methode*

Für die Beurteilung aller vom SECO via NRP finanzierten Projekte wurde schlussendlich die im Folgenden beschriebene Methode verwendet. Die Methode nimmt eine Beurteilung differenziert nach Projektziel vor und kommt somit insgesamt zu einem solid abgestützten Ergebnis. Zur Beurteilung der NRP-Konformität der Projekte wurden einerseits die Projektbeschriebe sowie andererseits wiederum die Förderinhalte laut MJP2 verwendet. Zusätzlich wurden die Projekte den Förderungsschwerpunkten gemäss MJP2 zugeordnet.

*Beurteilung NRP-Konformität:* Das Ziel der Beurteilung der NRP-Konformität von Projekten ist, zu untersuchen, ob die Aktivität eines Projektes den fünf NRP-Förderinhalten entspricht, wie sie im MFP2<sup>5</sup> genannt sind. Dazu wurden die Kurzbeschreibungen der Projekte konsultiert. Aus diesen Kurzbeschreibungen lassen sich teils klar die verschiedenen Projektaktivitäten ableiten. Die zentralen Aktivitäten wurden vom Evaluationsteam sodann auf ihre NRP-Konformität hin überprüft. Teilweise werden in den Projektzielen auch zentrale, strategische Ziele genannt. Diese werden auch auf ihre NRP-Konformität hin überprüft und in diesem Sinne gleich wie eine Projektaktivität behandelt, da davon ausgegangen werden darf, dass die Projektaktivitäten dann auf dieses Ziel hin orientiert sind. Nicht als *Projektaktivität* gesehen werden jedoch eher *allgemeine Ziele* (z.B. Erhöhung der Wettbewerbsfähigkeit), wie es sich in vielen Projektbeschrieben findet, wenn diese nicht in klarem Bezug zu bestimmten Aktivitäten stehen. Die Zahl der in den Pro-

---

<sup>5</sup> Auf eine Bezugnahme zu den PV inkl. Wirkungsmodellen wurde bewusst verzichtet, relevant ist schlussendlich für die hier vorliegende Evaluation der im MJP2 vorgegebene Rahmen.

jektbeschrieben erwähnten Projektaktivitäten und konkreten Ziele variiert zwischen den Projekten im Bereich zwischen einem und fünf Aktivitäten / Zielen.

Bei der Zuordnung von Projektinhalten zu Förderinhalten wurden die in Kapitel 3.2. oben dargelegten Überlegungen zugrunde gelegt<sup>6</sup>.

Gleichzeitig mit der *Zuordnung* zu den Förderinhalten erfolgte auch eine Bewertung des *Grads* der der NRP-Konformität der entsprechenden Projektinhalten / Projektzielen. Die Bewertung erfolgte wie folgt:

- Ein Ziel wird als „NRP-konform“ bewertet, wenn es mit dem entsprechenden NRP-Ziel deckungsgleich ist.
- „Teilweise NRP-konform“ bedeutet, dass das Ziel (möglicherweise) indirekt einen Beitrag zum NRP-Förderinhalt leistet. Wenn beispielsweise die Zusammenarbeit zwischen den Hochschulen gefördert wird, dann wird damit wahrscheinlich auch ein Beitrag zur Qualifizierung von Arbeitskräften erreicht, auch wenn dieses nicht direkt genannt wird (was ein NRP-Förderinhalt ist).
- Projektziele, die als „Weitere“ kategorisiert wurden, werden als nicht NRP-konform bewertet.

Anzumerken ist:

- Die für die Beurteilung zur Verfügung stehenden Projektbeschreibungen wurden für eine breite Leserschaft formuliert und enthalten daher unter Umständen nicht alle Details. Es war im Rahmen des Mandats nicht möglich, bei allen Projekten Detailinformationen einzuholen. Für diejenigen Projekte, bei denen in einer ersten Beurteilung alle Projektziele als „nicht NRP-konform“ beurteilt wurden, haben wir allerdings, sofern zugänglich, noch weitere Projektdokumente gesichtet, um kein Projekt ungerechtfertigt als gar nicht NRP-konform zu kategorisieren, die Beurteilung wurde sodann, sofern angezeigt, punktuell angepasst.
- Projekte, die der technischen Unterstützung bei der Umsetzung von Interreg dienen (also z.B. die Finanzierung, die die Organisation Regio Basiliensis im Projekt Oberrhein erhält), in der Logik der verwendeten Methode nicht NRP-konform sind, weil sie keines der eigentlichen Förderinhalte als Ziel haben. Indirekt tragen solche Projekte jedoch zum Gelingen der Schnittstelle NRP/Interreg massgeblich bei.

---

<sup>6</sup> Damit beziehen wir uns auf die im MJP2 vorliegende Beschreibung der Förderinhalte. Eine Beschränkung bzw. Konzentration auf diese Definition der Förderinhalte kann sicherlich diskutiert werden, möglicherweise sind auch Projekte abseits dieser Definition aus übergeordneten Gründen NRP-konform. Um jedoch eine konsistente Beurteilung zu ermöglichen ist jedoch eine Konzentration auf die in der MJP2 dargelegten Beschreibung der Förderinhalte nach Ansicht der Evaluatoren adäquat.

*Beurteilung Förderschwerpunkt:* In einem zweiten Schritt wurden die Projekte hinsichtlich des Förderschwerpunkts eingeordnet. Dazu wurden drei Kategorien erfasst:

- Industrie
- Tourismus
- Weitere Wertschöpfungssysteme

Industrie und Tourismus sind laut MJP2 beide erste Förderpriorität, „Weitere Wertschöpfungssysteme“ sind zweite Förderpriorität.

Zuletzt wurde den Projektbeschrieben noch entnommen, wie hoch die Projektkosten und die Beteiligung des Bundes sind, damit diese in Kombination mit den Förderschwerpunkten ausgewertet werden konnten.

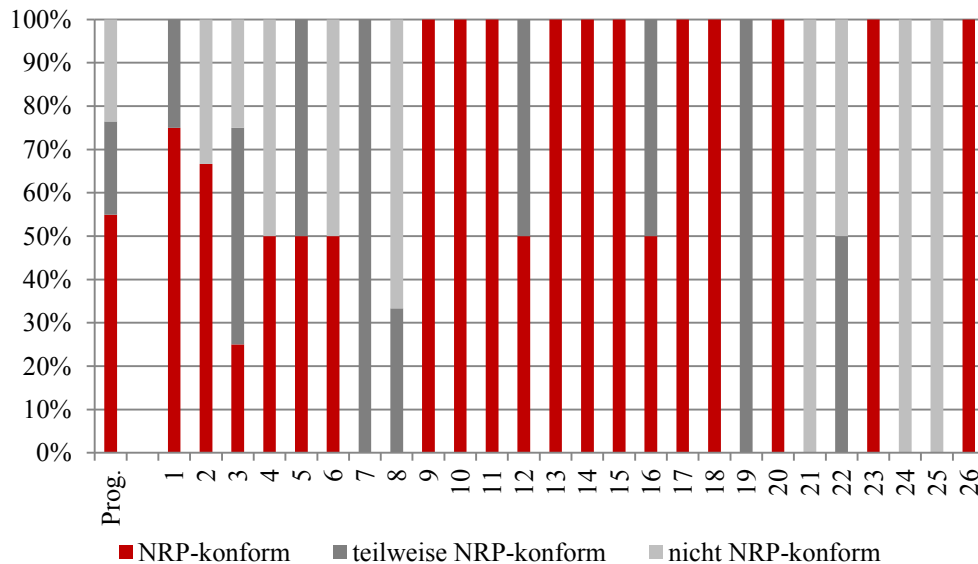
### *Ergebnisse*

Im Folgenden sind die Ergebnisse Prüfung der Projektkonformität für die Programme Oberrhein, ABH und France-Suisse dargestellt. Für das Programm Italien-Schweiz stehen derzeit noch keine Projektbeschriebe zur Verfügung.

Für das Programm Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein ABH umfasst die Analyse insgesamt 26 Projekte. Abbildung 3 zeigt für jedes der Projekte, welcher Anteil der in den jeweiligen Projektbeschrieben erwähnten Ziele NRP-konform ist. Der erste Balken zeigt auf, welcher Anteil aller Ziele über alle Projekte NRP-konform ist.



Abbildung 3: Projekte im ABH Programm: Beitrag zu NRP-Förderinhalte



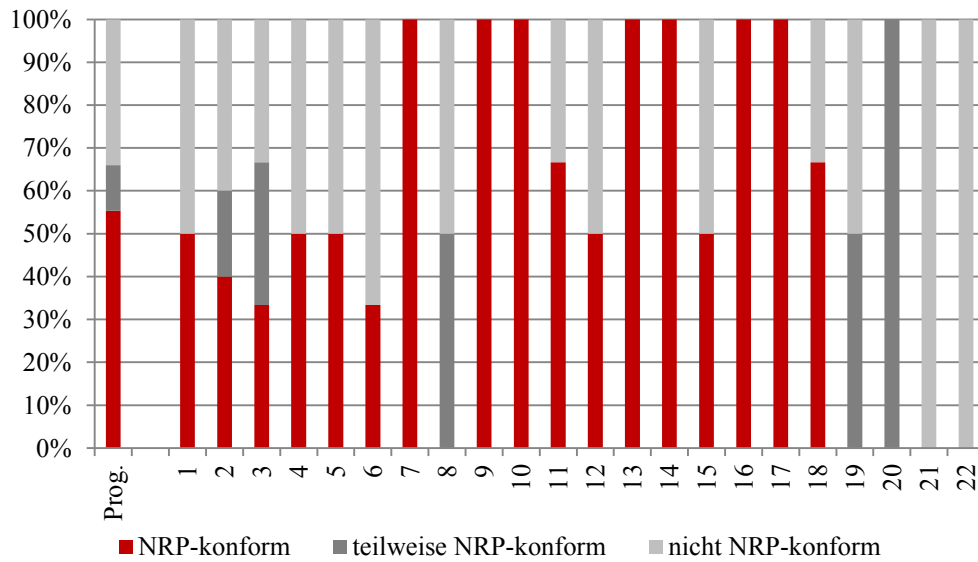
Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse.

„NRP-konform“ ist wie folgt definiert: Die Projekte leisten einen Beitrag zu den NRP-Förderinhalten.

Bei elf Projekten sind alle Ziele NRP-konform. Drei Projekte werden vom Bund via NRP unterstützt, obwohl keines der im Projektbescrieb enthaltenen Ziele NRP-konform ist. 19 der 26 Projekte beinhalten mindestens ein Ziel, das eindeutig NRP-konform ist. Hier wiederum ist anzumerken, dass im ABH-Programm der Grad der NRP-Konformität auch bei der Mittelvergabe berücksichtigt wird; Projekte, die nur teilweise NRP-konform sind werden auch nur teilweise mit NRP-Mitteln finanziert.

Abbildung 4 und Abbildung 5 zeigen die analogen Auswertungen für die beiden Programme Oberrhein und France-Suisse. Das Programm Oberrhein beinhaltet zwei Projekte, bei denen keines der Projektziele NRP-konform ist (bei total 22 vom SECO via NRP finanzierten Projekten), das Programm France-Suisse führt sieben Projekte auf die nicht NRP-konform sind (von total 60 in der Analyse inkludierten Projekten).

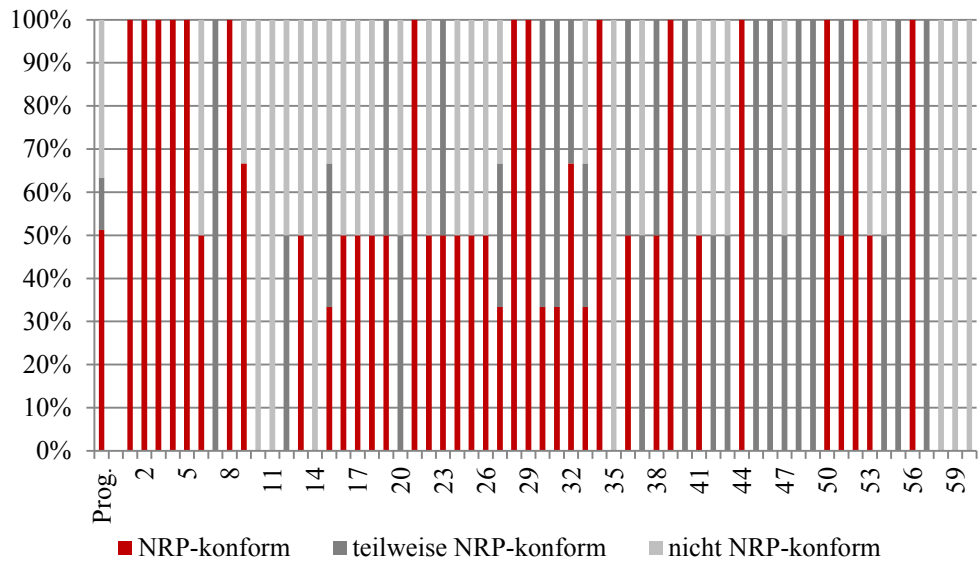
Abbildung 4: Projekte im Programm Oberrhein: Beitrag zu NRP-Förderinhalte



Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse.

„NRP-konform“ ist wie folgt definiert: Die Projekte leisten einen Beitrag zu den NRP-Förderinhalten.

Abbildung 5: Projekte im Progr. France-Suisse: Beitrag zu NRP-Förderinhalte



Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse.

„NRP-konform“ ist wie folgt definiert: Die Projekte leisten einen Beitrag zu den NRP-Förderinhalten.

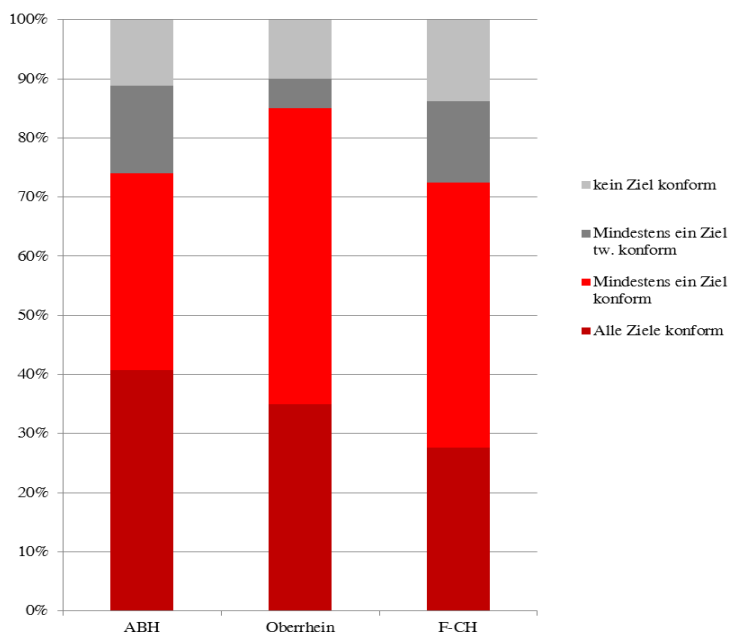
Für das Programm Schweiz-Italien findet sich hier keine Auswertung, da bis dato noch keine Projekte umgesetzt werden, das einzige in der CHMOS-Datenbank

aufgenommene Projekt dient der technischen Unterstützung des Programms bzw. der Programmsteuerung, eigentliche inhaltliche Projekte gibt es also keine.

Abbildung 6 unten fasst die Analyse der NRP-Konformität der vom SECO via NRP im Interreg A Programm finanzierten Projekte zusammen. Dabei wird die NRP-Konformität der Projekte gesamthaft in vier Kategorien eingeteilt:

- Alle Projektziele / alle Projektinhalte sind voll NRP-konform
- Mindestens ein Projektziel / Projektinhalt ist mindestens voll NRP-konform
- Mindestens ein Projektziel / Projektinhalt ist teilweise NRP-konform
- Kein Projektziel / Projektinhalt ist NRP-konform oder teilweise NRP-konform

Abbildung 6: Projekte Interreg A: Beitrag zu NRP-Förderinhalte



Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse.

„NRP-konform“ ist wie folgt definiert: Die Projekte leisten einen Beitrag zu den NRP-Förderinhalten.

Auf Basis der Auswertung zeigt sich, dass in allen Programmen die überwiegende Mehrheit der Projekte mindestens zum Teil NRP-konform ist. Da die Projekte auch nicht vollumfänglich mit NRP-Geldern finanziert werden, ist die gezeigte teilweise NRP-Konformität kongruent mit der (teilweisen) Finanzierung via NRP. Eine Minderheit der Projekte verfolgt keine ganz oder wenigstens teilweisen NRP-konforme Ziele, siehe hierfür Abschnitt 3.2.5. unten.

Bei den Programmen ABH und Oberrhein erlaubte die Auswahl der Gesprächspartner, mit denen im Rahmen des Projektes semistrukturierte Interviews geführt wurden, auch eine externe Einschätzung der NRP-Konformität der unterstützten Projekte. Die Einschätzung dieser Personen entsprach mehr oder weniger der Einschätzung durch das Evaluationsteam.

### 3.2.5. Codierung teilweiser oder nicht NRP-konformer Projekte

Insgesamt ist die von den Evaluatoren durchgeführte Codierung eher grosszügig. So werden z.B. zwei Projekte, die zum Ziel haben, durch innovative Ansätze einen Beitrag zur verbesserten Pendlermobilität zu erreichen, als „teilweise NRP-konform“ klassifiziert. Dies mit folgender Begründung: Die beiden Projekte tragen indirekt zum Förderinhalt „Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren“ bei. Die Projekte haben zwar nicht das Ziel, die Infrastruktur selbst zu verbessern. Aber durch andere Massnahmen (konkret in einem Projekt durch die Förderung von Fahrgemeinschaften und in einem anderen Projekte durch Veränderung im Modal Split) kann ein Beitrag dazu geleistet werden, dass die Mobilität der Arbeitnehmer erhöht wird, ohne dass die eigentliche Infrastrukturen ausgebaut werden müssen.

Als nicht mit der NRP konform wurden folgende Projekte bzw. Projekttypen klassifiziert:

- Forschungs- und Machbarkeitsstudien, die auf ein ganz bestimmtes Produkt oder Verfahren abzielen. Zu nennen ist z.B. das Projekt „BLOODE“, durchgeführt von der Universität Genf, das die Entwicklung eines biomedizinischen Messgerätes finanziert (Projektkosten total: 110'000 Franken, Förderung Bund: 40'000 Franken). Oder auch das Projekt ORCEPAC, das die Entwicklung neuartiger Brennstoffzellen (Festoxid-Brennstoffzellen) finanziert (Projektkosten total: rund 270'000 Franken, Förderung Bund: 134'000 Franken). Projektpartner ist hier die Firma Fiaxell. Diese Art von Projekten gehen nach unserer Einschätzung über das hinaus, was im MJP2 unter „Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern“ beschrieben ist. Nach unserem Verständnis sollen eher unterstützende Massnahmen finanziert werden und nicht die Produktentwicklung selbst<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Bzgl. dieses Projektes (bzgl. ganz allgemein bzgl. solcher Projekte) kann diskutiert werden, ob das Innovationsverständnis der NRP breiter zu verstehen ist. Unter Bezugnahme auf die im MJP2 dargelegten Förderinhalte erscheint die Qualifizierung solcher Projekte als „nicht-NRP-konform“ allerdings eindeutig.

- Des Weiteren konnte das Projekt „Demografie-Netzwerk“ keiner der NRP-Förderinhalte zugewiesen werden, dies aber möglicherweise auch deswegen nicht, weil der verfügbare Projektbeschrieb sehr wenig konkret ist.
- Schliesslich können Projekte, die die Interreg-Strukturen unterstützen (z.B. durch die Ausarbeitung der Programme und Koordination der Programme) nicht einem der MJP2-Förderinhalte zugewiesen werden, wie bereits oben erwähnt. Insgesamt betrifft dies sieben Projekte. Selbstredend tragen diese Projekte zum Gelingen von Interreg bei, die entsprechenden Massnahmen selbst sind jedoch administrativer bzw. koordinierender Natur und leisten keinen direkten Beitrag zu den NRP-Zielen.

### 3.2.6. Projektträger

Aus den Projektbeschrieben lässt sich zudem entnehmen, dass die meisten Projektträger<sup>8</sup> staatliche oder staatsnahe Organisationen sind. Insbesondere Hochschulen führen viele Interreg-Projekte durch. Gründe hierfür sind vermutlich: Staatliche Organisationen und Hochschulen können die Anforderung von Interreg nach einer einzubringenden Ko-Finanzierung leichter erfüllen bzw. darstellen. Zudem verfügen sie über die notwendigen Ressourcen, das Knowhow und die Erfahrung, um den notwendigen administrativen Prozess, insbesondere auch bei der Projektbeantragung, zu bewältigen.

Diese Erkenntnis ist im Hinblick auf die Gesamtbeurteilung des Programms von gewisser Bedeutung.

### 3.2.7. Projektperimeter

Schliesslich noch eine Bemerkung zum Interreg-Perimeter: Die Interreg-Programme beinhalten auch Regionen, die sich nicht im Perimeter befinden, der unter der NRP unterstützt wird. Somit erhalten Projekte in Genf oder Basel via Interreg eine NRP-Unterstützung. Die entspricht dabei einem expliziten Entscheid des Gesetzgebers, für Interreg ist die ganze Schweiz Programmgebiet.

---

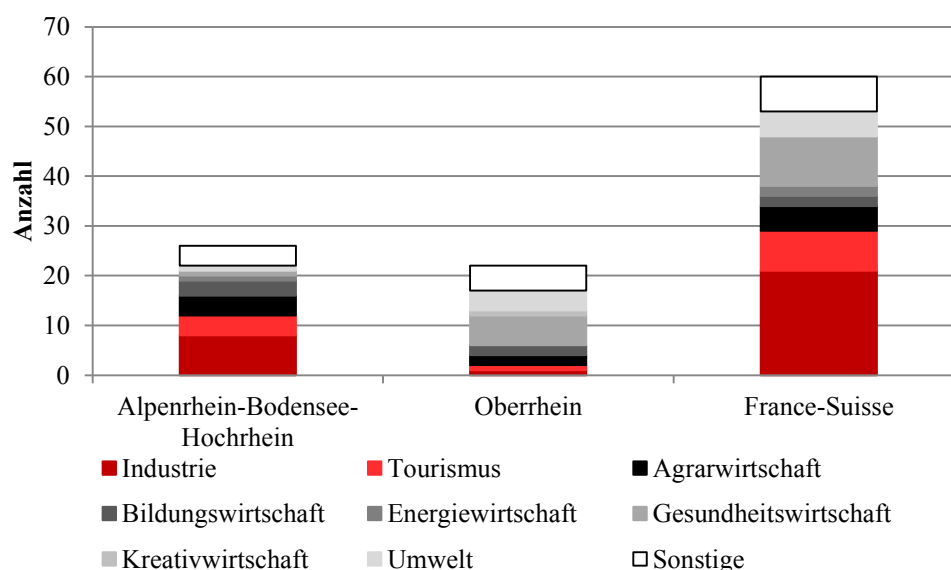
<sup>8</sup> In den Gesprächen und in den Dokumenten wurden bzw. werden sowohl der Begriff „Lead Partner“ wie auch „Projektträger“ verwendet; gemeint ist jeweils diejenige Organisation, die gegenüber der EU Ansprechpartner für das Projekt ist. In der Regel leitet die Organisation das Projekt inhaltlich, hat aber formal v.a. die Aufgabe, die Projektadministration mit der EU zu regeln (Abrechnungen einreichen und Reportingverpflichtungen nachkommen).

### 3.3. Schwerpunktsetzung der Programme

Das MJP2 definiert nebst den Förderinhalten auch Förderschwerpunkte. Die durch die NRP mitfinanzierten Projekte sollen sich demnach primär auf die Sektoren Industrie und Tourismus fokussieren. Mit zweiter Priorität werden auch Projekte weiterer Schwerpunkte gefördert. Dazu zählen unter anderem Projekte in der Agrar-, der Energie-, der Bildungs- und der Gesundheitswirtschaft.<sup>9</sup> Die Zuordnung zu den Wertschöpfungssystemen erfolgte anhand der Projektbeschriebe.

Abbildung 7 stellt die Zahl der Projekte der drei untersuchten Programme im jeweiligen Schwerpunkt dar.

Abbildung 7: Anzahl Projekte nach Wertschöpfungssystem



Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse. Projekte der technischen Hilfe bzw. der Programmsteuerung sind unter „sonstige“ subsummiert.

Im ABH-Programm und dem Programm France-Suisse können knapp die Hälfte der Projekte den NRP-Förderschwerpunkte zugeordnet werden, beim Programm Oberrhein hingegen nur sehr wenige.

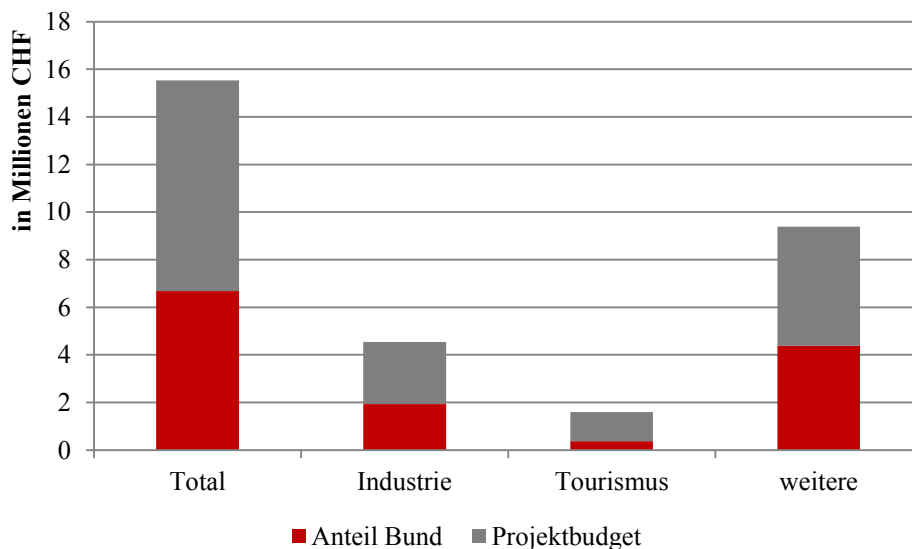
In einem weiteren Schritt können auch die Kosten der vom Bund via NRP finanzierten Projekte sowie die Anteile, welche vom Bund übernommen werden analysiert werden. Im ABH-Programm sieht die Situation wie folgt aus: Die Kosten für alle vom SECO via NRP finanzierten 26 Projekte sind auf 15.5 Mio. Franken bud-

<sup>9</sup> Vergl. Bundesrat, 2015, S. 2451

getiert. Abbildung 8 zeigt, wie hoch die Gesamtkosten aller Projekte sind und wie sich diese auf die Wertschöpfungssysteme verteilen (Gesamthöhe der Balken). Weiter ist dargestellt, welche Anteile der Budgets vom Bund (bzw. vom SECO) übernommen werden (rote Balken). Anzumerken: Beiträge anderer Bundesämter sind in der CHMOS Datenbank nicht separat erfasst und daher unter „sonstige“ subsummiert, in der Abbildung unten daher Teil des grauen Balkens.

Pro Projekt ergibt sich aus diesen Zahlen ein mittleres Budget in Höhe von knapp 600'000 Franken, wovon 43% vom Bund übernommen werden. Aufgeteilt nach Wertschöpfungssystem zeigen sich deutliche Unterschiede. Im Bereich Industrie sind es 42%, im Tourismus jedoch nur 23%. Projekte in weiteren Wertschöpfungssystemen werden zu 47% vom Bund unterstützt. Dies kann möglicherweise so interpretiert werden, dass die Projekte aus den Schwerpunkten Tourismus und Industrie inhaltlich weniger nahe an den NRP-Förderinhalten sind als die anderen Interreg-Projekte im ABH Programm und daher weniger stark vom SECO unterstützt werden.

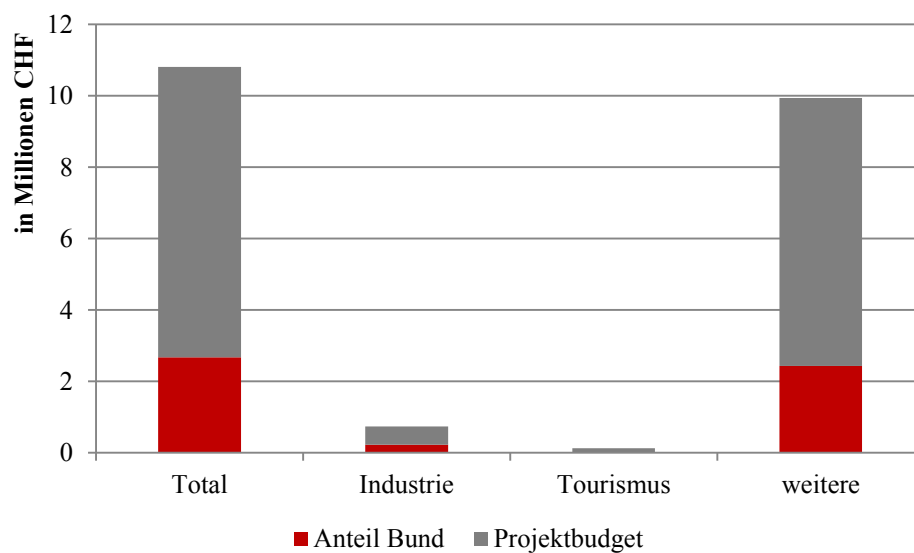
Abbildung 8: Budget der Projekte im Programm ABH



Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse. Anteil Bund: Nur SECO-Beiträge.

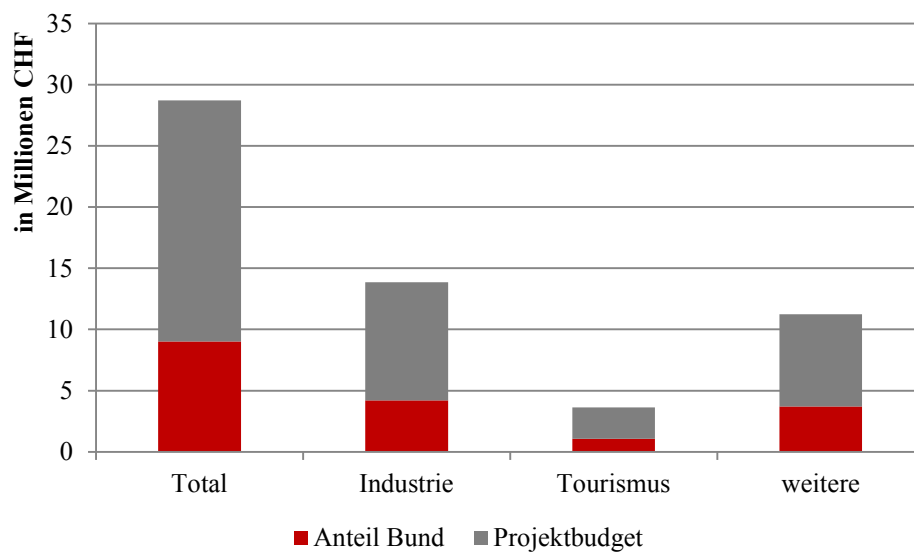
Die nachfolgenden Abbildungen zeigen die analogen Auswertungen für das Oberrhein Programm und für das Programm France-Suisse.

Abbildung 9: Budget der Projekte im Programm Oberrhein



Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse; Anteil Bund: Nur SECO-Beiträge.

Abbildung 10: Budget der Projekte im Programm France-Suisse



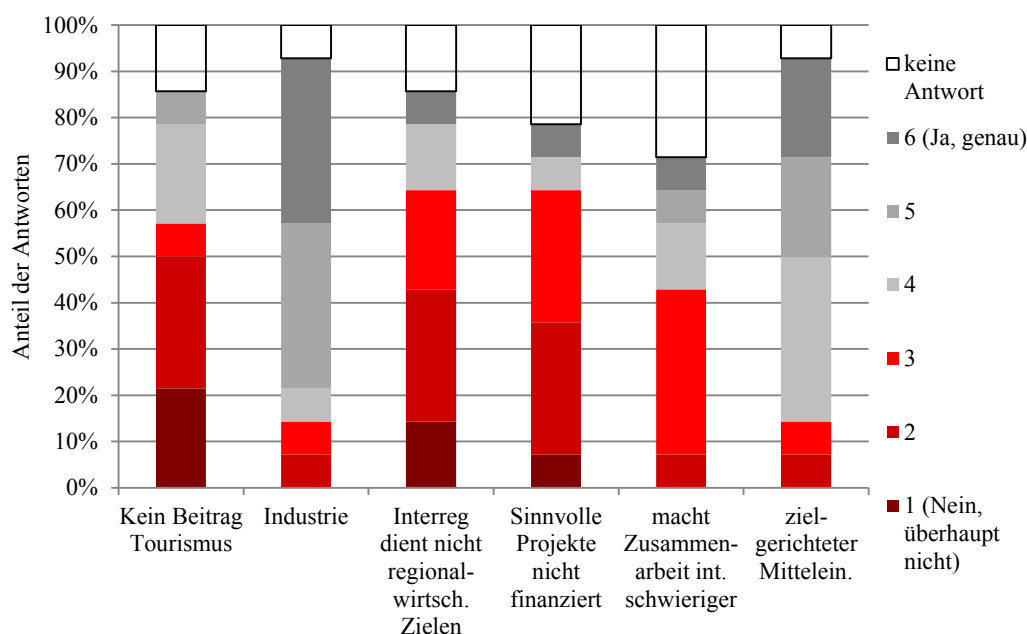
Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse; Anteil Bund: Nur SECO-Beiträge.



### 3.4. Quantitative Auswertung Fachgespräche

In der Befragung wurde ein Schwerpunkt auf die Frage gesetzt, wie sich die Fokussierung auf NRP bei den Interreg-Programmen auswirkt. Abbildung 11 zeigt die Ergebnisse der Auswertung der geschlossenen Fragen und gibt somit ein erstes Bild zur Einschätzung durch die Befragten.

Abbildung 11: Einschätzungen zur Auswirkung des NRP-Fokus von Interreg



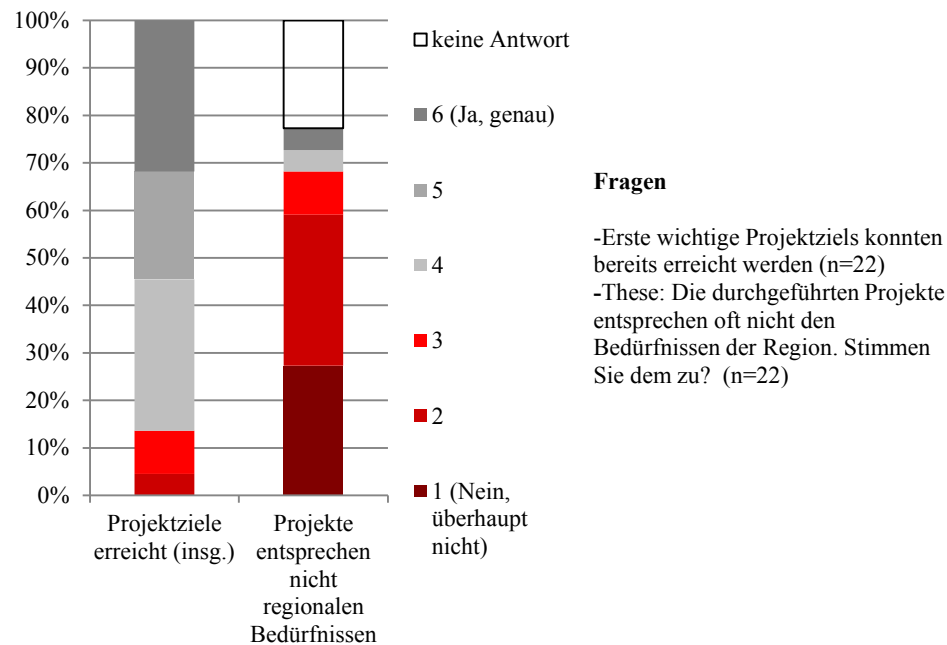
#### Fragen

- These: Interreg leistet heute keinen Beitrag zur touristischen Entwicklung. Stimmen Sie dem zu? (n=14)
- These: Interreg leistet wichtige Beiträge im Bereich Industrie und Innovation, dem zweiten NRP-Schwerpunktgebiet. Stimmen Sie dem zu? (n=14)
- These: Interreg wird *nicht* als ein Programm wahrgenommen, mit dem regionalwirtschaftliche Ziele erreicht werden können? Stimmen Sie dem zu? (n=14)
- These: Viele sinnvolle, mögliche Interreg-Projekte können nicht finanziert werden, wenn sie nicht NRP-konform sind. Stimmen Sie dem zu? (n=14)
- These: Die Zusammenarbeit mit den europäischen Partnern ist durch die Fokussierung auf NRP-Ziele schwieriger geworden. Stimmen Sie dem zu? (n=14)
- These: Der Mitteleinsatz ist Dank den NRP-Zielen zielorientierter und fokussierter. Stimmen Sie dem zu? (n=14)

Weiter haben wir die Interviewpartner auch gefragt, wie sie den Projektfortschritt generell einschätzen und die teilweise geäußerte Vermutung zur Verifikation vor-

gelegt, nach der die Projekte nicht den Bedürfnissen der Regionen entsprechen (s. Abbildung 12).

Abbildung 12: Einschätzung zur Zielerreichung der Interreg-Projekte



### 3.5. Beantwortung der Evaluationsfragen

#### 3.5.1. Beurteilung von Interreg-A

*Inwieweit konnten die Ziele der Programme erreicht werden?*

Die Mittelabsorption liegt bei allen betrachteten Programmen hinter den Planzahlen. In diesem Sinne schreiten die Programme weniger schnell voran als geplant. Zu berücksichtigen ist dabei, dass die Programme seitens der Europäischen Kommission später als vorgesehen angenommen wurden, kein Programm konnte am 1.1.2014 wie eigentlich vorgesehen starten. Eine Sonderrolle nimmt das Programm Schweiz-Italien ein, in dem noch überhaupt keine Projekte durchgeführt werden konnten.

Abgesehen von der offenbar etwas langsamen Mittelabsorption beurteilen die Gesprächspartner aber die Zielerreichung in den Interreg A Programmen (ausser dem mit Italien) positiv.

Aus den verfügbaren Angaben zu den Wirkungsindikatoren lässt sich ableiten, dass die Projekte (wiederum das Programm Schweiz-Italien ausgenommen) insgesamt auf gutem Weg sind, am weitesten fortgeschritten ist laut diesen Indikatoren das France-Suisse-Programm. Anzumerken ist, dass bei den Outcome-Indikatoren häufig keine Angaben verfügbar sind. Möglicherweise ist es in der Praxis der Programmdurchführung schwierig, die entsprechenden Indikatoren zu erheben.

*Welchen Beitrag konnten die Interreg-Projekte insbesondere zu den NRP-Zielen leisten?*

Die Interreg-Programme sind derzeit in der Implementierung. Es liegen daher noch keine abschliessenden Aussagen dazu vor, welchen Beitrag die Projekte zu den NRP-Zielen geleistet haben. Die nachfolgenden Ausführungen zur ersten Evaluationsfrage beziehen sich daher auf die Programm- und Projektziele.

Das SECO finanziert Interreg-Projekte grundsätzlich<sup>10</sup> nur noch dann, wenn sie mit den Zielen der NRP konform sind. Dies hat dazu geführt, dass bei der Ausformulierung der OP die Ziele der NRP mit berücksichtigt werden. Im Ergebnis ist ein Teil der OP-Ziele NRP-konform (s. Abbildung 1 oben). Auf Basis der OP vereinbaren die Kantone mit dem Bund die PV, die einen deutlich stärkeren Fokus auf NRP haben (s. Abbildung 2 **Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**). Das sollte schlussendlich dazu führen, dass die Projekte selbst dann auch einen stärkeren NRP-Fokus haben. Anzumerken ist aber, dass die Wirkungsmodelle der Programme in ihrer Darstellung der möglichen Programm-Outputs den Fokus wieder etwas weiter setzen.

Sind die genehmigten und mit Bundesmitteln (die via SECO/NRP ausbezahlt werden) finanzierten Projekte tatsächlich NRP-konform? Die Beurteilung dieser Frage hängt einerseits davon ab, mit welcher Methode bzw. mit welchem Massstab diese NRP-Konformität beurteilt wird. Eine grosszügige Auslegung der Frage der NRP-Konformität erlaubt es, fast alle mit NRP-Bundesmitteln geförderten Projekte als NRP-konform einzustufen. Wird ein sehr strenger Massstab angelegt, dann sind die wenigsten NRP/SECO-finanzierten Projekte NRP-konform. Basierend auf der von den Evaluatoren als adäquat angesehenen Methode, die die Projektziele / Projektinhalte jedes Projektes individuell auf seine NRP-Konformität hin prüft, gleichzeitig bei der Beurteilung aber eine gewisse Grosszügigkeit wahrt (siehe

---

<sup>10</sup> Ausnahmen sind bei Projekten mit nationaler Bedeutung möglich. Zudem steht es den Kantonen frei, 50% ihrer Matching-Funds für Projekte zu verwenden, die nicht NRP-konform sind.

hierfür ausführliche Darstellung in Kapitel 3.2. oben), kommt die vorliegende Evaluation zum Schluss, dass über 70% der NRP/SECO-finanzierten Projekte NRP-konforme Ziele beinhalten, wenn auch nicht alle Ziele aller dieser Projekte NRP-konform sind.

Im Gespräch mit den im Projekt konsultierten Fachpersonen wurde einerseits die Bemühung hervorgehoben, NRP-konforme Projekte zu realisieren, andererseits aber auch eingewandt, dass es nicht einfach sei, geeignete Projekte zu identifizieren. Bei Interreg, so wurde z.B. gesagt, stehe zunächst die Projektidee, also ein Projekt einer zielführenden grenzüberschreitenden Zusammenarbeit, im Fokus. Erst in einem zweiten Schritt werde dann die NRP-Konformität genauer thematisiert. Dies ist grundsätzlich auch ein sinnvolles Vorgehen, da Interreg-Projekte, die nicht NRP-konform sind, auch direkt von den Kantonen oder anderen Bundesämtern finanziert werden können. Gleichzeitig verneint eine grosse Mehrheit der Befragten, dass viele gute Interreg-Projekte wegen der fehlenden NRP-Konformität nicht gefördert werden können.

Bei der Beurteilung des Beitrags von Interreg zu den Zielen der NRP müssen schlussendlich einige grundsätzliche Aspekte mit berücksichtigt werden:

- Ein Gesprächspartner hat betont, dass Interreg bzgl. Mittelausstattung ein relativ kleines Programm ist. Es kann nur schon deshalb nicht erwartet werden, dass insgesamt allzu grosse Beiträge zur regionalen Entwicklung geleistet werden.
- Ein weiterer Gesprächspartner hat hervorgehoben: Interreg finanziert grenzüberschreitende Projekte. Die verschiedenen Gebietskörperschaften (und insbesondere auch zwischen den verschiedenen Nationalstaaten) stehen in einem Standortwettbewerb zueinander. Dies macht es schwierig, Projekte zu formulieren, die den Wirtschaftsstandort besser positionieren.

Die oben dargelegten Überlegungen legen den Schluss nahe, dass Interreg nur bedingt zu den Zielen der NRP beiträgt bzw. beitragen kann. Eine Fachperson hatte bei der Selbstbeurteilung gar angegeben, Interreg werde insgesamt nicht als ein Programm wahrgenommen, mit dem regionalwirtschaftliche Ziele erreicht werden können. Diese These wiederum, die wir allen Gesprächspartnern vorgelegt haben, wird durch die grosse Mehrheit der Interviewpartner so nicht gestützt, was im Umkehrschluss bedeutet, dass Interreg durchaus das Potential zugesprochen wird, einen Beitrag zur ökonomischen Entwicklung der Regionen zu leisten.

*Welchen Beitrag leisten die Interreg-Programme zu den MJP-Schwerpunkten Innovation und Tourismus? Sind diese Bereiche auch in der grenzübergreifenden Zusammenarbeit Schwerpunkte oder überwiegen andere?*

*Welches sind die Erfahrungen in der Interreg-Förderung mit den beiden Themenbereichen?*

Die im Rahmen der Evaluation durchgeführte Analyse der geförderten Projekte zeigt eindeutig, dass weniger als 50% der vom Bund via NRP geförderten Projekte in die beiden MJP-Schwerpunkten Innovation und Tourismus fallen. Das gleiche gilt für die Projektbeiträge des SECO. Sehr wenige Projekte tragen zum Wertschöpfungssystem Tourismus bei, etwas mehr zum Wertschöpfungssystem Industrie. In einzelnen Gesprächen wurde erwähnt, dass es schwierig sei, geeignete Projekte für die beiden Förderschwerpunkte zu identifizieren.

Die befragten Interreg-Akteure schätzen in der Tendenz den Beitrag von Interreg zu den beiden Schwerpunktthemen Industrie und Tourismus grösser ein, als er laut den Angaben in der SECO Projektdatenbank CHMOS ist (s. Abbildung 11).

Symptomatisch ist, dass in den Jahresberichten der Programme immer wieder ähnliche Projekte genannt werden, wenn es darum geht, die Bedeutung von Interreg im Zusammenhang mit NRP darzustellen. Am Oberrhein ist dies z.B. das Projekt Upper Rhine Digitalisierung 4.0.

Die Erfahrungen mit Projekten im Bereich Tourismus und Industrie sind hingegen offenbar gut, verschiedene Gesprächspartner äussern den Wunsch, dass mehr solche Projekte identifiziert und finanziert werden könnten.

Interessant ist schliesslich, dass im Programm France-Suisse im Vergleich zu den anderen beiden Programmen relativ viele Projekte in den NRP-Förderschwerpunkten finanziert werden können. Aus der Analyse des Wirkungsmodells des France-Suisse-Programms lässt sich dabei ableiten, dass in diesem Programm die Definition, welche Projekte von den Inhalten her gefördert werden, etwas anders als in den anderen Programmen formuliert ist, expliziter genannt sind die Entwicklung neuer Produkte und Dienstleistungen, was es möglicherweise etwas einfacher macht, Projekte in den Förderschwerpunkten zu identifizieren<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> So ist im France-Suisse-Programm das Ziel 4 folgender Outcome-Indikator explizit genannt: Les entreprises diversifient leurs activités et améliorent leurs compétitivité. Indicateur: Utilisation des nouveaux produits et services. Groupe cible: entreprise, association, collectivités.

*Welche Chancen und welche Risiken brachte die Fokussierung auf die NRP mit sich? Welche Hindernisse waren zu überwinden?*

Viele der Gesprächspartner sehen die NRP-Orientierung von Interreg grundsätzlich positiv. Durch diese Orientierung sei es möglich, im eher breit angelegten Interreg-Programm eine gewisse Fokussierung ins Auge zu fassen. Allerdings gebe es, so eine Gesprächspartnerin, noch viel zu tun, um eine grössere Zahl an Projekten zu identifizieren und zu implementieren, die wirklich im Sinn und Geist der NRP auf den Bereich Industrie und Innovation fokussiert sind (s. auch Frage oben).

Die Integration der Interreg-Förderung (des Bundes) in die NRP habe jedoch auch dazu geführt, dass die grenzüberschreitende Zusammenarbeit erschwert worden sei, weil die Schweiz eben nun ein separates Set von Zielvorgaben habe, das nicht mit dem der EU-Partner identisch sei.

Kritisch wird von einzelnen Exponenten angemerkt, dass die Fokussierung auf NRP der grundsätzlichen Idee von Interreg, die Förderung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit, punktuell entgegensteht. Manches der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit verpflichtete Projekte könne jetzt nicht oder nicht mehr so einfach finanziert werden, wenn es vom Inhalt her nicht NRP-kompatibel sei. Genannt werden Projekte im Bereich Gesundheit, Kultur oder Verkehrsinfrastruktur, die ausgeschlossen seien (wobei angemerkt werden muss, dass gerade Projekte zur Verkehrsinfrastruktur (nicht die eigentliche Infrastrukturinvestition, sondern Vorarbeiten / Studien zu diesen Projekten) unter bestimmten Voraussetzungen in der Vergangenheit durchaus mit Bundesmitteln unterstützt wurden). Der Kritik an der Notwendigkeit der NRP-Konformität ist entgegenzuhalten, dass Kantone Interreg-Projekte auch unabhängig vom Bund bzw. vom SECO finanzieren können - und zudem ein Teil der Matching Funds der Kantone auch für nicht NRP-konforme Projekte gesetzt werden kann. Die quantitative Auswertung der Antworten zur entsprechenden Frage (These: sinnvolle Projekte können nicht mehr finanziert werden, wenn sie nicht NRP-konform sind) ergibt denn auch, dass eine Mehrheit der Befragten diese Aussage verneint, also der Meinung sind, dass durchaus auch Interreg-Projekte ausserhalb des NRP-Fokus finanziert werden können (s. Abbildung 11).

Allerdings hat die Finanzierung von Interreg via NRP wohl durchaus dazu geführt, dass bei den beteiligten Akteuren die NRP-Ziele bei der Beurteilung von Interreg-Programmen und Interreg-Projekte etwas in den Vordergrund gerückt sind, auch wenn durchaus eine Finanzierung ausserhalb NRP möglich wäre. Dabei ist auch zu berücksichtigen, dass der von der EU gesetzte thematische Rahmen für Interreg V

insgesamt im Vergleich zu den Vorgängerprogrammen näher an den Zielen der NRP ist. Die Konzentration auf NRP-Ziele ist insofern als ein Risiko zu betrachten, als dass Interreg das wichtigste (wenn nicht einzige) europäische Programm zur Zusammenarbeit in Grenzregionen ist. Die wirtschaftliche Entwicklung von Grenzregionen ist zweifelsohne wichtig. Aber es gibt weitere Themengebiete, die zwingend einer grenzüberschreitenden Kooperation bedürfen. Beispiele sind verschiedene Themen im Bereich des Natur- und Umweltschutzes. Aber auch die Zusammenarbeit in der Kultur und bei Bildungsfragen ist wichtig und trägt zur Stärkung dieser Regionen bei. Eine Fokussierung von Interreg auf NRP-Ziele darf nicht dazu führen, dass andere Themen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit nicht mehr adäquat adressiert werden. Konkret wurde die Befürchtung genannt, dass Interreg heute primär als ein Wirtschaftsförderprogramm gesehen werde und andere Bundesämter sich nicht mehr so stark bzgl. Interreg zuständig fühlen.

### 3.5.2. Interreg B

Die NRP-Konformität der Interreg B Programme, an denen sich die Schweiz beteiligt, wurde bereits durch ein anderes Evaluationsmandat überprüft (Infras, 2018). In diesen Programmen können auch Projekte auf Basis ihrer nationalen strategischen Bedeutung unterstützt werden.

Zentrale Ergebnisse der Evaluation sind:

- 17 von 20 Projekten werden aus NRP-Mitteln finanziert.
- 55% der Mittel sind der klassischen NRP zuzuordnen, 41% der Mittel werden für Ziele von nationaler strategischer Bedeutung eingesetzt und 4 Prozent stehen für technische Unterstützung (in diesem Fall Umsetzung EUSALP) zur Verfügung.
- Konkrete Wirkungen der Projekte im Hinblick auf NRP Ziele, insbesondere Wertschöpfungseffekte, lassen sich schwer aufzeigen. Zumeist wird dargelegt, *wie* Projekte die Wertschöpfung beeinflussen, insgesamt sind die Wirkungen auf die Wertschöpfung eher indirekter Art.
- Zusammenfassend schreiben die Evaluatoren, dass in den Projektanträgen plausibel dargelegt wird, wie Beiträge zu den NRP-Zielen geleistet werden können; daher sei die Förderung der Projekte mit NRP-Mitteln gerechtfertigt.

Die NRP-Konformität wurde nach unserem Verständnis einerseits auf Basis von Interviews mit Beteiligten diskutiert und andererseits wurde die NRP-Rechtfertigung aus den Projektbeschrieben übernommen.

Auch bei Interreg B werden die meisten Projekte durch staatliche bzw. staatsnahe Organisationen durchgeführt.

Gemäss den Budgetzahlen des SECO sind bei Interreg B mittlerweile die Hälfte der für die derzeit laufende Förderperiode verfügbaren Mittel verpflichtet.

### **3.5.3. Interregionale Zusammenarbeit**

Die NRP-Konformität der interregionalen Projekte konnte im Rahmen der Möglichkeiten dieser Evaluation nicht vertieft beurteilt werden. Zusammenfassend kann aber eine grobe Einschätzung gegeben werden.

URBACT: Dies ist ein auf die Zusammenarbeit von europäischen Städten ausgerichtetes Programm. Die Schweiz ist nach unserem Verständnis derzeit an keinem der konkreten Projekte finanziell beteiligt. Das Interesse der Schweizer Städte an diesem Programm ist, so muss festgehalten werden, nicht gross. Nach Auskunft des ARE sind es v.a. osteuropäische Städte, die sich für dieses Programm interessieren. Schweizer Städte suchen offenbar keine Zusammenarbeit via URBACT mit diesen Städten, bzw. versprechen sich keine wesentlichen Inputs, die via URBACT zu erhalten wären.

Das Europäische Raumberechnungsprogramm ESPON erarbeitet Raumberechnungsdaten und stellt die entsprechenden Daten und Analyseergebnisse zur Verfügung. Die Schweiz ist hier an verschiedenen Projekten beteiligt. Für einen guten und aktuellen Überblick siehe Ecoplan (2015). Der Beitrag des Programms zu den Zielen der NRP ist eher indirekter Natur, in dem Grundlagen für die zukünftige Weiterentwicklung der Regionalpolitiken zur Verfügung gestellt werden.

INTERREG EUROPE vernetzt laut Informationen des SECO Verwaltungsbehörden verschiedener Europäischer Regionen. Gleichzeitig werden aber auch konkrete Projektvorhaben unterstützt. Die Schweiz ist an dem Projekt „SME Organics“ beteiligt, das für KMU, die im Bereich biologisch produzierter Lebensmittel arbeiten, gewisse strategische und inhaltliche Unterstützung bereitstellt. Für INTERREG EUROPE stehen während der aktuellen Verpflichtungsperiode 3.7 Mio. Franken zur Verfügung, konkret verpflichtet wurden aber erst rund 650'000 Franken. Die Vernetzung von Verwaltungsbehörden zwischen verschiedenen europäischen Regionen trägt allenfalls indirekt zu den Zielen der NRP bei, entspricht aber nicht unmittelbar den im MJP2 festgehaltenen Förderinhalten. Mit den Prioritätenachsen 1 und 2 (Förderung von Forschung, technologischer Entwicklung und Innovation sowie Erhöhung der Wettbewerbsfähigkeit von KMU) beinhaltet INTERREG EUROPE aber zwei Themenbereiche, die durchaus NRP-konforme Projektkooperationen zulassen würden.



INTERACT ist ein Programm, das technische Unterstützung für die anderen Interreg-Programme bietet. Die Schweiz beteiligt sich hier mit rund 80'000 Franken innerhalb der Programmperiode. Der Beitrag zu den Zielen der NRP ist lediglich indirekt, da INTERACT vor allem Erfahrungsaustausche zwischen Programmen fördert.

## 4. Zusammenarbeit und Umsetzung

Die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen bei Interreg involvierten Partnern sowie die Umsetzung von Interreg wird weitgehend auf Basis der Selbsteinschätzung und der durch die Evaluatoren durchgeführten Interviews beantwortet. Die Beantwortung der Evaluationsfragen basiert auf

- der quantitativen Auswertung der Fachgespräche,
- der qualitativen Auswertung der Fachgespräche,
- der Auswertung der Selbstbeurteilung und
- den Ergebnissen der Evaluation von Interreg B durch Infras (2018).

### 4.1. Quantitative Auswertung Fachgespräche

Die nachfolgende quantitative Auswertung der Fachgespräche ist nach Themenblöcken präsentiert.

Abbildung 13: Zusammenarbeit in der Schweiz

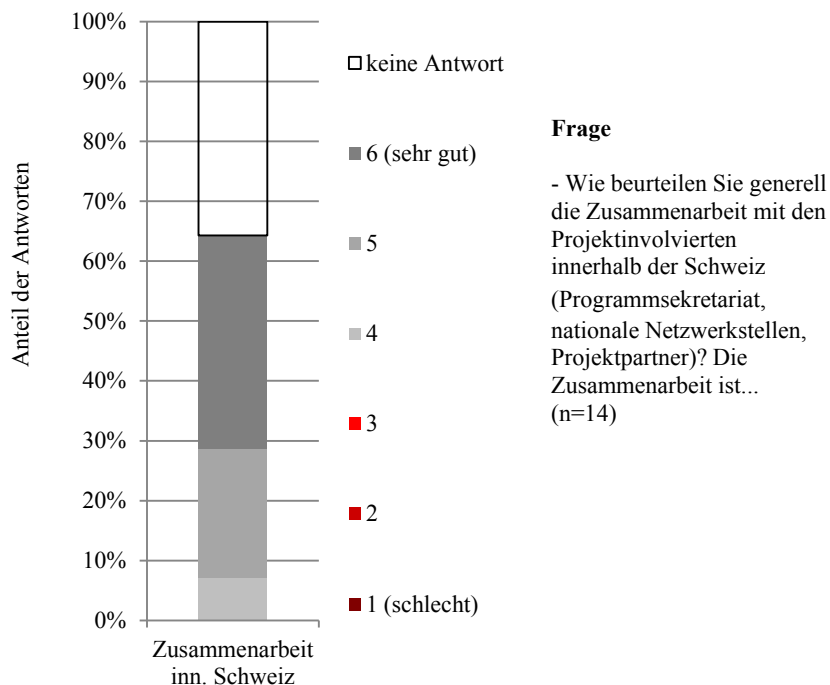
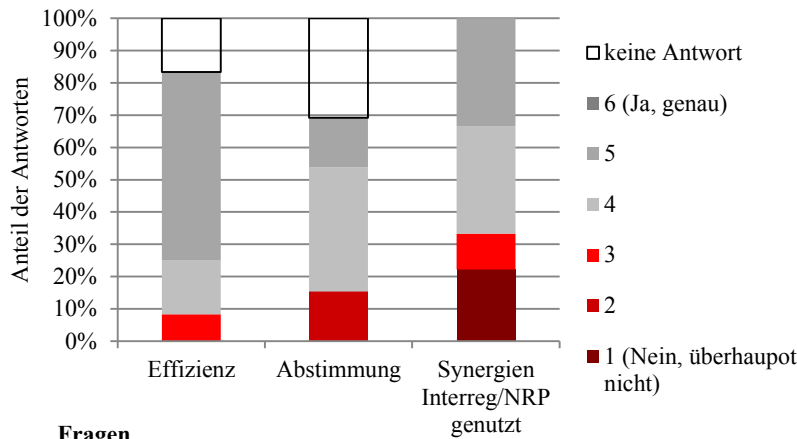


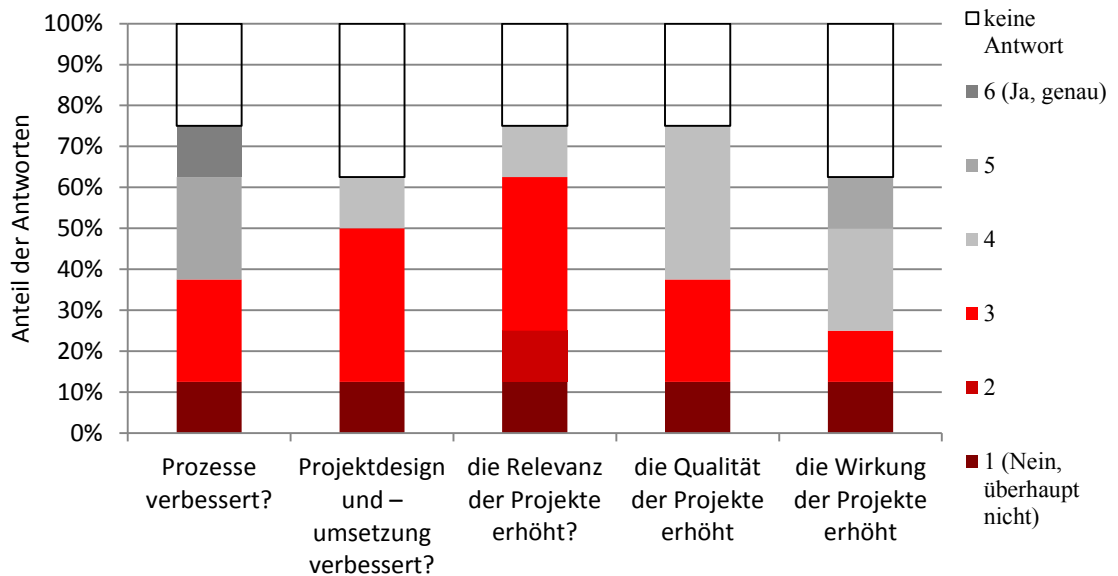
Abbildung 14: Umsetzung innerhalb der Schweiz



**Fragen**

- These: Die Prozesse der Zusammenarbeit in der Schweiz im Rahmen der NRP sind effizient. Stimmen Sie dem zu? (n=12)
- These: Die inhaltliche Abstimmung zwischen den Interreg-Programmen und den kantonalen und überkantonalen NRP-Programmen ist problemlos. Stimmen Sie dem zu? (n=13)
- These: Synergien zwischen Interreg und NRP werden optimal genutzt (soweit die Projekte inhaltlich übereinstimmen). Stimmen Sie dem zu? (n=9)

Abbildung 15: Veränderung seit Einführung der Programmvereinbarungen



**Fragen**

- Hat die Einführung der spezifischen Programmvereinbarungen.....
  - Prozesse verbessert (n=8)
  - Projektdesign und -umsetzung verbessert? (n=8)
  - die Relevanz der Projekte erhöht? (n=8)
  - die Qualität der Projekte erhöht? (n=8)
  - die Wirkung der Projekte erhöht? (n=8)

Abbildung 16: Kosten-Nutzen-Verhältnis

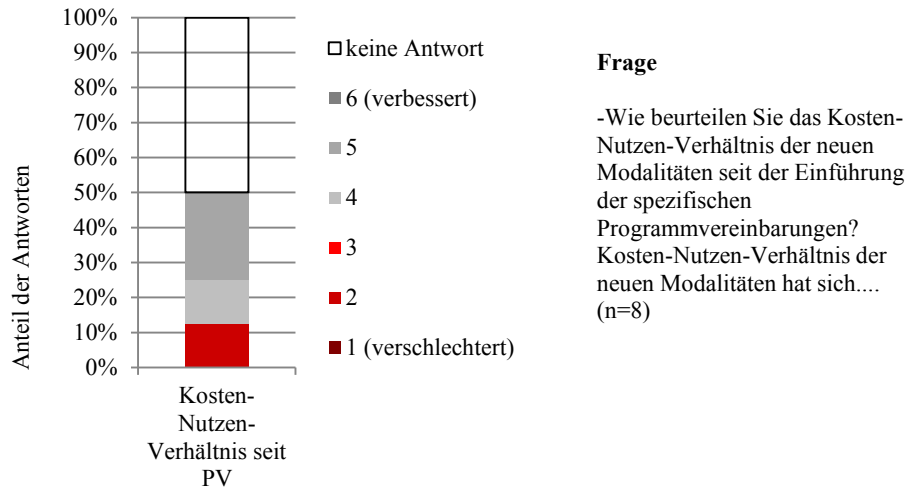


Abbildung 17: Grenzüberschreitende Zusammenarbeit

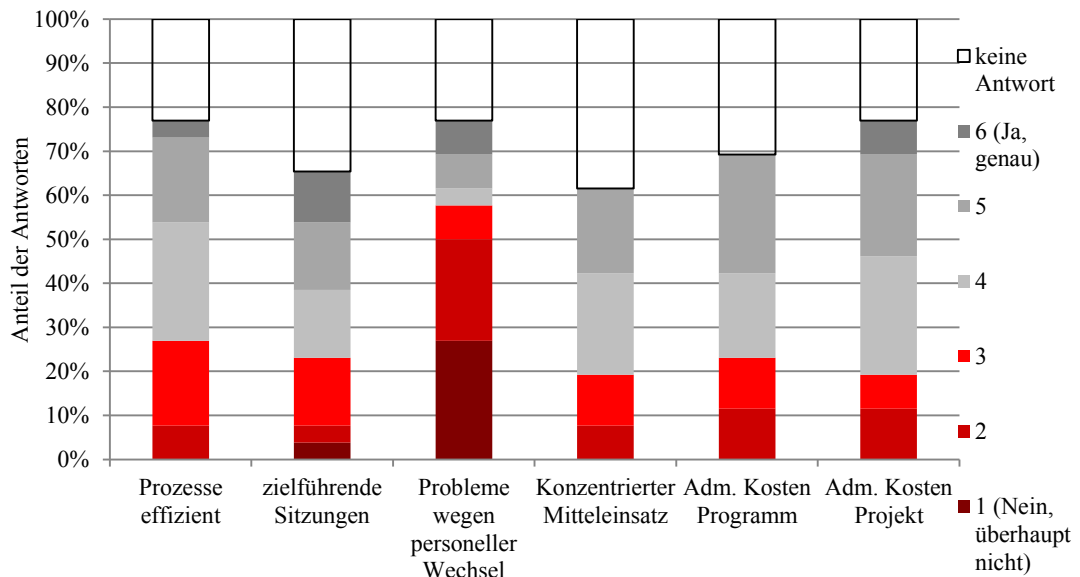
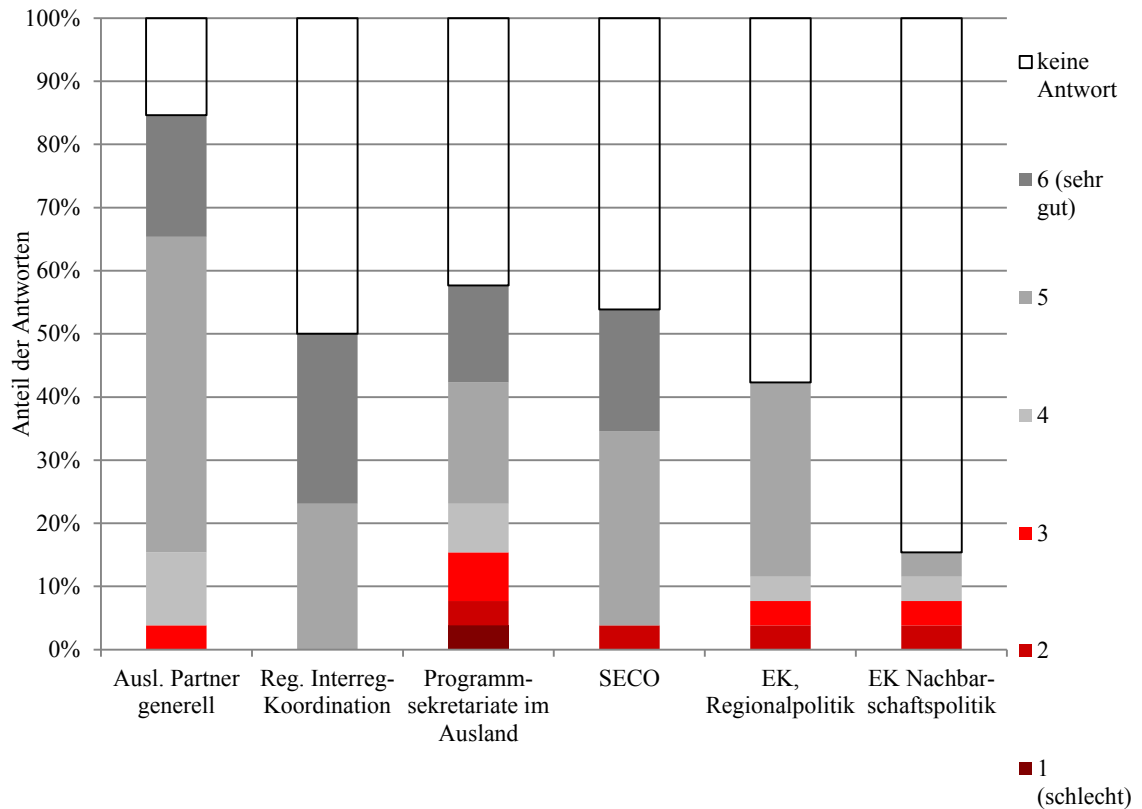


Abbildung 18: Grenzüberschreitende Zusammenarbeit (nach Partnern)



**Fragen**

- Wie beurteilen Sie generell die Zusammenarbeit mit den Partnern im Ausland im Rahmen der Ihnen bekannten Interreg-Programme? Die Zusammenarbeit ist... (n=26)
- Wie gestaltet sich die Zusammenarbeit mit den grenzüberschreitenden Partnern im Detail (falls Sie das sagen können)?
  - regionalen Interreg-Koordinator/innen (n=26)
  - Verwaltungsbehörde (Programmsekretariate im Ausland) (n=26)
  - SECO (n=26)
  - Europäische Kommission, Generaldirektion Regionalpolitik und Stadtentwicklung (n=26)
  - Europäische Kommission, Generaldirektion Nachbarschaftspolitik und Erweiterungsverhandlungen (n=26)

## 4.2. Beantwortung der Evaluationsfragen

### *Wie effizient waren die gewählten Prozesse?*

Von der Formulierung des OP bis zur Projektimplementierung sind unterschiedliche Prozesse zu bewältigen, kurz zusammengefasst:

- Formulierung des OP (Aufgabe der betroffenen Gebietskörperschaften), Genehmigung durch die Europäische Kommission.
- Formulierung der PV inkl. Wirkungsmodell (Aufgabe von Bund und Kantonen).
- Management der Programme, Rapportierungspflichten gegenüber EU und SECO
- Identifikation, Beurteilung, Genehmigung von Projekten
- Projektträger / Projektteams: Projektbeantragung, Reporting, Abrechnung.

Insgesamt werden die administrativen Prozesse, die im Rahmen von Interreg notwendig sind, als relativ aufwändig eingeschätzt. Mehr als die Hälfte der Befragten stimmen der These zu, dass der administrative Aufwand sowohl auf Programmebene wie auch auf Projektebene hoch ist. In den Gesprächen wird dabei weniger der Aufwand auf Programmebene thematisiert, als der administrative Aufwand, der auf Projektebene zu bewältigen ist (Antragstellung, Berichterstattung, Abrechnung etc.). Bemerkte wurde in diesem Zusammenhang auch, dass es darauf ankomme, wie man die Projekte organisiere. Zitat: „es kommt darauf an, wie man das Projekt aufzieht“. Durch geeignete Massnahmen im Hinblick auf die Projektorganisation lässt sich der Aufwand, so unsere Interpretation der Aussage, reduzieren bzw. besser bewältigen.

Als unglücklich wird sowohl in Interreg A wie auch in Interreg B empfunden, dass Schweizer Partner in vielen Programmen nicht „Lead Partner“ bzw. „Projektträger“ sein können. Da Schweizer Organisationen dennoch bei manchen Projekten die inhaltliche Initiative ergreifen, müssten komplizierte Strukturen aufgebaut werden, bei denen eine im EU-Raum beheimatete Organisation den formalen Lead übernehme, die Inhalte aber von der Schweizer Institution geführt würden.

Auf Programmebene ist insbesondere problematisch, dass die seitens Schweiz mitfinanzierten Programme zwei verschiedenen Regimen angehören, einerseits also die EU-Regeln beachten, bzw. den entsprechenden Anforderungen gerecht werden müssen, andererseits auch den Schweizer regulatorischen Rahmen beachten müssen. Die Interreg-Programme müssen also nicht nur den relativ breit gehaltenen inhaltlichen Vorgaben der EU entsprechen, sondern auch Bezug zu den fokussierteren NRP nehmen.

Die Interreg-Programme werden insgesamt also als administrativ aufwendig bezeichnet, andererseits aber werden die administrativen Prozesse von zwei Dritteln der Befragten als effizient gekennzeichnet (bzgl. der Zusammenarbeit in der Schweiz attestiert eine noch grössere Mehrheit den Prozessen Effizienz). Herausgestellt wird dabei, dass sich gewisse Abläufe mittlerweile gut eingespielt hätten. Weiter wird wiederholt betont, dass die Prozesse auf Schweizer Seite (insbesondere bzgl. Projektabrechnung) einfacher seien als in der EU. Die „Doppelspurigkeit“ bringe also auch Vorteile, ein alleiniges Abstützen auf EU-Reglements würde keinen Effizienzgewinn induzieren. Hervorgehoben wird, dass auf Schweizer Seite Handlungsspielräume bereits so gut wie möglich genutzt wurden, um die Projekt-administration so schlank wie möglich zu halten.

Beachtet werden muss bei der Beurteilung aber schliesslich, dass im Rahmen der Evaluation primär Personen befragt wurden, die in der Abwicklung von Interreg-Programmen involviert sind oder diese Programme seitens der öffentlichen Verwaltung beobachten. Nur punktuell wird daher ganz grundsätzliche Kritik an den Abläufen erwähnt. Dennoch sagten einzelne Gesprächspartner, dass die administrativen Prozesse von Interreg gewisse Stakeholder praktisch völlig ausschliessen. So ist insbesondere der Privatsektor wenig involviert (eine gewisse Ausnahme ist das Programm Frankreich-Schweiz; hier ist der Privatsektor stärker engagiert). Auch seien die „Eintrittsbarrieren“ hoch, es würden daher immer wieder die gleichen Institutionen Interreg-Projekte durchführen. Die CHMOS-Datenbankauswertung zeigt, dass die meisten Projektträger staatliche bzw. staatsnahe Organisationen sind, insbesondere Fachhochschulen sind stark vertreten. Die Evaluation von Infrac (2018) bestätigt dies für Interreg B.

Schliesslich: Die vorliegende Evaluation hatte weder das Mandat noch die Mittel für eine detaillierte Beurteilung der Prozesse. Für eine unseres Erachtens durchaus erstrebenswerten Beurteilung der Effizienz der Prozesse und insbesondere für die Formulierung detaillierter Optimierungsmassnahmen müssten die entsprechenden Prozesse im Detail analysiert werden. Hierfür wiederum müssten zunächst die Grundlagen geschaffen werden, z.B. durch eine präzise Aufnahme der relevanten Prozesse.

*Wie gut und wie effizient gestaltet sich die Interreg-Umsetzung im Rahmen der NRP? Welches sind die grossen Herausforderungen?*

*Wie läuft die inhaltliche Abstimmung mit den kantonalen und überkantonalen NRP-Programmen? Inwiefern können sie voneinander profitieren? Gibt es Konkurrenzsituationen oder sonstige Konflikte?*

Im Rahmen von Interreg IV, dem Vorgängerprogramm zu Interreg V, war offenbar die Abstimmung mit NRP recht aufwändig. Dies hat sich nun bei Interreg V insgesamt deutlich zum Positiven verändert. Hierfür sind vier Gründe verantwortlich: Erstens ist Interreg V inhaltlich deutlich näher bei NRP als dies bei Interreg IV der Fall war. In diesem Sinne ist der zu überbrückende Graben viel kleiner geworden. Zweitens haben sich die Prozesse, die zur Abstimmung mit der NRP notwendig sind, laut den befragten Akteuren mittlerweile gut eingespielt. Drittens hat das SECO den Kantonen die Möglichkeit gegeben, die einzelnen Projekte nach ihren erwarteten Resultaten bzw. Zielen zu beurteilen und nicht ganze thematische Bereiche per se auszuschliessen. So können nach Angaben des SECO zum Beispiel in einem Programmziel «Natur» auch Projekte gefördert werden, sofern deren NRP-Konformität gezeigt wird. Viertens gelten die Interreg-Programmvereinbarungen über die gesamte Laufzeit der Programme (wobei dieser Zeitrahmen nicht mit dem Zeitraum der übrigen NRP übereinstimmt).

Abstimmung mit kantonalen und überkantonalen NRP-Programmen: Interreg ist heute in die NRP eingebunden und wird durchaus als Teil der NRP wahrgenommen. Dennoch konnte wenig Evidenz im Hinblick auf eine aktive Zusammenarbeit gefunden werden. Konflikte mit anderen NRP-Programmen haben die Gesprächspartner aber auch nicht benannt. NRP und Interreg werden als zwei parallele, sich bestenfalls ergänzende Programme wahrgenommen.

Laut dem NRP-Mehrjahresprogramm sollen Massnahmen zur Innovationsförderung, die via NRP unterstützt werden, künftig grundsätzlich durch die entsprechenden RIS koordiniert werden. Diese Abstimmung ist derzeit noch kaum vorhanden: In der Ostschweiz ist das RIS noch im Aufbau und in dem Programm France-Suisse können wir weder aus den Gesprächen noch aus den Dokumenten eine Abstimmung mit RIS entnehmen. Das Interreg-Oberrhein-Programm schliesslich unterstützt kaum Projekte, die vom Inhalt her eine Koordination mit dem RIS erforderlich machen würden. Punktuell findet dort heute jedoch eine entsprechende Abstimmung statt.



*Welche Auswirkungen hatte das Einführen der spezifischen Interreg-Programmvereinbarungen (inkl. Wirkungsmodellen)?*

Die Einführung der Interreg-Programmvereinbarungen wird von den betroffenen Akteuren auf Ebene Bund und Kantonen grundsätzlich begrüsst. Die Programmvereinbarungen machen deutlich, welche Projekte grundsätzlich via NRP finanziert werden können und helfen damit, bei der notwendigen Fokussierung. Die Wirkungsmodelle hätten geholfen, die angestrebte Wirkungszusammenhänge im Hinblick auf die Zielerreichung der Programme und Projekte konsequent und zielorientierter zu durchdenken.

Gleichzeitig aber wird den Programmvereinbarungen inkl. der Wirkungsmodelle von den betroffenen Akteuren wenig positive Wirkung zugeschrieben. Die Prozesse sowie Projektdesign und -umsetzung hätten sich nicht verbessert, die Relevanz und Qualität der Projekte sei nicht erhöht worden (s. Auswertungen Abbildung 15). Am ehesten sehen die Befragten eine positive Auswirkung auf die Wirkung und das Kosten-Nutzen-Verhältnis der Projekte, was mutmasslich auf die konsequente Einführung der Wirkungsmodelle zurückzuführen ist. Gleichzeitig geben Gesprächspartner zu bedenken, dass die Wirkungsmodelle zwar bei der Programmformulierung (bzw. bei der Formulierung der Programmvereinbarungen) eine Rolle gespielt hätten, in der Praxis der Programmimplementierung bzw. bei der Wirkungsmessung der Programme und einzelner Projekte dann kaum mehr genutzt wird.

Tatsächlich beinhalten die Wirkungsmodelle, wie eine kurze Sichtung der Dokumente zeigt, auf der Ebene Output und Outcome relativ konkrete Ziele mit Indikatoren, die messbar sein sollten. Auf der Ebene Impact hingegen sind die Indikatoren so gewählt, dass sie nicht ohne weiteres quantifiziert werden können (z.B. „Verbesserung der weichen Standortfaktoren“ oder „besseres Funktionieren des Arbeitsmarkts“). Weiter kann die Erreichung von Fortschritten bei solcherart gemessenen Impacts kaum kausal auf bestimmte Projekte zurückgeführt werden (s. auch Abschnitt in Kapitel 3 oben).

Entscheidend ist bei der Frage, welchen Nutzen die Wirkungsmodelle entfalten, ob das Erreichen der im Wirkungsmodell angegebenen Zielwerte eingefordert werden kann und eingefordert wird. Bei den Output und Outcome Indikatoren sind die Zielwerte, wie Kap. 3.1. oben zeigt, bis dato erst teilweise erreicht, zu vielen Indikatoren sind keine Angaben verfügbar.

*Wie gestaltete sich die Zusammenarbeit mit den grenzüberschreitenden Partnern und den Partnern der europäischen Kommission?*

Die Zusammenarbeit mit den Partnern im Ausland wird überwiegend positiv beurteilt. Die Ausnahme ist die Zusammenarbeit mit den italienischen Partnern in der Lombardei. Die Zusammenarbeit mit den Partnern in Italien wird von verschiedenen Personen als sehr schwierig bezeichnet. Das Verhältnis scheint von Misstrauen geprägt zu sein, im Raum stehen gar Vorwürfe der persönlichen Begünstigung auf italienischer Seite. Im Zentrum stünden weniger die Projektziele als der Wunsch, via Interreg möglichst umfangreiche finanzielle Mittel zu erhalten. Im Ergebnis konnte das Programm nicht in der ursprünglich geplanten Form umgesetzt werden.<sup>12</sup>

Ein wiederholt genanntes Problem in der Zusammenarbeit mit den Partnern in der EU ist, dass in der Schweiz für Interreg weniger Mittel zur Verfügung stehen als in der EU und dass in der Schweiz zumeist nur 50% der Projektkosten übernommen werden. Das seitens mancher EU-Partner offenbar als klein empfundene finanzielle Engagement der Schweiz würde teils nicht verstanden, gelte die Schweiz doch gemeinhin als ein reiches Land. Dem ist aber auch entgegenzuhalten, dass in einigen Interreg-Projekten (z.B. Oberrhein) die Regionen, auf die sich die jeweiligen Interreg-Programme beziehen, zum grössten Teil EU Territorium beinhalten. In der Praxis führt der Ressourcenunterschied häufig dazu, dass Schweizer Partner in den Projekten als Junior-Partner auftreten müssen.<sup>13</sup> Weiter werden externe Aufträge aus den Projekten heraus (z.B. Grafikdesign, Kommunikation) an einen europäischen Partner vergeben.

Punktuell hat die gute Zusammenarbeit darunter gelitten, dass in der öffentlichen Verwaltung (des Auslands) Personalwechsel stattgefunden haben.

---

<sup>12</sup> In einzelnen Gesprächen wurden umfangreiche Details dieser schwierigen Zusammenarbeit genannt. Da die Aussagen jedoch im Rahmen des Mandats nicht verifiziert werden können, ist es nicht angezeigt, diese Einzelaussagen hier explizit aufzulisten. Um die offenbar vorhandenen tiefgreifenden Konflikte detaillierter zu beleuchten und v.a. auch Wege zur Konfliktlösung zu finden, müsste ein anderer Ansatz als in dieser Studie vorgesehen gewählt werden.

<sup>13</sup> Die Gesprächspartner, die ein Ungleichgewicht zwischen schweizerischen und europäischen Partnern (insbesondere Schweiz und Französisch) erwähnten, äusserten sich grundsätzlich positiv bzgl. der aktuellen Situation. Es wird aber festgehalten: Die von der Schweiz investierten Ressourcen sind weniger gewichtig als die von den europäischen Partnern, was sich zwangsläufig in der Projektabwicklung widerspiegelt. So wurde uns beispielsweise mitgeteilt, dass bei Projekten in der Region Genfersee die durchschnittlich 65% F - 35% CH beträgt. Dies bedeutet nicht, dass die Beteiligung der Schweiz von den Partnern nicht gewürdigt wird. Im Gegenteil, sie sind sehr froh, dank der Interreg-Kooperationen auf europäische Mittel zugreifen zu können. Andererseits aber führt es zu einer unangenehmen Situation für Schweizer Projektleiter.

Relativ kritisch wird die Zusammenarbeit mit der Europäischen Kommission beurteilt. Es wird bemängelt, dass die Europäische Kommission die Schweizer Situation zu wenig kenne und insbesondere kein Verständnis für die in der Schweiz notwendige NRP-Konformität der Programme habe.

Weiter wird ein grundsätzlicher Unterschied in der Philosophie bzw. Kultur zwischen der öffentlichen Verwaltung auf EU-Ebene und der öffentlichen Verwaltung in der Schweiz ausgemacht. Die EU konzentrierte sich sehr stark auf die Kontrolle der Projektausgaben (um die Zweckentfremdung der Mittel zu verhindern), während in der Schweiz eine Kultur des grundsätzlichen Vertrauens vorherrsche. Diese unterschiedliche Sichtweise bzw. unterschiedliche Kultur mag unterschiedliche Abläufe und unterschiedliches Herangehen erklären.

Ein Befragter stellte fest, dass das SECO bei der Durchführung der Interreg-Programme wenig präsent sei. Europäische Partner, deren Staatswesen zentralisierter ist, verstünden nicht, dass in der Schweiz die Umsetzung von Interreg, den Kantonen überlassen wird.

*Wie wird die Umsetzung der Schweizer Teilnahme seitens der  
Verwaltungsbehörden des Auslands eingeschätzt?*

Ausnahmslos alle Gesprächspartner sind der Überzeugung, dass die Schweizer Teilnahme an Interreg von den Verwaltungsbehörden des Auslands positiv eingeschätzt wird. Diese Sicht vertreten einerseits die Gesprächspartner in der Schweiz, die Einschätzung wird aber auch von den Gesprächspartnern im Ausland bestätigt.

*Wie sieht die Bilanz für einzelne Programme aus? Bei welchen Programmen  
stehen Aufwand und Ertrag in einem guten Verhältnis, bei welchen eher nicht?*

Der Projektfortschritt lässt sich auf Basis der in Kapitel 3.1. dargestellten Kennzahlen zur Mittelverwendung und zur Erreichung von Output- und Outcomezielwerten grob aufzeigen. Die Gesprächspartner, die grossmehrheitlich in Interreg involviert sind, sehen die Ergebnisse von Interreg insgesamt positiv.

Eine eigentliche objektive Analyse von Aufwand und Ertrag der Interreg-Projekte war im Rahmen der vorliegenden Evaluation weder vorgesehen noch möglich.

*Ergänzende Anmerkungen*

Viele Gesprächsteilnehmer stellen ein grundsätzlich partnerschaftliches Projektverständnis in Rahmen von Interreg fest. Ein Gesprächspartner hat jedoch ein zu starkes Top-down Management bemängelt. Gleichzeitig hat ein anderer Gesprächspartner eine stärkere Führungsrolle des SECO gewünscht.

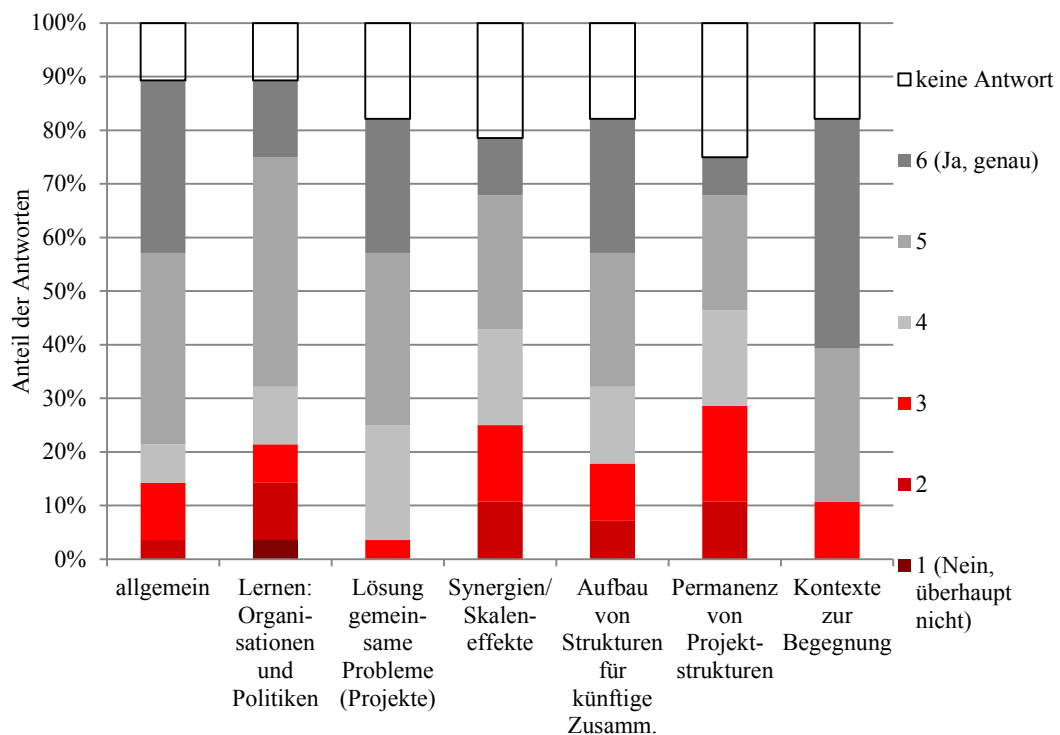
## 5. Aussenpolitische Wirkung

### Evaluationsfragen

- Welche Bedeutung hat die Schweizer Teilnahme an Interreg aus aussenpolitischer Sicht? Welche Auswirkungen hätte ein stärkeres oder schwächeres Engagement der Schweiz in diesem Bereich (im Allgemeinen oder in einzelnen Programmen)?
- Welche indirekten Auswirkungen haben die Interreg-Programme auf die grenzüberschreitende Zusammenarbeit und die bilaterale Zusammenarbeit allgemein?
- Welche Gründe ausserhalb der eigentlichen Zielerreichung der Programme sprechen allenfalls für ein entsprechendes Engagement?

### 5.1. Quantitative Auswertung Fachgespräche

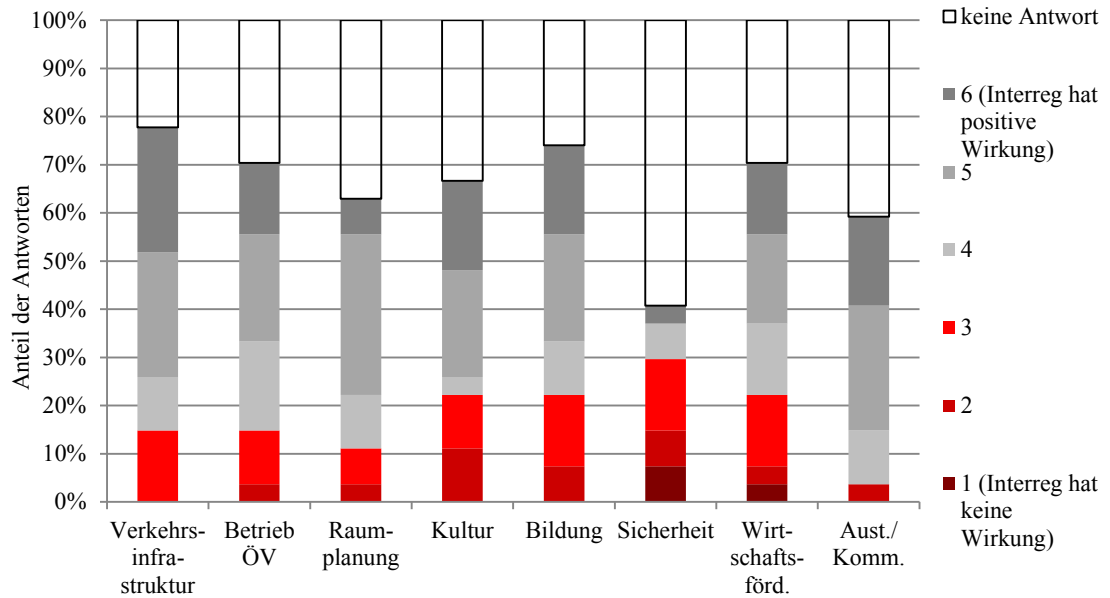
Abbildung 19: Einfluss Interreg auf grenzüberschreitende Beziehungen



#### Fragen

- These: Interreg führt dazu, dass sich die regionalen grenzüberschreitenden Beziehungen generell verbessern. Stimmen Sie dem zu? (n=28)
- Wie wirkt sich Interreg auf einzelne Aspekte der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit aus?
  - Lernen im Hinblick auf Organisation und Politiken (n=28)
  - Lösungen zu gemeinsamen Problemen finden (in Projekten) (n=28)
  - Synergien / Skaleneffekte entwickeln für neue Produkte / Dienstleistungen schaffen (n=28)
  - Aufbau von Strukturen für künftige Zusammenarbeit (n=28)
  - Permanenz von Projektstrukturen (m=28)
  - Schafft Kontexte zur Begegnung (n=28)

Abbildung 20: Dossiers, in denen Interreg Wirkung entfaltet

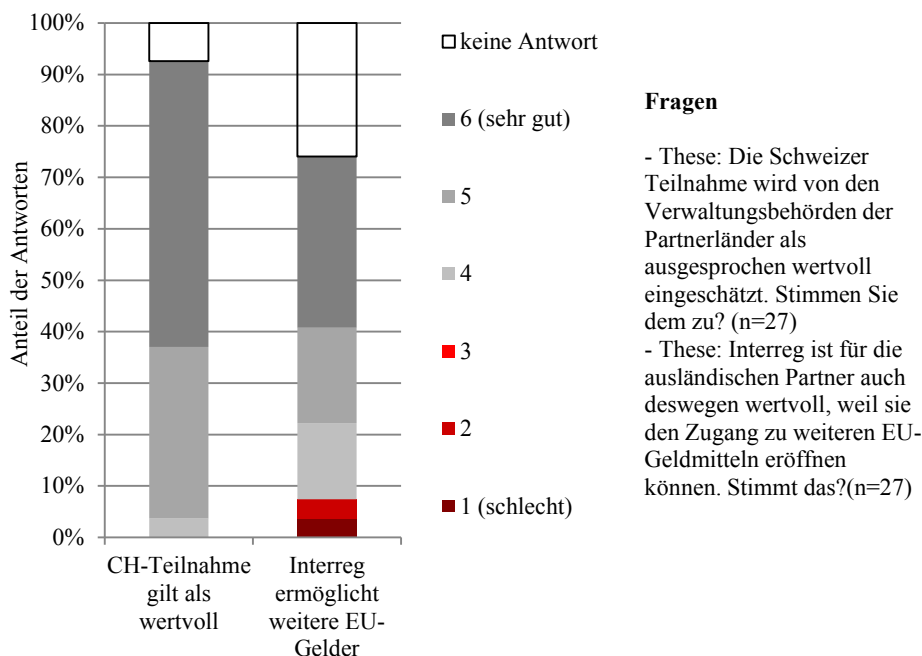


**Fragen**

-Auf welche Dossiers / Themenbereiche wirkt sich die Schweizer Teilnahme an Interreg direkt oder indirekt aus? Wie schätzen Sie die Auswirkung ein?

- Verkehrsinfrastruktur (n=27)
- Betrieb öffentlicher Verkehr (m=27)
- Raumplanung (n=27)
- Kultur (n=27)
- Bildung (n=27)
- Sicherheit (n=27)
- Wirtschaftsförderung (n=27)
- Austausch / Kommunikation (n=27)

Abbildung 21: Nutzen Interreg / Sicht Ausland



## 5.2. Beantwortung Evaluationsfragen

*Welche Bedeutung hat die Schweizer Teilnahme an Interreg aus aussenpolitischer Sicht? Welche Auswirkungen hätte ein stärkeres oder schwächeres Engagement der Schweiz in diesem Bereich (im Allgemeinen oder in einzelnen Programmen)?*

*Welche indirekten Auswirkungen haben die Interreg-Programme auf die grenzüberschreitende Zusammenarbeit und die bilaterale Zusammenarbeit allgemein?*

*Welche Gründe ausserhalb der eigentlichen Zielerreichung der Programme sprechen allenfalls für ein entsprechendes Engagement?*

Die im Rahmen der Evaluation befragten Personen sind sich grundsätzlich einig, dass sich die Schweizer Teilnahme an Interreg in den entsprechenden Regionen grundsätzlich positiv auf die grenzüberschreitenden Beziehungen auswirkt (wobei das dysfunktionale Programm mit Italien in der Bewertung eine Sonderrolle einnimmt). Die Frage ist jedoch, wie gross die Wirkung auf die grenzüberschreitenden Beziehungen ist, welches die beeinflussenden Faktoren sind, wie die positive

Wirkung allenfalls noch verbessern liesse bzw. ob sich die Wirkung durch ein erhöhtes oder reduziertes Engagement der Schweiz bei Interreg deutlich ändern würde.

In der Befragung wurde im Hinblick auf die aussenpolitische Wirkung zunächst eine zugespitzte These formuliert, nach der Interreg *dazu führt*, dass sich die regionalen grenzüberschreitenden Beziehungen generell verbessern. Fast 40% der Befragten stimmen dieser These uneingeschränkt zu. Gleichzeitig betonen einige der Gesprächspartner, dass die Bedeutung von Interreg nicht überschätzt werden dürfe. Schlussendlich seien gute grenzüberschreitende Beziehungen von sehr vielen verschiedenen Faktoren abhängig, Interreg trage zu den guten Beziehungen bei, sei aber nicht ursächlich oder primär für diese verantwortlich.

Laut Hölstrom et al. (2012) können einige Faktoren identifiziert werden, die entscheidend für das Gedeihen guter internationaler Beziehungen sind. Aufbauend auf dieser Erkenntnis wurden die Gesprächspartner im Rahmen der Evaluation gefragt, inwieweit Interreg zu diesen Faktoren beiträgt. Die Faktoren sind:

- Lernen im Hinblick auf Organisationen und Politiken
- Lösungen zu gemeinsamen Problemen finden
- Synergien und Skaleneffekte entwickeln
- Aufbau von Strukturen für die zukünftige Zusammenarbeit.

Ergänzt wurden diese vier Faktoren noch durch zwei Aspekte, die in den Pretests der Befragung genannt wurden: Interreg trage durch relativ dauerhafte Projektstrukturen zu guten grenzüberschreitenden Beziehungen bei (Permanenz von Projektstrukturen) und Interreg schaffe Kontexte zur grenzüberschreitenden Begegnung.

Den grössten Beitrag leistet Interreg laut den befragten Fachpersonen zur Lösung gemeinsamer Probleme. Eine grosse Mehrheit der Befragten bejaht auch die These, nach der Interreg Kontexte zur Begegnung schaffe und so die grenzüberschreitenden Beziehungen verbessere. Grenzüberschreitende Zusammenarbeit schlage sich häufig, so ein Kommentar, primär in dem Unterzeichnen von Konventionen und Vereinbarungen nieder, deren Wirkung für die Bevölkerung nicht unmittelbar ersichtlich oder erlebbar sei. Interreg sei hier in einem positiven Sinne anders, in dem durch das Programm konkrete grenzüberschreitende Projekte unterstützt und Verbindungen geschaffen würden.

Weiter erlaubt Interreg das Lernen bzgl. Organisationen und Politiken in den Nachbarländern, es können Strukturen für zukünftige Zusammenarbeit aufgebaut werden und es lassen sich Synergien generieren.

Die These, dass durch Interreg Synergien und Skaleneffekte generiert werden können, wird allerdings von den Gesprächspartnern weniger stark bejaht als einige der anderen Thesen dies postulieren. Dies ist insofern erstaunlich, als dass Interreg relativ viele Forschungsaktivitäten unterstützt, und die gemeinsame Finanzierung dieser Aktivitäten ja bereits eine Synergie darstellt. Auch müsste man meinen, dass in der gemeinsamen Positionierung und Vermarktung eines Wirtschaftsraums Synergien erreicht werden könnten. Aber offensichtlich wird das Potential von Interreg bzgl. der Erreichung von Synergieeffekten nicht sehr gross eingeschätzt. Bzgl. der gemeinsamen Vermarktung des Wirtschaftsraums wurde punktuell auch angemerkt, dass man innerhalb des Wirtschaftsraums ja auch Konkurrent sei. Denkbar ist dabei auch, dass die Begriffe „Synergien“ und „Skaleneffekte“ nicht immer ganz richtig eingeordnet werden konnten. Von vielen Gesprächspartnern bewusst abgelehnt wurde die These, nach der Interreg zur Permanenz von Projektstrukturen beitrage. Dies auch deswegen, weil es explizit nicht das Ziel von Interreg (und NRP) ist, permanente Projektstrukturen zu finanzieren, sondern Projekte anzustossen.

Als indirekter Nutzen von Interreg wurde in den Gesprächen ferner herausgehoben, dass natürlich durch die Zusammenarbeit grenzüberschreitende Kontakte entstehen, die auch bei der Lösung anderer Probleme zwischen den beteiligten Staaten hilfreich sind. Vor allem aber entstehe der grenzüberschreitende Nutzen durch die eigentlichen Projekte. Daher sei es essentiell, dass auf Projektebene gute Zusammenarbeiten und Resultate ermöglicht würden.

Im Zusammenhang mit dem möglichen aussenpolitischen Nutzen von Interreg wird von einigen Gesprächspartnern die Fokussierung auf NRP kritisch beurteilt. Um den Nutzen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit nicht nur der Verwaltung, sondern auch der Bevölkerung erlebbar zu machen seien vielmehr Projekte mit grosser Breitenwirkung notwendig. Besonders wirkungsvoll seien da zum Beispiel Projekte im Bereich Kultur und Sport. Als positives Beispiel wurde ein derzeit im Raum Basel angedachtes Projekt zum „slow-up“ genannt, einem Event, an dem Strassen im Dreiländereck für den motorisierten Verkehr gesperrt werden, so dass eine autofreie Velo-Rundfahrt durch Deutschland, die Schweiz und Frankreich ermöglicht wird. Gleichzeitig wurde darauf hingewiesen, dass eine breite Auslegung der NRP-Anforderung grundsätzlich relativ viele Projekte möglich machen sollten.

Geringeres oder stärkeres Engagement der Schweiz? Ein geringeres Engagement der Schweiz bei Interreg würde vom Ausland als ein sehr negatives Zeichen interpretiert. Innerhalb von Interreg würde die Rolle der Schweizer Partner weiter ge-



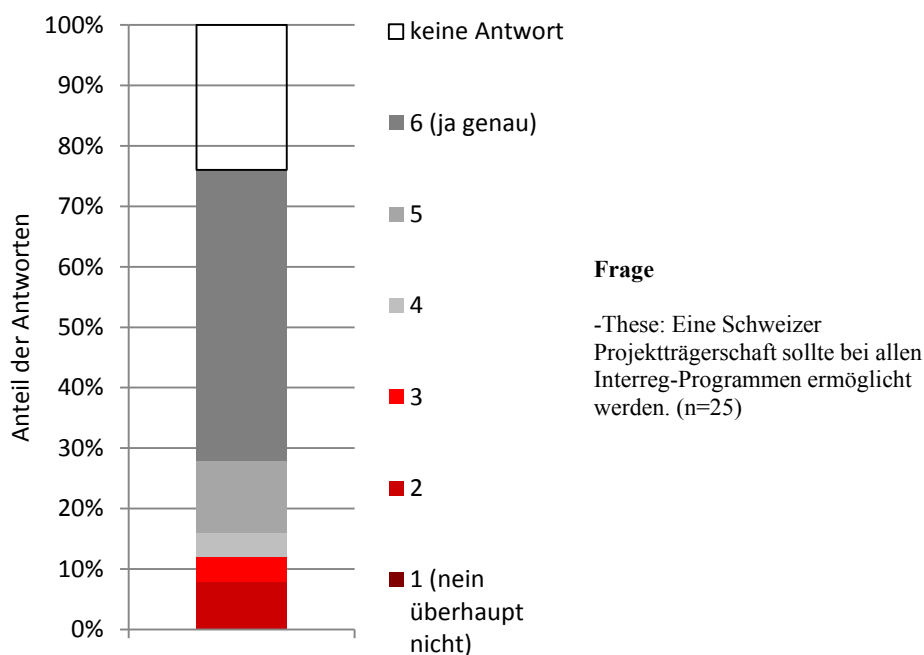
schwächt werden. Auch hätte es in den Grenzregionen ganz praktische negative Folgen, weil viele Projekte nur via Interreg finanziert und durchgeführt werden können. Ein verstärktes Interreg-Engagement der Schweiz würde zweifelsohne vom Ausland positiv aufgenommen und die Rolle der Schweizer Projektpartner innerhalb von Interreg stärken.

## 6. Empfehlungen

### Evaluationsfragen

- In welchen Punkten sollte die Schweizer Teilnahme an Interreg für die nächste Periode überdacht werden? Welche Anpassungen sind vorzunehmen?
- Soll die Schweiz weiterhin an denselben Programmen teilnehmen? Gibt es Programme, aus denen die Schweiz aussteigen könnte, um die Ressourcen auf die für sie wichtigeren zu konzentrieren? Wäre ein Ausstieg aus politischen Gründen denkbar?

Abbildung 22: Projektträgerschaft der Schweiz



*Fokussierung auf MJP-Schwerpunkte:* Die Interreg-Programme sind heute nicht sehr stark auf die MJP-Schwerpunkte der NRP ausgerichtet. Es wurde explizit gesagt, dass es insbesondere im Bereich des Wertschöpfungssystems Industrie schwer sei, adäquate Projekte zu identifizieren, zumal eine einzelbetriebliche Förderung nicht vorgesehen ist und die Projektpartner auch einen relativ grossen Eigenbeitrag an die Projekte zahlen müssen. Nichtsdestotrotz sollte es möglich sein, innovative Projekte in diesen Schwerpunktthemen zu identifizieren. Allenfalls müsste hierfür Interreg durch geeignete Massnahmen das Programm besser für neue und/oder andere Projektträger öffnen (s. dazu weiter unten).

Empfehlung 1: Verstärkt Anstrengungen unternehmen, Projekte im Bereich der MJP-Schwerpunkte zu identifizieren. Dabei sind bewusst auch neue und innovative Wege suchen.

*Abstimmung mit den RIS verbessern:* Die Zusammenarbeit zwischen Interreg und RIS ist noch nicht oder nicht sehr stark etabliert. Gerade auch im Hinblick zur Identifikation von Projekten in den NRP-Förderschwerpunkten könnte eine intensivere Zusammenarbeit zwischen den RIS und Interreg fruchtbar sein. So könnten RIS z.B. via Interreg grenzüberschreitende Dienstleistungen anbieten, bzw. Zusammenarbeiten grenzüberschreitend ermöglichen. Gleichzeitig sollte aber ein pragmatischer Weg gewählt werden, der sich auf die inhaltliche Arbeit konzentriert. Es muss sichergestellt werden, dass die Abstimmung zwischen Interreg und RIS nicht zu einer weiteren administrativen Belastung und / oder primär zur Formulierung weiterer Strategiepapiere führt.

Empfehlung 2: Zusammenarbeit zwischen RIS und Interreg stärken.

*Schweizer Projektträgerschaft in allen Programmen ermöglichen:* Eine grosse Mehrheit der befragten Personen ist der Meinung, dass Schweizer Organisationen in allen Interreg-Programmen, in denen die Schweiz beteiligt ist, die Möglichkeit haben sollten, die Projektträgerschaft zu übernehmen (s. Abbildung 22). Heute ist es, nach unseren Gesprächen zu urteilen, so, dass in einigen Programmen Schweizer Partner eine Projektträgerschaft übernehmen können (z.B. im ABH-Programm) und in anderen nicht (z.B. im Oberrhein-Programm oder in Interreg Europe). Etwas unklar ist, an was oder wem es liegt, dass Schweizer Organisationen in manchen Programmen keine Projektträgerschaft übernehmen können. Einzelne Schweizer Gesprächspartner haben uns erklärt, dies sei grundsätzlich nicht möglich, da EU-Gelder nicht via einen Schweizer Partner ausbezahlt werden könnten. Andere hingegen meinen, es müsse grundsätzlich möglich sein. Die Regierungspräsidentin von Freiburg war der Meinung, dass das Operationelle Programm des Programms Oberrhein nicht einer Schweizer Projektträgerschaft entgegenstehen würde, auf Schweizer Seite jedoch die institutionellen Voraussetzungen geschaffen werden müssten.

*Empfehlung 3:* Prüfen, wie die Voraussetzungen geschaffen werden können, so dass in allen Interreg-Programmen Schweizer Partner eine Projektträgerschaft übernehmen können.

*Abläufe weiter vereinfachen:* Seitens verschiedener Schweizer Gesprächspartner wurde betont, dass man bereits viel in die Vereinfachung der Abläufe auf Ebene Programm und v.a. auch auf Ebene der Projekte investiert habe. Nichtsdestotrotz wird nach wie vor der hohe administrative Aufwand konstatiert. Auch ist es offen-

bar so, dass die hohen administrativen Aufwände manche Organisation davon abhält, Interreg-Gelder für ihre Projektvorhaben zu beantragen.

Empfehlung 4: Detaillierte Durchleuchtung aller Abläufe, Identifikation von innovativen Möglichkeiten, wie der administrative Aufwand reduziert werden könnte. Eine solche Durchleuchtung von administrativen Abläufen kann entweder von entsprechenden betriebswirtschaftlichen Beratungsbüros durchgeführt werden, alternativ kann auch ein Ansatz gewählt werden, wie er vom SECO für die Messung administrativer Belastung entwickelt wurde. Ideen für Massnahmen im Hinblick auf die Reduktion der administrativen Belastung für die Projektträger sind z.B. der Einsatz von Coachs, die Projektträger und Projektpartner bei der Beantragung und Administration der Projekte unterstützen. Auch könnte über die Übernahme von Kosten, die bei der Beantragung der Projekte anfallen, nachgedacht werden.

*Kleine Projekte ermöglichen:* Anbetracht der hohen administrativen Kosten von Interreg-Projekten haben verschiedene Gesprächspartner vorgeschlagen, die Prozedere so zu ändern, dass kleine Projekte (z.B. bis zu einem Budget von 50'000 Franken) mit einem kleineren Aufwand beantragt und durchgeführt werden können. Dabei fragt sich, ob überhaupt generell die Prozesse geändert werden müssen, oder ob nicht einzelne Programme Kleinprojekte bündeln können. Beim ABH-Programm läuft bereits ein Projekt, mit dem kleine Vorhaben relativ unbürokratisch unterstützt werden können.

Empfehlung 5: Das SECO sollte Wege aufzeigen, wie kleine Projekte so via Interreg finanziert werden können, dass der administrative Aufwand deutlich kleiner als bei den grösseren Projekten ist. Allenfalls könnten die Erfahrungen von ABH mit dem dort gewählten Ansatz ausgewertet und kommuniziert werden.

*„Eintrittsbarrieren“ zu Interreg reduzieren, Teilnehmerkreis vergrössern:* Heute spricht Interreg vor allem die öffentliche Verwaltung und staatsnahe Organisationen wie Hochschulen an. Andere Organisationen, insbesondere der Privatsektor, sind nicht explizit ausgeschlossen, doch die derzeitigen Finanzierungsregeln und administrativen Abläufe haben zu dieser Selektion geführt. Dies aus zwei Gründen: Erstens sind diese Organisationen (mittlerweile) mit den Abläufen von Interreg vertraut und zweitens sind sie in der Lage, die auf Schweizer Seite geforderte Ko-Finanzierung darzustellen. Das SECO sollte in einem ersten Schritt reflektieren, ob es im Sinne der NRP ist, wenn primär die öffentliche Verwaltung und Hochschulen Interreg-Projekte durchführen. Wenn dies nicht der Fall ist, dann sollten Empfehlung 6 umgesetzt werden.

Empfehlung 6: Massnahmen prüfen, um Interreg für mehr Projektpartner zu öffnen. Hierzu müssten zuerst die Eintrittsbarrieren vertieft analysiert werden. Methodisch müssten hierfür mit denjenigen Akteuren Gespräche geführt werden, die heute nicht an Interreg-Projekten beteiligt sind (was explizit nicht Inhalt des vorliegenden Mandats war). Erste Vermutungen bzgl. der Eintrittsbarrieren sind: Der hohe administrative Aufwand, insbesondere bei der Projektbeantragung und die Anforderung bzgl. der Ko-Finanzierung. Sollte sich dies bestätigen, so müssten diese Eintrittsbarrieren reduziert werden, um Projektpartner zu gewinnen, die heute nicht an Interreg teilnehmen.

*NRP-Konformität breit auslegen:* Interreg ist aus seiner Historie und Idee heraus ein Programm zur Verbesserung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit. Die Fokussierung auf NRP-Themen kann die Finanzierung von Projekten erschweren, die einen sehr positiven Beitrag zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit leisten könnten.

Empfehlung 7: Kriterien der NRP-Konformität im Zweifelsfall breit auslegen, so dass Projekte, die die grenzüberschreitende Zusammenarbeit deutlich fördern, wann immer möglich unterstützt werden können.

*Andere Bundesämter für Interreg gewinnen:* Die Fokussierung auf NRP hat laut der Einschätzung einzelner Gesprächspartner dazu geführt, dass andere Bundesämter Interreg nicht mehr in ihrem Zuständigkeitsbereich sehen. Allerdings ist es so, dass manches Thema in Grenzübereichen zwingend grenzüberschreitend adressiert werden muss. Zu nennen sind z.B. Umweltthemen. Wenn das SECO entsprechende Projekte nicht via NRP fördern kann, dann sollten andere Bundesämter, sofern sie für die entsprechenden Themen zuständig sind, hier einen Beitrag leisten.

Empfehlung 8: Das SECO sollte bei anderen Bundesämtern um die Teilnahme an Interreg werben, bzw. sie auf die thematische Limitierung der Finanzierung von Interreg-Projekten via NRP hinweisen<sup>14</sup>.

*Kommunikation von Interreg:* Die Kommunikation der Möglichkeiten und der Ergebnisse von Interreg sollte auf verschiedenen Ebenen verbessert werden. Einerseits sind andere Bundesämter für das Programm, sofern inhaltlich jeweils sinnvoll, zu gewinnen (s. oben). Andererseits sollten auch die Ergebnisse von Interreg

---

<sup>14</sup> Das SECO kann selbstredend nicht für die die anderen Bundesämter entscheiden. Basierend auf verschiedenen in den Gesprächen erhaltener Feedbacks mag es jedoch sinnvoll sein, dass das SECO kommunikativ einen dahingehend einen Beitrag leistet, als dass es gegenüber anderen Bundesämtern klarstellt, was die Möglichkeiten von Interreg sind, wie Interreg die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zu verschiedenen Themen fördern kann und welche Grenzen das SECO im Rahmen der vom SECO verwalteten NRP-Mittel hat.

besser kommuniziert werden (s. auch Infras 2018). Und schliesslich könnten durch bessere Kommunikation möglicherweise auch mehr interessante Projekte generiert werden (zumal die verfügbaren Budgets in vielen Programmen derzeit nicht ausgeschöpft sind).

Empfehlung 9: Interreg sollte auf verschiedenen Ebenen und in verschiedener Hinsicht besser kommuniziert werden. Als ein erster Schritt in dieser Richtung könnte das SECO untersuchen, inwieweit Interreg (sowohl die Programme, wie auch die einzelnen Ergebnisse) und deren Ergebnisse bei relevanten Stakeholdern bekannt sind. In einem zweiten Schritt müsste dann eine eigentliche Kommunikationsstrategie erarbeitet werden, die in weiteren Projektphasen umgesetzt werden müsste.

*Kann bzw. sollte sich die Schweiz aus einzelnen Programmen zurückziehen?* Bei den Interreg A Programmen wäre der aussenpolitische Schaden relativ gross, wenn sich die Schweiz aus den entsprechenden Programmen zurückziehen würde. Dies gilt sowohl für die Programme, die inhaltlich erfolgreich arbeiten (hier steht ein Rückzug der Schweiz ja auch gar nicht zur Disposition), aber auch für das Programm mit Italien, das inhaltlich bis dato nicht erfolgreich umgesetzt werden konnte. Ein Rückzug der Schweiz bei einem Interreg A Programm würde aber grundsätzlich, also auch beim Programm mit Italien, von den betroffenen Partnerländern als ein Affront gewertet. Diese Einschätzung basiert auf den im Rahmen der Evaluation geführten Gesprächen. Zu beachten ist dabei: Solange in Interreg Programmen keine Projekte identifiziert und gefördert werden (wie im Programm mit Italien), sind die der Schweiz entstehenden Kosten auch überschaubar. Wichtig ist aber, dass unter keinen Umständen bei der Projektförderung selbst Konzessionen gemacht werden. Insbesondere bzgl. des Programms mit Italien ist daher die auf Basis der Gespräche erarbeitete Empfehlung, weiterhin am Programm teilzunehmen, aber bei der Projektgenehmigung keine Zugeständnisse machen.

Weniger problematisch dürfte der Rückzug aus Programmen sein, an denen a) viele Länder beteiligt sind und in denen die Schweiz b) keine zentrale Rolle spielt. So wäre es wohl irritierend, wenn die Schweiz nicht mehr im Alpine-Space-Programm oder in der EUSALP mitarbeiten wollte, akzeptabel hingegen wäre grundsätzlich ein Rückzug aus einem Programm wie URBACT oder INTERREG Europe. Bei diesen Programmen, die die Schweiz grundsätzlich ohne aussenpolitischen Kollateralschaden verlassen könnte, sollte zu gegebener Zeit eine detaillierte Bestandsaufnahme durchgeführt werden. Diese sollte den durch das Programm entstehenden Aufwand, die bisherigen Resultate und die realistischen Chancen auf eine gewinnbringende künftige Zusammenarbeit beurteilen. Auf dieser Basis könn-

te dann Programm für Programm fundiert über eine künftige Teilnahme entschieden werden.

Empfehlung 10: Bei Interreg A Programme an Programmen weiterhin teilnehmen, bei der Projektprüfung aber konsequent bleiben. Interreg B und interregionale Programme sollten periodisch im Hinblick auf ihre Kosten und Nutzen überprüft werden.

*Mit ergänzenden Methoden konkretere Evaluationsergebnisse generieren:* Die hier vorliegende Studie stützt sich gemäss Evaluationsauftrag ausschliesslich auf die umfangreichen Projektdokumente und auf Gespräche mit Vertretern der relevanten öffentlichen Verwaltungen. Projektträger, Projektpartner und weitere Kreise (also z.B. auch mögliche künftige Projektpartner, die heute aber nicht an Interreg teilnehmen) wurden nicht einbezogen. Für eine vertiefende Untersuchung wäre dies notwendig und zielführend.

Empfehlung 11: In künftigen vertiefenden Evaluationen Projektträger, Projektpartner und weitere Kreise (potentielle Projektpartner) mit einbeziehen.

## Literaturverzeichnis

Amtsblatt der Europäischen Union (2012): Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Bundesrat (2015) Botschaft zur Standortförderung 2016-2019, Bundesrat, 15.019, Februar 2015, Bern

Europäische Kommission (2017): Mitteilung der Kommission an den Rat und das europäische Parlament: Stärkung von Wachstum und Zusammenhalt in den EU-Grenzregionen,

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/2014/boosting\\_growth/com\\_boosting\\_borders\\_de.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/2014/boosting_growth/com_boosting_borders_de.pdf)

Europäisches Parlament und Europäischer Rat (2013): Verordnung Nr. 1299/2013 vom 17.12.2013 mit besonderen Bestimmungen zur Unterstützung des Ziels "Europäische territoriale Zusammenarbeit" aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE), <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/DE/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R1299&from=EN>

Europäisches Parlament (2016): Briefing: European Territorial Cooperation, <http://www.europarl.europa.eu/EPRS/EPRS-Briefing-586666-European-Territorial-Cooperation-FINAL.pdf>

Hörnström, L., Smed Olsen, L. und Van Well, L. (2012): Added Value of Cross-Border and Transnational Cooperation in Nordic Countries. Stockholm: Nordregio.

Infras (2018): Teilevaluation der Interreg V B-Programme Alpenraum und Nordwesteuropa.

Interface (2016): Evaluationsprogramm für das Mehrjahresprogramm 2016-2023 zur Umsetzung der NRP, Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, Direktion Standortförderung, Regional- und Raumordnungspolitik, Bern.

Ecoplan (2015): ESPON-Synthesebericht aus Optik der Schweiz, im Auftrag von Bern.

*Verwendete Programmdokumente (Operationelle Programme,  
Programmvereinbarungen, Jahresberichte)*

Arcjurassien.ch (2018): Rapport 2017, Programme transfrontalier Interreg VA France-Suisses dans le cadre de la LPR

Europäische Kommission (o.J, a): Kooperationsprogramme im Rahmen des Ziels „Europäische territoriale Zusammenarbeit“, Interreg V-A, DE-AT-CH-LI



Europäische Kommission (o.J. b): Programma di cooperazione Interreg V-A Italia-Svizzera

Europäische Kommission (o.J. c): Operationelles Programm Interreg V (A) Oberrhein (Frankreich – Deutschland – Schweiz)

Europäische Kommission (2014a): Programme de Coopération Interreg V A France-Suisse

Europäische Kommission (2014b): URBACT III – Operational Programme

DEFR (2015a): Convention-programme entre la Confédération suisse et les cantons de BE, FR, GE, NE, VD, du JU et VS ainsi que l'association arcjurassien.ch concernent l'encouragement du programme Interreg V France-Suisse dans le cadre de la NPR

DEFR (2015b): Convenzione di programma tra la Confederazione Svizzera rappresentata dal Dipartimento federale dell'economia, della formazione e della ricerca DEFR e i Cantoni Repubblica e Cantone Ticino, Cantone Vallese e Cantone dei Grigioni sulla promozione del programma operativo di cooperazione transfrontaliera Interreg V Italia-Svizzera 2014-2020 nel quadro della NPR

Interkantonale Koordinationsstelle bei der Regio Basiliensis (2018): Berichterstattung über die NRP-Umsetzung im Jahr 2017

Interreg Netzwerkstelle Ostschweiz (2018): Interreg Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein (2014-2020), Jahresbericht 2017

Repubblica e Cantone Ticino (2018): Rapporto 2017 sull'attuazione della Convenzione sulla promozione del programma operativo di cooperazione transfrontaliera Interreg Italia-Svizzera 2014-2020 nel quadro della NPR

WBF (2015a): Programmvereinbarung zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den Kantonen ZH, GL, SH, AR, AI, SG, GR, AG und TG über die Förderung des operationellen Programms Interreg V "Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein" (ABH) im Rahmen der Neuen Regionalpolitik (NRP)

WBF (2015b): Programmvereinbarung zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den Kantonen AG, BL, BS, JU und SO sowie der Regio Basiliensis über die Förderung des operationellen Programms Interreg V Oberrhein im Rahmen der Neuen Regionalpolitik (NRP)

## Anhang I: Interviewpartner / Interviewpartnerinnen

### *Persönlich/telefonisch geführtes Interview*

Name	Institution	Funktion	Programm
Christian Amsler	Internationale Bodensee- konferenz IBK, Kt. SH	Präsident	ABH
Félix Baumann	EDA	Generalkonsul der Schweiz in Mailand	Italia-Svizzera
Enrico Bolzani	Dienst für nationale Bezie- hungen und Aussenbezie- hungen GE	Direktionsassistent	France-Suisse
Kristin Bonderer	regiosuisse	Leiterin Kommunikation, Stellvertretende Geschäfts- leiterin	
Caroline Choulat; Marc-Alexis Grétil- lat	Wirtschaftsförderung NE	Stellvertretende Direkto- rin; Projektleiter	France-Suisse
Tim Cuénod	Grossrat BS	Präsident Regiokommissi- on Basel	Oberrhein
Vanessa Edmeier	Hochrheinkommission	Geschäftsführerin	ABH
Dr. Manuel Fries- ecke	Regio Basiliensis	Geschäftsführer	Oberrhein
Antje Hammer	Penderlerfonds BS	Geschäftsführerin	Oberrhein
Eric Jakob	SECO	Leiter der Direktion für Standortförderung	
Beat Kaser	EDA	Generalkonsul der Schweiz in Lyon	France-Suisse
Olaf Kjelsen; Francesco Castra	Grenzüberschreitende Zusammenarbeit, EDA	Chef, stellvertretender Chef	
Dr. Christoph Klöp- per	Basel Area.Swiss	CEO	Oberrhein
Line Leon-Pernet	EDA	Generalkonsulin der Schweiz in Strasbourg	Oberrhein
Véronique Martrou	Dienst für Wirtschafts- und Handelsförderung VD	Projektleiterin	France-Suisse
Eric Nussbaumer	Nationalrat	Mitglied Aussenpolitische Kommission	

Name	Institution	Funktion	Programm
Francesco Quattrini	Kanton TI	Delegierter grenzüberschreitende Beziehungen	Italia-Svizzera
Thomas Reinhart	Standortförderung SG	Projektleiter Tourismus und Neue Regionalpolitik	ABH
Dr, Ulrich Seewer	ARE	Vizedirektor	
Bärbel Schäfer	Freiburg im Breisgau	Regierungspräsidentin	Oberrhein
Klaus-Dieter Schnell	Internationale Konferenz	Bodensee Geschäftsführer	ABH
Silvio Tondi	Präsidialdepartement BS	Leiter trinationale Zusammenarbeit	Oberrhein
Claus Wepler	Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt BS	Generalsekretär	Oberrhein
Norbert Zufferey	VD	Delegierter grenzüberschreitende Beziehungen	France-Suisse
Stellungnahme als Institution	Schweizer Mission bei der Europäischen Union		

*Begleitgruppe (schriftliche Beantwortung der quantitativen Fragen)*

Name	Institution	Funktion	Programm
Sabine Kollbrunner	SECO	Koordination	Interact
Janina Keller	SECO	Koordination	
Joel Keller	Staatskanzlei SG		ABH
Andreas Doppler	Regio Basiliensis		Oberrhein
Laure Coussot	Arcjurassien.ch		France-Suisse
Fiorenza Ratti	TI		Italia-Svizzera
Sébastien Rieben	ARE		Alpine Space, Nordwesteuropa, EUSALP, URBACT, ESPON
Cyril Lyner	SECO		Interreg Europe
Francesco Castra / Yvonne Schleiss	EDA	Stv. Chef, Grenzüberschreitende Zusammenarbeit	
Stéphanie Grillet	DEA		

## Anhang II: Methoden Auswertung NRP-Konformität der Projekte

Im Folgenden werden drei Methoden vorgestellt, mit denen grundsätzlich die NRP-Konformität von Interreg-Projekten beurteilt werden kann. Die Analyse von Projekten gemäss diesen Methoden wurde am Anfang der Projektlaufzeit explorativ durchgeführt. Die uns am Anfang des Projektes zur Verfügung stehende Projektliste beinhaltete auch Projekte, die vom SECO als nicht NRP-konform klassifiziert worden sind, aber wegen ihrer strategischen nationalen Bedeutung finanziert werden. Für die endgültige Beurteilung, wie sie im Hauptteil des Berichts dokumentiert ist, sind diese Projekte dann ausgeschlossen worden.

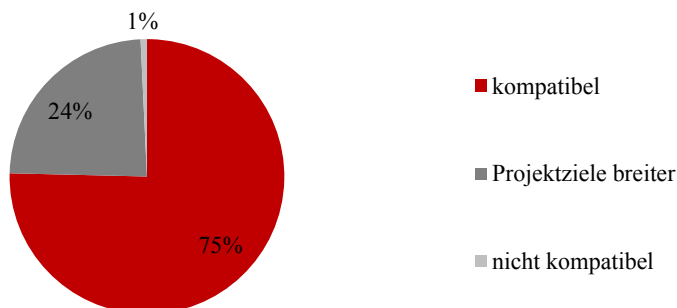
### *Methode 1: Beurteilung gemäss erwarteter Gesamtwirkung*

In einem ersten Schritt wurden die Projekte gemäss ihrer erwarteten Gesamtwirkung in die drei Kategorien *konform*, *teilweise konform* und *nicht konform* eingeteilt. Die Kompatibilität wurde dabei grosszügig beurteilt:

- *konform* ist ein Projekt auch dann, wenn es nicht genau einem der NRP-Förderinhalte passt, aber gewisse Aspekte der Förderinhalte erwähnt werden.
- *Projektziele breiter / teilweise konform* ist ein Projekt, falls wir erwarteten, dass die Umsetzung des Projektziels zu einer Wirkung führt, die einem Förderinhalt entspricht.

Die Resultate der Analyse in Abbildung 23 zeigen, dass mit diesem „grosszügigen“ Ansatz eine grosse Mehrheit der Projekte entweder als NRP-konform oder als teilweise NRP-konform klassifiziert werden kann.

Abbildung 23: Projekte beurteilt nach erwarteter Gesamtwirkung



Quelle: Eigene Auswertung auf Basis CHMOS Datenbankauszug (n=134)

### *Methode 2: Aufgrund gefallener Stichworte*

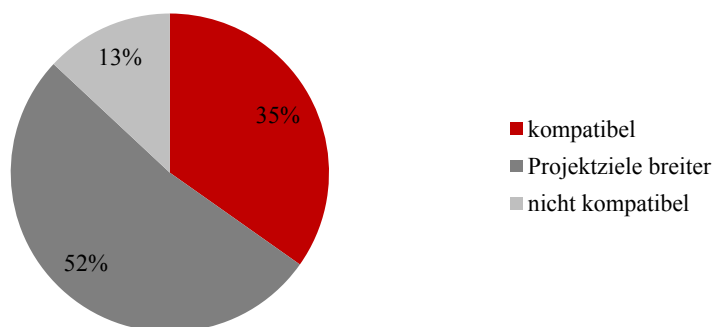
In der zweiten Methode wurde ein Sample von 34 Projekten aufgrund der im Projektbeschrieb gefallenen Stichworte klassifiziert. Hier war massgeblich, ob ein Projekt Stichworte enthält, die identisch oder Synonym mit Stichworten der NRP-Förderinhalte sind. Zwei Beispiele zur Illustration sind folgende:

- "Wissenstransfer" entspricht "Technologietransfer an KMU"
- "Zielgruppen aus Politik, Verwaltung, Wirtschaft oder Wissenschaft zusammenbringen" entspricht "Unternehmensübergreifende Vernetzung"

Allerdings sind in beiden Fällen die Stichworte in den Projekten breiter gefasst. Wissenstransfer richtet sich nicht spezifisch an KMU und die erwähnte Vernetzung findet auch ausserhalb von Unternehmen statt. Damit sind die Projektziele breiter als die NRP-Förderinhalte, was zu einer Klassifizierung als "Projektziele breiter / teilweise konform" führt.

Diese Methode ist strenger als die Einteilung gemäss erwarteter Gesamtwirkung, was sich auch in den Resultaten in Abbildung 24 niederschlägt. Allerdings können die Ergebnisse nicht direkt verglichen werden, da hier bloss ein Teilsample der Projekte ausgewertet wurde.

*Abbildung 24: Klassifizierung der Projekte nach Stichworten*



*Quelle: Eigene Auswertung auf Basis CHMOS Datenbankauszug (n=34)*

### Methode 3: Beurteilung der wichtigsten Projektziele

Bei der dritten Methode wurden pro Projekt aus dem Beschrieb maximal drei Ziele identifiziert und diesen nach Möglichkeit NRP-Förderinhalte zugeordnet. Ist dies nicht möglich, wird die Übereinstimmung mit 0% *konform* bewertet. Analog zur Methode in im Hauptteil des Berichts werden die zugeordneten Ziele als 50% *konform* oder 100% *konform* bewertet.

Der Konformitätswert des Projekts entspricht dann dem arithmetischen Mittel der drei Unterziele. Die Auswertung sieht deshalb etwas anders aus, da nicht nur die drei Ergebnisse wie in den vorherigen Methoden möglich sind.

Zur Illustration ist in Abbildung 25 aufgezeigt, wie die Projektziele aus einem Projektbeschrieb abgeleitet worden sind.

Abbildung 25: Beispielprojekt zur Klassifizierung anhand von Kernzielen

<b>Projekttitel</b>	Grenzüberschreitendes Wissen als Motor regionaler Entwicklung		
<b>Projektbeschreibung</b>	Die Internationale Bodensee-Hochschule (IBH) ist mit derzeit 30 Mitgliedshochschulen der grösste hochschulartenübergreifende Hochschulverbund in Europa. Mit der erstmals entwickelten IBH-Strategie soll das Handeln der IBH strategischer ausgerichtet werden und dazu beitragen, <b>die IBH sowohl im Innenverhältnis zu den relevanten Akteuren der Region, wie auch im Aussenverhältnis zu anderen Hochschulnetzwerken und Wirtschaftsräumen als Innovationsmotor und Modellfall grenzüberschreitender Zusammenarbeit zu etablieren</b> . Damit soll zum einen eine bessere Positionierung im nationalen und internationalen Wettbewerb sowie durch regional abgestützte Beiträge eine Intensivierung der regionalen Verankerung erfolgen. Neu ist deshalb die Fokussierung auf vier Handlungsfelder hochschulischer Entwicklung in Verbindung mit vier funktionalen Wirkungsräumen. Zudem wurden übergeordnete Herausforderungen der Region systematisch analysiert (Potenzialanalyse) und in die Themenfindung der Schwerpunkt- und Regionalprojekte integriert, so dass der Beitrag des Hochschulverbundes zur Erhöhung der Standortattraktivität der Regio Bodensee und zur Erzeugung regionalwirtschaftlicher Impulse durch anwendungsnahe und regional relevante Tätigkeiten in Forschung und Entwicklung sowie <b>Wissens- und Innovationstransfer</b> gesteigert werden kann. Eine weitere Zielsetzung ist der <b>Brain Gains bei Fachkräften durch attraktive Aus- und Weiterbildungsmöglichkeiten</b> der Hochschulen.		
<b>Projektdauer</b>	01.01.2018 – 31.12.2021	<b>Projektkosten</b>	Fr. 1'016'970
<b>Instrument</b>	à fonds perdu - grenzüberschreitend	<b>Förderung Bund</b>	Fr. 254'243
<b>Thema</b>	Exportorientierte Wertschöpfungssysteme		

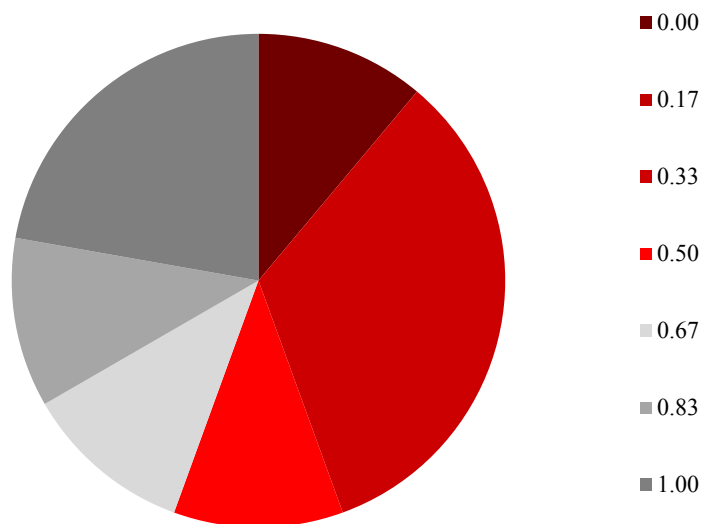
Tabelle 6 zeigt sodann auf, wie die Bewertung vorgenommen wurde.

Tabelle 6: Beispiel einer Projektbewertung nach Hauptzielen

Wichtigste Projektziele	Entspricht NRP-Förderinhalt	Konformität
IBH als Innovationsmotor und Modellfall grenzüberschreitender Zusammenarbeit etablieren	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	50%
Wissens- und Innovationstransfer	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	50%
Brain Gains bei Fachkräften durch attraktive Aus- und Weiterbildungsmöglichkeiten	Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern	100%
Total		67%

In Abbildung 26: Übereinstimmung der drei Kernziele in Projekten mit der NRP sind die Resultate für die dritte Methode aufgeführt.

Abbildung 26: Übereinstimmung der drei Kernziele in Projekten mit der NRP



Quelle: Eigene Auswertung auf Basis CHMOS Datenbankauszug (n=10)



## **Anhang III: Fragebogen**

### **Interviewleitfaden zur Evaluation der Schweizer Teilnahme an den Interreg-Programmen 2014-2020**

#### *Ziel der Evaluation und der Befragung*

Das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) hat B,S,S, Volkswirtschaftliche Beratung und evaluanda mit der Evaluation der Schweizer Teilnahme an den Interreg-Programmen 2014-2020 beauftragt.

Die Schweizer Interreg-Programmverantwortlichen, allen voran das SECO, möchten eine Zwischenbilanz zur Schweizer Beteiligung an den Interreg-Programmen ziehen und gleichzeitig eine Grundlage für Entscheide über eine zukünftige Teilnahme der Schweiz an den Interreg-Programmen schaffen.

Die Evaluation soll unter Einbezug der wertvollen Einschätzungen von Stakeholdern rund um das Interreg-Programm erarbeitet werden (bspw. regionale Interreg-Koordinator/innen, Kantonsvertreter/innen, NRP-Verantwortliche, Vertreter des ARE, des EDA und des SECO, Vertreter/innen Schweizer Botschaften).

#### *Was ist Interreg?*

Interreg ist ein europäisches Programm, das insbesondere die regionale grenzüberschreitende Zusammenarbeit fördern soll. Die Schweiz beteiligt sich in der Periode 2014-2020 mit 56 Millionen Franken an dem Programm.

#### *Zusammenhang Interreg und NRP:*

Seit 2008 fördern Bund und Kantone die Teilnahme von Schweizer Partnern an den Interreg-Programmen im Rahmen der Neuen Regionalpolitik (NRP). Entsprechend müssen die von der Schweiz unterstützten Interreg-Projekte mit der NRP zielkonform sein.

**Vorbemerkungen zum Interviewleitfaden**

- Wir haben teilweise keine Fragen formuliert, sondern *Thesen*. Wir möchten Sie bitten, uns jeweils zu sagen, ob die These Ihrer Ansicht nach stimmt (Bewertung von „Nein, überhaupt nicht“ (Wert 1) bis „Ja, genau“ (Wert 6)). Wenn Sie sich nicht in der Lage fühlen, ein Rating für eine der Thesen abzugeben, können Sie dies auch angeben. Nach dem Rating werden wir Sie jeweils bitten, Ihre Einschätzung zu erklären.
- *Anonymisierung / Nennung der interviewten Personen*: Wir werden im Projektbericht die Antworten nicht den einzelnen interviewten Personen zuordnen, die Antworten werden also anonymisiert ausgewertet. Wir werden jedoch alle Gesprächspartner im Bericht an geeigneter Stelle gesamthaft aufführen und deren Mitarbeit entsprechend würdigen.

Das Interview dauert ca. 30-45/45-60 Minuten (je nach Version).

**Herzlichen Dank für Ihre wertvolle Teilnahme.**

**Allgemeine Angaben**

Allgemeine Angaben zur Person und zum Bezug zu Interreg

Name: \_\_\_\_\_

Institution und Funktion: \_\_\_\_\_

Bezug zu folgendem/en Interreg-Programm/en: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Datum des Gesprächs: \_\_\_\_\_

### Zusammenarbeit innerhalb der Schweiz

Interreg ist heute Teil der Neuen Regionalpolitik (NRP). Entsprechend ist die Umsetzung des Interreg-Programms in der Schweiz in die NRP eingebunden. In diesem Frageblock möchten wir erfragen, wie die Zusammenarbeit im Rahmen der NRP (also mit den entsprechenden Akteuren innerhalb der Schweiz) einzuschätzen ist.

1. Wie beurteilen Sie generell die Zusammenarbeit mit den Projektinvolvierten innerhalb der Schweiz (Programmsekretariat, nationale Netzwerkstellen, Projektpartner)? Die Zusammenarbeit ist...

1	2	3	4	5	6	-

...schlecht

...sehr gut Keine Antwort möglich

Erklärung: \_\_\_\_\_

2. These: Die Prozesse der Zusammenarbeit in der Schweiz im Rahmen der NRP sind effizient. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung: \_\_\_\_\_

3. Wie schätzen Sie die Abstimmung mit den kantonalen und überkantonalen NRP-Programmen ein?

a) These: Die inhaltliche Abstimmung zwischen den Interreg-Programmen und den kantonalen und überkantonalen NRP-Programmen ist problemlos. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-
Nein, überhaupt nicht					Ja, genau	Keine Antwort möglich

Erklärung: \_\_\_\_\_

b)-These: Synergien zwischen Interreg und NRP werden optimal genutzt (soweit die Projekte inhaltlich übereinstimmen). Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-
Nein, überhaupt nicht					Ja, genau	Keine Antwort möglich

Erklärung: \_\_\_\_\_

c) Gibt es sonstige Konflikte?

Erklärung: \_\_\_\_\_

### Grenzüberschreitende Zusammenarbeit

Interreg ist charakterisiert durch die grenzübergreifende Zusammenarbeit. Wie beurteilen Sie diese Zusammenarbeit?

4. Wie beurteilen Sie generell die Zusammenarbeit mit den Partnern im Ausland im Rahmen der Ihnen bekannten Interreg-Programme? Die Zusammenarbeit ist...

1	2	3	4	5	6	-
...schlecht					...sehr gut	Keine Antwort möglich

Erklärung: \_\_\_\_\_

5. Wie gestaltet sich die Zusammenarbeit mit den grenzüberschreitenden Partnern im Detail (falls Sie das sagen können)?

Rating:

Grenzüberschreitende Zusammenarbeit mit...	Überhaupt nicht gut			Sehr gut			Keine Antwort möglich
	1	2	3	4	5	6	
regionalen Interreg-Koordinator/innen							-
Verwaltungsbehörde (Programmsekretariate im Ausland)							
SECO							
Europäischer Kommission; Generaldirektion Regionalpolitik und Stadtentwicklung							
Europäischer Kommission; Generaldirektion Nachbarschaftspolitik und Erweiterungsverhandlungen							

Erklärung (inkl .Angabe des/der Programm/e):

\_\_\_\_\_

6. These: Die *Prozesse* der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Rahmen der Interreg-Programme sind effizient. Stimmen Sie dem zu? Anm.: Es geht um die Zusammenarbeit auf Ebene Programme, nicht auf Ebene Projekte.

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung: \_\_\_\_\_

7. These: Es finden regelmässig zielführende Sitzungen statt. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

8. These: Häufige personelle Wechsel haben grosse Probleme mit sich gebracht. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

9. These: Die Unterschiede im Regelungsrahmen und in der Mittelausstattung zwischen der Schweizer und der europäischen Seite führen zu einem konzentrierteren Mitteleinsatz. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

10. Sehen Sie darin Vorteile?

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

11. These: Die administrativen Kosten von Interreg sind sehr hoch. Stimmen Sie dem zu?

*Auf Programmebene*

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

*Auf Projektebene*

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

### Bilanz der Programme

Welche Bilanz kann bzgl. der Programme bis jetzt gezogen werden?

12. Konnten Ihrer Ansicht nach erste wichtige Projektzeile bereits erreicht werden? Bitte beantworten Sie die Frage für alle Programme, mit welchen Sie in Kontakt getreten sind.

Erste wichtige Projektziels konnten bereits erreicht werden:	Nein, gar nicht		Ja, genau stimmt				Keine Antwort möglich
	1	2	3	4	5	6	
Programm: _____							-
Programm: _____							
Programm: _____							
...							

Erklärung: \_\_\_\_\_

13. These: Die durchgeführten Projekte entsprechen oft nicht den Bedürfnissen der Region. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_



### **Thematische Fokussierung auf NRP-Ziele**

Die im Rahmen der Programme durchgeführten Projekte in der Schweiz müssen den übergeordneten Zielen der NRP bzw. der Standortförderung des Bundes dienen. Im Fokus sind insbesondere die Förderung von Tourismus und Industrie (exportorientierte industrielle Wertschöpfungssysteme inklusive der wissensintensiven und produktionsnahen Dienstleistungen). Gelingt diese Fokussierung?

Zur Information:

Zweck der NRP: Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit einzelner Regionen und Erhöhung derer Wertschöpfung.

NRP-Ziele sind:

- Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU
- Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern
- Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen
- Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern

Der Fokus sollte dabei auf *Industrie* und *Tourismus* liegen.

Die Massnahmen, die der Bund mit den Kantonen fördert, sollen gemäss Exportbasis-Ansatz zur Stärkung der Gebiete als Standorte für exportfähige wirtschaftliche Leistungen beitragen. Export bedeutet dabei einen Güter- oder Leistungstransfer aus der Region, dem Kanton oder der Schweiz hinaus.

14. Beurteilen Sie bitte diejenigen Interreg-Programme, die Sie kennen.

Bitte tragen Sie in der nachfolgenden Tabelle ein, ob die operativen Ziele der Interreg-Programme Ihrer Ansicht nach kompatibel mit den NRP-Zielen sind.

Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein (Deutschland-Österreich-Schweiz-Liechtenstein)

Operative Ziele	Kompatibel	Teilweise kompatibel	Nicht kompatibel	Keine Antwort möglich
Erweiterung der grenzüberschreitenden Forschungskapazitäten im Programmgebiet				
Steigerung der Forschungs- und Innovationsfähigkeit im Programmgebiet				
Verbesserung des Fachkräfteangebotes im Programmgebiet				
Steigerung der Energieeffizienz und der Nutzung erneuerbarer Energien in der öffentlichen Infrastruktur, einschließlich öffentlicher Gebäude, und im Wohnungssektor				
Steigerung der Attraktivität des gemeinsamen Natur- und Kulturerbes				
Erhalt bzw. Verbesserung der Biodiversität im Programmgebiet				
Verringerung der Luftverschmutzung, einschließlich der klimaschädlichen Luftverschmutzung				

## Oberrhein (Frankreich-Deutschland-Schweiz)

Operative Ziele	Kom- patibel	Teil- weise kom- patibel	Nicht kom- patibel	Keine Ant- wort mög- lich
Ausweitung der grenzüberschreitenden Entwicklungs- und Absatzmöglichkeiten für KMU am Oberrhein				
Steigerung des Arbeitsplatzangebotes durch die Entwicklung strategisch relevanter Wirtschaftssektoren am Oberrhein				
Zunahme der grenzüberschreitenden Beschäftigung am Oberrhein				
Verbesserung des grenzüberschreitenden Leistungsangebots von Verwaltungen und Institutionen				
Steigerung der Identifikation der Bürgerinnen und Bürger mit dem Oberrhein als grenzüberschreitender Region				
Verstärkte Beteiligung von Unternehmen an grenzüberschreitenden FuI-Vorhaben mit Forschungs- und Hochschuleinrichtungen				
Steigerung der durch grenzüberschreitende Konsortien aus dem Oberrheinraum entwickelten Anwendungen und Innovationen				
Erweiterung der grenzüberschreitenden Forschungskapazitäten für FuI-Spitzenleistungen am Oberrhein				
Verbesserung des Artenschutzes auf grenzüberschreitender Ebene am Oberrhein				
Verbesserung der Qualität der Ökosystemdienstleistungen am Oberrhein				
Verringerung der Umweltbelastungen im Rahmen der Wirtschafts- und Siedlungsentwicklung am Oberrhein				
Begrenzung des Anstiegs des grenzüberschreitenden, motorisierten Verkehrs durch die Entwicklung von belastungsärmeren Verkehrsträgern im Oberrheinraum				

## France-Suisse

Operative Ziele	Kom- patibel	Teil- weise kom- patibel	Nicht kom- patibel	Keine Ant- wort mög- lich
Augmenter et structurer les collaborations dans le domaine de la Recherche et de l'innovation (R&I)				
Développer des innovations dans les domaines d'excellence du territoire				
Exploiter plus efficacement les opportunités touristiques et culturelles liées au patrimoine				
Préserver et restaurer les écosystèmes fragilisés de l'espace transfrontalier				
Structurer des démarches intégrées d'aménagement du territoire favorisant l'économie d'espace et la qualité de l'air				
Augmenter l'utilisation des moyens de transports durables pour les déplacements transfrontaliers				
Augmenter l'efficacité du transport ferroviaire transfrontalier				

## Italia-Svizzera

Operative Ziele	Kom- patibel	Teil- weise kom- patibel	Nicht kom- patibel	Keine Ant- wort mög- lich
Verstärkte Zusammenarbeit zwischen Unternehmen im grenzüberschreitenden Bereich				
Zunehmende gemeinsame Strategien zur nachhaltigen Bewirtschaftung der Wasserressourcen				
Erhöhung der Attraktivität von Gebieten, die durch Umwelt- und Kulturressourcen mit gemeinsamen Besonderheiten gekennzeichnet sind.				
Verbesserung der Mobilität in grenzüberschreitenden Gebieten				
Verstärkte gemeinsame Lösungen zur Verbesserung der Zugänglichkeit der Sozialdienstleistungen von allgemeinem Interesse auf beiden Seiten der Grenze, insbesondere zugunsten der am stärksten gefährdeten oder von Diskriminierung bedrohten Gruppen.				
Verstärkte Zusammenarbeit, Koordinierung und Integration zwischen Verwaltungen und Interessenvertretern zur Stärkung der grenzüberschreitenden Governance in diesem Bereich.				

15. Inwieweit verfolgen die bewilligten und vom Bund finanzierten Projekte der Interreg-Programme die NRP-Ziele?

Beurteilen Sie bitte diejenigen Interreg-Programme, die Sie kennen. Bitte tragen Sie in der Tabelle unten ein, wie viel Prozent der Projekte des Programms kompatibel / teilweise kompatibel / nicht kompatibel mit den Zielen der NRP sind.

Beurteilung der Projekte des Interreg-Programms \_\_\_\_\_

Bitte hier Angaben in Prozent eintragen

%	%	%	
Kompatibel	Teilweise kompatibel	Nicht kompatibel	Keine Antwort möglich

Beurteilung der Projekte des Interreg-Programms \_\_\_\_\_

Bitte hier Angaben in Prozent eintragen

%	%	%	
Kompatibel	Teilweise kompatibel	Nicht kompatibel	Keine Antwort möglich

Beurteilung der Projekte des Interreg-Programms \_\_\_\_\_

Bitte hier Angaben in Prozent eintragen

%	%	%	
Kompatibel	Teilweise kompatibel	Nicht kompatibel	Keine Antwort möglich

16. These: Interreg leistet heute keinen Beitrag zur touristischen Entwicklung. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

17. These: Interreg leistet wichtige Beiträge im Bereich Industrie und Innovation, dem zweiten NRP-Schwerpunktgebiet. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

18. These: Interreg wird *nicht* als ein Programm wahrgenommen, mit dem regionalwirtschaftliche Ziele erreicht werden können? Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

19. These: Viele sinnvolle, mögliche Interreg-Projekte können nicht finanziert werden, wenn sie nicht NRP-konform sind. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

20. These: Die Zusammenarbeit mit den europäischen Partnern ist durch die Fokussierung auf NRP-Ziele schwieriger geworden. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

21. These: Der Mitteleinsatz ist Dank den NRP-Zielen zielorientierter und fokussierter. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

Erklärung / Erläuterung: \_\_\_\_\_

22. Welche weiteren Chancen und Risiken brachte die Fokussierung auf die NRP Ihrer Ansicht nach mit sich?

Weitere Chancen	Weitere Risiken
<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> <li>•</li> <li>•</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> <li>•</li> <li>•</li> <li>•</li> </ul>

23. Welche Hindernisse waren im Hinblick auf die Berücksichtigung der NRP-Ziele zu überwinden? (aus Sicht der Programmpartner)?

\_\_\_\_\_

24. Welche förderlichen Faktoren haben die Zielerreichung in Bezug auf die NRP unterstützt?

\_\_\_\_\_



### Aussenpolitische Bedeutung

Interreg-Programme sind grundsätzlich grenzüberschreitend und erfordern auf Verwaltungsebene eine Zusammenarbeit mit Partnern im Ausland. Dadurch entstehen möglicherweise auch über die einzelnen Projekte und Programme hinaus gewisse Nutzen, z.B. nur schon durch die Etablierung von Kontakten. Die folgenden Fragen gehen der übergeordneten Frage nach, welche aussenpolitische Bedeutung bzw. Nutzen Interreg hat.

25. These: Interreg führt dazu, dass sich die regionalen grenzüberschreitenden Beziehungen generell verbessern. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-	

Nein, überhaupt  
nicht

Ja, genau  
Keine Antwort  
möglich

Anmerkung: Wenn der oder die Interviewte sagen möchte, dass Interreg zwar nicht unmittelbar zu besseren Beziehungen führt, aber eher einen „Beitrag leistet“, dann wäre die These mit „3“ zu bewerten.

Erklärung (ggf. mit Beispielen): \_\_\_\_\_

26. Wie wirkt sich Interreg auf einzelne Aspekte der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit aus?

Interreg führt zu einem Mehrwert im folgenden Bereich / Thema:	Überhaupt nicht gut						Sehr gut	Keine Antwort möglich
	1	2	3	4	5	6		
Lernen im Hinblick auf Organisation und Politiken								
Lösungen zu gemeinsamen Problemen finden (in Projekten)								
Synergien / Skaleneffekte entwickeln für neue Produkte / Dienstleistungen schaffen								
Aufbau von Strukturen für künftige Zusammenarbeit								
Permanenz von Projektstrukturen								
Schafft Kontexte zur Begegnung								

Erklärung: \_\_\_\_\_

27. Auf welche Dossiers / Themenbereiche wirkt sich die Schweizer Teilnahme an Interreg direkt oder indirekt aus? Wie schätzen Sie die Auswirkung ein?

Betroffene Dossiers/Themenbereiche:	Dossier betroffen? Wenn ja: ankreuzen	Interreg hat keine Wirkung			Interreg hat positive Wirkung			Keine Antwort möglich
		1	2	3	4	5	6	
Verkehrsinfrastruktur								
Betrieb öffentlicher Verkehr								
Raumplanung								
Kultur								
Bildung								
Sicherheit								
Wirtschaftsförderung								
Austausch / Kommunikation								

Erklärung: \_\_\_\_\_

28. These: Die Schweizer Teilnahme wird von den Verwaltungsbehörden der Partnerländer als ausgesprochen wertvoll eingeschätzt. Stimmen Sie dem zu?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

29. These: Interreg ist für die ausländischen Partner auch deswegen wertvoll, weil sie den Zugang zu weiteren EU-Geldmitteln eröffnen können. Stimmt das?

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

30. Welche Auswirkungen hätten ein stärkeres oder schwächeres Engagement der Schweiz in diesem Bereich (im Allgemeinen oder in einzelnen Programmen)?
-

**Detailfragen zur Umsetzung**  
 Gerne möchten wir Ihnen noch einige detaillierte Fragen zu den Prozessen stellen

31. Wie beurteilen Sie die Einführung der spezifischen Interreg-Programmvereinbarungen (inkl. Wirkungsmodellen)?

Hat die Einführung der spezifischen Programmvereinbarungen.....	Nein, überhaupt nicht <span style="float: right;">Ja, sehr</span>						Keine Antwort möglich
	1	2	3	4	5	6	
Prozesse verbessert?							
Projektdesign und –umsetzung verbessert?							
die Relevanz der Projekte erhöht?							
die Qualität der Projekte erhöht							
die Wirkung der Projekte erhöht							

32. Wie beurteilen Sie das Kosten-Nutzen-Verhältnis der neuen Modalitäten seit der Einführung der spezifischen Programmvereinbarungen?

	verschlechtert <span style="float: right;">verbessert</span>						Keine Antwort möglich
	1	2	3	4	5	6	
Kosten-Nutzen-Verhältnis der neuen Modalitäten hat sich....							-

Erklärung: \_\_\_\_\_

**Empfehlungen**

33. In welchen Punkten sollte die Schweizer Teilnahme an Interreg für die nächste Periode überdacht werden? Welche Anpassungen sind vorzunehmen?

---



---

34. These: Eine Schweizer Projektträgerschaft sollte bei allen Interreg-Programmen ermöglicht werden.

1	2	3	4	5	6	-

Nein, überhaupt nicht

Ja, genau Keine Antwort möglich

35. Gibt es Programme, aus denen die Schweiz aussteigen könnte, um die Ressourcen auf die für sie wichtigeren zu konzentrieren?

---



---

36. Haben Sie weitere Bemerkungen, die Sie uns mitgeben möchten?

---



---

## Anhang IV: NRP-Zielkonformität der OP und PV

Tabelle 7: NRP-Zielkonformität des OP Oberrhein

Spezifisches Ziel OP (Quelle: Europäische Kommission, o.J.c)	Entspricht Förderinhalt NRP	Grad Entsprechung der Ziele	Begründung (falls unklar oder "teilweise konform")
Ausweitung der grenzüberschreitenden Entwicklungs- und Absatzmöglichkeiten für KMU am Oberrhein	Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen, Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern	konform	Trägt zu beiden Förderinhalten bei
Steigerung des Arbeitsplatzangebotes durch die Entwicklung strategisch relevanter Wirtschaftssektoren am Oberrhein	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	teilweise konform	spezifisch Arbeitsplatzangebot und Förderung "strategisch relevanter" Wirtschaftssektoren ist nirgends gefordert
Zunahme der grenzüberschreitenden Beschäftigung am Oberrhein		Nicht konform	Heisst konkret mehr GrenzgängerInnen, nicht kompatibel
Verbesserung des grenzüberschreitenden Leistungsangebots von Verwaltungen und Institutionen		nicht konform	Wohl kaum gemeint mit "wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen und Angebote"  Verwaltung ist nicht Teil von Förderinhalten
Steigerung der Identifikation der Bürgerinnen und Bürger mit dem Oberrhein als grenzüberschreitender Region		Nicht konform	

<b>Spezifisches Ziel OP (Quelle: Europäische Kommission, o.J.c)</b>	<b>Entspricht Förderinhalt NRP</b>	<b>Grad Entsprechung der Ziele</b>	<b>Begründung (falls unklar oder "teilweise konform")</b>
Verstärkte Beteiligung von Unternehmen an grenzüberschreitenden FuI-Vorhaben mit Forschungs- und Hochschuleinrichtungen	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern, Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen	teilweise konform	Klar angewandte Forschung. Forschung ist jedoch nicht Teil und wieder zu wenig eng auf KMU
Steigerung der durch grenzüberschreitende Konsortien aus dem Oberrheinraum entwickelten Anwendungen und Innovationen	Unternehmerische Vernetzung und Kooperationen voranbringen, Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	konform	Konsortien werden möglicherweise mit Innovationstransfer unterstützt.
Erweiterung der grenzüberschreitenden Forschungskapazitäten für FuI-Spitzenleistungen am Oberrhein	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	teilweise konform	Forschung ist nicht teil von NRP, zu wenig KMU-Fokus
Verbesserung des Artenschutzes auf grenzüberschreitender Ebene am Oberrhein		Nicht konform	
Verbesserung der Qualität der Ökosystemdienstleistungen am Oberrhein		Nicht konform	
Verringerung der Umweltbelastungen im Rahmen der Wirtschafts- und Siedlungsentwicklung am Oberrhein		Nicht konform	
Begrenzung des Anstiegs des grenzüberschreitenden, motorisierten Verkehrs durch die Entwicklung von belastungsärmeren Verkehrsträgern im Oberrheinraum	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	teilweise konform	Kann grosszügig als wertschöpfungsorientierte Angebote gewertet werden.

Tabelle 8: NRP-Zielkonformität des OP France-Suisse

Spezifisches Ziel OP (Quelle: Europäische Kommission, 2014a)	Entspricht Förderinhalt NRP	Grad Zielentsprechung	Begründung
Augmenter et structurer les collaborations dans le domaine de la Recherche et de l'innovation (R&I)	Unternehmerische Vernetzung und Kooperationen voranbringen, Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	teilweise konform	Kooperation: Nicht auf Unternehmen beschränkt, Innovation: Nicht auf KMU beschränkt
Développer des innovations dans les domaines d'excellence du territoire	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	teilweise konform	Thema Innovationen wird angesprochen, zu wenig spezifisch
Exploiter plus efficacement les opportunités touristiques et culturelles liées au patrimoine	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	teilweise konform	Kann grosszügig auf Tourismus angewandt werden
Préserver et restaurer les écosystèmes fragilisés de l'espace transfrontalier		nicht konform	
Structurer des démarches intégrées d'aménagement du territoire favorisant l'économie d'espace [...]		nicht konform	
Augmenter l'utilisation des moyens de transports durables pour les déplacements transfrontaliers	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	konform	
Augmenter l'efficacité du transport ferroviaire transfrontalier	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	konform	Effizienzsteigerung führt zu zusätzlicher Wertschöpfung
Soutenir le développement de services de proximité dans l'objectif de favoriser l'activité économique	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	teilweise konform	Trifft auf wertschöpfungsorientierte Angebote zu, zu wenig spezifisch.
Mettre en oeuvre des actions communes pour renforcer l'accès aux marchés de l'emploi	Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern	teilweise konform	Verbesserter Zugang erhöht (informelle) Qualifikation



Tabelle 9: NRP-Zielkonformität des OP Italia-Svizzera

Spezifisches Ziel OP (Quelle: Europäische Kommission, o.J. b)	Entspricht Förderinhalt NRP	Grad Entsprechung der Ziele	Begründung (falls unklar oder "teilweise konform")
Verstärkte Zusammenarbeit zwischen Unternehmen im grenzüberschreitenden Bereich	Unternehmerische Vernetzung und Kooperationen voranbringen	konform	
Zunehmende gemeinsame Strategien zur nachhaltigen Bewirtschaftung der Wasserressourcen		nicht konform	
Erhöhung der Attraktivität von Gebieten, die durch Umwelt- und Kulturressourcen mit gemeinsamen Besonderheiten gekennzeichnet sind.	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	teilweise konform	Kann grosszügig auf touristische Wertschöpfung angewandt werden.
Verbesserung der Mobilität in grenzüberschreitenden Gebieten		teilweise konform	Zu breit
Verstärkte gemeinsame Lösungen zur Verbesserung der Zugänglichkeit der Sozialdienstleistungen von allgemeinem Interesse auf beiden Seiten der Grenze, insbesondere zugunsten der am stärksten gefährdeten oder von Diskriminierung bedrohten Gruppen.		nicht konform	Sozialdienstleistungen sind nicht wertschöpfungsorientierte Angebote.
Verstärkte Zusammenarbeit, Koordinierung und Integration zwischen Verwaltungen und Interessenvertretern zur Stärkung der grenzüberschreitenden Governance in diesem Bereich.		nicht konform	

Tabelle 10: NRP-Zielkonformität der PV Oberrhein

Spezifisches Ziel PV (Vertragsziel) (Quelle: WBF 2015b)	Entspricht Förderinhalt NRP	Klassifikation Kompatibilität Ziel PV	Begründung
Die Innovationsfähigkeit am Oberrhein ist mittels Wissens- und Technologietransfer zwischen angewandter Wissenschaft und Wirtschaft gestärkt und die Wettbewerbsfähigkeit von KMU gesteigert	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	konform	identisch
Der Standort Oberrhein erkennt und nutzt die sich aus den natürlichen Grundlagen ergebenden Opportunitäten für die Wirtschaft, insbesondere in den Bereichen Tourismus und "Green Economy"	Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern	konform	Jede Form der Nutzung von bereits vorhandenen Ressourcen wird als Verlängerung der Wertschöpfungsketten gezählt, da sie spezifisch wirtschaftlichen Zwecken dienen soll.
Die Standortattraktivität am Oberrhein ist verbessert und das regionale Wirtschaftswachstum optimiert durch eine auf die Bedürfnisse der Wirtschaft ausgerichtete, multimodale Verkehrsplanung	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	Programmziele breiter	Verbesserung der Standortattraktivität ist nicht Teil der NRP-Förderschwerpunkte
Das Fachkräfteangebot am Oberrhein ist gestärkt	Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern	konform	identisch
Die für die regionale Wettbewerbsfähigkeit erforderliche institutionelle Zusammenarbeit am Oberrhein ist sichergestellt	Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen	Programmziele breiter	Sämtliche Institutionen statt nur Unternehmen

Tabelle 11 NRP-Zielkonformität der PV France-Suisse

Oberziel	Unterziel (Quelle: DEFR 2015a)	Entspricht Förderinhalt NRP	Klassifikation Kompatibilität Ziel PV	Begründung (falls unklar oder "teilweise konform")
Renforcer les capacités d'innovation et le savoir-faire des acteurs économiques	Structuration de plateformes de transfert de savoir entre les acteurs de l'innovation	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	Programmziele breiter	Nicht fokussiert auf KMU, nicht einseitiger Transfer
Renforcer les capacités d'innovation et le savoir-faire des acteurs économiques	Exploitation du potentiel de valeur ajoutée des innovations par leurs applications concrètes sur le territoire	Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	konform	
Exploiter efficacement les opportunités touristiques du patrimoine naturel et culturel		Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern	Programmziele breiter	Natur- und Kulturerbe nicht Teil der NRP, Ausschöpfung unklar
Renforcer la valorisation des ressources régionales et des centres régionaux	Amélioration de l'élaboration, du transfert et de l'exploitation de nouveaux savoirs dans le domaine des ressources régionales	Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern, Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen, Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern	konform	Elemente aus drei Förderinhalten betroffen

Oberziel	Unterziel (Quelle: DEFR 2015a)	Entspricht Förderinhalt NRP	Klassifikation Kompatibilität Ziel PV	Begründung (falls unklar oder "teilweise konform")
Renforcer la valorisation des ressources régionales et des centre régionaux	Renforcement de la compétitivité des régions fonctionnelles en optimisant leurs fonctionnement	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	Programmziele breiter	Falls nur Verwaltung der funktionalen Regionen gemeint ist, ist Ziel nicht konform. Wettbewerbsfähigkeit <i>per se</i> nicht Teil der NRP
Stimuler un environnement économique et un climat entrepreneurial dans la région	Diffusion de l'esprit d'entreprise permettant la mise en place d'offres innovantes favorisant l'activité économique	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	konform	
Stimuler un environnement économique et un climat entrepreneurial dans la région	Conciliation du marché de l'emploi et des dynamiques de croissance économique		nicht konform	Arbeitsmarktverbesserungen sind nur unter "Unternehmensübergreifende Kooperation" und "Aus- und Weiterbildung" genannt in der Botschaft. Diese sind nicht konform

Tabelle 12: NRP-Zielkonformität der PV Italia-Svizzera

Spezifisches Ziel PV (Vertragsziel) (Quelle: DEFR 2015b)	Entspricht Förderinhalt NRP	Klassifikation Kompatibilität Ziel PV	Begründung (falls unklar oder "teilweise konform")
Verstärkte Zusammenarbeit zwischen Unternehmen im grenzüberschreitenden Bereich	Unternehmerische Vernetzung und Kooperationen voranbringen	konform	
Zunehmende gemeinsame Strategien zur nachhaltigen Bewirtschaftung der Wasserressourcen		nicht konform	
Erhöhung der Attraktivität von Gebieten, die durch Umwelt- und Kulturrressourcen mit gemeinsamen Besonderheiten gekennzeichnet sind.	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	teilweise konform	Kann grosszügig auf touristische Wertschöpfung angewandt werden
Verbesserung der Mobilität in grenzüberschreitenden Gebieten	Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren	teilweise konform	Zu breit
Verstärkte gemeinsame Lösungen zur Verbesserung der Zugänglichkeit der Sozialdienstleistungen von allgemeinem Interesse auf beiden Seiten der Grenze, insbesondere zugunsten der am stärksten gefährdeten oder von Diskriminierung bedrohten Gruppen.		nicht konform	Sozialdienstleistungen sind wertschöpfungsorientierte Angebote
Verstärkte Zusammenarbeit, Koordinierung und Integration zwischen Verwaltungen und Interessenvertretern zur Stärkung der grenzüberschreitenden Governance in diesem Bereich.		nicht konform	

## Anhang V: Bewertung Projekte

Tabelle 13: Programm Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
1	Vertiefung und Ausbau der thematischen Schwerpunkte der Internationalen Bodensee-Hochschule	1'016'970	254'243	Massnahmen zum Wissens- und Technologietransfer, zur Zugänglichkeit von Wissen und zur Öffentlichkeitsarbeit	<b>11</b>	1	Industrie
				Plattformen für den Wissensaustausch und -transfer zwischen Hochschulen, Wirtschaft und Gesellschaft.	<b>11</b>	1	
				Die Förderung der Hochschulvernetzung und der grenzüberschreitenden Forschungszusammenarbeit im Rahmen der Internationalen Bodensee-Hochschule (IBH)	<b>12</b>	0.5	
				grenzüberschreitende Angebote in Lehre und Weiterbildung den Bildungsstandort Bodensee	<b>12</b>	1	
2	Entwicklung direkter und indirekter Maßnahmen zur Bekämpfung von <i>Marssonina coronaria</i>	307'108	122'843	In enger Verknüpfung von Labor- und Freilandversuchen sollen im hier beantragten Projekt Daten zur Infektionsbiologie des Erregers generiert und wirksame Massnahmen zu dessen Regulierung herausgearbeitet werden. können durch das Projekt grosse Synergien im Obstbaucoluster des Programmgebiets genutzt werden.	<b>13</b>	1	Agrarwirtschaft
				Mit der Umsetzung des geplanten Projektes soll den Obstbaubetrieben und der Beratung eine praxistaugliche Bekämpfungsstrategie zur Verfügung gestellt werden	<b>11</b>	1	
				Durch eine optimierte Terminierung der Behandlungen soll zudem der stoffliche Eintrag in die Umwelt reduziert werden	<b>16</b>	0	
3	Rückstandarme Obstproduktion - Modellanlagen zur Weiterentwicklung des Integrierten Pflanzenschutzes	1'572'383	786'192	Aufzeigen neuer Wege, wie die Produktion qualitativ hochstehender, gesunder und weitgehend rückstandsfreier Früchte bei messbar reduziertem Pflanzenschutzmitteleinsatz realisiert werden kann.	<b>11</b>	1	Agrarwirtschaft
				Gleichzeitig können durch die Zusammenarbeit der führenden Forschungsinstitutionen in der Region grosse Synergieeffekte erzielt werden	<b>11</b>	0.5	
				Zur Beurteilung der Zielerreichung soll zudem ein grenzüberschreitendes Netzwerk von Referenzbetrieben (IP und Bio) etabliert und in die Bewertung mit	<b>13</b>	0.5	

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				eingeschlossen werden. Im Projekt sollen in Modellanlagen für die Leitkulturen [...] kombiniert und weiterentwickelt werden	16	0	
4	Grenzüberschreitendes Wissen als Motor regionaler Entwicklung	1'016'970	254'243	Eine weitere Zielsetzung ist der Brain Gains bei Fachkräften durch attraktive Aus- und Weiterbildungsmöglichkeiten der Hochschulen. Soll dazu beitragen, die IBH sowohl im Innenverhältnis zu den relevanten Akteuren der Region, wie auch im Aussenverhältnis zu anderen Hochschulnetzwerken und Wirtschaftsräumen als Innovationsmotor und Modellfall grenzüberschreitender Zusammenarbeit zu etablieren.	12 16	1 0	Bildungswirtschaft
5	Nachhaltige Strategien zur Unkrautbekämpfung im Obstbau	103'562	41'425	Durch die enge Zusammenarbeit der führenden Forschungsinstitutionen in der Region werden Synergieeffekte genutzt und damit eine gesteigerte Innovationsfähigkeit erzielt ganzheitliche Prüfung und Bewertung neuer, umweltschonender Verfahren zur Unkrautregulierung sowie deren Einführung in die obstbauliche Praxis	11 11	1 0.5	Agrarwirtschaft
6	Digitale Pflanzenschutzmittelübernahme bzw. -import in softwaregestützte Dokumentationssysteme	10'900	3'270	Eine bereits bestehende digitale grenzüberschreitende Plattform, mit der Landwirte die Menge ihrer Pflanzenschutzmittel einfach und gesetzeskonform berechnen und dokumentieren können, soll in diesem Projekt optimiert werden. Mit dem Projekt soll der elektronische Import der Mittellisten über eine Schnittstelle ermöglicht werden, so dass die Nutzer jederzeit über eine aktuelle Datenbasis verfügen, wodurch ein effektiver und effizienter Pflanzenschutz gewährleistet werden kann.	16 11	0 1	Agrarwirtschaft
7	Reaktives Fügen von Mikrosystemen	586'535	293'267	Es wird erwartet, dass sich die Forschungs- und Innovationsfähigkeit der Region durch Erarbeitung eines innovativen technologischen Prozesses und dank der Erweiterung der grenzüberschreitenden Forschungskapazitäten steigern wird. Ziel dieses Projekts und der beteiligten Forschungseinrichtungen ist es daher, durch geeignete Massnahmen und unter Mitwirkung von relevanten Unternehmen diese Stosswelle zu dämpfen, um dadurch den reaktiven Fügeprozess für empfindliche Bauelemente zu ermöglichen.	11 13	0.5 0.5	Industrie
8	IBH-Lab "Active & Assisted Living (AAL)" – Ermittlung und Abbau von Marktbarrieren für AAL-Lösungen	1'249'892	624'946	Zu diesem Zweck haben sich 12 Hochschulen und 21 Praxispartner aus der Bodenseeregion zusammengeschlossen und bilden ein stabiles, interdisziplinäres Forschungsnetzwerk, das die Benutzer-, Technik-, Netzwerk- und Marktbarrieren für AAL-Lösungen ermittelt und analysiert sowie gezielte Massnahmen zum nachhaltigen Abbau der AAL-Barrieren entwickelt, vorbereitet und teilweise realisiert.	13	0.5	Gesundheitswirtschaft

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				Dieses Projekt will sich der Herausforderung stellen, die AAL-Technologien und die angeschlossenen humanen Hilfsdienste (Technik-Service Kombinationen) in der Bodenseeregion grenzüberschreitend und im Einklang mit den länderspezifischen Versorgungssystemen und technischen Standards einer nachhaltigen Nutzung zuzuführen.	16	0	
				Das „Living Lab“ Konzept zielt auf den realen Einsatz der AAL-Lösungen in der Praxis ab, um den komplexen Herausforderungen des demografischen Wandels für eine anhaltend positive Entwicklung des Wissens-, Bildungs-, Wirtschafts- und Lebensraumes Bodensee gerecht zu werden.	16	0	
9	IBH-Lab "KMUdigital" – Unterstützung von KMU bei der Bewältigung der industriellen Digitalisierung	1'573'269	786'635	KMUdigital dient der Unterstützung der klein- und mittelständischen Unternehmen (KMU) in der Bodensee-Region bei der Bewältigung, Umsetzung und Implementierung der rasant fortschreitenden industriellen Digitalisierung. => Steigerung der Forschungs- und Innovationsfähigkeit	11	1	Industrie
				Schliesslich sollen die bestehenden digitalen Modellfabriken der Hochschulen zu einer förderierten digitalen Demo-Fabrik weiterentwickelt werden, in der interessierte KMU in praxisnahen Einzelprojekten die Wirkung und den Nutzen der Digitalisierung hautnah und realistisch erleben.	11	1	
				Dies wird begleitet [...] durch Vernetzung der KMU und der Forschungseinrichtungen mit dem Fokus, die digitale Revolution begreifbar und beherrschbar zu machen. => Erweiterung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit von Unternehmen und Wissenschaft, sowie die Schaffung von Kompetenzclustern	13	1	
10	Rheinlabs 4.0 – Ein verteiltes, virtuell geplantes und gemeinsam genutztes Mikrotechnik-Labor	409'210	163'684	Diese Zusammenarbeit führt zur Stärkung beider Partner in der angewandter Forschung, was sowohl den vielen spezialisierten Industriebetrieben	11	1	Industrie
				als auch den Studierenden in der Aus- und Weiterbildung zugute kommt.	12	1	
				Ziel des Projekts ist es, Mikrosysteme herstellen zu können, die auf einer gemeinsamen Prozesskette mit verteilter Infrastruktur basieren.	15	1	
11	Bodenseemittelstand 4.0	321'939	160'969	Aufbau von Cluster- und Netzwerkstrukturen	13	1	Industrie
12	Bodenseegärten – Natur und Kultur im Garten	221'633	88'653	Ziel ist es, neue innovative und nachhaltige Produkte und Angebote in diesem Bereich zu lancieren und die grenzüberschreitende Attraktivität des gemeinsamen Natur- und Kulturerbes zu steigern.	15	1	Tourismus
				Ziel soll sein, das Thema Gärten bei Bevölkerung, Tourismus (Hotellerie, Gastronomie), Wirtschaft, Kommunen/Gemeinden, Politik etc. zu etablieren.	15	0.5	
13	Kirchen Klöster und Konzil	172'310	68'924	Grundidee des Projektes „Kirchen, Klöster & Konzil“ ist es, die historisch bedeu-	15	1	Tourismus



Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				tenden Themen und Bauwerke sowie die Art und Weise, in der sie bis heute das Leben und die Gesellschaft in der internationalen Bodenseeregion und über ihre Grenzen hinaus prägen, für die Bewohner und Besucher der Region aufzuzeigen sowie erlebbar zu machen. Ziel des Projektes ist eine gemeinsame Produktentwicklung von Kirchen, Touristikern und Kulturträgern.			
14	Wein und Wissen am Bodensee	180'521	63'182	Mit Etablierung von Fachreisen, Vorträgen, Seminaren, Kongressen und Ausbildungsangeboten soll nicht nur der Austausch im Programmgebiet gefördert werden. Ziel ist auch Wissen von aussen anzuziehen und nach aussen weiter zu geben.	14	1	Tourismus
				Leitziel des bestehenden Zusammenschlusses von Winzern und Touristikern in der „Weinregion Bodensee“ ist, unter dem gemeinsamen Thema "Weintourismus“ die einzelnen Regionen zu einer internationalen Weinregion mit gemeinsamer Bodensee-Identität zusammenwachsen zu lassen.	13	1	
15	MINT macht Schule: Brücken zwischen Schulen und Industrie bauen	321'800	160'900	Das Projekt „MINT macht Schule“ (Mathematik, Informatik, Naturwissenschaften, Technik) soll Schülerinnen und Schüler für MINT-Fächer begeistern, Industrieunternehmen mit Schulen und Hochschulen vernetzen und ein innovatives und nachhaltiges fachdidaktisches MINT-Begleitprogramm für Oberstufenzentren in der Alpenrhein-Bodensee-Region entwickeln und erproben	11	1	Industrie
				Die Projektpartner entwickeln nachhaltige Lösungsstrategien, um längerfristig den Mangel an MINT-Fachkräften zu verringern, der in etlichen Betrieben der Region herrscht.	12	1	
16	GreenSan: Grenzüberschreitend ressourcenschonend, energieeffizient und nachhaltig Sanieren	218'000	49'050	Zum Anderen soll die Initiierung und Aufbereitung von Best Practice Beispielen mit dem Fokus auf oben stehenden Themenbereichen dem Markt alternative Umsetzungsmöglichkeiten und ökonomische Opportunitäten aufzeigen.	11	0.5	Energiewirtschaft
				Dabei geht es auch wesentlich um die Integration dieser Themen in die Aus- und Weiterbildung von Bau- und Energiefachleuten als Mittel zur Qualifizierung und um dem Fachkräftemangel im Baubereich entgegen zu wirken.	12	1	
17	micelab:bodensee – hybride Weiterbildungsplattform der deutschsprachigen Veranstaltungsbranche	181'067	72'427	micelab:bodensee bietet hybride Weiterbildung für alle Beteiligten der Branche an.	12	1	Bildungswirtschaft
18	IBH-Lab "Seamless Learning" – Lebenslanges, nahtloses Lernen über Bildungskontexte hinweg	1'536'839	768'420	Ziel dieses Labs ist daher, Seamless Learning für verschiedene Bereiche (in Einzelprojekten beispielsweise zum Bereich MINT und zu Schlüsselqualifikationen wie z. B. Projektmanagement) zu konzeptualisieren, entwickeln, implementieren, evaluieren und optimieren	12	1	Bildungswirtschaft

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
19	Nachhaltige Pendlermobilität	241'358	21'722	Durch grenzüberschreitende Kooperationen der wichtigsten Systemplayer (Unternehmen, Ausbildungsstätten, Gemeinden, Mobilitätsanbieter) werden im Projekt langfristige und ganzheitliche Lösungen erarbeitet, welche die Verschiebung des Modal Split (Verteilung des Transportaufkommens auf verschiedene Verkehrsmittel) hin zu nachhaltiger Mobilität zum Ziel haben.	15	0.5	Umwelt
20	Interreg-Kleinprojektfonds für grenzüberschreitende Kooperationsprojekte auf lokaler und regionaler	1'016'970	152'546	Der Kleinprojektfonds der Internationalen Bodensee Konferenz soll zum einen mit eigenen Mitteln die grenzüberschreitende Zusammenarbeit der zivilgesellschaftlichen Ebene (Bürger, Initiativen, Vereine, NGO, Verbände) fördern. Zum anderen soll mit Unterstützung der Fördergelder der Aufbau kleinerer, langfristiger Kooperationen beispielsweise im grenzüberschreitenden Tourismus, aber auch die Zusammenarbeit zwischen Bürgern und Institutionen unterstützt werden.	13	1	Tourismus
21	Demografie-Netzwerk – zukunfts-taugliche Kommunen und Regionen – aktiv dem demografischen Wandel bege	199'307	39'861	Aus den Reallaboren, welche die Partner zu gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Aspekten vor Ort durchführen, sollen konkrete Erkenntnisse zur Vorgehensweise, den angewandten Werkzeugen und der strategischen Zielerreichung gewonnen werden, auf welchen die anderen Partner aufbauen können. => Ergebnisse zum demografischen Wandel	16	0	Sonstige
				Die Vernetzung und der Erfahrungsaustausch der Verantwortlichen aus den beteiligten Gebietskörperschaften schafft ein Netzwerk von Experten, welches sich gegenseitig unterstützt und auch über den Projektzeitraum hinaus bestehen bleiben sollte.	16	0	
22	Konzepte für energieeffiziente, klimaverträgliche "LOW TECH"-Gebäude	138'212	20'732	Diese Machbarkeitsabklärungen sollen in der Region gleichzeitig auch zu einem Wissensvorsprung führen und ökonomische Opportunitäten kreieren.	14	0.5	Industrie
				Strategisches Ziel des Projekts ist die langfristige und nachhaltige Reduktion des Energieverbrauchs im Gebäudesektor, bei kritischer Auseinandersetzung mit Haustechnik und Steuerungskomponenten	16	0	
23	Geschäftsstelle der Hochrheinkommission	179'775	89'887	Ein verbessertes Service-Angebot der HRK hilft beim Zusammenbringen von potenziellen Partnern bis ggf. hin zu administrativem Support, damit Akteure gemeinsam grenzüberschreitend relevante Fragen lösen können. Ziel der HRK: verstärkt grenzüberschreitende Netzwerke zu etablieren und jeweilige Zielgruppen aus Politik, Verwaltung, Wirtschaft oder Wissenschaft zusammenzubringen.	13	1	Industrie
24	Kompetenzzentrum zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in der internationalen Bodenseeregion	987'350	493'675	Mit dem Projekt will die Internationale Bodensee Konferenz (IBK) einerseits die Strukturen einer Mehrebenen-Governance im internationalen Bodenseeraum optimieren	16	0	Sonstige

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				[Mit dem Projekt will die Internationale Bodensee Konferenz (IBK)...] und andererseits die Entwicklung gemeinsamer Ziele und Strategien im Grenzraum sowie deren Realisierung in modellhaften Projekten unterstützen.	16	0	
25	Technische Hilfe	780'000	300'000	Um eine wirksame, effektive und kundenfreundliche Programmumsetzung gewährleisten zu können, ist ein kompetentes und reaktionsschnelles Programmsekretariat unerlässlich	16	0	Sonstige
26	Netzwerkstelle Ostschweiz	983'932	798'782	Aufgrund der unterschiedlichen Rechtsrahmen und Anforderungen von EU- und Schweizer Seite an die Interreg-Programme benötigen die Schweizer Programmpartner entsprechendes Know-how und Unterstützung bei der Durchführung.	11	1	Sonstige

Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse

Legende:

Zuweisung Förderinhalte:

- 11: Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern
- 12: Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern
- 13: Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen
- 14: Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern
- 15: Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren
- 16: Kein NRP-Förderinhalt

Bewertung Förderinhalte:

- 1: konform
- 0.5: teilweise konform
- 0: nicht konform

Tabelle 14: Programm Oberrhein

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
1	Trinationaler NeuroCampus	780'000	260'000	Eine trinationale Aus- und Weiterbildungsplattform soll zum einen ein Abbau der Abgrenzungen bewirken, die für eine hochqualifizierte Ausbildung erforderlich sind. Zum anderen soll diese auf den Bedarf der verschiedenen Akteure der Neurowissenschaften in der Grundlagenforschung und der klinischen Forschung ausgerichtet sein.	<b>12</b>	1	Gesundheitswirtschaft
				Durch den Trinationalen NeuroCampus wird die Attraktivität und Innovationsleistung des Oberrheingebiets für Forscher und Mediziner erhöht, die durch einen Standort bzw. eine Universität allein nicht erreicht werden könnte. Damit kann die Wettbewerbsfähigkeit der Region erhöht und Arbeitsplätze erhalten oder neu geschaffen werden.	<b>16</b>	0	
2	Clim'ability - Klimaanpassungsstrategien für Unternehmen in der Region Oberrhein	126'277	7'683	Entwicklung von Anpassungsstrategien an die verschiedenen Vulnerabilitäts-Typen am Oberrhein	<b>11</b>	0.5	Umwelt
				Erstellung von massgeschneiderten Informationen für Unternehmen	<b>11</b>	1	
				Verstetigung eines Expertennetzwerkes zum Klimawandel am Oberrhein	<b>13</b>	1	
				Identifikation von multivariablen Vulnerabilitäten am Oberrhein	<b>16</b>	0	
3	ORRAP - Optimales Recycling von Ausbausphal auf verkehrsschwachen Strassen	256'669	84'672	Im Rahmen des Projektes soll ein reger Erfahrungsaustausch zwischen den Ländern am Oberrhein über den bisherigen Umgang mit Ausbausphal erfolgen => Harmonisierung der wissenschaftlichen Kenntnisse und Kompetenzen und eine bessere Spezialisierung der Praktiker für die verkehrsschwachen Strassen	<b>13</b>	0.5	Umwelt
				Erschliessung potentieller neuer Märkte	<b>14</b>	1	
				Ziele der entwickelten Projektstrategie sind die Gewährleistung einer hohen Recyclingrate von Ausbausphal, die Einschränkung der negativen Einflüsse auf die Umwelt (CO2-Emissionen, Energie- und Ressourcenverbrauch, Ausbausphal-Aufkommen) und die Reduzierung der Strassenerhaltungskosten	<b>16</b>	0	
4	SPIRITS - Intelligente 3D-gedruckte interaktive Roboter zur intervention. Radiologie und Chirurgie	882'658	149'629	Bei der Umsetzung des Projekts werden ein Forschungskonsortium für medizinische Geräteentwicklung aufgebaut, eine effiziente Zusammenarbeit zwischen den akademischen Institutionen und den beteiligten Unternehmen geschaffen	<b>13</b>	1	Gesundheitswirtschaft
				Das Ziel des Projekts ist die Entwicklung robotischer Assistenzsysteme, die auch im Operationssaal integriert und angewendet werden können, um eine hybride	<b>16</b>	0	

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				bildgestützte Chirurgie zu ermöglichen.			
5	Geteilte Überzeugungen - Gemeinsame Mechanismen zum Austausch und zur Ausbildung	917'974	96'300	Sie gestattet die Bildung eines einzigartigen und bedeutenden Lehr- und Forschungszentrums und trägt zur Vernetzung der Forschungspotenziale bei. Ziel des Projekts ist es, spezielle Lehrprogramme und eine gemeinsame Grundbildung im Bereich der Interreligiosität (Christentum, Judentum, Islam) zu entwickeln Andererseits sollen dadurch Begegnungen von Personen aus unterschiedlichen Welten gefördert werden. Das Projekt wird so einem hohen sozialen Anspruch gerecht.	12	1	Bildungswirtschaft
					16	0	
6	URSforSR - Oberrheinischer Cluster für Nachhaltigkeitsforschung	1'263'370	88'000	sollen die wissenschaftliche Exzellenz einerseits und die Interaktionen zwischen Wissenschaft und Gesellschaft am Oberrhein zu Fragen von „governance of sustainable growth“ gestärkt werden. Etablierung einer Geschäftsstelle für den Forschungscluster Etablierung der Forschungs Kooperation entlang von fünf Achsen: Governance in multilevel systems; Energy, Infrastructure and societal change; Transformation processes and technologies; Management and development of resources; Multiculturalism, multilingualism and sustainable development. Entwicklung von Angeboten für die breite Öffentlichkeit um die Thematik bekannter zu machen.	13	1	Umwelt
					16	0	
					16	0	
7	Vitifutur - Transnationale Plattform für Angewandte Forschung und Weiterbildung im Weinbau	61'745	18'524	Weiter dient das Cluster dem Wissenstransfer und der Weiterbildung, wie auch der Implementierung der Innovationen und des Wissens in die Praxis der Weinwirtschaft. Die trinationale Akademie ist eine Weiterbildungseinrichtung, die sich an Nachwuchswissenschaftler und Führungskräfte im Weinbau wendet. soll VITIFUTUR ein Netzwerk für den gegenseitigen Austausch von Wissen und Erfahrung werden. Das Projekt stützt sich auf eine bereits existierende grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen Forschungseinrichtungen und Kontakten zur Weinindustrie sowie der Einrichtung einer transnationalen Akademie für angewandte Weinbauforschung.	11	1	Agrarwirtschaft
					12	1	
					13	1	
8	SERIOR - Aufbau der Upper Rhine Trinationale Graduate Academy "Security-Risk-Oriented"	353'330	33'453	Neben Doktoranden, Post-Doktoranden und deren Betreuer können auch Forscher inner- und ausserhalb von Universitäten sowie Mitarbeiter in Unternehmen, Verwaltung und der Zivilgesellschaft, die sich mit dem Thema Risikomanagement beschäftigen, die Möglichkeit nutzen, um von dem Projekt zu profitieren. Durch das Projekt und den Aufbau einer neuen trinationalen Ausbildungseinrichtung für Doktoranden und Post-Doktoranden im Themenfeld Risikomanagement	11	0.5	Bildungswirtschaft
					16	0	

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				können die sechs oberrheinischen Universitäten einen zentralen Beitrag leisten, um die Kapazitäten für die Entwicklung von Spitzenleistungen in Forschung und Innovation am Oberrhein nachhaltig zu erweitern und eine Vorreiterrolle in Europa und der Welt einnehmen.			
9	Upper Rhine 4.0 - Trinationales Kompetenznetzwerk Industrie 4.0	737'549	221'265	Das Projekt Upper Rhine 4.0 soll KMU durch ein grenzüberschreitendes Netzwerk in deren Prognose- und Anpassungsprozessen bezüglich kommender technologischer und menschlicher Veränderungen durch Industrie 4.0 begleiten und unterstützen, damit diese als Chance für die Wirtschaft am Oberrhein wahrgenommen werden kann.	<b>11</b>	1	Industrie
			Verstärkung der Kompetenzen und Qualifizierungen von Arbeitnehmer von KMU durch Schaffung von Aus- und Weiterbildungsmodulen und bessere Vernetzungen existierender Plattformen	<b>12</b>	1		
			Förderung von Zusammenarbeit und Synergien zwischen Akteuren der Industrie 4.0 aus Wirtschaft, Bildung und Forschung	<b>13</b>	1		
10	TRISAN - Bedarfsoptimierte Optimierung der Z'arbeit der Gesundheitsverwaltungen/ -leistungserbringer	226'800	85'050	Das gemeinsame Planungsziel soll deutlicher herausgearbeitet werden. Darüber hinaus ist es notwendig, die Vernetzung weiterer Akteure des Gesundheitsbereichs aktiv zu fördern und die neuen Netzwerke mit den bestehenden Koordinierungsinstanzen in Synergie zu bringen.	<b>13</b>	1	Gesundheitswirtschaft
			Kooperationsträchtige und projektbezogene Kenntnisse werden herausgearbeitet, um dementsprechend die Projektgruppen bei der Konkretisierung der Projektidee zu begleiten. Weitere Akteure für Gesundheitskooperationsprojekte werden mobilisiert, neue Netzwerke oder Projektgruppen geschaffen und konkrete Tools zur Entwicklung von Kooperationsprojekten zur Verfügung gestellt.	<b>13</b>	1		
11	TRIDIAG - Neue Diagnostik-Tools in der Transplantationsmedizin	239'250	58'850	besteht das Ziel des Projekts darin, MIC-basierende Diagnostik-Tools technologisch und klinisch zu validieren, um das Risiko von Komplikationen zu messen und damit die Belastung durch diese sehr ernste Erkrankungen bei Menschen zu lindern.	<b>16</b>	0	Gesundheitswirtschaft
			Am Ende des Projektes werden diese Tests in der klinischen Praxisroutine verwendbar sein, um die Häufigkeit von GvH-Reaktion im Knochenmarktransplantationsbereich und die Anzahl der Abstossungsreaktionen der Nierentransplantate zu reduzieren.	<b>11</b>	1		
			Die Vernetzung der Forschungspotentiale und der Wissens- und Technologietransfer ermöglichen zudem die Förderung von Humankapital und die grenzüberschreitende Qualifizierung von Mitarbeitern.	<b>12</b>	1		
12	NANOTRANSMED - Innovation in	690'772	207'228	Das Projekt möchte sich den Herausforderungen einer frühzeitigen Diagnose von	<b>16</b>	0	Gesundheitswirtschaft

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
	der Nanomedizin: von der Diagnose zur Implantologie			Krankheiten und der Verfolgung des Entzündungsverlaufs und des Verlaufs der Gefässbildung nach der Implantation stellen. Ziel ist es, die Behandlung der Patienten zu verbessern. Durch die Beteiligung von Akteuren aus Wirtschaft und Wissenschaft im Gesundheitssektor können Forschungspotentiale vernetzt und der Wissens- und Technologietransfer gefördert werden. Vor allem durch die Beteiligung der Wirtschaft am Projekt kann ein Beitrag zur Stärkung der Innovationskraft und Wettbewerbsfähigkeit von KMU und somit auch zur Erhaltung bzw. Schaffung von Arbeitsplätzen in der Region geleistet werden.	11	1	
13	Film am Oberrhein	16'132	3'629	Die Region verfügt über einen Reichtum an Institutionen, die in Kontakt gebracht werden müssen, um einen Austausch an Methoden und Knowhow und dadurch die Zusammenarbeit anzuregen. Die Projektpartner möchten bestmögliche Bedingungen zur Entwicklung der Branche und der damit verbundenen Arbeitsplätze schaffen. Die gemeinsame Entwicklung neuer und innovativer Ansätze zur Begleitung der Filmschaffenden, die Schaffung positiver Rahmenbedingungen für neue und neuartige Vorhaben, die Unterstützung aufkommender Projekte und Talente, sowie die Verbesserung der Rahmenbedingungen zur Herausbildung und Weiterentwicklung von Kompetenzen und Knowhow.	11	1	Kreativwirtschaft
14	NaturErlebnis grenzenlos - Lebensräume in der Rheinaue schaffen, erleben und bewahren	126'850	13'631	Ziel ist es, Räume für Flora und Fauna zu schaffen, gleichzeitig aber den Menschen nicht aus der Natur auszugrenzen, sondern die Natur erlebbar zu machen und den damit verbundenen Wert für den ursprünglichen grenzüberschreitenden Naturraum am Oberrhein zu vermitteln. Vor allem in Räumen grosser Erholungsnutzung werden gezielt Habitats angelegt, die den Arten der Gehölze, Gewässer, Ufer und Auen als Biotope dienen. Auch vorgesehen ist die Ergreifung von Massnahmen der Besucherlenkung, um diese Habitats langfristig zu schützen.	15	1	Tourismus
15	GeoRhena - Ein GIS-Kompetenzzentrum auf Geoportalbasis	72'000	19'200	Ziel des Projekts ist die Einrichtung eines Kompetenzzentrums. Dieses ist als ein grenzüberschreitendes Netzwerk gedacht, das Akteure mit Kenntnissen in den Bereichen Geomatik und Kartografie versammelt und durch ein Geoportal gestützt ist. Das Geoportal leistet einen grenzüberschreitenden Mehrwert im Gegensatz zu den bereits existierenden Geoportalen zahlreicher Verwaltungen am Oberrhein, die aber weder Daten von Nachbarländern sammeln, noch gemeinsame interaktive Karten in einer harmonisierten und vereinfachten Weise erarbeiten. Somit hat das Geoportal	13	1	Sonstige
					16	0	

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				auch einen zeitsparenden Effekt für alle Nutzer.			
16	IBA+: Grenzüberschreitende Governance im Dienste innovativer Projekte in der trinationalen Region	1'062'870	212'870	Das Projekt vernetzt Akteure und Partner mit den Projektträgern und fördert dadurch das grenzüberschreitende Zusammengehörigkeitsgefühl der Bevölkerung durch eine aktive Kommunikation (Veranstaltungen, Zwischenpräsentationen, IBA Website, Medienarbeit, etc.).	<b>13</b>	1	Sonstige
17	MARGE - Einbindung benachteiligter Quartiere im Oberrheingebiet	415'627	59'376	Ziel des Projekts MARGE ist es, die integrierte Stadtteilentwicklung ausgewählter Gemeinden in Deutschland, Frankreich und der Schweiz im Verbund zwischen Verwaltungen und der Wissenschaft weiterzuentwickeln. Dadurch wird die Entwicklung von Aus- und Weiterbildung zur Qualifizierung von Fachkräften in der öffentlichen Verwaltung und der sozialen Arbeit grenzüberschreitend und praxisnah gesichert.	<b>12</b>	1	Sonstige
18	Agrarökologie am Oberrhein - Innovative Praxis und Bildung	319'145	119'667	Zentraler Kritikpunkt ist die Belastung von Böden, Luft, Gewässern und fallweise auch der Ernteprodukte mit Pflanzenschutz- und Düngemitteln sowie mit Herbiziden in der Wein-, Obst-, Gemüse- und ackerbaulichen Produktion. Das Konzept „Agrarökologie Oberrhein“ soll helfen, diese Herausforderungen erfolgreicher zu meistern, indem die Entwicklung der landwirtschaftlichen Systeme ganzheitlicher berücksichtigt werden und auch die umweltbezogenen, wirtschaftlichen und sozialen Leistungen miteinbezogen werden.	<b>16</b>	0	Agrarwirtschaft
				Dies soll zum einen durch ein grenzüberschreitendes Netzwerk aus besonders leistungsfähigen und vorbildlichen Betrieben im Bereich der Anwendung innovativer (Produktions-)Methoden als Erprobung für eine nachhaltige Praxis erreicht werden.	<b>13</b>	1	
				Des Weiteren wird die gemeinsame Konzeption von grenzüberschreitenden Ausbildungsmodulen und -methoden zur Entwicklung alternativer und innovativer Methoden im Bereich der landwirtschaftlichen Produktion angestrebt.	<b>12</b>	1	
19	Atmo-VISION - Strategien für eine bessere Luft am Oberrhein	272'642	54'525	Die Bereitstellung neuer geeigneter Instrumente für Verwaltungen und Institutionen, um die Emissionen von Luftschadstoffen und Treibhausgasen zu verringern und somit die Luftqualität zu verbessern, ist somit das Hauptziel des Projekts.	<b>16</b>	0	Umwelt
				Die Verwaltungen werden für die Benutzung dieser Daten und Entscheidungshilfen geschult und in die Modellierung der Auswirkungen neuer Massnahmen und der Berücksichtigung von Konzepten hinsichtlich dem Ausbau erneuerbarer Energien eingebunden. So wird zwischen den verschiedenen Akteuren ein Netzwerk aufgebaut, um voneinander zu lernen und Erfahrungen auszutauschen mit dem Ziel, wirksame Aktionen umzusetzen.	<b>13</b>	0.5	
20	TIGER - Expertennetzwerk zur	418'278	93'000	Hier möchte das Projekt anknüpfen und die derzeit fehlende Koordination im	<b>13</b>	0.5	Gesundheitswirtschaft



Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
	Unterstützung von Institutionen zum Risiko der Asiatischen Tigermücke			Dreiländereck sowohl auf Arbeits- wie auch auf Regierungsebene hinsichtlich der entomologischen Überwachung und der anti-vektoriellen Bekämpfung aufbauen und etablieren. Dazu gehört auch die klare Regelung und Koordination der Massnahmen im Krisenfall.			
21	Regionalmanagement NRP/ETZ 2015-2020/23	1'170'000	585'000	Koordination und Umsetzung des Operationellen Programms Interreg V Oberrhein 2014-2020/23 für die Nordwestschweiz.	<b>16</b>	0	Sonstige
22	Technische Hilfe zur Umsetzung des Programms Interreg V Oberrhein	391'868	195'934	Die grundlegende Zielsetzung des Projekts "Technische Hilfe" besteht somit darin, die Umsetzung des Programms sicherzustellen und dessen Arbeitsweise zu optimieren.	<b>16</b>	0	Sonstige

Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse

Legende:

Zuweisung Förderinhalte:

- 11: Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern
- 12: Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern
- 13: Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen
- 14: Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern
- 15: Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren
- 16: Kein NRP-Förderinhalt

Bewertung Förderinhalte:

- 1: konform
- 0.5: teilweise konform
- 0: nicht konform

Tabelle 15: Programm France-Suisse

Nr	Projekttitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
1	Innovarc 2 : Impulser des collaborations entre les acteurs de l'innovation de l'Arc jurassien	1'002'000	400'000	L'objectif est de favoriser l'émergence de projets collaboratifs en fonction des besoins des 250 entreprises, laboratoires et collectivités impliqués.	<b>I3</b>	1	Industrie
				Le projet permet de renforcer la connaissance réciproque des acteurs et appuie les orientations stratégiques et marketing des entreprises pour renforcer leurs compétitivités.	<b>I1</b>	1	
2	Communauté du savoir: Structurer les échanges entre les établissements d'enseignement supérieur	923'500	300'000	La CdS doit permettre de structurer une véritable plateforme de transfert de savoir entre ses membres, acteurs de la connaissance et de l'innovation, afin d'améliorer leurs capacités d'innovation et leurs compétitivités au sein du tissu économique.	<b>I1</b>	1	Industrie
3	IGNITION : Favoriser le transfert de connaissances entre les acteurs de la R&D Projektbescrieb	122'016	54'907	le projet favorise le transfert des avancées technologiques issues des laboratoires vers les entreprises	<b>I1</b>	1	Industrie
				En amont du transfert de connaissance, le projet permet également de favoriser les échanges au sein du milieu académique en mutualisant des équipements technologiques et des savoir-faire. Ces échanges débouchent ensuite sur des collaborations avec le monde de l'entreprise dans le cadre de micro-projets de recherche appliquée.	<b>I3</b>	1	
4	Internationalisation PME: des solutions de gestion d'entreprise pour s'adapter au marché	412'120	164'081	le projet a pour objectif d'identifier et d'expérimenter de nouveaux processus organisationnels au sein des PME pour pénétrer les marchés asiatiques.	<b>I1</b>	1	Industrie
				Le projet permet de mettre en place des procédés novateurs pour aider les PME à modifier leurs processus internes pour diversifier leurs activités dans la perspective de débouchés sur les marchés asiatiques	<b>I4</b>	1	
5	Production laitière efficiente:un instrument de gestion pour les exploitations laitières	510'510	200'000	L'outil de conseil mis au point doit améliorer la gestion des exploitations laitières et assurer ainsi aux producteurs un gain de compétitivité et un meilleur positionnement sur le marché.	<b>I4</b>	1	Agrarwirtschaft
				Des actions de formation et d'échanges d'expérience sont également proposées aux acteurs de la filière.	<b>I2</b>	1	
6	Geofab du Grand Genève: commercialiser des services numériques	640'320	150'000	L'objectif du projet est de favoriser l'utilisation de ces géodonnées pour le développement de services numériques commercialisés par des entreprises, TPE et PME.	<b>I6</b>	0	Industrie

Nr	Projekttitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
	avec des "géodonnées"			Le projet développe une plateforme qui facilite le transfert de savoir entre les acteurs économiques à l'échelle du Grand Genève. L'accès des entreprises aux nouvelles technologies permet de renforcer leurs capacités d'innovation ainsi que leurs potentiels de développement.	<b>11</b>	1	
7	CLOTHILDE : implant innovant pour le traitement des fractures de l'épaule	561'592	200'000	Les partenaires réalisent un produit innovant à haute valeur ajoutée avec d'importants potentiels de débouchés sur le marché des implants chirurgicaux.	<b>11</b>	0.5	Industrie
8	NANOFIMT: Produire des outils de diagnostic et de prise en charge médicale grâce aux nanoparticules	595'067	201'255	Le projet permet une augmentation du savoir-faire des acteurs impliqués avec un meilleur positionnement sur le marché des nano-sondes.	<b>14</b>	1	Industrie
9	EASY PHI: Le modèle de l'Open Hardware appliqué à l'équipement d'instrumentation scientifique	530'238	199'929	Dans le domaine des micro-nanotechnologies, le projet vise à développer de nouveaux produits pour l'instrumentation scientifique. L'objectif du projet est de développer une plate-forme "Open-Hardware" composée d'un châssis dans lequel des cartes électroniques peuvent être insérés.	<b>16</b>	0	Industrie
				En parallèle, le projet a pour ambition de mettre en place une communauté d'utilisateurs et de développeurs pour faciliter l'adoption d'EASY-PHI comme standard pour l'instrumentation scientifique.	<b>13</b>	1	
				Le projet doit permettre d'accélérer la recherche pour les partenaires académiques et d'aider à l'innovation pour les industriels afin d'assurer la production et la commercialisation de futurs châssis et cartes électroniques.	<b>11</b>	1	
10	ORCEPAC: Fabrication d'une pile à combustible avec des matériaux moins coûteux	269'210	134'173	L'objectif du projet est de développer des piles à combustible basées l'utilisation d'oxyde de cérium en remplacement des matériaux céramiques car ils nécessitent une très grande température et sont très coûteux.	<b>16</b>	0	Industrie
				La faisabilité d'un développement industriel de ces nouvelles techniques doit aboutir à la mise sur le marché d'un nouveau produit de production d'énergie.	<b>16</b>	0	
11	CITHADEL: Conception d'une technologie d'assemblage pour fabriquer des produits de précision	373'952	70'000	le projet développe une technique d'assemblage permettant de produire des composants miniatures complexes à faible coût même en petit nombre. Il s'agit d'optimiser les processus de fabrication et d'assurer un contrôle fiable de la qualité de la production	<b>16</b>	0	Industrie
				obtenus en proposant des performances supérieures aux produits actuellement disponibles.	<b>16</b>	0	
12	WEBSO+ : Un nouvel outil de veille stratégique et intelligente pour	310'362	150'481	L'objectif est de commercialiser cet outil auprès des PME et des organismes d'aide et de soutien aux entreprises.	<b>16</b>	0	Industrie

Nr	Projekttitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
	les entreprises						
				Le projet propose un nouvel outil qui contribue à l'amélioration de la compétitivité et de l'attractivité des entreprises utilisatrices dans de multiples domaines	14	0.5	
13	Serious Game appliqué à la Santé au travail	437'695	150'000	L'objectif est d'analyser les mouvements, d'établir un diagnostic ergonomique et d'évaluer ainsi le niveau de risque d'apparition de TMS.	16	0	Gesundheitswirtschaft
				La mise au point d'un prototype de plateforme informatique permet aux entreprises d'élargir leurs domaines d'exploitation en se positionnant à la fois sur le marché du Serious Game et de la santé au travail.	14	1	
14	BLOODE: Elaborer un nouvel outil de diagnostic sur le fonctionnement des plaquettes sanguines	110'001	40'227	Le développement d'une technologie nouvelle permet aux acteurs d'introduire sur le marché un produit aux performances supérieures aux instrumentations actuellement disponibles dans les centres hospitaliers.	16	0	Gesundheitswirtschaft
15	APRIL: Génération d'un nouveau médicament pour un traitement ciblé et personnalisé du cancer	251'374	80'000	le projet a pour objectif de mettre au point un nouveau médicament (anticorps thérapeutique) capable d'impacter le développement de la tumeur et assurer un meilleur contrôle du cancer des ganglions lymphatiques.	16	0	Gesundheitswirtschaft
				Le réseau qui sera mis en place entre les différents partenaires permettra un échange de savoir-faire.	13	1	
				Ce projet permettra le développement d'un nouveau produit issu d'une collaboration étroite entre des acteurs dont la compétence se trouve renforcée dans des technologies modernes et complexes d'ingénierie pharmacologique. La collaboration entre plusieurs acteurs géographiquement proche doit permettre de créer un pôle de développement pharmaceutique au niveau régional, en concurrence avec d'autres pôles à l'échelle européenne.	13	0.5	
16	Medical I Marging: un logiciel d'imagerie médicale pour assister le traitement des tumeurs du foie	342'205	50'000	Le projet envisage de proposer aux radiologues interventionnels une solution nouvelle de radiologie qui permet d'intégrer une « marge de sécurité », optimisant la préparation de l'intervention et augmentant les facteurs de succès d'une opération.	16	0	Gesundheitswirtschaft
				Le projet permet aux acteurs impliqués de se positionner sur un marché de niche avec la perspective d'autres champs d'applications pour d'autres organes. En outre, le projet va permettre aux patients de bénéficier de prestations de soin à la pointe de la technologie médicale.	14	1	
17	RESponSE: système intelligent de surveillance des personnes et des bâtiments en situation d'incendie	260'000	50'000	Ce projet développe des produits novateurs grâce à des connaissances de pointe dans les domaines des matériaux et de la micro-fabrication avec des perspectives marché conséquentes.	16	0	Industrie
				Les acteurs pourront bénéficier d'un avantage compétitif et asseoir leurs position-	13	1	

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				nements sur d'autres thématiques telles que les villes connectées et les bâtiments intelligents, assurément d'avenir.			
18	SAIAD: Concevoir un outil de traitement d'images médicales par intelligence artificielle	458'796	123'241	L'objectif du projet est d'automatiser la segmentation des images, c'est-à-dire l'extraction des éléments à analyser.	<b>16</b>	0	Gesundheitswirtschaft
				Le projet contribue à renforcer les partenariats entre laboratoires et entreprises en préparant le transfert et l'application de concepts innovants de recherche vers le secteur privé.	<b>11</b>	1	
19	Saturn: Concevoir une nouvelle technologie de gravure grâce au revêtement de diamant	596'618	149'155	L'objectif est de répondre aux besoins des entreprises en termes de volume, de vitesse et de coûts de production.	<b>11</b>	0.5	Industrie
				Le projet conduit à la réalisation d'une technologie innovante qui permet acteurs impliqués de s'ouvrir des nouveaux marchés, notamment dans l'industrie des semi-conducteurs et l'industrie pétrochimique.	<b>15</b>	1	
20	Runacor: Améliorer les revêtements utilisés dans l'horlogerie ou la maroquinerie	195'000	78'000	L'objectif de ce projet est d'améliorer la qualité des sous-couches en réalisant des travaux chez l'ensemble des participants français et suisses.	<b>16</b>	0	Industrie
				La technologie développée permet aux partenaires industriels d'avoir un meilleur positionnement sur des marchés porteurs.	<b>14</b>	0.5	
21	Harissa: Développer une technologie de fabrication de pièces plastiques 3D	689'994	175'000	Le projet permet aux acteurs impliqués d'accroître leurs compétitivités avec un fort potentiel de développement sur dans d'autres secteurs à forte valeur ajoutée: aéronautique, luxe, biotechnologie.	<b>14</b>	1	Industrie
22	Ecofass: Développer des packagings innovants pour améliorer les ventes de vins régionaux	235'910	84'000	Le projet vise à développer une solution innovante de stockage et de distribution de vins locaux et régionaux.	<b>16</b>	0	Agrarwirtschaft
				L'utilisation de la solution « Ecofass » devrait permettre aux viticulteurs d'améliorer significativement leur compétitivité sur le marché. En outre, ce procédé technique pourrait être étendu à d'autres produits (bières, cidres, pétillants, mousseux) avec de nouveaux débouchés potentiels.	<b>11</b>	1	
23	PACS-CAD: Améliorer l'efficacité énergétique et la rentabilité des circuits de chauffage	496'104	150'000	Les objectifs principaux du projet sont donc d'étudier le potentiel des PAC à sorption dans les réseaux CAD en vue de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de la production de froid ainsi que du stockage temporaire de l'énergie.	<b>15</b>	0.5	Energiewirtschaft
				le développement de cette technologie doit permettre aux partenaires de se positionner sur un marché d'avenir vis-à-vis des autres moyens de production de cha-	<b>14</b>	1	

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				leur			
24	Oxytan : Développer une nouvelle technologie pour fabriquer des implants dentaires	361'005	135'377	L'objectif du partenariat est de développer un revêtement monocouche d'oxy-nitrides de tantale et de niobium tout en définissant le domaine de composition le plus à même de répondre au cahier des charges des implants dentaires. Cette nouvelle technologie appliquée au domaine des medtech permet un renforcement de la capacité d'innovation des partenaires économiques et une diversification pour les partenaires industriels impliqués.	16	0	Gesundheitswirtschaft
25	Celeste	230'008	70'000	L'objectif principal de ce projet est de développer : - des modèles de maladies du sang ou du système immunitaire pour aider la mise au point de nouveaux traitements; - des médicaments biologiques pour lutter contre des maladies inflammatoires chroniques comme la maladie de Crohn ou la polyarthrite rhumatoïde. Le projet consiste à développer nouvelle technologie (cellules souches hématopoïétiques) et permet le transfert de savoir et d'innovation entre l'université de Genève et les PME.	16	0	Gesundheitswirtschaft
26	AEROPAC	200'000	80'000	En collaborant avec l'université de Genève, l'entreprise met au point un prototype industriel à partir d'un savoir-faire académique en complétant ainsi la chaîne d'innovation. Amélioration des procédés de mesure et de modélisation aérodynamique pour véhicules à faible consommation énergétique. Optimisation des performances aérodynamiques des véhicules à faible consommation énergétique.	11	1	Umwelt
27	SCIMA	269'703	75'000	Il s'agit de développer un nouveau produit (serre connectée intelligente en kit) qui repose sur la mise en commun de connaissances des acteurs de l'aménagement et de l'espace dont les capacités d'innovation se trouvent mutuellement renforcées. Déployer des micro-serres de type « démonstrateur pédagogique » avec appui des collectivités territoriales pour démontrer un écosystème autonome intelligent pour produire une alimentation saine. Commercialiser ces produits sous forme de « Serre connectée intelligente en kit » initialement en France et en Suisse Dans une vision plus large et plus lointaine, envisager l'impact de ces micro-serres pour l'habitat individuel ou les quartiers collaboratifs et leur impact sur les stations d'épuration. Proposer des plateformes ouvertes à partir des prototypes SCIMA pour que d'autres académiques, associations, entreprises puissent développer de nouvelles compétences, solutions.	13	1	Umwelt
28	Patrimoine en partage : Valoriser le	530'000	250'000	Le projet vise à valoriser le patrimoine de l'arc jurassien et du bassin lémanique en	15	1	Tourismus

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
	patrimoine en créant une communauté numérique proactive			mettant en place des outils numériques interactifs. L'enjeu est de créer et de fédérer une communauté d'utilisateurs et de contributeurs autour de ces différents outils numériques dédiés au patrimoine. Les outils développés permettent tout d'abord de diversifier l'offre de valorisation touristique du patrimoine actuellement sur le marché. La dimension interactive et participative permet également d'accroître l'attractivité des régions touristiques impliquées.	15	1	
29	Belfrondières : Des belvédères face au Léman comme stratégie de valorisation touristique	775'772	209'933	Le développement du circuit répond d'une stratégie de développement afin de diversifier l'offre touristique locale en proposant un nouveau produit. Il s'agit de favoriser l'attractivité et la visibilité du territoire.	15	1	Tourismus
30	Patrimoine du sel : Développer une marque de destination autour du patrimoine salin	370'000	104'000	L'objectif est tout d'abord de structurer et fédérer un réseau d'acteurs locaux qui puissent proposer de nouveaux produits touristiques	13	1	Tourismus
				il s'agit également de pérenniser des outils de promotion et de communication pour générer de nouveaux flux de visiteurs.	14	0.5	
				La commercialisation d'une nouvelle offre touristique coordonnée entre les acteurs-clés dans le domaine du sel en France et en Suisse contribue à l'attractivité des territoires et participe à la pérennisation de l'emploi touristique.	15	0.5	
31	Sur les traces des explorateurs : dynamiser la fréquentation de deux centres de loisirs	269'039	30'000	Le projet met en place une stratégie de développement touristique pour deux équipements implantés dans le massif du Jura franco-suisse	15	0.5	Tourismus
				l'objectif est de proposer des produits touristiques à visée pédagogique: ateliers, événements, expositions, circuits.	14	0.5	
				La mise en place d'une stratégie conjointe de développement favorise la diversification des activités touristiques, dans une perspective quatre saisons, tout en assurant un accroissement de la visibilité des acteurs impliqués.	13	1	
32	TCL - Tourisme et consommation locale	370'000	150'000	L'objectif principal du projet est de développer une stratégie de communication sur les produits alimentaires agréés, certifiés ou emblématiques du territoire, les prestations et prestataires associés aux produits	15	0.5	Tourismus
				Le projet doit permettre le déclouisonnement entre agriculture et tourisme afin de favoriser la création d'opportunités commerciales et renforcer le positionnement de produits mettant en valeur la région.	13	1	
				Le projet vise également la construction d'une stratégie durable de valorisation plus globale du patrimoine culinaire et des produits locaux auprès des touristes et des	14	1	

Nr	Projekttitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
				résidents.			
33	ETE 2020 PDS	367'019	75'000	<p>Il s'agit de développer:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la création et développement d'un nouveau produit touristique permettant la découverte de l'espace transfrontalier.</li> <li>- Un évènement de VTT électrique pour assurer un développement touristique en multi-saison et assurer une action de promotion en lien avec le tourisme sportif.</li> <li>- une gestion relation clients avec pour objectif mise en réseau des acteurs et création d'un système d'information transfrontalier pour une promotion commune</li> </ul> <p>Le projet a pour but de mettre en place une nouvelle offre d'activité touristique de montagne durant l'été, dans un contexte fortement concurrentiel.</p> <p>Au-delà de cet aspect, le projet confère au territoire un esprit d'innovation permanente, qui colle aux demandes actuelles de la clientèle, et permet ainsi de se différencier des autres territoires de montagne concurrents avec une offre nouvelle.</p>	16	0	Tourismus
					15	1	
					14	0.5	
34	Jurad-Bat: Concevoir un outil d'information sur le radon pour les entreprises de l'arc jurassien	747'758	747'758	<p>Il s'agit de disposer d'outils d'information innovants pour augmenter la qualification d'un réseau de professionnels concernés par les questions énergétiques dans le bâtiment neuf ou rénové.</p> <p>Le projet permet de mettre à disposition un nouvel outil d'information et de formation, notamment pour les entreprises qui bénéficieront d'une compétence complémentaire à faire valoir sur le marché dans le cadre de mandats de rénovation et de construction.</p>	11	1	Industrie
					12	1	
35	Pact'air : Participer à l'attractivité du Grand Genève en limitant la pollution atmosphérique	390'400	120'000	<p>développe une démarche de qualité de l'air pour renforcer les conditions-cadre d'attractivité du Grand Genève.</p> <p>Le projet renforce les conditions de dynamisme économique du Grand Genève en proposant un outil de développement territorial intégré pour les acteurs publics et privés.</p>	16	0	Umwelt
36	Fleurs locales : Développer une filière de production de semences de fleurs locales	1'043'890	127'500	<p>visé à développer une filière industrielle de mélanges grainiers d'essences locales pour restaurer les milieux fragilisés, ruraux et urbains des Alpes du Nord. l'objectif est tout d'abord de mutualiser les connaissances et le savoir-faire afin d'établir une cartographie des espèces et des milieux.</p> <p>Le projet développe une modélisation économique de la filière des semences de fleurs locales en prenant en compte les potentiels de marché en France et en Suisse tout en améliorant la compétitivité des acteurs impliqués.</p>	14	1	Umwelt
					11	0.5	
37	SYNAQUA : Concevoir un outil de bio-surveillance des écosystèmes	512'853	149'028	Les acteurs impliqués mutualisent leurs savoir-faire respectifs pour tester l'opportunité de cette technologie de bio-surveillance.	13	0.5	Umwelt



Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
	aquatiques du Léman			Le projet permet de mettre sur le marché un outil qui réduit les coûts liés à la bio-surveillance des écosystèmes tout en rendant les entreprises plus compétitives à court terme, dès son adoption.	16	0	
38	ALP@VENIR	179'138	84'331	Le projet permet aux différents acteurs de la filière pastorale d'échanger sur leurs savoir-faire dans la perspective de valoriser et d'optimiser de nouvelles méthodes et pratiques. Ensemble, ils définissent une stratégie d'amélioration de l'exploitation économique de l'alpage avec notamment de nouveaux produits touristiques ou encore des modules de formation continue renforçant l'attractivité pour cette profession ainsi que les compétences et la compétitivité des professionnels de cette filière.	13 14	1 0.5	Agrarwirtschaft
39	Pérénner les vergers haute tige	247'051	110'000	Le projet regroupe des gestionnaires de vergers (agriculteurs, particuliers, associations) et développe des outils de valorisation des vergers traditionnels haute tige. Grâce à un échange de savoir-faire et d'expertise, les acteurs de la filière identifient les potentiels de développement du territoire pour assurer un meilleur positionnement et une pérennité de la culture fruitière traditionnelle. Ils pourront bénéficier des actions de formations, des conférences et des publications pour améliorer leurs compétitivités.	13 14	1 1	Agrarwirtschaft
40	Enquête Ménages: un modèle de prévision de trafic pour le Grand Genève	280'633	84'190	Le projet vise à recueillir des données et réaliser une modélisation en matière de mobilité au sein du Grand Genève. L'objectif est d'adapter de manière opérationnelle une méthodologie standard, utilisée dans les agglomérations françaises, à un contexte transfrontalier.	15	0.5	Sonstige
41	RER SUD LEMAN: des études pour une mobilité intégrée à l'échelle régionale autour du Léman	322'085	161'042	Le projet prévoit de mener des études pour la réouverture à l'exploitation ferroviaire de la voie ferrée entre St-Gingolph et Evian. Le projet mobilise les acteurs publics afin de mettre en oeuvre des actions pour stimuler le potentiel économique du territoire et pour renforcer sa compétitivité.	15 16	1 0	Industrie
42	Arc Ad: un outil d'ingénierie pour une planification territoriale concertée	456'216	105'000	Il s'agit dans un premier temps d'établir un état des lieux des pratiques et des dispositifs de planification en menant des entretiens avec les acteurs locaux. Les résultats de ce diagnostic doivent permettre de concevoir un outil numérique donnant accès à des ressources documentaires sur les enjeux du territoire L'objectif est d'accompagner les acteurs publics en charge de la planification territoriale grâce à un système d'information commun tout en les sensibilisant aux interactions fonctionnelles induites par le transfrontalier.	16 15	0 0.5	Industrie

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
43	REQUEST: Créer une méthode de réhabilitation urbaine pour des quartiers plus attractifs	388'748	149'998	L'objectif est de créer une impulsion en matière de redynamisation des quartiers existants dans le cadre de partenariats public-privé innovants.	13	0.5	Sonstige
				Le projet permet de donner des clés d'action aux acteurs publics pour engager des politiques de réhabilitation urbaine en vue de stimuler les conditions de développement et de l'activité économique locale.	16	0	
44	Delle Belfort : Des travaux ferroviaires pour dynamiser les échanges dans l'Arc jurassien	3'304'000	130'000	Le projet vise à électrifier et aménager en France les voies existantes entre Belfort et Delle et à réaliser les interfaces nécessaires avec le réseau ferroviaire suisse. Ce projet doit permettre la création de condition-cadres favorables au dynamisme économique du territoire grâce à l'amélioration de la mobilité de dimension locale et de dimension internationale.	15	1	Industrie
45	Trafic 2030	413'929	196'161	le projet "Trafic 2030" propose de recueillir de nouvelles données nécessaires pour constituer un outil de prévision de trafic fiable. L'utilisation de l'ensemble des données issues des deux enquêtes effectuées selon une méthodologie commune permet d'établir des prévisions de trafic à plusieurs horizons, et ainsi de juger de l'opportunité et de la valeur ajoutée de plusieurs scénarii d'aménagement.	15	0.5	Industrie
				Il s'agit d'obtenir une meilleure modélisation du territoire et une optimisation des moyens alloués, nécessaires au renforcement des conditions-cadre de développement de l'agglomération franco-valdo-genevoise.	15	0.5	
46	Co-voiturage : proposer un dispositif aux salariés de l'Arc jurassien	1'122'718	400'000	Le projet développe un outil de gestion de la mobilité des salariés et participe à l'optimisation des conditions-cadre pour l'implantation des entreprises et pour une meilleure attractivité économique du territoire de l'ensemble de l'Arc jurassien.	15	0.5	Industrie
47	SOS GELURE : Développer un service d'assistance médicale en cas de gelures	285'500	105'900	L'objectif est de développer une nouvelle technique uniformisée de prise en charge médicale qui permette de diminuer les séquelles fonctionnelles telles que les amputations.	16	0	Gesundheitswirtschaft
				Le projet permet de mettre en place une offre de soins spécifique aux besoins locaux tout en améliorant les compétences et la compétitivité des acteurs impliqués dans le réseau.	13	0.5	
48	Sport @altitude: Concevoir une nouvelle offre de médecine du sport de montagne	154'130	77'065	L'objectif est de mutualiser les compétences des acteurs pour développer les actions thérapeutiques et préventives de l'altitude sur les pathologies de montagne et sur les pathologies générales courantes (obésité).	12	0.5	Gesundheitswirtschaft
				Avec la création d'un réseau de compétences à forte valeur ajoutée, le projet permet aux acteurs impliqués de renouveler leurs offres de service tout en stimulant l'activité économique régionale.	13	0.5	

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
49	GE Network : Développer un réseau de "lieux de travail partagés" dans le Grand Genève	464'804	174'788	En favorisant la création et l'utilisation des LTP ["lieux de travail partagés"], le projet soutient l'entreprenariat des acteurs économiques et participe à l'amélioration des conditions de développement du Grand Genève.	15	0.5	Sonstige
50	Transfrontour : Accompagner la mise en réseau des acteurs touristiques autour du Léman	364'661	104'660	propose un service de coaching pour les acteurs du tourisme pour les aider à se constituer en réseau d'excellence et diversifier leurs offres.	13	1	Tourismus
				L'objectif est de favoriser la professionnalisation, la rationalisation et l'efficacité des structures de la chaîne de valeur ajoutée touristique.	14	1	
51	Teroirs et Innovations: service de coaching commercial aux acteurs agricoles	412'000	135'000	développe un service d'appui et d'accompagnement des acteurs agroalimentaires et agrotouristiques pour stimuler leurs activités économiques.	11	1	Agrarwirtschaft
				Sur cette base, les partenaires définissent un modèle marketing par filière afin d'exploiter au mieux les canaux de la distribution de proximité.	14	0.5	
52	Carte avantage jeunes: Proposer une offre de loisirs pour les jeunes du Nord de l'Arc jurassien	587'000	155'183	met en place un service de loisirs afin de stimuler la consommation des jeunes auprès des entreprises culturelles, sportives et touristiques du territoire. L'objectif est de faire mieux connaître les acteurs locaux pour encourager à consommer régional.	15	1	Tourismus
53	CREnHOM: Soutenir les entreprises hôtelières dans leurs démarches de rénovation énergétique	459'000	150'000	L'objectif est, dans un premier temps, de capitaliser les compétences en matière d'expertise énergétique et technique des acteurs impliqués afin de définir une méthodologie de rénovation du patrimoine immobilier.	13	1	Energiewirtschaft
				Le projet permet de stimuler l'offre hôtelière en proposant une stratégie de rénovation qui contribue à améliorer la compétitivité et le positionnement des hôtels sur un marché concurrentiel.	16	0	
54	Autonomie 2020 : Favoriser la gérontechnologie pour des services innovants aux personnes âgées	506'880	187'500	L'objectif est tout d'abord d'approfondir les connaissances sur ces technologies à travers une analyse des besoins des usagers et des professionnels de la santé.	16	0	Gesundheitswirtschaft
				Le projet met en place une démarche de structuration d'une filière autour de la silver-économie permettant de développer des services de qualité auprès des personnes âgées.	14	0.5	
55	PILE: Sensibiliser la main d'oeuvre féminine aux carrières dans les métiers techniques	333'097	75'401	Le projet instaure des stratégies pour sensibiliser les étudiantes et les jeunes diplômées aux débouchés potentiels dans les filières techniques. Le projet accompagne la main d'oeuvre féminine pour mieux pénétrer le marché de l'emploi et notamment les entreprises des filières techniques et scientifiques.	12	0.5	Bildungswirtschaft
56	Formicable: Une formation pour une	315'026	102'505	Il s'agit ensuite de créer une offre de formation pour les professionnels et les jeunes	12	1	Bildungswirtschaft

Nr	Projektitel	Projektbudget	Förderung Bund	Beschreibung Projektziele	Förderinhalte	Bewertung	Sektor
	meilleure qualification des acteurs de la filière bois			en organisant notamment des chantiers pilotes et en élaborant un guide de référence du câblage (technique, faisabilité, planification, monitoring). Cette formation permet de favoriser la qualification de professionnels tout au long de la filière bois et d'assurer la continuité de la mobilisation de la matière première bois selon les besoins du marché.			
57	PFTU:Enrichir les compétences des acteurs du Grand Genève en matière de développement urbain	236'770	112'500	Le projet développe une plateforme d'échanges autour de la thématique du développement urbain à destination des professionnels du Grand Genève. Le projet permet de renforcer la qualification des acteurs en charge du développement du territoire du Grand Genève qui doivent être plus compétents pour participer au renforcement de la compétitivité régionale.	13	0.5	Sonstige
58	Management régional 2015	369'500	170'000	arcjurassien.ch a mis à disposition durant 2015 du personnel afin de mener à bien la mise en oeuvre opérationnelle et administrative des tâches dont la CRI est en charge. Le comité technique de la CRI a été réuni six fois en 2015 afin de définir la mise en oeuvre technique et administrative du programme et de la convention-programme.	16	0	Sonstige
59	Management régional 2016	369'500	170'000	arcjurassien.ch met à disposition durant 2016 du personnel afin de mener à bien la mise en oeuvre opérationnelle et administrative des tâches dont la CRI est en charge. Le comité technique de la CRI a été réuni 5 fois en 2016 afin de piloter le programme et donner les impulsions stratégiques nécessaires au bon déroulement de la programmation.	16	0	Sonstige
60	Management régional 2017	386'802	187'302	arcjurassien.ch met à disposition durant 2016 du personnel afin de mener à bien la mise en oeuvre opérationnelle et administrative des tâches dont la CRI est en charge. Le comité technique de la CRI a été réuni 5 fois en 2017 afin de piloter le programme et donner les impulsions stratégiques nécessaires au bon déroulement de la programmation.	16	0	Sonstige

Quelle: CHOMS-Datenbank des SECO, eigene Analyse

Legende:

Zuweisung Förderinhalte:

11: Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern

12: Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern

*13: Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen*

*14: Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern*

*15: Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren*

*16: Kein NRP-Förderinhalt*

*Bewertung Förderinhalte:*

*1: konform*

*0.5: teilweise konform*

*0: nicht konform*

## Anhang VI: Evaluationsmatrix

### Evaluation der Schweizer Teilnahme an den Interreg-Programmen 2014 – 2020 und aussenpolitische Einschätzung

#### Anmerkungen:

- Die Evaluationsfragen stammen aus dem Pflichtenheft sowie der Auftragsklärung am 6.3.2018. Kleinere Anpassungen in den Formulierungen sind explizit markiert (gestrichen/kursiv).
- Die "übergeordneten Leitfragen" werden anhand der Ergebnisse der Evaluationsfragen beantwortet und sind daher nicht separat aufgeführt.
- Auf Basis der ausgewählten Indikatoren werden die Evaluationsfragen beantwortet.
- Die Informationsquellen zur Beantwortung der Evaluationsfragen sind: DD = Dokumente / Daten; SE = Selbsteinschätzung [*x.x bezieht sich auf die Nummerierung der Frage der Selbsteinschätzung*]; FG = Fachgespräche (bestimmte Fragen werden in allen Gesprächen gestellt, andere nur in ausgewählten); EE = Eigene Expertise. Rote Kästchen = primäre / Weisse Kästchen = sekundäre Informationsquelle.
- Viele Indikatoren basieren auf Informationen aus Fachgesprächen. Bestimmte Fragen werden in allen Gesprächen gestellt, andere nur in ausgewählten. Falls sich in den Pilotgesprächen erweist, dass die Zahl der Fragen zu hoch ist, um die erforderliche Informationsgüte im Rahmen für den Arbeitsschritt vorgesehenen Ressourcen sicherzustellen, würden einzelne Fragen in Absprache mit der Auftraggeberin entfernt.

#	Evaluationsfragen	Leitfragen	Informationsquelle				Indikator
			DD	SE	FG	EE	
Thema: Zielerreichung und thematische Fokussierung							
1.1	<p>Welche NRP-Ziele verfolgen ihrer Einschätzung nach die Interreg-Programme, insbesondere im Hinblick auf die beiden NRP-Schwerpunkte Industrie und Tourismus? In welcher Weise tragen sie zu den Zielen bei? Entsprechen die geförderten Projekte der Logik der NRP?</p> <p><del>Welchen Beitrag sollen Ihrer Ansicht nach könnten die</del></p>	a, d	□	■ 1.1, 1.2, 2.1, 2.2, 2.4	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Kongruenz Projektziele mit NRP Zielen: % Projekte mit hoher / mittlerer / tiefer Kongruenz</li> <li>• Zielerreichung Projekte gem. Durchführungsbericht oder Projektberichte (Outcome 2017 sowie 2019): % ja / teilweise / nein (<i>Hinweis: Codierung der Zielerreichung durch Evaluationsteam</i>)</li> <li>• % Einschätzung Befragte (5-Skalenpunkte (5SP) + offene Frage))</li> </ul>

	<p><del>Interreg-Projekte</del> Programme insbesondere zu den <del>NRP-Zielen leisten</del>? Welche NRP-Ziele verfolgen ihrer Einschätzung nach die Interreg-Programme?</p> <p><i>NRP-Ziele<sup>15</sup>: Bewältigung des Strukturwandels, Förderung Unternehmertum, Steigerung Innovationsfähigkeit der KMU, Steigerung regionale Wertschöpfung, Erhöhung Wettbewerbsfähigkeit der Räume (konkret u.a. Grenzregionen) → Beitrag zur Schaffung und Erhaltung von Arbeitsplätzen → Erhalt dezentrale Besiedlung und Abbau regionale Disparitäten</i></p> <p><i>Anmerkung: NRP-Zielwerte sind nicht SMART definiert, insofern kann "Beitrag" nicht quantifiziert werden.</i></p>						<p><b>Hinweis:</b> Summarische Bewertung der NRP-Ziele; Prüfung anhand Stichprobe von Projekten</p>
	<p><del>Welchen Beitrag leisten die Interreg-Programme zu den MJP-Schwerpunkten Innovation Industrie und Tourismus?</del></p>						<p><b>Hinweis:</b> Frage in 1.1 abgedeckt. Siehe auch: Evaluationsprogramm MJP 2016-2023, Seite 12, Fussnote 7.</p>
1.2	Welche Chancen und welche Risiken brachte die Fokussierung auf die NRP mit sich?	e, g, h		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mind. von drei Befragten genannte Chancen / Risiken (<i>Offene Frage</i>)</li> </ul>
1.3	Welche Hindernisse waren zu überwinden? <i>Welche Fakto-</i>	e, g, h		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mind. von drei Befragten genannte Herausforderun-</li> </ul>

<sup>15</sup> In der NRP-Programmphase 2016–2023 liegt der Schwerpunkt der Projektförderung auf den Bereichen "Tourismus" und "Industrie". Bei "Industrie" liegt der Fokus auf Innovationsförderung für KMU in den Regionen. Die folgenden Förderinhalte sind vorgesehen:

- Wissenstransfer und Innovationsunterstützung für KMU fördern
- Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte und Akteure fördern
- Unternehmensübergreifende Vernetzung und Kooperationen voranbringen
- Wertschöpfungsketten schliessen und verlängern
- Wertschöpfungsorientierte Infrastrukturen bzw. Angebote sichern und realisieren

Abhängig von den Zielen und Schwerpunkten, die die Kantone in ihren NRP-Umsetzungsprogrammen festlegen, können Projekte in weiteren Bereichen wie Agrar- und Waldwirtschaft, Energie-, Bildungs- und Gesundheitswirtschaft unterstützt werden.

Siehe auch: NRP Foliensatz.

	<i>ren haben die Zielerreichung unterstützt? (Hinweis: Ergänzt durch Evaluationsteam.)</i>			2.5			<ul style="list-style-type: none"> <li>gen (Offene Frage)</li> <li>Mind. von drei Befragten genannte förderliche Faktoren (Offene Frage)</li> </ul>
<b>Thema: Zusammenarbeit und Umsetzung (grenzüberschreitend)</b>							
2.1	Wie gestaltete sich die Zusammenarbeit mit den grenzüberschreitenden Partnern, den Programmstrukturen (Sekretariat, Verwaltungsbehörde, ...) und den Partnern der europäischen Kommission?	b, c	<input type="checkbox"/>	■ 3.1, 3.2, 3.3	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>% Befragte, die die grenzüberschreitende Zusammenarbeit insgesamt als gut/sehr gut einstufen (SSP + offene Frage)</li> </ul>
2.2	Wie wird die Umsetzung der Schweizer Teilnahme eingeschätzt (u.a. von den im Ausland angesiedelten Verwaltungsbehörden der Programme)?	b	<input type="checkbox"/>	■ 3.4	■		<ul style="list-style-type: none"> <li>Anteil (Minderheit/Mehrheit) Befragte, die die Umsetzung als zielführend/sehr zielführend schildern (Offene Frage)</li> </ul>
2.3	Wie effizient waren die gewählten Prozesse?	-	■	■ 3.4	■		<ul style="list-style-type: none"> <li>% Befragte, die die Prozesse in der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit als effizient / sehr effizient einschätzen (SSP + offene Frage)</li> </ul>
2.4	Welche Auswirkungen hatte das Einführen der spezifischen Interreg-Programmvereinbarungen (inkl. Wirkungsmodellen)?	a	■	■ 3.4, 4.3	■		<ul style="list-style-type: none"> <li>Anteil (Minderheit/Mehrheit) Befragte, die die Einführung als zweckmässig / sehr zweckmässig schildern (Zweckmässigkeit iSv: Verbesserung Prozess Projekt-design und -umsetzung, Relevanz der Projekte, Qualität der Projekte, Wirkung der Projekte)</li> <li>Von den Befragten erwähnte konkrete Beispiele positiver / negativer Auswirkungen</li> <li>% Befragte, die der Meinung sind, dass der Nutzen der neuen Modalitäten die Kosten übersteigt (SSP + offene Frage)</li> </ul>
2.5	Welches sind die Erfahrungen in der Interreg-Förderung mit den beiden Themenbereichen? [Industrie und Tourismus]					■	<ul style="list-style-type: none"> <li>Siehe 1.2, 1.3 und 2.7-2.9</li> </ul>
<b>Thema: Zusammenarbeit und Umsetzung (Schweiz)</b>							
2.5	Wie <del>gut und wie effizient</del> gestaltet sich die Interreg-Umsetzung im Rahmen der NRP? Welches sind die gros-	b, e, f	<input type="checkbox"/>	■ 4.1	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>% Befragte, die die Zusammenarbeit auf der Schweizer Ebene insgesamt als gut/sehr gut einstufen (SSP +</li> </ul>



	sen Herausforderungen?						<i>Offene Frage</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mind. von drei Befragten genannte Herausforderungen (<i>Offene Frage</i>)</li> </ul>
2.6	Wie effizient waren die gewählten Prozesse?			■ 3.4	■		<ul style="list-style-type: none"> <li>% Befragte, die die Prozesse als effizient / sehr effizient einschätzen (<i>5SP + offene Frage</i>)</li> </ul>
2.7	Wie läuft die inhaltliche Abstimmung mit den kantonalen und überkantonalen NRP- Programmen?	b, c		■ 4.2	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>% Befragte, die inhaltlicher Abstimmung als ausreichend einstufen (<i>5SP + offene Frage</i>)</li> </ul>
2.8	Inwiefern können sie voneinander profitieren?	b, c			■		<ul style="list-style-type: none"> <li>% Befragte, die der Ansicht sind, dass die vorhandenen Synergien genutzt wurden (<i>5SP + offene Frage</i>)</li> </ul>
2.9	Gibt es Konkurrenzsituationen oder sonstige Konflikte?	b, c			■		<ul style="list-style-type: none"> <li>Anteil (Minderheit/Mehrheit) Befragte, die Konkurrenz / Konflikte schildern (<i>Offene Frage</i>)</li> </ul>
2.10	Wie ist das Kosten-Nutzen-Verhältnis der Programme insgesamt? <del>Wie sieht die Bilanz für einzelne Programme aus?</del>	d	■	■ 4.4	■		<ul style="list-style-type: none"> <li>Anteil Projekte / Programme, in denen das Kosten-Nutzen-Verhältnis als vorteilhaft dargestellt wird (<i>Basis: Berichte / Dokumente, die das Thema aufgreifen; Stichprobe</i>)</li> <li>% Befragte, die der Meinung sind, dass der Nutzen die Aufwände rechtfertigen (<i>5SP + offene Frage</i>)</li> </ul>
<del>2.11</del>	<del>Bei welchen Programmen stehen Aufwand und Ertrag in einem guten Verhältnis, bei welchen eher nicht?</del>	<del>d</del>	<del>■</del>	<del>■</del> 4.4			<del>• Siehe 2.10</del>
Thema: Aussenpolitische Bedeutung .							
3.1	Welche Bedeutung hat die Schweizer Teilnahme an Interreg aus aussenpolitischer Sicht?			■ 6.1, 6.2	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>% Befragte, die der Ansicht sind, dass die Schweizer Teilnahme eine hohe Bedeutung aufweist (<i>5SP + offene Frage</i>)</li> <li>Konkrete Beispiele, die von für die grenzüberschreitenden Dossiers verantwortlichen Personen genannt werden</li> <li>Einschätzung der Befragte zu "Mehrwert" (<i>Matrix + 5SP</i>) Lernen im Hinblick auf Organisation und Politiken Lösungen zu gemeinsamen Problemen finden</li> </ul>

							<p>Synergien / Skaleneffekte entwickeln für neue Produkte / Dienstleistungen schaffen                  Aufbau von Strukturen für künftige Zusammenarbeit                  Weitere: (Offene Frage)  <b>Hinweis:</b> "Mehrwert / added value" operationalisiert analog Hornström (2012).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Analyse indirekter Auswirkungen aus anderen Interreg-Kontexten (sofern vorhanden) (Basis: Literatur)</li> </ul>
	<del>Welche indirekten Auswirkungen haben die Interreg-Programme auf die grenzüberschreitende Zusammenarbeit und die bilaterale Zusammenarbeit allgemein?</del>						<p><b>Hinweis:</b> Frage eingebettet in 3.1, da nur subtile Unterschiede.</p>
3.2	Welche Dossiers / Themenbereiche sind (indirekt) von der Schweizer Teilnahme an Interreg (bzw. von den möglichen Verbesserungen in der internationalen / bilateralen Zusammenarbeit, die durch Interreg bewirkt werden könnte) betroffen?	a, d		■	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dossiers / Themenbereiche, die von Befragten genannt werden (Offene Frage)</li> <li>Bewertung der Bedeutung: Siehe 3.1 und 3.2</li> </ul>
3.3	Welche Auswirkungen hätte ein stärkeres oder schwächeres Engagement der Schweiz in diesem Bereich (im Allgemeinen oder in einzelnen Programmen)?	e, h		■ 6.1, 6.2	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>Auswirkungen, die von Befragten genannt werden, differenziert nach Programmen (Offene Frage)</li> </ul>
3.4	Welche Gründe ausserhalb der eigentlichen Zielerreichung der Programme sprechen allenfalls für ein entsprechendes Engagement?	e, g, h		□ 6.2		■	<ul style="list-style-type: none"> <li>Siehe 3.1-3.3</li> </ul>
<b>Thema: Empfehlungen</b>							
4.1	In welchen Punkten sollte die Schweizer Teilnahme an Interreg für die nächste Periode überdacht werden? Welche Anpassungen sind vorzunehmen?	e, g, h		■ 5.1	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>Einschätzung Befragte (Offene Frage)</li> <li>Empfehlung Evaluationsteam</li> </ul>
4.2	Soll die Schweiz weiterhin an denselben Programmen teilnehmen?	e, g		■ 5.2	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>Einschätzung Befragte (Offene Frage)</li> <li>Empfehlung Evaluationsteam</li> </ul> <p><b>Hinweis:</b> Keine Bewertung einzelner Programme.</p>
<del>4.3</del>	<del>Gibt es Programme, aus denen die Schweiz aussteigen</del>	<del>e, g, h</del>		<del>■</del>	<del>■</del>	<del>■</del>	<ul style="list-style-type: none"> <li><del>Siehe 4.2</del></li> </ul>

	<del>könnte, um die Ressourcen auf die für sie wichtigeren zu konzentrieren?</del>			5.2			
4.4	Wäre ein Ausstieg aus politischen Gründen denkbar?	e, g		■ 5.2	■	■	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Einschätzung Befragte (<i>Offene Frage</i>)</li> <li>• Empfehlung Evaluationsteam</li> </ul>

**Übergeordnete Leitfragen der Evaluation: Evaluationsprogramms für die NRP**

- a) Ist die Konzeption der Programme in sich und hinsichtlich der Zielsetzungen der Neuen Regionalpolitik, des Mehrjahresprogramms 2016–2023 sowie weiterer Instrumente und Massnahmen des Bundes kohärent?
- b) Erfolgen die Zusammenarbeit (vertikal und horizontal) und die Umsetzung durch Bund, Kantone und Regionen in effektiver Weise?
- c) Ist die etablierte Governance zweckmässig?
- d) Welcher Beitrag wird zur Erreichung der Ziele der Neuen Regionalpolitik und des Mehrjahresprogramms 2016–2023 in den Programmgebieten geleistet?
- e) Wo können Probleme und Chancen identifiziert werden?
- f) Liegen die Ursachen für die Probleme auf Konzept-, Vollzugs- oder Wirkungsebene?
- g) Welche Optimierungsmöglichkeiten gibt es?
- h) Wie können die Chancen genutzt werden?

ARE

# Teilevaluation der Interreg V B- Programme Alpenraum und Nordwesteuropa Schlussbericht

Zürich, 20. Juni 2018

Myriam Steinemann, Christoph Petry, Thomas von Stokar

## Inhalt

<b>1.</b>	<b>Einführung</b>	<b>3</b>
1.1.	Ausgangslage und Ziel der Evaluation	3
1.2.	Evaluationsebenen und -fragen	4
1.3.	Methodisches Vorgehen	5
<b>2.</b>	<b>Evaluationsgegenstand – die Schweizer Beteiligung an Interreg V B</b>	<b>7</b>
2.1.	Überblick	7
2.2.	Mittelverwendung	8
<b>3.</b>	<b>Beitrag der Projekte zu den Zielen der Neuen Regionalpolitik</b>	<b>11</b>
3.1.	Selbsteinschätzung der Projektträger	11
3.2.	Einschätzung der Projekte	13
<b>4.</b>	<b>Ergebnisse der Experteninterviews und Fokusgruppen</b>	<b>16</b>
4.1.	Konzept	16
4.2.	Umsetzung	19
4.3.	Wirkungen	23
<b>5.</b>	<b>Beurteilung und Empfehlungen</b>	<b>26</b>
5.1.	Konzept	26
5.2.	Umsetzung	28
5.3.	Wirkungen	31
	<b>Literatur</b>	<b>34</b>
	<b>Annex</b>	<b>35</b>
	Annex 1: Projektübersicht	35
	Annex 2: Projektbeschreibungen und Zielbeitrag	36
	Annex 3: Liste der befragten Personen (Explorativinterviews und Fokusgruppen)	41

## 1. Einführung

### 1.1. Ausgangslage und Ziel der Evaluation

Die Schweiz nimmt zurzeit an verschiedenen Programmen zur Europäischen Territorialen Zusammenarbeit (ETZ) der fünften Periode (2014-2020) teil. Dazu gehören unter anderem die zwei transnationalen Interreg V B-Programme «Alpine Space» und «Nordwesteuropa» (NWE), die vom Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) koordiniert werden. Die Schweizer Teilnahme an Interreg erfolgt im Rahmen der Neuen Regionalpolitik (NRP). Die Projekte sollen deshalb zu den übergeordneten Zielen der NRP beitragen, namentlich zur Steigerung der Wertschöpfung und zur Schaffung von Arbeitsplätzen. Gleichzeitig umfasst Interreg auch Projekte mit weiteren Zielsetzungen, insbesondere das Ziel der europäischen Integration und Vernetzung. In den Partnerländern ist Interreg vor allem (auch) ein Instrument der Kohäsionspolitik.

Das SECO als federführende Bundesstelle für die NRP ist gesetzlich verpflichtet, die Umsetzung des NRP-Mehrjahresprogramms (aktuell 2016-2023) zu evaluieren. Dazu wurde 2016 ein umfangreiches Evaluationsprogramm erstellt (Interface 2016). Das Evaluationsprogramm definiert im Voraus, was, wann, wie und durch wen überprüft und evaluiert werden soll. Die Evaluation der Schweizer Beteiligung an Interreg V ist demnach eine von mehreren Evaluationsaktivitäten, die in der Periode 2016 bis 2021 durchgeführt werden soll.

Die vorliegende Evaluation ist eine von insgesamt zwei separaten Teilevaluationen zur Teilnahme der Schweiz an Interreg V. Evaluationsgegenstand ist die Schweizer Beteiligung an **Interreg V B**, mit primärem Fokus auf das «Alpine Space Programme». Zudem werden Bezüge zur makroregionalen Strategie im Alpenraum (EUSALP) evaluiert. Das Programm NWE wird ergänzend einbezogen.

Die Evaluation verfolgt zwei Ziele: Zum einen möchte sie Rechenschaft über die Verwendung der Gelder von Bund, Kantonen und Gemeinden für die transnationale Zusammenarbeit ablegen. Zum anderen möchte sie einen Beitrag zur Weiterentwicklung der Schweizer Beteiligung ab 2021 leisten, indem sie mögliche Verbesserungsmöglichkeiten aufzeigt und indirekt Entscheidungsgrundlagen für die nächste Förderperiode (Interreg VI) schafft.

## 1.2. Evaluationsebenen und -fragen

Die Evaluation betrachtet sowohl die Programm- als auch die Projektebene und unterscheidet die Ebenen Konzept, Umsetzung und Wirkungen. Tabelle 1 zeigt eine Übersicht der Fragen.

**Tabelle 1: Evaluationsfragen und -kriterien**

Ebenen	Evaluationsfragen	Evaluationskriterien
<b>Programmebene</b>		
Konzept	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ist die Konzeption von Interreg V in der Schweiz in sich und hinsichtlich der Ziele der NRP, des MJP und weiterer Instrumente kohärent? Inwieweit konnte der Fokus der NRP in die Programmgestaltung aufgenommen werden?</li> <li>▪ Gibt es Probleme auf Konzeptebene? Sind Probleme generell auf die Integration von Interreg V in die NRP zurückzuführen?</li> <li>▪ Welche Optimierungsmöglichkeiten gibt es? Welche Hinweise ergeben sich für eine allfällige Beteiligung an einer nächsten Programmphase?</li> <li>▪ Wie kann EUSALP künftig besser mit dem Alpinespace-Programm verknüpft werden?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Kohärenz (Interreg/NRP und generell)</li> <li>▪ Probleme, Hindernisse</li> <li>▪ Optimierung</li> </ul>
Umsetzung	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Konnten die Ziele in der Vereinbarung ARE/SECO erreicht werden?</li> <li>▪ Wie haben sich Interreg und die Schweizer Beteiligung weiterentwickelt (seit 2007-2013)?</li> <li>▪ Erfolgen die horizontale und vertikale Zusammenarbeit in effektiver Weise? Ist die etablierte Governance zweckmässig?</li> <li>▪ Wie gestaltet sich die Abstimmung mit den Partnern und den NRP-Fachstellen? In welchem Verhältnis stehen Aufwand und Ertrag?</li> <li>▪ Wie kann die politische Unterstützung verbessert werden?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zielerreichung / Effektivität</li> <li>▪ Fortschritte</li> <li>▪ Zweckmässigkeit</li> <li>▪ Wirtschaftlichkeit</li> </ul>
Wirkung	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Welchen Beitrag leisten Interreg B Programme zur Erreichung der Ziele der NRP und des Mehrjahresprogramms 2016-2023?</li> <li>▪ Welchen Mehrwert generieren die Projekte?</li> <li>▪ Welchen Beitrag leisten Interreg B Programme zur Erreichung der europäischen Integration resp. Vernetzung?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zielerreichung (Beitrag)</li> </ul>
<b>Projektebene</b>		
Umsetzung	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Welche Schwierigkeiten haben die Schweizer Projektpartner? Wie gut ist ihre transnationale Verankerung? Wie gestaltet sich die Abstimmung mit europäischen Partnern?</li> <li>▪ Können Probleme identifiziert werden? Liegen die Ursachen auf der Umsetzungsebene?</li> <li>▪ Welches sind Erwartungen und Bedürfnisse für die Zukunft?</li> <li>▪ Welche Optimierungsmöglichkeiten gibt es?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Probleme, Hindernisse</li> <li>▪ Wirksamkeit der Zusammenarbeit</li> <li>▪ Optimierung</li> </ul>
Wirkung	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Können auf Projektebene die beabsichtigten Ziele erreicht werden?</li> <li>▪ Können Probleme identifiziert werden? Liegen die Ursachen auf der Wirkungsebene?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zielerreichung</li> <li>▪ Probleme, Hindernisse</li> </ul>

Tabelle INFRAS. Die Evaluationsfragen basieren auf dem Pflichtenheft, dem Evaluationsprogramm für die NRP sowie punktuellen Ergänzungen der Interreg-Verantwortlichen von Bund und Kantonen.

### 1.3. Methodisches Vorgehen

Die Evaluation basiert auf einem dreistufigen Ansatz: einer Dokumentenanalyse, explorativen Einzelinterviews sowie Fokusgruppengesprächen mit Akteuren der Programm- und Projektebene. Das methodische Vorgehen und Grenzen der Evaluation im Überblick:

#### **Dokumentenanalyse**

Grundlage der Evaluation ist eine Dokumentenanalyse. Hierzu haben wir Programmdokumente zu Interreg VB (Alpine Space, NWE) und zur makroregionalen Strategie EUSALP sowie Beschreibungen von Projekten mit Schweizer Beteiligung gesichtet. Weitere Informationsgrundlagen waren: die Zusammenarbeitsvereinbarung zwischen ARE und SECO, verfügbare Controlling-Daten sowie Evaluationen der Schweizer Beteiligung an früheren Förderperioden des Interreg-Programms. Die Einordnung der Projektbeiträge zu den Zielen der Neuen Regionalpolitik basiert im Wesentlichen auf den Antragsformularen von 15 Projekten, die im Rahmen des 1. und 2. Calls des Interreg VB-Alpenraumprogramms aus Bundesmitteln kofinanziert werden<sup>1</sup>. Die Anträge wurden entlang der Wirkungsmodelle, die von ARE und SECO als Grundlage für Projekte der Europäischen Territorialen Zusammenarbeit erarbeitet worden sind, analysiert.

#### **Interviews**

Um eingehende Informationen zum Konzept, der Umsetzung und den Wirkungen des Interreg-Programms zu erhalten, haben wir Schlüsselakteure des Interreg-Programms aus der Schweiz interviewt: zwei Vertreterinnen des Bundes (ARE, SECO), eine Vertreterin auf kantonaler Ebene (Kanton Fribourg) sowie einen Vertreter der Projektebene (Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Berggebiete, SAB). Die explorativen Interviews haben wir entlang eines teilstrukturierten Gesprächsleitfadens telefonisch geführt, protokolliert und entsprechend der Evaluationsfragen ausgewertet. Das Hintergrundwissen aus den Experteninterview erwies sich zudem für die Vorbereitung der Fokusgruppen als besonders nützlich.

#### **Fokusgruppen**

Kern der Informationserhebung bildeten drei Fokusgruppengespräche, an denen insgesamt 25 Personen teilgenommen haben. Eine Fokusgruppe richtete sich primär an geladene Akteure der Programmebene, zwei Fokusgruppen an Akteure der Projektebene. Die Fokusgruppen ermöglichten den teilnehmenden Akteuren, ihre Erfahrungen und Einschätzungen zu Konzeption, Umsetzung und Wirkung des Interreg B-Programms und den Projekten auszutauschen. Im Vor-

---

<sup>1</sup> Projekte mit «klassischem» Zielbeitrag und Projekte von «nationaler strategischer Bedeutung».



feld hatten die Teilnehmenden einen Leitfaden mit Fragen und Thesen erhalten, entlang dessen die Gespräche strukturiert waren. Die Aussagen aus den Fokusgruppen haben wir ebenfalls protokolliert und entlang der Evaluationsfragen ausgewertet.

### **Grenzen der Untersuchung**

Der vorliegende Schlussbericht fasst die Erkenntnisse auf Basis der genannten methodischen Vorgehensweise zusammen, evaluiert und bewertet diese. An dieser Stelle ist hervorzuheben, dass es sich bei der vorliegenden Arbeit um eine verhältnismässig kleine Evaluation mit eingeschränkt verfügbaren Mitteln handelt. Unter diesen Rahmenbedingungen war es beispielsweise nicht möglich, alle relevanten Akteure – etwa der kantonalen Ebene – zu befragen. Eine vertiefte Analyse der Wirkungsebene war ebenfalls nur bedingt möglich. Die meisten Projekte befanden sich im Evaluationszeitraum zudem in der Anfangsphase ihrer Umsetzung. Diese Faktoren könnten die Repräsentativität der Aussagen, Einschätzungen und Bewertungen möglicherweise begrenzen. Vor diesem Hintergrund stösst die vorliegende Evaluation unserer Einschätzung nach – insbesondere mit Blick auf die Bewertung der Wirkungen – an Grenzen.

## 2. Evaluationsgegenstand – die Schweizer Beteiligung an Interreg V B

### 2.1. Überblick

Im Fokus dieser Evaluation steht die Schweizer Beteiligung an dem Förderprogramm Interreg B. Was sind die Ziele des Programms, wer kann daran teilnehmen und wie werden Schweizer Akteure finanziell unterstützt? Der Evaluationsgegenstand im Überblick:

#### **Ziel von Interreg B ist es, die transnationale Zusammenarbeit in Europa zu stärken**

Interreg B ist ein Instrument der Europäischen Union (EU) zur Förderung der transnationalen Zusammenarbeit auf nationaler, regionaler und lokaler Ebene. Es ist Teil eines europäischen Förderprogramms, das insgesamt drei Bereiche umfasst: Interreg A (grenzüberschreitend), Interreg B (transnational) und Interreg Europe (interregional). Aktuell läuft die fünfte Programmphase (2014-2020). Ziel von Interreg B ist es, die räumliche Integration grossräumiger europäischer Regionen zu stärken. Die Fördergebiete erstrecken sich über mehrere Länder und Regionen, die – etwa aufgrund ihrer geografischen und wirtschaftlichen Gegebenheiten – vor ähnlichen Herausforderungen stehen. Die Schweiz beteiligt sich an zwei Interreg B-Programmen: «Alpine Space Programme» sowie «North-West Europe».

#### **Sowohl öffentliche als auch private Akteure können an Projekten teilnehmen**

Neben Gemeinden, kantonalen oder eidgenössischen Ämtern können auch Forschungsinstitute (z.B. Hochschulen), Verbände und Unternehmen an Projekten im Rahmen des Interreg B-Programms teilnehmen. Im «Alpine Space Programme» können Akteure aus der Schweiz zudem die Führungsrolle in Projekten übernehmen («Lead partner»). Projektteams setzen sich in der Regel aus ca. zehn bis zwölf Partnern zusammen. Diese müssen aus mindestens vier verschiedenen Ländern stammen.

#### **Schweizer Projektpartner werden primär im Rahmen der NRP finanziell unterstützt**

Im Rahmen der Neuen Regionalpolitik (NRP) unterstützt der Bund die Schweizer Teilnahme an Programmen der Europäischen Territorialen Zusammenarbeit. Schweizer Projektpartnerinnen und Projektpartner können für ihre Beteiligung an Interreg B aus diesem Budget finanziell unterstützt werden. Voraussetzung für eine solche Kofinanzierung ist, dass die Projekte entweder die Wertschöpfung in den Regionen steigern, die Wettbewerbsfähigkeit stärken oder von «nationaler strategischer Bedeutung» sind. Erwartet wird auch eine Kofinanzierung seitens der Kantone. Eine formelle Zuständigkeit für Interreg B haben sie jedoch nicht. Projektpartnerinnen

und -partner aus EU-Mitgliedsstaaten erhalten eine Kofinanzierung über die EU (ARE 2018, Interreg Alpine Space 2018, regionsuisse 2018a, ARE 2014, ARE/SECO 2014).

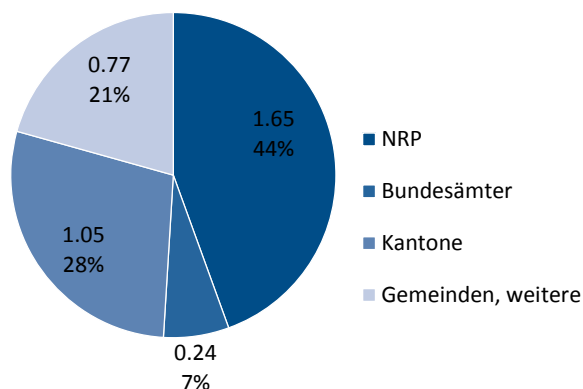
## 2.2. Mittelverwendung

Per Ende 2017 sind insgesamt 20 Interreg V B-Projekte mit Schweizer Beteiligung zustande gekommen, davon 18 im Alpenraumprogramm und zwei im Programm Nordwesteuropa (NWE). Wie die Mittel im Detail verwendet werden (Stand: Dezember 2017) erläutert dieses Kapitel.

### 17 von 20 Projekten werden aus NRP-Mitteln mitfinanziert

16 Projekte aus dem Alpenraumprogramm und ein Projekt aus dem Programm NWE werden durch Mittel aus der Neuen Regionalpolitik (NRP) mitfinanziert. Insgesamt wurden über die NRP bisher Mittel im Umfang von 1.65 Mio. CHF gesprochen. Dies entspricht 44 Prozent der Schweizer Beiträge für diese Projekte (siehe Abbildung 1).

**Abbildung 1: Zusammensetzung der Finanzbeiträge für die 17 Interreg V B-Projekte mit NRP-Finanzierung**



Werte in Mio. CHF und prozentual.

Grafik INFRAS. Quelle: ARE (Projektübersicht)

Mit den bisher gesprochenen 1.65 Mio. CHF aus der NRP wurden bis jetzt etwa 30 Prozent der insgesamt zur Verfügung stehenden Mittel für die gesamte Programmperiode bis 2020 verpflichtet. Insgesamt stehen für Interreg V B und URBACT<sup>2</sup>-Projekte aus der NRP 5.7 Mio. CHF zur Verfügung (Zusammenarbeitsvereinbarung SECO/ARE).

Da die aktuelle Programmperiode noch bis 2020 läuft, werden weitere Projekte hinzukommen. Allerdings ist zu erwarten, dass bis Ende 2020 nicht die gesamten Mittel ausgeschöpft

<sup>2</sup> Zum Zeitpunkt dieser Evaluation gibt es kein URBACT-Projekt mit Schweizer Beteiligung (ARE, 28.3.2018).

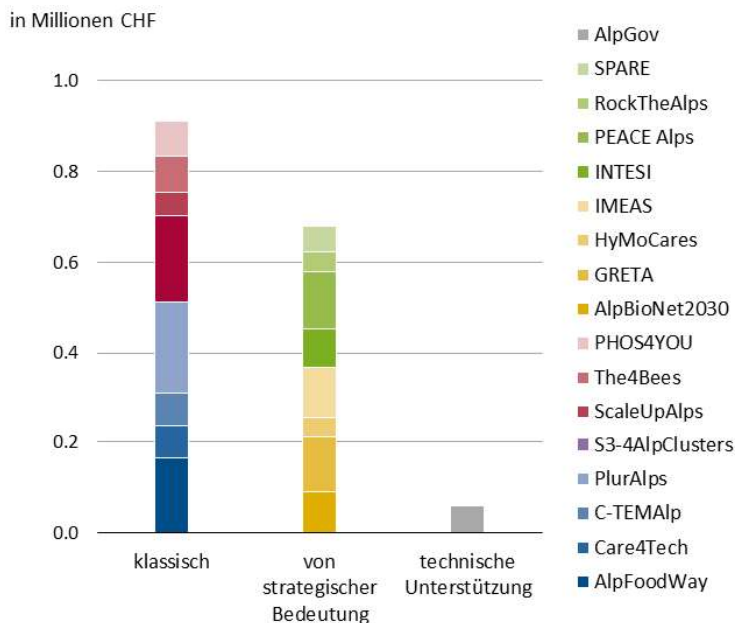
werden. Diese verbleiben im Fonds für Regionalentwicklung und können in Zukunft für weitere Projekte genutzt werden (schriftliche Auskunft Sébastien Rieben, ARE).

**Unterstützt werden Projekte mit NRP-Zielen und Zielen von national-strategischer Bedeutung**

Gestützt auf das Bundesgesetz über Regionalpolitik werden durch den Bund zwei Typen von Interreg B-Projekten mit Mitteln aus dem Fonds der NRP unterstützt: zum einen Projekte, die einen Beitrag zur Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit einzelner Regionen leisten und deren Wertschöpfung erhöhen, zum anderen Projekte, die von nationaler strategischer Bedeutung sind. Den Kantonen und Dritten steht es frei, mit eigenen Mitteln sowie jener anderer Bundesämter, Gemeinden, Unternehmen oder Stiftungen auch Projekte zu fördern, die keinen Beitrag zu den NRP-Zielen leisten.

Eine Analyse der Mittelverwendung für diese zwei Ziele zeigt, dass bisher Projekte von nationaler strategischer Bedeutung relativ stark vertreten sind, sowohl in der Anzahl der Projekte als auch im Umfang der Mittel (Abbildung 2).

**Abbildung 2: Aufteilung NRP-Mittel für Interreg V B nach Zielen (17 Projekte)**



Aufteilung der NRP-Mittel in klassische NRP-Bereiche (Stärkung Wettbewerbsfähigkeit) und solche von nationaler strategischer Bedeutung.

Grafik INFRAS. Quelle ARE

Etwa 55 Prozent der Mittel sind der klassischen NRP zuzuordnen, 41 Prozent der Mittel werden für Ziele von nationaler strategischer Bedeutung eingesetzt und 4 Prozent stehen für technische Unterstützung (in diesem Fall Umsetzung EUSALP) zur Verfügung.

Die Mittel für Projekte von nationaler strategischer Bedeutung sind damit höher als in der Zusammenarbeitsvereinbarung zwischen ARE und SECO. Demnach liegt der Richtwert für Mittel von nationaler strategischer Bedeutung bei ca. 25 Prozent der insgesamt für Interreg B und URBACT verfügbaren Mittel.

### 3. Beitrag der Projekte zu den Zielen der Neuen Regionalpolitik

Die Schweizer Teilnahme an Interreg erfolgt im Rahmen der Neuen Regionalpolitik (NRP). Die Projekte sollen zu den Zielen der NRP beitragen, namentlich zur Steigerung der Wertschöpfung und zur Schaffung von Arbeitsplätzen. Doch was ist der Beitrag der geförderten Interreg-Projekte zur Zielerreichung der Neuen Regionalpolitik? Im Fokus dieses Analysekapitels stehen die Antragsformulare von 15 Interreg-Projekten<sup>3</sup>, die im Rahmen des 1. und 2. Calls des Interreg VB-Alpenraumprogramms aus Bundesmitteln kofinanziert werden. Das Kapitel gliedert sich in zwei Abschnitte: Zunächst analysieren wir die Selbsteinschätzung der Antragssteller hinsichtlich der NRP-Kompatibilität. Basierend auf den Projektanträgen ordnen wir in einem zweiten Abschnitt den Beitrag der geförderten Interreg-Projekte zur Zielerreichung der NRP ein und bewerten ihn.

#### 3.1. Selbsteinschätzung der Projektträger

Schweizer Projektpartner haben die Möglichkeit, für die Umsetzung ihres Interreg-Projekts eine finanzielle Förderung aus Bundesmitteln (NRP) zu erhalten. Voraussetzung hierfür ist, dass das Projekt mit der NRP kompatibel oder von nationaler strategischer Bedeutung ist (ARE/SECO 2014). Um eine finanzielle Förderung zu erhalten, muss sich das Projekt mit mindestens einem der fünf Hauptthemen der NRP respektive mindestens einem von sieben Themen von national strategischer Bedeutung befassen.

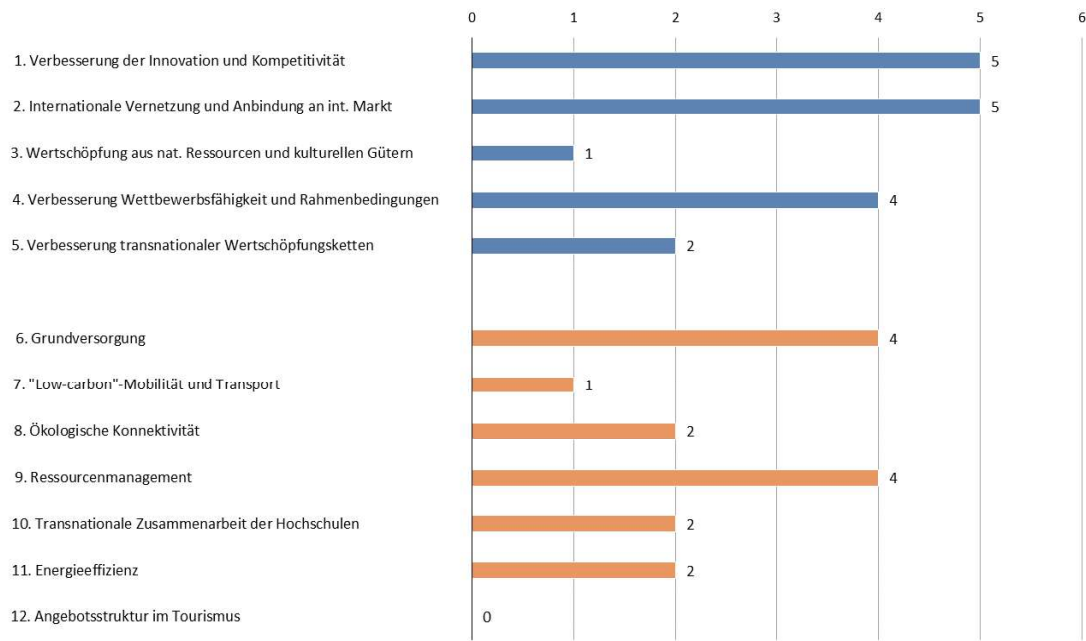
Das ARE prüft, ob eine finanzielle Förderung im Rahmen der NRP gerechtfertigt ist. Hierzu muss der Antrag darlegen, inwiefern das entsprechende Interreg-Projekt zum übergeordneten Ziel der NRP beiträgt und/oder weshalb es von nationalem strategischem Interesse ist (vgl. Annex 2: Projektbeschreibungen und Zielbeitrag). Das SECO wiederum stellt auf Basis dieses Antrags die Auszahlung der Fördergelder an die Projektträger sicher (ARE/SECO 2014).

Wo sehen die Antragssteller die Schwerpunkte ihrer Projekte? Die Abbildung 3 stellt dar, welche Themen in den analysierten Förderanträgen wie oft genannt wurden. Es wird unterschieden zwischen Projekten, deren Zielbeitrag als «klassisch» eingestuft wurde (blau, n=7) und Projekten, die aufgrund ihrer «nationalen strategischen Bedeutung» gefördert werden (orange, n=7)<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> AlpBioNet2030, AlpFoodWay, Care4Tech, C-TEMAIp, GRETA, HyMoCares, IMEAS, INTESI, PEACE Alps, PlurAlps, RockTheAlps, S3-4AlpClusters, ScaleUpAlps, SPARE, The4Bees. Im Rahmen dieses Kapitels wurden Projekte des "Alpine Space"-Programms analysiert. Ein Überblick aller Projekte, die im Rahmen des 1. und 2. Calls der Interreg VB Förderperiode (Alpine Space und NWE) gefördert werden, befindet sich in Annex 1.

<sup>4</sup> Insgesamt 14 der analysierten Antragsformulare enthalten Informationen zu den Selbsteinschätzungen der Projektträger. Der vorliegende Antrag des Projekts «SPARE» ist individuell verfasst (kein Antragsformular wie in den anderen Projekten).

**Abbildung 3: Selbsteinschätzungen der Antragsteller zur NRP-Kompatibilität respektive zur nationalen strategischen Bedeutung ihres Projekts**



Die Zahlen beziehen sich auf die Anzahl Nennungen in 14 Antragsformularen des 1. und 2. Calls von Interreg VB Alpenraum. Blau: Selbsteinschätzung von Projektträgern, deren Projekt-Zielbeitrag als «klassisch» eingestuft worden ist (n=7). Orange: Selbsteinschätzung von Projektträgern, deren Projekt-Zielbeitrag von «nationaler strategischer Bedeutung ist (n=7). Mehrere Antworten möglich.

Grafik INFRAS. Anträge auf Kofinanzierung Bund (NRP), Interreg VB Alpenraum.

### **Klassische Projekte: Verbesserung der Innovation und Kompetitivität sowie internationale Vernetzung sind die meist genannten NRP-Hauptthemen**

Die Analyse der sieben Antragsformulare von Projekten, deren Zielbeitrag als «klassisch» eingestuft wurde, zeigt, dass die meisten Antragsteller die Schwerpunkte ihrer Projekte in der «Verbesserung der Innovation und der Kompetitivität» und in der «internationalen Vernetzung von Schweizer Unternehmen» sehen. Vier der sieben Projekte sehen zudem einen Schwerpunkt in der «Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Regionen und deren Rahmenbedingungen». Im Vergleich: Das NRP-Hauptthema «Generierung von Wertschöpfung aus natürlichen Ressourcen und kulturellen Gütern» wird gemäss den analysierten Antragsformularen lediglich in einem Projekt mit «klassischem» Zielbeitrag behandelt.

**Projekte von nationaler strategischer Bedeutung: «Grundversorgung» und «Ressourcenmanagement» sind die am häufigsten genannten Hauptthemen**

«Grundversorgung» und «Ressourcenmanagement» sind die am häufigsten genannten Themen, mit denen sich die Projekte, deren Zielbeitrag als von **«nationaler strategischer Bedeutung»** eingestuft wurde, befassen: insgesamt vier Mal wurden diese beiden Themen in den sieben Projekten von nationaler strategischer Bedeutung angekreuzt. Die Themenfelder «'Low-carbon'-Mobilität und Transport» und «Angebotsstruktur im Tourismus» sind hingegen weniger vertreten.

**Die meisten Antragsteller sehen mehrere Hauptthemen in ihrem Projekt erfüllt**

Der Grossteil der Projektträger sehen mehrere der für die Förderung relevanten Themen in ihrem Projekt erfüllt. Lediglich zwei Antragsteller, deren Zielbeitrag als «klassisch» eingestuft worden ist, haben bei den NRP-Hauptthemen nur einen der fünf vorgegebenen Schwerpunkte angekreuzt. Alle anderen Antragsteller dieser Gruppe haben in dieser Kategorie mindestens zwei oder mehr Themen als relevant angegeben. Die Selbsteinschätzung der Projekte, die aufgrund ihrer «nationalen strategischen Bedeutung» gefördert werden, ergibt ein ähnliches Muster: Gemäss der sieben analysierten Anträge sehen fünf Projektträger durch ihr Projekt mehr als ein Thema von nationaler Bedeutung erfüllt.

### 3.2. Einschätzung der Projekte

Welchen Beitrag leisten die geförderten Interreg-Projekte zu den Zielen der NRP, respektive inwiefern sind sie von nationaler strategischer Bedeutung? Diese Einschätzung seitens des Evaluationsteams basiert auf den Projektanträgen, den Wirkungsmodellen, die ARE und SECO als Grundlage für Projekte der Europäischen Territorialen Zusammenarbeit erarbeitet haben, der Zusammenarbeitsvereinbarung von ARE und SECO sowie der vom ARE formulierten Begründung für die Verwendung von NRP-Mitteln (vgl. Annex 2). Da sich die Einschätzung ausschliesslich auf Anträgen und Planungsdokumenten abstützt und nicht die tatsächliche Umsetzung berücksichtigen kann, können wir Hinweise zum Zielbeitrag geben, aber keine abschliessende Bewertung vornehmen.

**Ein Grossteil der Antragsteller legt den Beitrag der Projekte zu den NRP-Zielen plausibel dar**

- **Klassisch:** Alle Projektträger nehmen in ihren Anträgen Bezug auf den Beitrag ihres Projekts zur Neuen Regionalpolitik. Ein Grossteil der Antragsteller beschreibt nachvollziehbar, weshalb ihr Projekt zur Neuen Regionalpolitik beiträgt. Sie erläutern die angekreuzten Schwerpunkte konkret und rechtfertigen diese plausibel. Viele Akteure setzen in ihren Projekten auf Schwerpunkte und Ziele, welche zu den Wirkungsmodellen passen. Beispielsweise betonen



mehrere Antragssteller Möglichkeiten zu transnationalen Austauschplattformen, überregionalen Wissenstransfers und die Stärkung von KMUs innerhalb ihres jeweiligen Projekts. Auffallend ist, dass Projekte, die sich auf einzelne NRP-Ziele konzentrieren, die anvisierten Zielbeiträge etwas besser darlegen können als solche, die thematisch sehr breit gefächert sind. Die Konzentration auf einzelne Ziele sorgt für Klarheit. Dagegen erscheint in einzelnen Antragsformularen mit verschiedenen Hauptthemen der konkrete Bezug zur NRP teilweise etwas schwammig.

- National strategisch: Die meisten Anträge dieser Kategorie nehmen konkret Bezug auf die angekreuzten Themen. Viele Antragssteller nennen und erläutern Schlagbegriffe, die mit Blick auf die nationalen strategischen Ziele von Bedeutung sind (z.B. Grundversorgung, Ressourcenmanagement). Auffallend ist, dass sich mehrere Anträge dieser Gruppe in ihren Erläuterungen auch auf die Hauptthemen der NRP beziehen.

#### **Die Elemente aus den Wirkungsmodellen spiegeln sich in den Projektanträgen wider**

- Klassisch: Alle geförderten Projekte setzen auf Hauptthemen, Projektinhalte und Umsetzungsmethoden, die mit den Wirkungsmodellen kompatibel sind. So gehen die Antragssteller auf konkrete Output- respektive Outcome-Ziele ein: sie unterstreichen beispielsweise die möglichen Vermarktungspotenziale innovativer Produkte, die im Rahmen der Projekte entwickelt werden sollen, aber auch den Wert traditioneller Produkte, etwa im kulinarischen Bereich. Unterschiede bestehen darin, wie vertieft die entsprechenden Outcome- und Output-Ziele thematisiert werden. Vergleichsweise häufig werden Faktoren wie Vernetzung oder Austausch hervorgehoben: So sollen etwa transnationale Netzwerke und Kooperationsmodelle zur Innovationsfähigkeit von Schweizer Unternehmen beitragen oder die Wettbewerbsfähigkeit von KMU stärken. Die Betonung solcher Elemente ist insofern nachvollziehbar, als dass Vernetzung und Kooperation in Interreg-Projekten immer der Weg ist, um bestmögliche Resultate zu erzielen.
- National strategisch: In den meisten Anträgen diese Gruppe spiegeln sich die zentralen Merkmale aus dem entsprechenden Wirkungsmodell von ARE und SECO deutlich wider. So betonen mehrere Projekte beispielsweise explizit die Relevanz ihrer Projekte für nationale Strategien. In einigen Anträgen wird zudem hervorgehoben, inwiefern auch andere Akteure von den Erkenntnissen ihrer Projekte profitieren können.

#### **Die Einschätzungen des ARE, weshalb eine finanzielle Förderung der Projekte aus NRP-Mitteln gerechtfertigt sei, erscheinen nachvollziehbar und auf den Punkt gebracht**

Damit das SECO Auszahlungen an die Projekte auslösen kann, muss das ARE die Förderfähigkeit der Projekte begründen (ARE/SECO 2014, siehe Begründungen in Annex 2).

- Klassisch: Die Begründung des ARE, weshalb die Förderung der – als klassisch eingestuften Projekte gerechtfertigt sei – ist mit Blick auf die analysierten Projektanträge nachvollziehbar. Das ARE greift darin zentrale Stichwörter aus den Antragsformularen auf, die hinsichtlich der Wirkungsmodelle relevant sind («kulturelle Werte», «Innovation», «Wettbewerbsfähigkeit»). Die Begründungen sind auf den Punkt gebracht, klar aus den Projektanträgen hergeleitet und nehmen teilweise auch konkret Bezug auf Zielformulierungen aus den Wirkungsmodellen oder einzelne Erläuterungen aus den Antragsformularen («Das Projekt ist daher mit den Zielen der NRP und v.a. mit dem Thema [...] vereinbar»).
- National strategisch: Die Einschätzungen des ARE zur Begründung der Projektförderung sind plausibel. Die Argumentation orientiert sich an den Ausführungen in den Antragsformularen und hebt in vielen Fällen den Beitrag der Projekte für nationale Strategien hervor. So verweisen die Begründungstexte des ARE häufig auf nationale Politiken wie die «Energiestrategie 2050» oder die «Strategie Nachhaltige Entwicklung» (2016-2019).

Insgesamt kommen wir aufgrund der Analyse der Projektanträge somit zum Schluss, dass die Projektanträge den Beitrag ihrer Projekte zu den Zielen der NRP plausibel darlegen und das ARE die Förderfähigkeit der Projekte nachvollziehbar begründet. Es ist deshalb nach unserer Einschätzung gerechtfertigt, dass diese Projekte mit NRP-Mitteln gefördert werden.

## 4. Ergebnisse der Experteninterviews und Fokusgruppen

Das folgende Kapitel fasst zentrale Ergebnisse der explorativen Experteninterviews und der Fokusgruppen zusammen. Die Kernaussagen der befragten Akteure der Programm- und Projektebene gliedern sich entlang der drei Evaluationsebenen Konzept, Umsetzung und Wirkung.

### 4.1. Konzept

Wie beurteilen die Akteure der Programm- und Projektebene die Konzeption von Interreg B in der Schweiz? Im Fokus steht die Integration des europäischen Förderprogramms in die Neue Regionalpolitik, das Verhältnis von Anforderung der EU und der Schweiz sowie die Verknüpfung von EUSALP mit dem Alpenraumprogramm.

#### **Die Integration von Interreg in die NRP wird kontrovers beurteilt**

Die Integration von Interreg B in die NRP (vgl. Kapitel 2) wird von den befragten Akteuren kontrovers beurteilt: insbesondere hinsichtlich der konzeptionellen Verknüpfung unterscheiden sich die Ansichten der Projektträger von denen der Bundes- und Kantonsvertreter.

Aus Sicht der Vertreterinnen und Vertreter der **Programmebene (Bund und Kantone)** hat sich die Integration von Interreg V B in die Neue Regionalpolitik mittlerweile gut etabliert.

- Seit Interreg IV habe eine Konsolidierung und Festigung stattgefunden. Die Akteure würden die NRP besser kennen. Es sei klarer, was die Projekte erfüllen müssten, damit sie NRP-kompatibel seien. Die Befragten sind der Ansicht, dass die Interreg-Finanzierung ohne Integration in die NRP auf unsicheren Füßen stünde. Die Integration wird deshalb als nötig oder sogar als Glücksfall erachtet.
- Dass seit Interreg V die Bundesmittel analog zu den Laufzeiten des Interreg B-Programmes nun über sieben Jahre gesprochen werden anstatt wie bisher über vier Jahre (analog der NRP), wird positiv hervorgehoben. Im Vergleich zu vorher erleichtere diese Umstellung die Arbeit.
- Die Integration in die NRP hat aus Sicht der befragten kantonalen Vertreter den Vorteil, dass sie eine selektive Projektauswahl sicherstelle. Als schwierig werde empfunden, dass die thematische Ausrichtung von Interreg breiter als die der NRP gestaltet sei. Viele Projektanfragen würden nicht oder nur bedingt mit den Zielen der NRP übereinstimmen.
- Der Bund habe für Interreg B von Gesetzes wegen mehr Möglichkeiten, Projekte ausserhalb der NRP-Zielsetzung zu unterstützen. Beispielsweise können Projekte auch dann gefördert werden, wenn sie von «nationaler-strategischer Bedeutung» sind.

Auf **Projektebene** äussern sich mehrere Projektpartner kritisch zur Integration von Interreg B in die NRP. Während die einen dafür plädieren, Interreg B ganz aus der NRP herauszulösen, sprechen sich andere für eine flexiblere Umsetzung aus.

- Die NRP-Fokussierung wird teilweise als hinderlich wahrgenommen. Dies betrifft vor allem den Anspruch, ökonomische Wirkungen nachweisen zu müssen – allen voran die Wertschöpfung. Häufig seien die Wirkungen von Interreg B-Projekten jedoch nicht in konkreten Zahlen wie etwa der Anzahl geschaffener Arbeitsplätze messbar, sondern erst auf lange Sicht zu erkennen. Viele Projekte – vor allem im Umweltbereich – seien zudem weniger auf die Wertschöpfung an sich ausgelegt. Im Vordergrund stünde vielmehr die langfristige Vermeidung von Umweltbelastungen.
- Konzeptionell als Vorteil erachtet wird aus Sicht der Projektebene, dass den Schweizer Partner im Rahmen von Interreg V B insofern gewisse Freiräume zugestanden würden, als dass Projekte von «nationaler strategischer Bedeutung» unterstützt werden können.
- Angesichts der NRP-Ziele sei es teilweise schwierig, Partner aus anderen Kantonen für Projekte zu gewinnen. Vereinzelt wird empfunden, dass in der NRP primär jeder Kanton auf sich schaue, während Interreg darauf abziele, über Grenzen hinweg miteinander zusammenzuarbeiten. Konzeptionell führe das zu gewissen Friktionen.

### **Wenig Friktionen zwischen EU- und CH-Anforderungen aus Sicht der Befragten**

Friktionen zwischen den Schweizer Zielen der NRP und den Zielen der europäischen Partner seien unter Interreg V eher seltener als unter Interreg IV, da auch die EU seit Interreg V stärker auf wirtschaftliche Themen setze. Konzeptionell würden sich die Perspektiven der Schweiz und der EU eher angleichen, was Probleme auf dieser Ebene tendenziell reduziere. Man müsse aber berücksichtigen, dass der Handlungsspielraum auf Schweizer Seite beschränkt sei. Eine Auswahl möglicher Programmprioritäten werde von Brüssel vorgegeben. Die Schweiz könne nur darauf hinwirken, dass die ausgewählten Prioritäten der NRP nicht völlig entgegenstünden.

### **Viele befragte Projektträger wünschen sich höhere Kofinanzierung**

Für Projektpartner aus EU-Mitgliedstaaten liegt der Kofinanzierungsanteil im «Alpine Space Programme» bei 85 Prozent. Die meisten Schweizer Projektpartner würden im Rahmen der Finanzierung durch den Bund lediglich eine Förderung von rund 50 Prozent der Projektkosten erhalten.<sup>5</sup> Aus Sicht vieler der befragten Projektträger wäre es wünschenswert, wenn dieser Kofinanzierungsanteil seitens des Bundes erhöht werden würde.

<sup>5</sup> Der Kofinanzierungsanteil des Bundes (NRP plus weitere Mittel von Bundesämtern) liegt bei 51%, dazu kommen aber noch die Finanzbeiträge der Kantone, die zurzeit 28% der Finanzbeiträge für Interreg V B betragen. Siehe Abbildung 1.

Seitens der Akteure auf Bundes- und Kantonebene wird dies anders gesehen: Bei einem Kofinanzierungsanteil von 85 Prozent bestehe ein höheres Risiko, dass Akteure nur des Geldes wegen Interreg-Projekte durchführten. Bei Schweizer Partnern könne man sich hingegen sicher sein, dass sie tatsächlich wegen der Projektinhalte am Interreg-Programm teilnähmen.

### **Diffuse Positionen zur Verknüpfung von EUSALP und dem Alpenraumprogramm**

Die Verknüpfung der EUSALP-Strategie mit dem Alpenraum-Programm wird von den befragten Akteuren heterogen beurteilt. Die Grundidee von EUSALP wird generell positiv betrachtet. Kritisiert wird teilweise, wie die Strategie mit dem Alpenraum verknüpft sei.

Die **makroregionale Strategie für den Alpenraum EUSALP** ist ein Instrument der Kohäsions- und Strukturpolitik der EU. Ziel des transnationalen Instruments ist es, zur wirtschaftlichen, sozialen und territorialen Kohäsion spezifischer geographischer Gebiete beizutragen. So sind die Länder und Regionen im Alpenraum angesichts vergleichbarer ökonomischer, geographischer und sozialer Bedingungen – beispielsweise in den Bereichen der Standortförderung, Klimawandel, Energie oder Verkehr – mit ähnlichen Herausforderungen konfrontiert. Um diese Herausforderungen koordiniert anzugehen, soll die 2015 genehmigte Strategie EUSALP übergeordnete Prioritäten und Aktionsfelder definieren und somit eine verstärkte Kooperation im Alpenraum ermöglichen. Unter anderem sollen ein gerechterer Zugang zu Bildungsmöglichkeiten, eine nachhaltige interne und externe Anbindung sowie zuverlässige Energielösungen geschaffen werden (ARE 2017, regiosuisse 2018b). Die Umsetzung der Strategie EUSALP ist über das Projekt «AlpGov» mit dem Interreg B-Programm verknüpft. Das Projekt zielt darauf ab, «geeignete Governance-Strukturen und Mechanismen auf Ebene von Aktionsgruppen» zu entwickeln und zu testen und somit eine Vorreiter-Rolle für makronationale Strategien einzunehmen (ARE 2017: 8). In den Aktionsgruppen im Rahmen des Interreg B-Projekts «AlpGov» sind mehrere Institutionen aus der Schweiz vertreten (regiosuisse 2018b).

Positiv aus Sicht des Bundes sei, dass erfahrene Interreg-Akteure aus der Schweiz in Aktionsgruppen bei EUSALP bzw. als Projektpartner bei «AlpGov» vertreten seien. Es sei früh darauf geachtet worden, dass Schweizer Partner mit Projekterfahrung vertreten seien. Regelmässige Sitzungen und Netzwerkveranstaltungen würden dazu beitragen, die Strategie besser mit dem Alpenraumprogramm zu vereinbaren. Einige Akteure der Projektebene empfinden es als kritisch, dass die Mittel zur Finanzierung des «AlpGov»-Projekts aus dem Budget des Alpenraumprogramms verwendet würden. Somit seien Ressourcen gebunden, die für andere Projekte fehlen würden. Die Verknüpfung des Alpenraumprogramms und EUSALP – in ihrem gegenwärtigen Ausmass – sei auf langfristige Sicht zu hinterfragen.

Optimierungsmöglichkeiten werden insbesondere in der künftigen strategischen Ausrichtung von EUSALP gesehen. Entscheidend sei, dass die Strategie künftig – unabhängig von der Finanzierung – auf gleicher Augenhöhe mit dem ASP agieren könne. In der künftigen Programmperiode sei ein gemeinsamer Startpunkt notwendig. EUSALP müsse klar vom Alpenraumprogramm abgegrenzt werden: in einem integrierten Format entweder zweigleisig – oder vollständig getrennt voneinander. Andererseits wird aber auch angeregt, dass EUSALP künftig besser mit dem Alpenraumprogramm verknüpft werden könnte, indem Projekte und Stossrichtungen noch stärker auf die Ziele von EUSALP ausgerichtet respektive sich auf diese beziehen würden. In der aktuellen Förderperiode sei dies nur bedingt möglich, da das Alpenraumprogramm vor der Erarbeitung der Strategie EUSALP konzipiert worden sei.

## 4.2. Umsetzung

Wie funktioniert die Zusammenarbeit der verschiedenen Akteure, die Umsetzung der Projekte und die Kommunikation aus Sicht der befragten Akteure der Programm- und Projektebene in der Praxis? Dieser Abschnitt fasst die Aussagen und Einschätzungen zusammen.

### **Angesichts europakritischer Ausgangslage hohe Zufriedenheit des Bundes mit Anzahl und Qualität der Interreg-Projekte**

Der Umfang der gegenwärtigen Beteiligung von Schweizer Projektpartnern am Interreg B-Programm ist aus Sicht des Bundes zum jetzigen Zeitpunkt positiv. Mit der Anzahl der Projekte sei man sehr zufrieden. Zu Beginn der Förderperiode von Interreg V B habe man sich angesichts europakritischer Haltungen in der politischen Diskussion Sorgen gemacht, ob Projekte mit Schweizer Beteiligungen zustande kämen – umso erfreulicher sei die gegenwärtige Entwicklung. Auch wenn derzeit weiterhin Budget zur Verfügung stehe: eine Förderung von Projekten nur um des Ausschöpfens von finanziellen Mitteln willens, sei nicht erwünscht.

### **Positive Zusammenarbeit zwischen ARE und SECO aus Sicht der Beteiligten**

Gut eingespielt und konstruktiv – so empfinden die befragten verantwortlichen Akteure der Bundesebene die Zusammenarbeit miteinander. Die Kooperation zwischen dem SECO, als hauptverantwortliche Bundesstelle für die Umsetzung der NRP, und dem ARE, als hauptverantwortliche Bundesstelle für die Teilnahme der Schweiz, funktioniere sehr gut und vertrauensvoll. Es bestehe ein gutes Verständnis für die Schwerpunkte des jeweils anderen – Regionalpolitik und Europäische Territoriale Zusammenarbeit. Die Zusammenarbeitsvereinbarung sei genügend flexibel und werde auch so gelebt. Angesichts der langjährigen Erfahrungen sei es indes eine Herausforderung für die Zukunft, dass dieses gemeinsame Wissen fortlaufend Bestand habe.

### **Die Schweizer Projektpartner fühlen sich durch den Bund sehr gut betreut...**

Die befragten Akteure auf Projektebene beurteilen die Zusammenarbeit mit dem ARE durchwegs positiv: Die Verantwortlichen auf Bundesebene seien sehr engagiert und proaktiv, die Betreuung wird als unterstützend, unbürokratisch und pragmatisch wahrgenommen. Dass bekannt sei, wer auf Bundesebene für Interreg zuständig ist, wird von den Befragten ausdrücklich geschätzt. Viele Akteure der Projektebene seien bereits in einem frühen Stadium der Interreg B-Förderperiode über anstehende «Calls» und relevante Themenfelder informiert worden. Mehrere befragte Projektpartner betonen, dass sie ohne die gezielte Ansprache durch das ARE vermutlich nichts von Interreg und den damit einhergehenden Fördermöglichkeiten gewusst hätten. Positiv hervorgehoben wird zudem, dass das ARE bei Bedarf Ansprechpartner der kantonalen Ebene vermittelt und bei der Erarbeitung von Finanzierungsmodellen beratend zur Seite steht. Vereinzelt wünschen sich die Projektpartner eine stärkere Präsenz des SECO. So wird unter anderem angeregt, dass das SECO mehr mit den Projektpartnern interagiere – beispielsweise im Rahmen von Veranstaltungen, bei denen Interreg-Partner anwesend seien. In anderen Bundesstellen als dem ARE oder SECO sei das Programm Interreg hingegen vermutlich weitgehend unbekannt – hier gebe es Informationsbedarf.

### **... nehmen die Zusammenarbeit mit den Kantonen hingegen unterschiedlich wahr**

Die Zusammenarbeit mit den verantwortlichen Stellen auf kantonaler Ebene im Rahmen des Interreg-Programms wird von den befragten Projektträgern unterschiedlich empfunden: Einige Kantone stünden dem europäischen Förderprogramm eher passiv gegenüber, andere hingegen seien sehr engagiert. Die Zuständigkeiten, Abläufe und Entscheidungsprozesse würden sich teilweise von Kanton zu Kanton unterscheiden – vereinzelt erschwere das die Zusammenarbeit. Wie hoch der politische Rückhalt innerhalb der Kantone für das europäische Förderprogramm Interreg sei, wird aus Sicht mehrerer befragter Projektträger als mitentscheidender Faktor für das Engagement vieler Kantone eingestuft: In einigen Fällen – etwa in Grenzregionen – sei man sich des Mehrwerts der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit durchaus bewusst. Koordinationsstellen wie etwa «Regio Basiliensis» in Basel würden dabei helfen, diesen Mehrwert hervorzuheben. In anderen Kantonen sei hingegen eher weniger politischer Rückhalt für das europäische Förderprogramm spürbar und eine dauerhafte Unterstützung fehle.

### **Langjährige Erfahrungen mit kantonalen Vertretern werden als vorteilhaft erachtet**

Für den Erfolg der Zusammenarbeit mit Kantonsebene im Rahmen des Interreg-Programms wird das zuständige Personal aus Sicht vieler befragter Akteure als zentral erachtet. Vor allem

bei personellen Fluktuationen innerhalb der Kantone sei die Zusammenarbeit mit den zuständigen Stellen schwierig: Einzelne befragte Projektträger heben hervor, dass oft unklar sei, wer als Ansprechperson bei Interreg-Projekten zuständig ist. Bei Personalwechseln fehle vereinzelt das Vorwissen zu dem Förderprogramm. In einigen Fällen vermuten einzelne befragte Akteure der Projektebene einen mangelnden internen Austausch innerhalb der Kantone zu Interreg. Andere befragte Akteure betonen hingegen ihre positiven Erfahrungen mit bestimmten Kantonen: die langjährige Zusammenarbeit im Rahmen von Interreg würde sich auszeichnen. Die NRP-Fachstellen der Kantone sind laut den Aussagen einzelner Akteure teilweise nicht primärer Ansprechpartner für Interreg-Projekte: Stattdessen würde jeweils mit den Abteilungen zusammengearbeitet werden, die für das spezifische Projektthema inhaltlich zuständig seien.

#### **Vorgehen der Kantone bei Projektfinanzierung wird teilweise als schwierig empfunden**

Laut mehreren befragten Akteuren der Projektebene sei vor allem die Zusammenarbeit mit den Kantonen in der Antragsphase von Interreg-Projekten kritisch. Teilweise bestehe der Eindruck, dass diesen die Unterschiede zwischen Interreg A und Interreg B nicht klar seien. Vereinzelt wird geschildert, dass es sehr lange gedauert habe, bis die Finanzierung eines möglichen Projektes seitens der Kantone gesichert gewesen sei und es entsprechend lange unsicher gewesen sei, ob das Projekt überhaupt zustande komme. Aus Sicht des Bundes und der Kantone wird dem entgegnet, dass man im föderalem System keine Harmonisierung der Prozesse durchsetzen könne, die Entscheidungsschritte seien von Kanton zu Kanton verschieden.

#### **Massvolle administrative Anforderungen in der Schweiz aus Perspektive der Projektträger**

Während die Antragsphase von den befragten Akteuren der Projektebene in den Fokusgruppen tendenziell als kompliziert beschrieben wurde, wird die Umsetzung im Projektalltag aus administrativer Sicht als vergleichsweise unbürokratisch empfunden: Im Gegensatz zu vielen Partnern aus EU-Ländern im Alpenraumprogramm seien die Controlling-Anforderungen in der Schweiz niedriger als in der EU. Im Zuge der Projektimplementierung müssten Schweizer Projektpartner vergleichsweise wenig Aufwand für Reportings betreiben. Dadurch könnten viel mehr Mittel in die eigentliche Projektumsetzung fließen, wie von mehreren befragten Projektträgern in den Gesprächen ausdrücklich lobend hervorgehoben worden ist. Aus administrativer Hinsicht etwas kompliziert empfunden wird, dass Schweizer Leadpartner innerhalb der Projekte auf europäische Partner angewiesen seien, die die Abwicklung des European Regional Development Funds (ERDF) übernehmen.



### **Projekträger sehen teilweise ungleiche Rahmenbedingungen im Vergleich zu EU-Partnern**

Bei der Finanzierung der Interreg B-Projekte sehen einige befragte Projekträger teilweise ungleiche Rahmenbedingungen im Vergleich zu ihren Partnern aus den EU-Mitgliedstaaten gegeben: Neben einem höheren Kofinanzierungsanteil (vgl. Kapitel 4.1) wünschen sich vereinzelte befragte Projektpartner, dass insbesondere Leadpartner die Projektvorbereitung abrechnen könnten. Seitens Bund wird dem entgegnet, dass im Gegenzug der administrative und bürokratische Aufwand für Schweizer Partner im Verlauf der Projektumsetzung verhältnismässig gering ausfalle. Des Weiteren bestünde eine gewisse Flexibilität bei der Verbuchung des Aufwands für Projektanträge als Eigenleistung. Der erforderliche höhere Anteil an Eigenmitteln sei bewusst gewollt (vgl. Kapitel 4.1).

### **Vor allem aus Sicht des Hochschulumsfelds erscheinen Interreg-Projekte attraktiv**

Viele Schweizer Projektpartner stammen aus dem Hochschulumsfeld (vorwiegend Fachhochschulen). Vertreten sind zudem auch staatliche bzw. staatsnahe Institutionen wie Stiftungen oder Vereine, an denen verschiedene Gebietskörperschaften (Gemeinden, Kantone) beteiligt sind. Nach Einschätzung der befragten Akteure der Programmebene ist Interreg V B für Private wenig attraktiv: der Aufwand sei vermutlich zu gross, das Kosten-Nutzen-Verhältnis sei unklar. Eine stärkere Beteiligung von Privaten wird von den Befragten ambivalent beurteilt: Einerseits wäre es erwünscht, wenn sich weitere Akteure beteiligen würden, die etwas zu bieten hätten. Andererseits wäre dies eine Gratwanderung: Einzelbetriebsförderung sei weder erwünscht noch mit der NRP kompatibel.

### **Projekträger empfinden die Einstiegshürden für «Interreg-Neulinge» teilweise als hoch**

Einige befragte Projekträger weisen darauf hin, dass der Zugang zum Interreg-Programm von vielen «Newcomern» möglicherweise als schwierig empfunden werde. Viele Projektpartner würden dem Förderprogramm über mehrere Phasen hinweg treu bleiben, was die Zusammenarbeit bei bestehenden Partnerschaften zwar erleichtern, von Interreg-Neulingen hingegen als «geschlossener Club» wahrgenommen würde. Um zu vermeiden, dass Akteure mit langjähriger Interreg-Erfahrung etwa in der Antragsphase im Vorteil sind, sollten neue Akteure aus Sicht einzelner Befragter verstärkt gefördert und gecoacht werden. Als eine vielversprechende Möglichkeit wird von einigen Akteuren vorgeschlagen, Projektideen zu pitchen: dadurch werde deutlich, welche Akteure teilnehmen – und welche Projektthemen eventuell spannend sein könnten.

### **Verbesserungsbedarf in der Kommunikation von Interreg-Projekten**

Einige befragte Akteure fänden es wünschenswert, wenn Interreg bekannter wäre – andere sehen das weniger kritisch. Entscheidend sei letztlich der Erfolg des eigentlichen Projekts. Bei politischen Akteuren sei die Bekanntheit des europäischen Förderprogramms stark personenabhängig. Teilweise müsse man immer wieder aufs Neue den Nutzen von Interreg erklären. Insgesamt sei die Kommunikation abhängig von der Ebene: In den Regionen beispielsweise könne die fachliche Schiene von grösserem Interesse sein als die Tatsache, dass das Projekt im Rahmen des Interreg-Programms laufe.

Ob Bund und Kantone Netzwerk-Treffen mit Schweizer Interreg-Akteuren organisieren sollten, wird von den befragten Akteuren der Projektebene geteilt gesehen: Aus Sicht mehrerer Projektpartner müssten solche Treffen fachlich begründet sein.

In den Fokusgruppengesprächen haben die befragten Akteure der Projektebene u.a. folgende Optimierungsmöglichkeiten genannt:

- Innerhalb der eigenen Institution der Projektträger könnten «Interreg-Coaches» als Ansprechpartner für Fragen zum Förderprogramm zur Verfügung stehen.
- Nach aussen hin könnten repräsentative Erfolgsgeschichten und Anekdoten zu Interreg-Projekten – etwa zu erfolgreicher Zusammenarbeit und Vernetzung – verstärkt kommuniziert werden.
- Gegenüber Schweizer Akteuren sollte deutlicher kommuniziert werden, wie verhältnismässig unbürokratisch Interreg-Projekte für sie seien.

In der Fokusgruppe der Programmebene wurde zudem angeregt, die Ergebnisse der Projekte vereinfacht darzustellen. Ein Hindernis in der Kommunikation sei oft, dass Projektbeschreibungen häufig lediglich auf Englisch zur Verfügung stünden und sehr technisch dargestellt seien. Des Weiteren wurde angemerkt, dass soziale Medien zur Kommunikation von Interreg verstärkt genutzt werden – dies sei jedoch mit einem hohen Arbeitsaufwand verbunden.

## **4.3. Wirkungen**

Was ist aus Sicht der Befragten der konkrete Mehrwert von Interreg B-Projekten? Dieser Abschnitt fasst die zentralen Aussagen zu den Wirkungen zusammen. Im Fokus stehen die internationale Vernetzung, die ökonomische Wertschöpfung sowie die Beurteilung der Wirkungen.

### **Internationale Vernetzung und gemeinsame Problemlösungen als zentrale Mehrwerte**

Sich international zu vernetzen, gemeinsame Problemlösungen zu entwickeln und über Grenzen hinweg zu kooperieren: das sind laut den befragten Akteuren die zentralen Mehrwerte des Förderprogramms Interreg B.

- Internationales Netzwerk: Unisono wird von allen Teilnehmenden der Fokusgruppen, die Möglichkeit, sich international zu vernetzen als elementare Wirkung von Interreg B hervorgehoben.
- Niederschwellige Kontaktaufnahme: Interreg biete eine niederschwellige Möglichkeit, mit internationalen Partnern an einen Tisch zu kommen. Ohne das Programm würden diese wohl nie in Kontakt miteinander stehen. Von dem internationalen Austausch könnten im Endeffekt nicht nur die Projektteilnehmenden selber sondern auch die Akteure im Umfeld profitieren. Langfristig würden solche Projekte die Tür zwischen der Schweiz und der EU offenhalten.
- Austausch ohne Konkurrenzverhältnis: Als Vorteil erachtet werde, dass man mit den internationalen Partnern in keinem Konkurrenzverhältnis stehe. Im Gegenteil: man profitiere von deren Erfahrungen. Gemeinsam sei man stärker, als wenn jeder für sich allein agiere. Aus Sicht der Programmebene biete Interreg B die Möglichkeit, dass Institutionen, die sonst nicht zusammenarbeiten würden, gemeinsam Problemlösungen entwickeln könnten. Als zentral angesehen wird zudem, dass ein gemeinsames Anliegen respektive Problem eine wichtige Voraussetzung für ein Projekt sei: es müsse Sinn ergeben, wenn verschiedene Partner aus mehreren Ländern zusammenarbeiten würden.

### **Wertschöpfungseffekte sind aus Sicht der Befragten eher indirekter Art**

Die Wirkung von Interreg V B auf die Wertschöpfung sind nach Einschätzung der Befragten eher indirekter Art: Die Netzwerke werden als wichtige Basis für Innovationen und Weiterentwicklung der beteiligten Institutionen gesehen. Würden die Kontakte einmal bestehen, könnten sich weitere Projekte daraus ergeben. Schweizer Partner, die sich im Rahmen von Interreg einen Namen gemacht hätten, seien auch für weitere Kooperationen und Vorhaben attraktiv. Die Wirkung der transnationalen Zusammenarbeit könne sich somit über den Projektzeitraum hinaus entfalten.

- Projekte mit Pilot-Charakter: Aus Sicht der befragten Projektträger biete Interreg B die Möglichkeit, in einer Art «Labor» bestimmte Methoden oder Produkte in verschiedenen Ländern auszuprobieren. Von diesen Erfahrungen würde man gegenseitig profitieren. Der Wissenstransfer sei gerade für kleine Akteure, etwa NGOs, von grossem Nutzen.
- Interreg B-Projekte als Türöffner für weitere Projekte: Einige Projektpartner heben hervor, dass sie sich dank des Netzwerkes besser für künftige Arbeiten positioniert hätten. Es seien

Aufträge aus dem Ausland generiert worden, die es ohne Interreg B wohl nicht gegeben hätte.

- Generell sei es schwierig, konkrete Wirkungen auf die Wertschöpfung zu definieren. Möglicherweise könnten andere Regionen von den Methoden profitieren, die in bestimmten Interreg B-Projekten angewendet würden. Zudem können die Projekte aus Sicht einiger Akteure zu einer Verbesserung der generellen Rahmenbedingungen in den Regionen (zum Beispiel Grundversorgung) beitragen. Aus Sicht der Programmebene sei es schwierig zu sagen, ob Interreg B-Projekte über den Projektzeitraum hinaus, Arbeitsplätze schaffen würden. Angesichts der begrenzten Fördermittel sei es wichtig, realistisch zu sein. Es gebe indes Beispiele von Projekten aus früheren Förderperioden, die durchaus nachhaltig wirken und heute noch laufen würden.

#### **Die Wirkungsanforderungen sind aus Sicht der Projektträger nicht immer angemessen**

Der geforderte Nachweis der ökonomischen Wirkungen wird aus Sicht der Projektträger zum Teil überstrapaziert (vgl. auch Kapitel 4.1). Viele der Befragten sind der Ansicht, dass Interreg B-Projekte – etwa angesichts der kurzen Dauer – nicht nach harten ökonomischen Kriterien beurteilt werden sollten.

- Auch wenn der Aspekt der Wertschöpfung berechtigt sei – bei der Antragsstellung müsse zu viel Energie in diese Frage gesteckt werden. Generell sei es teilweise gar nicht möglich oder zumindest schwierig, die ökonomischen Effekte eines Projektes mit einer dreijährigen Projektdauer seriös einzuschätzen.
- Die jeweiligen Projektthemen sollten bei der Beurteilung genau betrachtet werden: Bei einigen würden Ziele mit grösserem Zeithorizont im Vordergrund stehen (z.B. die Vermeidung von Umweltschäden). Es müsse anerkannt werden, dass sich die Wirkungen häufig erst auf längere Sicht entfalten würden.
- Interreg B-Projekte sollten aus Sicht vieler Befragter fair beurteilt werden. Die Wirkungen sollten über Aspekte gemessen werden, die allein quantitativ nicht zu erkennen seien. Es wird angeregt, langfristige Wirkungen rückwirkend zu evaluieren. Beispielsweise könne untersucht werden, was aus den Projekten der zweiten oder dritten Förderperiode geworden sei und wie viele Arbeitsplätze bei Akteuren die regelmässig Interreg B-Projekte durchführen, entstanden seien.

## 5. Beurteilung und Empfehlungen

Der Bericht schliesst mit einer Beurteilung sowie Empfehlungen des Evaluationsteams zu möglichen Optimierungsansätzen der Schweizer Beteiligung an Interreg B. Das Kapitel gliedert sich nach der Struktur der Evaluationsfragen (vgl. Kapitel 1.2).

### 5.1. Konzept

**Die Integration von Interreg in die NRP hat sich grundsätzlich bewährt.**

*Wie haben sich Interreg und die Schweizer Beteiligung weiterentwickelt (seit 2007-2013)? Ist die Konzeption von Interreg V in der Schweiz in sich und hinsichtlich der Ziele der NRP, des Mehrjahresprogramms und weiterer Instrumente kohärent? Inwieweit konnte der Fokus der NRP in die Programmgestaltung aufgenommen werden?*

In Interreg IV war die Integration von Interreg in die NRP für die beteiligten Schweizer Akteure noch Neuland. Mit der jetzigen Förderperiode ist diese Integration konsequent fortgesetzt worden und hat sich aus unserer Sicht mittlerweile gut etabliert. Trotz der Kritik einiger Projektträger an der Konzeption ist aus unserer Sicht die Integration von Interreg in die NRP nicht per se in Frage zu stellen. Die Zielorientierung der NRP hilft sowohl dem Bund als auch den Kantonen, die knappen Mittel zielgerichtet einzusetzen. Nach aussen hin ist es als klares Signal einzustufen, dass nicht alle Projektideen finanziert werden können. Insgesamt lässt sich festhalten, dass die Kohärenz mit den Zielen der NRP gegeben ist, sowohl auf Ebene des Bundes wie auch – soweit sich das abschätzen lässt – auf Ebene der Kantone (Kohärenz mit den kantonalen Umsetzungsprogrammen). Dank der konzeptionellen Flexibilität auf Bundesebene, auch Projekte von nationaler strategischer Bedeutung zu finanzieren, besteht eine gewisse thematische Flexibilität, was angesichts der besonderen Stellung von Interreg in der NRP positiv zu bewerten ist.

Konzeptionelle Unterschiede zwischen der Schweiz und der EU sind zwar nach wie vor vorhanden – u.a. aufgrund der unterschiedlichen gesetzlichen Grundlagen – stellen allerdings kaum Hindernisse dar. Aufgrund der ebenfalls stärkeren Wirtschaftsorientierung der EU in der Programmgestaltung von Interreg V hat eine Angleichung stattgefunden, die im Hinblick auf die Frage der Kohärenz zwischen Interreg und der NRP förderlich war.

### **Fehlende Flexibilität auf kantonaler Ebene könnte interessante Projekte bremsen.**

*Gibt es Probleme auf Konzeptebene? Sind Probleme auf die Integration von Interreg V in die NRP zurückzuführen?*

Ein generelles Problem auf Konzeptebene können wir nicht feststellen. Herausforderungen ergeben sich allerdings angesichts der unterschiedlichen Ausgangslage von Bund und Kantonen: Im Unterschied zum Bund gibt es in vielen Kantonen keine klaren Verantwortlichkeiten für Interreg B, und wenn, liegen diese nicht immer bei den NRP-Ämtern. Und während der Bund auch Projekte von «nationaler strategischer Bedeutung» innerhalb der NRP unterstützen kann, fehlt ein solches Pendant auf Ebene der Kantone. Für Projektträger mit Projekten von nationaler strategischer Bedeutung bedeutet dies, dass sie auf kantonaler Ebene zusätzliche Überzeugungsarbeit leisten und etwa Fachämter zur Mitfinanzierung bewegen müssen. In Einzelfällen könnte dies dazu führen, dass interessante Projekte keine Finanzierung bekommen und deshalb nicht zustande kommen.

#### **Empfehlung 1: Die NRP-Orientierung nicht zu starr auslegen.**

Konzeptionell soll sich Interreg B in der Schweiz weiterhin an den Zielen der NRP orientieren. Den involvierten Bundesämtern SECO und ARE wird jedoch empfohlen, den NRP-Fokus in der Beurteilung von Projektideen nicht zu starr auszulegen und dem besonderen Charakter von Interreg B als ein nicht typisches NRP-Instrument gerecht zu werden. Dies gilt ebenso für die Kantone. Eine gewisse Flexibilität auf konzeptioneller Ebene, die zum einen den Wert von Vernetzung und transnationalen Netzwerken anerkennt und zum anderen auch Raum für innovative und nicht voll NRP-konforme Projektideen lässt, wäre wünschenswert.

### **Zur Verknüpfung von EUSALP mit dem Alpenraumprogramm bestehen Unklarheiten.**

*Wie kann EUSALP künftig besser mit dem Alpine Space-Programm verknüpft werden?*

Die Gespräche und Interviews zeigen aus unserer Sicht deutlich, dass auf allen Seiten grosse Unklarheiten bezüglich des gegenwärtigen Verhältnisses zwischen EUSALP und dem Alpenraumprogramm und einer allfälligen stärkeren Verknüpfung in Zukunft bestehen. Es ist beispielsweise unklar, ob überhaupt eine engere Verknüpfung von Schweizer Seite gewünscht ist, zumal teilweise die Befürchtung besteht, das Alpine Space-Programm werde zur Umsetzung von EUSALP instrumentalisiert. Auch wissen die Akteure in der Schweiz offenbar kaum, was genau die EU mit der Strategie beabsichtigt. Vor dem Hintergrund dieser diffusen Informationslage und dem beschränkten Mandat, ist es dem Evaluationsteam nicht möglich, eine abschlies-

sende Beurteilung zur Verknüpfung von EUSALP und Interreg vorzunehmen. Positiv hervorzuheben ist das erfolgreiche Bemühen, Schweizer Akteure des Alpenraumprogramms in den strategisch wichtigen EUSALP-Aktionsgruppen zu platzieren und sicherzustellen, dass der Informationsfluss zwischen dem Alpenraumprogramm und EUSALP damit gewährleistet ist.

**Empfehlung 2: Die Verknüpfung von EUSALP mit dem Alpenraumprogramm bald klären.**

Den Interreg-B-Verantwortlichen des ARE empfehlen wir – soweit sie darauf in den entsprechenden Gremien Einfluss nehmen können – eine zeitnahe Klärung des gegenwärtigen und des gewünschten Verhältnisses zwischen EUSALP und dem Alpenraumprogramm. Gemeinsam mit den an EUSALP beteiligten Schweizer Akteuren (u.a. den Schweizer Partnern in den Aktionsgruppen) sollten Unklarheiten behoben und erörtert werden, welche Strategie die Schweiz hinsichtlich der künftigen Ausrichtung verfolgen sollte: eine tendenziell stärkere Verknüpfung von EUSALP und dem Alpenraumprogramm oder nicht? Generell empfehlen wir, die Verknüpfung transparenter zu kommunizieren, v.a. um das Verständnis der Projektträger zu erhöhen.

## 5.2. Umsetzung

**Die Zusammenarbeit der Verantwortlichen zwischen ARE und SECO funktioniert reibungslos.**

*Konnten die Ziele in der Vereinbarung ARE/SECO erreicht werden? Erfolgt die horizontale Zusammenarbeit in effektiver Weise? Ist die etablierte Governance zweckmässig?*

ARE und SECO arbeiten im Rahmen des Interreg B-Programms gut zusammen. Die horizontale Zusammenarbeit ist aus unserer Sicht effektiv. Die Zusammenarbeit wird wie in der Zusammenarbeitsvereinbarung festgelegt gelebt. Die Zuständigkeiten und Rollen sind klar und dennoch besteht auch genügend Flexibilität in der Zusammenarbeit. Auf beiden Seiten besteht ein gegenseitiges Verständnis und Vertrauensverhältnis, was hilft, Probleme und Schwierigkeiten fallweise anzusprechen und gemeinsam zu lösen. Die positive Zusammenarbeit dürfte nicht zuletzt den jahrelangen Erfahrungen der zuständigen Mitarbeitenden mit dem europäischen Förderprogramm zu verdanken sein. Interreg B dient damit als Positivbeispiel für eine sehr gut funktionierende ämterübergreifende Zusammenarbeit.

**Die Betreuung der Schweizer Projektpartner durch das ARE ist gut. In der Zusammenarbeit der Partner mit den Kantonen gibt es teilweise Verbesserungsbedarf.**

*Erfolgt die vertikale Zusammenarbeit in effektiver Weise? Wie gestaltet sich die Abstimmung mit den NRP-Fachstellen, wie die Abstimmung mit den europäischen Projektpartnern? Welche Schwierigkeiten haben Schweizer Projektpartner? Gibt es Probleme auf der Umsetzungsebene?*

Die Zusammenarbeit zwischen **ARE und den Projektpartnern** im Rahmen des Interreg B-Programms ist aus unserer Sicht sehr gut. Trotz bescheidenen personellen Ressourcen nehmen die Programmverantwortlichen des ARE eine proaktive Rolle wahr. Sie unterstützen (potenzielle) Projektpartner zielgerichtet – etwa bei administrativen Fragen und ermöglichen und vereinfachen Akteuren den Zugang zu Interreg, die sich ohne diese Unterstützung kaum mit dem Förderprogramm auseinandergesetzt hätten.

Eine pauschale Beurteilung der vertikalen Zusammenarbeit zwischen **Kantonen und den Projektpartnern** ist aus unserer Sicht nicht möglich: Zu unterschiedlich sind die Eindrücke und Erfahrungen der befragten Akteure der Projektebene. Problematisch ist, dass vielen Akteuren die zuständigen Fachstellen respektive Ansprechpersonen für das Interreg B-Programm nicht eindeutig klar sind. Zudem sind die Abläufe und Bedingungen je nach Kanton verschieden. Für einen reibungslosen Projektablauf können diese Unklarheiten und Unterschiede zwischen den Kantonen hinderlich sein, vor allem für Projekte, die auf Schweizer Seite kantonsübergreifend aufgestellt sind.

Die Umsetzung der Projekte auf Schweizer Seite verläuft ansonsten in der Regel unproblematisch. Ihre transnationale Verankerung ist – soweit sich das aus der Schweizer Optik beurteilen lässt – gut. Die teilweise unterschiedlichen Anforderungen der EU und der Schweiz an die Projektträger (bei Projekteingabe und Abwicklung) führen im Projektalltag kaum zu Schwierigkeiten. Vielmehr können die Schweizer Projektpartner dank der weniger aufwändigen Controlling-Anforderungen und der administrativen Unterstützung des Bundes ihre Ressourcen stärker in die eigentliche Projektarbeit investieren als ihre europäischen Projektpartner.



**Empfehlung 3: Proaktive Rolle des Bundes beibehalten, auf kantonaler Ebene Zuständigkeiten aktiv kommunizieren.**

Wir empfehlen dem **ARE** die Zusammenarbeit mit den Projektpartnern weiterzupflegen wie dies bislang der Fall ist. Optimierungsmöglichkeiten gäbe es allenfalls in der Kommunikation: Sofern es die Ressourcen zulassen, könnte der Bund versuchen, weitere Akteure für Interreg zu gewinnen, etwa indem verstärkt eine Art Projektcoaching für Interreg-Neulinge angeboten würde oder die kantonalen Stellen stärker für Interreg B sensibilisiert würden.

Den **Kantonen** empfehlen wir, klar zu kommunizieren, welche Personen und Fachstellen für das Interreg B-Programm zuständig sind und dies auch innerhalb der Kantonsverwaltung bekannt zu machen. Insbesondere bei Personalwechseln ist darauf zu achten, dass der Wissenstransfer zu Interreg B sichergestellt ist. Bedingungen und Prozesse zur Antragsstellung und Projektbegleitung sollten gegenüber den (potenziellen) Projektpartnern frühzeitig kommuniziert werden. Langfristig liesse sich so eine effektivere Zusammenarbeit zwischen den Akteuren der Projektebene und der kantonalen Ebene sicherstellen.

**Interreg B ist nur einem beschränkten Kreis von Akteuren bekannt.**

*Wie kann die politische Unterstützung verbessert werden?*

Interreg B ist häufig nur innerhalb der «Szene» bekannt, bei einigen politischen Akteuren und Kantonsstellen hingegen kaum. Viele wissen gar nicht, dass es neben Interreg A auch die Ausrichtungen B und C gibt. Die Skepsis gegenüber einem europäischen Instrument ist teilweise gross, es bestehen auch Vorurteile («zu bürokratisch, zu kompliziert»), die die Schweizer Projektträger zumindest auf Schweizer Seite nicht bestätigen würden.

**Empfehlung 4: Die Zielgruppen über Interreg B aktiver informieren.**

Mögliche Vorurteile abbauen und die Vorteile der transnationalen Zusammenarbeit betonen: Das sind aus unserer Sicht zwei zentrale Punkte, um dem Programm mehr Schub zu verleihen. Dabei empfiehlt sich eine stufengerechte Kommunikation, die je nach Ebene entweder das Instrument Interreg B oder die Inhalte und Projektergebnisse in den Vordergrund stellt. Mit Blick auf die kantonale Ebene erscheint es uns zentral, dass grundlegende Informationen zum Förderprogramm wie die beispielsweise die Unterschiede zwischen Interreg A und Interreg B aber auch Teilnahmebedingungen, Laufzeiten etc. regelmässig innerhalb und ausserhalb der kantonalen Verwaltungen kommuniziert werden. Auf der Fachebene sollten die Themen, die konkreten Projektergebnisse und der konkrete Nutzen im Zentrum der Kommunikation stehen, damit Interreg B nicht als abstraktes Instrument wahrgenommen wird. Projektträgern empfehlen wir,

ein verstärktes Augenmerk auf die Kommunikation der Projektergebnisse zu legen – auch um den Mehrwert der Projekte zu verdeutlichen. Dazu ist eine einfache und klare Sprache nötig. Spezifische Massnahmen auf politischer Ebene etwa die Gründung eines politischen Begleitgremiums oder auf Politiker fokussierte Kommunikationsmassnahmen empfehlen wir nicht. Vielmehr soll auf verschiedenen Ebenen der konkrete Nutzen von Interreg B in den Vordergrund gestellt werden und so indirekt auf politischer Ebene die Bekanntheit von und die Unterstützung für Interreg B positiv beeinflusst werden.

### 5.3. Wirkungen

*Welchen Beitrag leisten Interreg B Programme zur Erreichung der Ziele der NRP? Welchen Beitrag leisten Interreg B Programme zur Erreichung der europäischen Integration resp. Vernetzung? Welchen Mehrwert generieren die Projekte? Können auf Projektebene die beabsichtigten Ziele erreicht werden? Gibt es Probleme auf Wirkungsebene?*

#### **Transnationale Netzwerke können von langfristigem Nutzen sein**

Transnationale Netzwerke, die dank Interreg B entstehen, sind ein zentraler Mehrwert dieser Projekte und können nach unserer Einschätzung von grossem langfristigen Nutzen sein. Interreg B bietet Schweizer Projektpartnern die Möglichkeit, sich auf vergleichsweise unbürokratische Weise mit Partnern aus der EU zu vernetzen, zu kooperieren und über die Grenzen hinweg praxisnahe Lösungen für gemeinsame Probleme zu erarbeiten. Von den geknüpften Kontakten und Projektergebnissen können langfristig auch andere Akteure aus der Schweiz profitieren, die nicht in die Projekte selbst involviert sind.

#### **Klarer Bezug zwischen den beabsichtigten Projektzielen und den Zielen der NRP**

In den Finanzierungsvereinbarungen zwischen dem Bund und den Projektpartnern wird nach unserer Einschätzung mehrheitlich schlüssig dargelegt, wie ein Projekt zu den Zielen der NRP bzw. zu Zielen von nationaler strategischer Bedeutung beitragen soll. Dies sagt zwar noch nichts über die tatsächlichen Wirkungen, aber etwas über Wirkungszusammenhänge und beabsichtigte Wirkungen aus. Aufgrund dieser Grundlagen kann mehrheitlich von einer klaren Zielorientierung ausgegangen werden. Es ist aus unserer Sicht gerechtfertigt, die bestehenden Projekte im Rahmen des Interreg B-Programms aus Mitteln der NRP mitzufinanzieren. Ob die beabsichtigten Ziele aber tatsächlich erreicht werden, kann nach dieser kurzen Laufzeit nicht abgeschätzt werden.

### **Der Beitrag der Interreg B-Projekte zu den Zielen der NRP zeichnet sich vor allem indirekt ab**

Interreg B trägt aus unserer Sicht vor allem indirekt zu den Zielen der NRP bei. Viele Projektträger konnten überzeugend darlegen, dass sie dank der internationalen Netzwerke für künftige Kooperationen und Folgeaufträge besser positioniert sind. Faktoren wie internationales Netzwerk, besseres Verständnis im Umgang mit Partnern aus dem Ausland, Einblicke in Lösungsansätze anderer Regionen können die langfristige Wertschöpfung in der Schweiz positiv beeinflussen. Auch wenn die kurzfristigen Wirkungen schwer messbar sind, können Interreg B-Projekte langfristig die involvierten Institutionen stärken und die Entwicklung konkreter Produkte und Lösungen anstossen, die auf längere Sicht zu einer Wertschöpfung beitragen. Dass durch die bestehenden Netzwerke nachweislich Folgeprojekte ausserhalb von Interreg entstanden sind, zeigt deutlich auf, dass dank Interreg B auch darüber hinaus ein Beitrag zur Wertschöpfung in der Schweiz geleistet werden kann.

### **Gemeinsames Arbeiten an Inhalten steht für Schweizer Akteure im Vordergrund**

Schweizer Projektträger erhalten im Vergleich zu Projektpartnern aus EU-Ländern einen deutlich geringeren Kofinanzierungsanteil. Dass sie sich dennoch an Interreg B-Projekten beteiligen, verdeutlicht, dass sie aus dem Programm einen konkreten inhaltlichen Mehrwert ziehen und dieses nicht rein zur langfristigen Finanzierung von Projektstellen nutzen. Dies ist im Hinblick auf die Beurteilung von Interreg B in der Schweiz positiv zu werten und deutet darauf hin, dass die Schweizer Akteure daran interessiert sind, gemeinsame Lösungen zu entwickeln.

### **Interreg-Projekte sind konzeptionell anders gelagert als klassische NRP-Projekte**

Bei der Beurteilung der Wirkungen von Interreg B sind folgende Aspekte zu beachten: Zum einen sind Interreg B-Projekte konzeptionell anders gelagert als klassische NRP-Projekte, da immer auch das Ziel der europäischen Vernetzung mitschwingt. Zum anderen sind die finanziellen Mittel, die Schweizer Partnern zur Verfügung stehen, verhältnismässig gering.

### **Empfehlung 5: Die Wirkungen von Interreg B-Projekten angesichts der spezifischen Eigenschaften des Programms breiter und über einen längeren Zeitraum beurteilen.**

Dem spezifischen Charakter von Interreg B-Projekten ist bei der Beurteilung Rechnung zu tragen. Obwohl auch bei Interreg B-Projekten inhaltliche Ziele im Vordergrund stehen müssen und Vernetzung und Zusammenarbeit primär ein Mittel zur Erreichung dieser Ziele sind, ist eine rein auf NRP-Kriterien ausgerichtete Beurteilung nicht zielführend. Lohnenswert wäre es, eine Einschätzung der längerfristigen Effekte von Interreg B (z.B. seit Interreg III) vorzunehmen, etwa zu folgenden Fragen: Welche Partnerschaften haben sich durch Interreg B entwickelt und haben Bestand? Was ist aus früheren Projekten entstanden? Sind die Projekte in irgendeiner

Form weitergegangen? Sind aus Interreg-Netzwerken weitere Projekte entstanden? Solche Analysen würden helfen, der Nutzen transnationaler Netzwerke sowie den Mehrwert der Projekte besser einzuschätzen.

## Literatur

**ARE 2014:** INTERREG B Alpenraumprogramm 2014-2020, Infoblatt, Bundesamt für Raumentwicklung ARE, Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, Bern, 2014.

**ARE 2017:** Projekte – Interreg VB Alpine Space, Interreg VB North-West Europe, Stand April 2017, Bundesamt für Raumentwicklung ARE, Bern, 2017.

**ARE 2018:** Programm Alpenraum, Bundesamt für Raumentwicklung ARE, abgerufen auf: <https://www.are.admin.ch/are/de/home/laendliche-raeume-und-berggebiete/internationale-zusammenarbeit/interreg/programm-alpenraum.html> (zuletzt geprüft am: 22.2.2018).

**ARE/SECO 2014:** Vereinbarung zwischen dem Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) und der Direktion für Standortförderung (DS) des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) über die Zusammenarbeit im Bereich der grenzübergreifenden Zusammenarbeit im Rahmen von Interreg V B, URBACT III und ESPON 2020 und der Makroregionalen Strategie Alpenraum (EUSALP), Bern, 2014.

**Interface 2016:** Evaluationsprogramm für das Mehrjahresprogramm 2016-2023 zur Umsetzung der NRP. Balthasar, A. und C, Strotz, Interface Politikstudien Forschung Beratung, Luzern 2016.

**Interreg Alpine Space Programme 2018:** What is the Alpine Space programme? Interreg Alpine Space, abgerufen auf: <http://www.alpine-space.eu/about/the-programme/what-is-the-alpine-space-programme-> (zuletzt geprüft am: 22.2.2018).

**regiosuisse 2018a:** Transnationale Programme (Interreg V B), regiosuisse – Netzwerkstelle Regionalentwicklung, abgerufen auf: <https://regiosuisse.ch/transnationale-programme-interreg-v-b> (zuletzt geprüft am: 22.2.2018).

**regiosuisse 2018b:** Makroregionale Strategie für den Alpenraum (EUSALP), regiosuisse – Netzwerkstelle Regionalentwicklung, abgerufen auf: <https://regiosuisse.ch/makroregionale-strategie-fuer-den-alpenraum-eusalp> (zuletzt geprüft am: 22.2.2018).

## Annex 2: Projektbeschreibungen und Zielbeitrag

### Projekte Alpine Space

Projekt Projekttitel	Projektziel	Beschreibung	Beitrag Schweiz	Zielbeitrag	NRP Rechtfertigung NRP
<b>AlpBioNet2030</b>	Festigung und Förderung der transnationalen Zusammenarbeit für den Naturschutz. Ermittlung von Gebieten mit hohem Konnektivitätspotenzial, wo dann eine Naturschutzstrategie getestet wird.	Zuständigkeit für den Projektschritt "alpenweit standardisierte Software zur Konnektivitätsanalyse", also Integration der Ergebnisse in eine webbasierte Plattform für die Analyse der ökologischen Konnektivität der Alpen.	Koordinierung der Tätigkeiten des Projekts und Beitrag zur Entwicklung eines transnationalen Berufsbildungsmoduls. Das CREPA erstellt im Wallis erste inventare des kulinarischen Erbes und organisiert Veranstaltungen zum Austausch von traditionellen Rezepten. Zusammenstellung der Rezepte in einer Smartphone App.	klassisch	Die Schweiz verfolgt eine nationale Biodiversitätsstrategie, in welcher auch die Sicherung der ökologischen Konnektivität enthalten ist. Das Projekt AlpsBioNet 2030 trägt zur Umsetzung der Ziele dieser Strategie bei (Umsetzung einer ökologischen Infrastruktur und Stärkung der internationalen Zusammenarbeit in dieser Thematik). Das Bundesamt für Umwelt unterstützt das Projekt finanziell.
<b>AlpFoodWay</b>	Förderung einer grenzüberschreitenden alpinen Identität auf Basis der gemeinsamen kulturellen Werte der Esskultur. Bewahrung und Vermarktung traditionsreicher Lebensmittel. Die Aufnahme der traditionellen alpinen Esskultur in die UNESCO Liste des immateriellen Kulturerbes wird angestrebt.	Koordinierung der Tätigkeiten des Projekts und Beitrag zur Entwicklung eines transnationalen Berufsbildungsmoduls. Das CREPA erstellt im Wallis erste inventare des kulinarischen Erbes und organisiert Veranstaltungen zum Austausch von traditionellen Rezepten. Zusammenstellung der Rezepte in einer Smartphone App.	Unterstützung der EUSALP Strategie in ihren drei Pfeilern: wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und Innovation, Mobilität und Erreichbarkeit, Umwelt und Energie. SAB ist Co-Leader der Aktionsgruppe 5 "Digitale Erreichbarkeit und besserer Zugang zu öffentlichen Dienstleistungen"	klassisch	Vorschlag einen innovativen Ansatzes, wie ausgehend vom kulinarischen Erbe das Potenzial der Randregionen durch die Schaffung und Entwicklung integrierter Systeme mit Mehrwert optimal genutzt werden kann. Der Projektansatz zielt darauf ab, durch die Identifizierung gemeinsamer kultureller Werte die mit der alpinen Ernährung verbunden sind, eine wirtschaftliche Entwicklung in den peripheren Alpengebieten durch die Stärkung integrierter Wertschöpfungsketten im Nahrungsmittelsektor unter Einbeziehung der Gemeinden zu schaffen.
<b>AlpGov</b>	Unterstützung einer effizienten Umsetzung der Makroregionalen Strategie für den Alpenraum (EUSALP). Schaffung von Synergien mit Alpenaktueren. Es soll eine Vorreiterrolle eingenommen werden in Bezug auf Gesamt-Governance-Strukturen.	Unterstützung der EUSALP Strategie in ihren drei Pfeilern: wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und Innovation, Mobilität und Erreichbarkeit, Umwelt und Energie. SAB ist Co-Leader der Aktionsgruppe 5 "Digitale Erreichbarkeit und besserer Zugang zu öffentlichen Dienstleistungen"	Unterstützung der EUSALP Strategie in ihren drei Pfeilern: wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und Innovation, Mobilität und Erreichbarkeit, Umwelt und Energie. SAB ist Co-Leader der Aktionsgruppe 5 "Digitale Erreichbarkeit und besserer Zugang zu öffentlichen Dienstleistungen"	technische Unterstützung	Die Schweiz und die Schweizer Kantone sind vollwertige Partner von EUSALP und ist im Executive board von EUSALP vertreten und macht in verschiedenen Aktionsgruppen mit. Die verschiedenen Aktivitäten die im Rahmen dieser Strategie entstehen werden, werde zu den verschiedenen Bereichen der NRP beitragen. Das Projekt AlpGov setzt ein Rahmen ein, um diese Aktivitäten ermöglichen zu können.
<b>Care4Tech</b>	Umwandlung der dezentralen Forschungs-, Technologie- und Innovationskreisen des Alpenraums in eine EU-weit führende Arena zur Wissensentwicklung.	Forschung und Wissen in die Praxis umsetzen, d.h. in marktfähige Produkte und Dienstleistungen. Unterstützung von Start-ups. Aktivitäten zur Verbesserung des Technologietransfers von der Wissenschaft in die Praxis.	Forschung und Wissen in die Praxis umsetzen, d.h. in marktfähige Produkte und Dienstleistungen. Unterstützung von Start-ups. Aktivitäten zur Verbesserung des Technologietransfers von der Wissenschaft in die Praxis.	klassisch	Durch Schaffung von Technologietransfer und Kooperationsmodellen, wird die Innovation der hier ansässigen Unternehmen gefördert. Sie erhalten transnationale Marktzugänge in den Regionen der Projektpartner (Lombardie, Südtirol, Österreich, Rhône-Alpes, Baden-Württemberg, Bayern, Slowenien) und den entsprechenden Nachbarländern. Durch die Wiederwertbarkeit der Resultate werden Strategien erarbeitet, um auch für zukünftige Innovation entsprechende Marktzugänge für Schweizer Unternehmen zu erhalten.
<b>C-TEMAIP</b>	Aufgrund der Alterung der Bevölkerung im Alpenraum besteht Gefahr von Betriebschliessungen oder problematischen Betriebsübertragungen. Förderung von Innovation und Steigerung der Diversifizierung in KMUs sowie das Testen von grenzüberschreitenden Unternehmensnachfolgen. Harmonisierung des EU-Rechts für Unternehmensübertragungen.	Analyse der Supportleistungen und des Potenzials für KMUs. Erarbeitung eines Handbuchs sowie Teilnahme und Organisation von "Alpcafés", wo mit betroffenen Akteuren und KMUs Überlegungen und Herausforderungen ausgetauscht werden.	Analyse der Supportleistungen und des Potenzials für KMUs. Erarbeitung eines Handbuchs sowie Teilnahme und Organisation von "Alpcafés", wo mit betroffenen Akteuren und KMUs Überlegungen und Herausforderungen ausgetauscht werden.	klassisch	Das Thema Unternehmensnachfolge unterstützt die „Verbesserung der Innovation und der Wettbewerbsfähigkeit als Beitrag zur wirtschaftlichen Entwicklung“, indem es den Fortbestand von KMU durch gute Vorbereitung, Unterstützung und Begleitung bei der Übergabe von Unternehmen sichert. Gleichzeitig bietet die Unternehmensnachfolge auch eine grosse Chance zur strategischen Erneuerung und Stärkung der Innovationskraft und letztlich Wettbewerbsfähigkeit von KMU. Indem das Projekt Unterstützungsangebote zur Unternehmensnachfolge im Alpenraum eruiert und auch vernetzen will, leistet das Projekt auch einen Beitrag zur Vernetzung von Wirtschaftsräumen und Unternehmen.

Projekt	Beschreibung	NRP
<p><b>GRETA</b></p>	<p>Bessere Nutzung des Grundwassers als Energiequelle und -speicher im Rahmen eines Pilotversuchs in der Gemeinde Davos. Prüfung von Methoden zur Charakterisierung von Grundwasserleitern im Alpengebiet. Erarbeitung verschiedener Tools zum Verständnis der Grundlagen für die Nutzung der entsprechenden Ressourcen.</p>	<p>Bessere Nutzung von bisher nur wenig ausgeschöpftes Potential bei der direkten Nutzung von Grundwasser als Energiequelle und Energiespeicher. Dieses Projekt trägt deshalb zum Ziel „Generierung von Wertschöpfung aus natürlichen Ressourcen und kulturellen Gütern“ zu. Die Stadt Davos und der Kanton Graubünden werden diese Forschungsarbeiten mitfinanzieren und dann konkret umsetzen. Das Bundesamt für Energie (BFE) wird die Ergebnisse an alle Kantone weiterleiten.</p>
<p><b>HyMoCares</b></p>	<p>Entwicklung eines Konzeptrahmens und operativer Werkzeuge zur Integration der Ökosystemleistungen in die Planung und Bewirtschaftung von Flusseinzugsgebieten in der Alpenregion. Schwerpunkt auf den Einflussfaktoren für die Fluss-Hydromorphologie.</p>	<p>Das Projekt trägt zum Ziel Z6 "Ökosystemleistungen bewerten" der Biodiversitätsstrategie bei. Die im Projekt gewonnenen Erkenntnisse können für weitere Einzugsgebiete in der Schweiz eingesetzt werden, was die nationale Tragweite des Projektes sicherstellt. Beide Schweizer Projektpartner sind zudem Mitglieder der Schweizerischen Hydrologischen Kommission (CHy) und können die Ergebnisse des Projektes weiterverbreiten.</p>
<p><b>IMEAS</b></p>	<p>Etablierung des Alpenraums als erfolgreicher Partner des "neuen Energie-Deals" der EU für Energieeffizienz und erneuerbare Energien. Partner aus den Bereichen Technik, Soziologie und Raumplanung erarbeiten eine einheitliche Methode sowie ein Leitfadens für die Erarbeitung von Roadmaps.</p>	<p>Das Projekt IMEAS trägt zu den Zielen der Energiestrategie 2050 bei, insbesondere in Bezug auf die Reduzierung des Stromverbrauchs. Die Ergebnisse des Projekts können von anderen Schweizer Gemeinden genutzt werden. Das CREM ist in verschiedenen Beratungsgremien von EnergieSchweiz und SIA vertreten und fungiert auch als Beratungsgremium für die Energiestädte. Es wird daher viele Gelegenheiten geben, die Ergebnisse des Projekts umfassend zu verbreiten. IMEAS kann somit als ein Projekt von nationaler strategischer Bedeutung im Bereich der Energieeffizienz betrachtet werden.</p>
<p><b>INTESI</b></p>	<p>Analyse von allen Grundversorgungsstrategien im gesamten Alpenraum, Erstellen von regionalen Profilen für 10 Testgebiete, Umsetzung von Politaktivitäten und Ausarbeitung von Empfehlungen. Der INTESI Think Tank soll Grundversorgungserbringer, Verwaltungen und andere relevante Akteure zusammenbringen.</p>	<p>Gute Grundversorgungsdienstleistungen sind eine wichtige Voraussetzung für die Standortqualität von Unternehmen und die Lebensqualität von Menschen. Das INTESI Projekt wirkt der Tendenz, im peripheren ländlichen Raum Dienstleistungen abzubauen, entgegen und leistet einen Beitrag dazu, das Angebot von Grundversorgungsdienstleistungen besser zu verknüpfen, Synergien aufzuzeigen und neue, innovative Lösungen zu finden. Durch dieses Projekt können also die Lebens- und Wohnqualität des polyzentrischen Netzes von Städten und Gemeinden erhalten und Grundversorgungsdienstleistungen schlussendlich auch wirtschaftlicher erbracht werden. Das Projekt INTESI leistet daher einen Beitrag zur Umsetzung der im Bericht über die Grundversorgung in der Infrastruktur (2004) verfassten Ziele und des Ziel 1 des Raumkonzepts Schweiz.</p>
<p><b>PEACE Alps</b></p>	<p>Unterstützung der Gemeinden bei der Umsetzung nachhaltiger Energieaktionspläne sowie gemeindeübergreifende Koordination konkreter Massnahmen. Fokus auf Energiemanagement, energetischer Sanierung von öffentlichen Gebäuden, Beleuchtung und Anpassung an den Klimawandel.</p>	<p>Das Projekt PEACE Alps trägt zu den Zielen der Energiestrategie 2050 bei, insbesondere durch die Senkung des Stromverbrauchs. Die Ergebnisse des Projekts können von anderen Schweizer Gemeinden genutzt werden. PEACE Alps kann somit als ein Projekt von nationaler strategischer Bedeutung im Bereich der Energieeffizienz betrachtet werden.</p>

Projekt	Beschreibung	NRP
<b>PlurAlps</b>	<p>Förderung der territorialen Attraktivität und Entwicklung einer Wilkommenskultur in alpinen Gemeinden, mit dem Ziel den sozialen Zusammenhalt zu stärken. Erstellen eines transnational anwendbaren Analyseinstrumentes für eine mittel- bis langfristige Sozialplanung in Gemeinden sowie bessere Integration von Migrantinnen in den Arbeitsmarkt.</p>	<p>Das Projekt PlurAlps trägt zum Ziel einer Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit und deren Rahmenbedingungen der Schweizer Regionen bei, indem eine bessere Qualifizierung der Arbeitskräfte und eine Steigerung der Dienstleistungsqualität im Tourismusbereich fördert. In den Kantonen Wallis und Graubünden ist ein hoher Anteil an portugiesischen Personen zu verzeichnen, ebenso wie in der Region des Berner Oberlandes und in einzelnen Gemeinden des Kantons Obwalden. Hotel- und Restaurantbetriebe können zur Integration der ausländischen Bevölkerung beitragen. Die dank Integration geförderten Sprachkenntnisse verbessern die Bildungschancen und helfen, dem Fachkräftemangel entgegenzuwirken.</p>
<b>RockTheAlps</b>	<p>Erstellen eines regionalen Instrumentes für die Steinschlag-Risikozone im Alpenraum sowie eine harmonisierte Karte zu Steinschlagrisiken und Schutzwäldern für den ganzen Alpenraum.</p>	<p>Das Projekt trägt zum Ziel 2.9 "Siedlungen und Infrastrukturen sind angemessen vor Naturgefahren geschützt" der Strategie Nachhaltige Entwicklung (2016-2019) bei. Der Schutzwald ist die kostengünstigste Schutzmassnahme gegen Naturgefahren. Vor allem im Bereich der Verkehrsinfrastrukturen ist der Schutzwald die Basis der Schutzmassnahmen. Sechs Kantone – darunter die drei grössten Alpenkantone – beteiligen sich finanziell am Projekt und wollen die Ergebnisse nützen, was die nationale Tragweite des Projektes sicherstellt. Das Bundesamt für Umwelt (BAFU) hat 2015 ein Vorprojekt der Berner Fachhochschule finanziert und ist involviert im Projekt als Beobachter.</p>
<b>S3-4AlpClusters</b>	<p>Umsetzung von Strategien für intelligente Spezialisierung (S3) über Clusters um ein nachhaltiges und integratives Wachstum zu erzielen. Erstellen eines transnationalen Cluster-Aktionsplans, Analyse des S3-Belastungstests, Aufbau eines Innovationsmodells sowie Verbesserung der Rahmenbedingungen für Unternehmen.</p>	<p>Die Umsetzung intelligenter Spezialisierungsstrategien durch Cluster wird die Innovation im Alpenraum verbessern. Generell wird das Projekt S3-4AlpCluster die Rahmenbedingungen für Innovationen verbessern, um bestehende Arbeitsplätze zu erhalten und neue zu schaffen. Das Projekt ist daher mit den Zielen der NRP und v.a. mit dem Thema der Verbesserung der Innovationsfähigkeit der Schweizer Regionen und ihrer Rahmenbedingungen vereinbar.</p>
<b>ScaleUpAlps</b>	<p>Förderung des Upscaling von Start-ups im Alpenraum und die Alpenregion als gemeinsamen Raum für innovative Unternehmen und zur Schaffung von Arbeitsplätzen vermarkten. Erstellen eines Machbarkeitsplans mit Empfehlungen zum Wachstum der Start-up-Ökosysteme. Analyse von innovativen öffentlich-privaten Fördersystemen, Kongruenz von Unternehmen und Kapital, Gewinnung von Talenten sowie von offenem Marktzugang.</p>	<p>Durch die genannten Maßnahmen wird SCALE (up)ALPS direkt zum Ziel des NRP beitragen, Innovation und Wettbewerbsfähigkeit zu verbessern.</p>
<b>SPARE</b>	<p>Austausch und Nutzung von strategischen Planungsansätzen im Fließgewässermanagement über verschiedene räumliche und Verwaltungsebenen.</p>	<p>Das Projekt SPARE ist von nationaler strategischer Bedeutung und wird deshalb im Rahmen der NRP unterstützt. Das Projekt trägt zum Ziel Z1 "Nachhaltige Nutzung fördern" der Biodiversitätsstrategie bei. Ebenfalls werden Erkenntnisse zum Ziel Z 6 "Ökosystemleistungen bewerten" erwartet. Die im Projekt gewonnenen Erkenntnisse können für weitere integrale Einzugsgebietsmanagement Planungen in der Schweiz eingesetzt werden, was die nationale Tragweite des Projektes sicherstellt. Das Bundesamt für Umwelt unterstützt dieses Projekt finanziell.</p>



Projekt	Beschreibung	NRP
<p><b>The4Bees</b></p> <p>Änderung des Nutzerverhaltens in öffentlichen Gebäuden durch den Einsatz von innovativen Informations- und Kommunikationstechnologie-Anwendungen. Verringerung des ökologischen Fussabdruckes und Verbesserung der Energieeffizienz.</p>	<p>Im Rahmen des Pilotprojektes Strategien und IT-Instrumente ermitteln zur Untersuchung und Veränderung des Energienutzungsverhalten, Testen dieser Strategien und Instrumente. Aufbau eines Co-Creation Labs in der Schweiz, wo ein Austausch von Ideen unter Einbezug von wichtigen Akteuren stattfinden soll.</p>	<p>Das Projekt The4Bees ist Teil der Ziele "Verbesserung von Innovation und Wettbewerbsfähigkeit als Beitrag zur wirtschaftlichen Entwicklung" und "Vernetzung von Schweizer Unternehmen international und Schaffung von Verbindungen zum internationalen Markt". Das Projekt zielt darauf ab, innovative Anwendungen im Bereich der IKT-Dienstleistungen für Gebäudenutzer zu entwickeln. Durch den Austausch von Erfahrungen aus verschiedenen Ländern und für spezifische Anwendungen eröffnen sich Chancen für Partnerunternehmen, die sich in Co-Creation-Labors engagieren. Die Vernetzung der Unternehmen kann entweder direkt oder über die am Projekt beteiligten Cluster erfolgen. Die nahe gelegenen Märkte (FR, DE, IT, AT) sind für Schweizer KMUs relativ leicht zugänglich.</p>
<p><b>GoApply</b></p> <p>Transnationale Zusammenarbeit zur Analyse von gemeinsamen Stärken und Schwächen sowie der Vielfalt der Governance-Ansätzen in den verschiedenen Ländern. Festigung des bestehenden Netzes der nationalen Umweltbehörden in allen Alpenländern.</p>	<p>Auseinandersetzung mit der mehrstufigen Governance und der Integration der Umsetzung der nationalen Strategie zur Anpassung an den Klimawandel in die Sektorpolitik. Leitung des Arbeitspakets "Governance-Mapping" sowie Organisation eines internationalen Science-Practice Labs.</p>	<p>Nicht über NPR finanziert</p>
<p><b>AlpinnoCT</b></p> <p>Steigerung der Effizienz und der Produktivität des kombinierten Verkehrs. Anwendung und Weiterentwicklung des Know-hows der Produktionsindustrie, Aufbau einer Dialogplattform für Diskussionen über Lösungen zur Verlagerung von der Strasse auf die Schiene.</p>	<p>Der Schweizer Partner Verein Alpeninitiative trägt insbesondere zu den Projektschritten "Kombinierter Verkehr (KV) und Produktion, Analyse und Grundlagen" und "Toolbox an Massnahmen" bei, Einsatz des Fachwissens und des Netzwerkes für die Organisation und fachliche Vorbereitung der Dialog-Veranstaltungen.</p>	<p>Nicht über NPR finanziert</p>

## Projekte NWE

Projekt	Beschreibung		NRP
<b>ASPECT</b>	<p>Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit von Industrieunternehmen. Entwicklung von fortgeschrittenen Simulationstechnologien für den Nachweis von Temperaturanstiegen sowie von adaptiven Steuerungssystemen zur Anpassung der Maschineneinstellungen während des Produktions laufs. Ziel einer Produktionssteigerung im Herstellungsverfahren um 40% sowie Reduktion der Wartungskosten um 20-25%.</p>	<p>Erstellen eines automatisierten Systems zur Steuerung a ausgewählter Prozessparameter. Entwicklung einer Werkzeugsteuerungsstrategie, Integration von Sensoren in das Werkzeug, Implementierung der Steuerungsstrategie in das mit Aktuatoren.</p>	Nicht über NPR finanziert
<b>PHOSAYOU</b>	<p>Gewährleistung der Ernährungssicherheit in NWE durch die Phosphor-Rückgewinnung aus kommunalen Abwassern, indem die Abhängigkeit von der EU von importiertem P-Gestein verringert wird. Einsatz von neuen Produkten und innovativen Verfahren, Reduktion von Schadstoffen und Abfallentsorgung. Sicherung von Arbeitsplätzen in der P-Wertschöpfungskette sowie neue Marktchancen im Bereich Öko-Innovation.</p>	<p>1. Nachweis, dass die Phosphorrückgewinnung aus Abwasser machbar ist  2. Nachweis, dass die Düngemittelwertschöpfungskette bereit ist, sekundären Rohphosphor zu nutzen  3. Schließung der Lücke zwischen der Phosphorrückgewinnung und dem Phosphorreycling</p>	<p>Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit Schweizer KMUs, insbesondere im Bereich Cleantech. Die Schweiz ist in Rückgewinnungstechnologien und Recycling von Phosphor weltweit führend. Mittels eines nationalen Netzwerks soll Phos4You die zügige Technologieentwicklung fördern, um die Chancen, die sich aus der gesetzgeberischen Vorreiterrolle ergeben, für den Technologieexport optimal zu nutzen. Durch eine Rückgewinnung könnte ihr Phosphorbedarf bis zu 70% im Inland gedeckt werden und somit die nationale Wertschöpfung und die Versorgungssicherheit erhöhen.</p>

## Annex 3: Liste der befragten Personen (Explorativinterviews und Fokusgruppen)

**Tabelle 2: Interviewte Expertinnen und Experten**

<b>Name</b>	<b>Institution</b>	<b>Funktion</b>
Silvia Jost	ARE	National Coordinator von INTERREG-B-Programmen
Véronique Gruber	Kanton Freiburg	Interreg-Verantwortliche des Kantons Freiburg
Peter Niederer	Schweizer Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete SAB	Lead Partner im Interreg B-Projekt INTESI
Sabine Kollbrunner	SECO	Ansprechperson des ARE im SECO-DSRE bezüglich Interreg (& NRP)

Die explorativen Experteninterviews wurden telefonisch im Zeitraum Dezember 2017 bis Januar 2018 durchgeführt.

Tabelle INFRAS.

**Tabelle 3: Teilnehmende der Fokusgruppe – Programmebene**

<b>Name</b>	<b>Institution</b>	<b>Funktion</b>
Christina Bauer	Alpine Space programme	Head of Managing Authority des ASP-Programmes
Sébastien Rieben	ARE	CH-Kontaktperson für INTERREG-B-Programme
Silvia Jost	ARE	National Coordinator von INTERREG-B-Programmen
Martin Tritten	Kanton Bern	BECO, Chef du domaine tourisme
Véronique Gruber	Kanton Freiburg	Interreg-Verantwortliche des Kantons Freiburg
Seraina Hostettler	Kanton Graubünden	Interreg-Verantwortliche des Kantons Graubünden
Sabine Kollbrunner	SECO	Ansprechperson des ARE im SECO-DSRE bezüglich Interreg (& NRP)

Die Fokusgruppe mit Akteuren der Programmebene hat am 29.1.2018 in Zürich stattgefunden.

Tabelle INFRAS.

**Tabelle 4: Teilnehmende der Fokusgruppen – Projektebene**

<b>Name</b>	<b>Institution</b>	<b>Interreg-Projekt</b>	<b>Funktion der Institution im Projekt</b>
Angelika Abderhalden	Pro Terra Engiadina	SPARE	Partner
Thomas Probst	Bundesamt für Umwelt BAFU	GoApply	Partner
Anthony Morin	Canton du Jura	INTESI	Partner
Jakob Rager	Centre de recherches énergétiques et municipales CREM	IMEAS	Partner
Yann Decorzant	Centre régional d'études des populations alpines CREPA	AlpFoodWay	Partner
Anders Nättorp	Fachhochschule Nordwestschweiz FHNW	Phos4You	Partner
Jean-Philippe Bacher	Haute école d'ingénierie et d'architecture Fribourg HEIA	The4Bees	Partner
Jacques P. Bersier	Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale de Fribourg HES-SO//FR	S3-4AlpClusters	Lead Partner
Frank Bau	Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur	C-TEMAIp	Partner
Beatrice Durrer	Hochschule Luzern HSLU	PlurAlps	Partner
Martine Felber	Planair SA	PEACE Alps	Partner
Cassiano Luminati	Polo Poschiavo	AlpFoodWay	Lead Partner
Peter Niederer	Schweizer Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete SAB	INTESI	Lead Partner
Ruedi Haller	Schweizer Nationalpark SNP	AlpBioNet 2030	Partner
Matthias Hölling	Technopark Zürich	Care4Tech	Partner
Umberto Bondi	Universita della Svizzera Italiana	Scale(Up)Alps	Partner
Peter Huggenberger	Universität Basel	GRETA	Partner

Die Fokusgruppen mit Akteuren der Projektebene haben am 16.1.2018 in Bern und am 24.1.2018 in Zürich stattgefunden.

Tabelle INFRAS.

**Secrétariat d'Etat à l'Economie SECO**

Politique régionale et d'organisation du territoire (DSRE)

Holzikofenweg 36, 3003 Berne

Tél. +41 58 462 28 73, Fax +41 58 462 27 68

[www.seco.admin.ch](http://www.seco.admin.ch), [info.dsre@seco.admin.ch](mailto:info.dsre@seco.admin.ch)